



Catalogue no. 81-003-XPB

Education Quarterly Review

1999, Vol. 5, no. 4

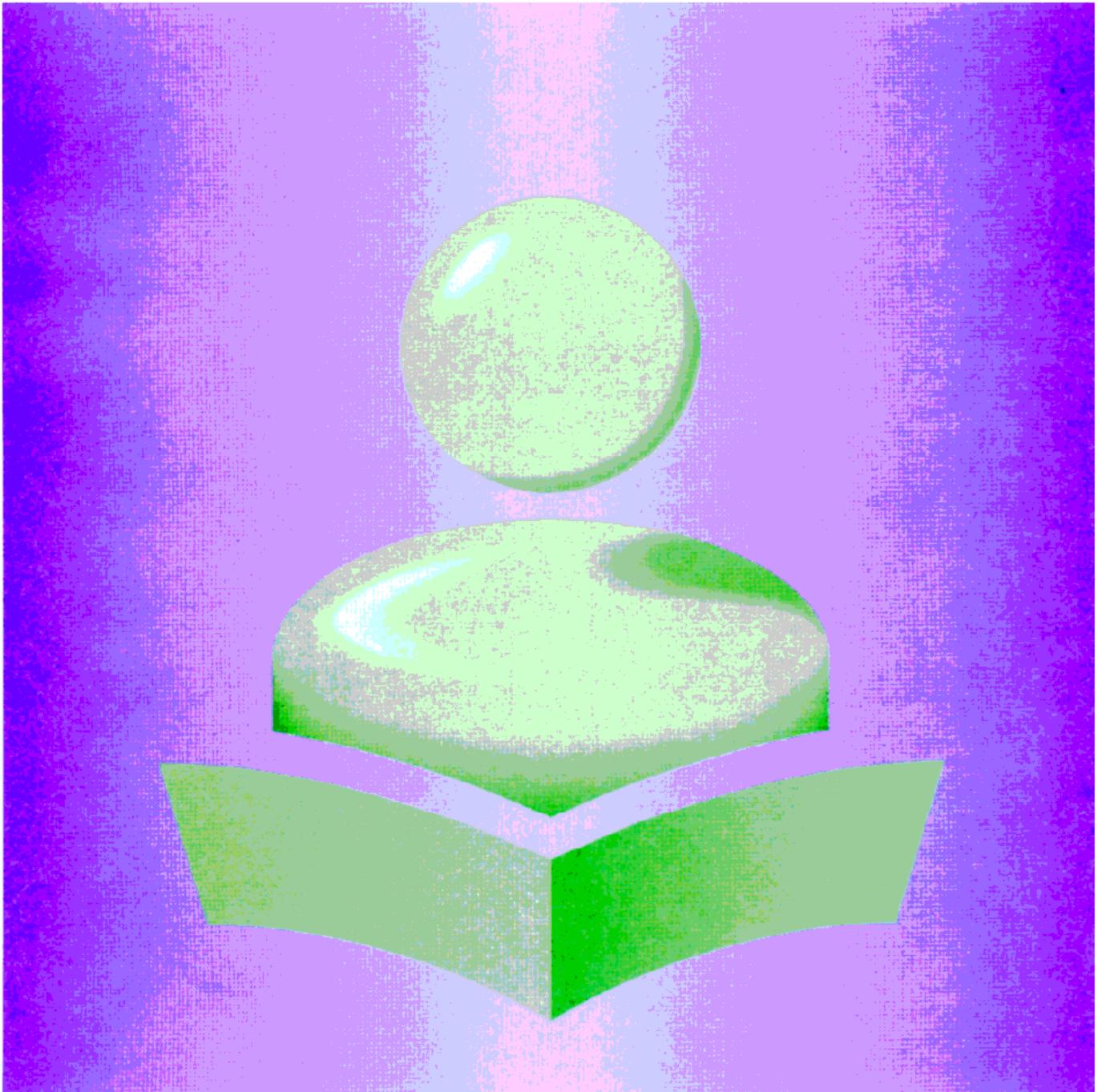
- Student debt from 1990-91 to 1995-96: An analysis of Canada Student Loans data.
- A profile of NLSCY schools
- Parents and schools: The involvement, participation, and expectations of parents in the education of their children

N°81-003-XPB au catalogue

Revue trimestrielle de l'éducation

1999, vol. 5, n° 4

- La dette étudiante de 1990-91 à 1995-96: une analyse des données du Programme canadien de prêts aux étudiants.
- Profil des écoles de l'ELNEJ
- Les parents et l'école: la participation et les attentes des parents en ce qui a trait à l'éducation de leurs enfants



Statistics
Canada

Statistique
Canada

Canada

Data in many forms

Statistics Canada disseminates data in a variety of forms. In addition to publications, both standard and special tabulations are offered. Data are available on the Internet, compact disc, diskette, computer printouts, microfiche and microfilm, and magnetic tape. Maps and other geographic reference materials are available for some types of data. Direct online access to aggregated information is possible through CANSIM, Statistics Canada's machine-readable database and retrieval system.

How to obtain more information

Inquiries about this product and related statistics or services should be directed to: Dissemination Officer, *Education Quarterly Review*, Centre for Education Statistics, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (telephone: (613) 951-1503) or to the Statistics Canada Regional Reference Centre in:

Halifax	(902) 426-5331	Regina	(306) 780-5405
Montréal	(514) 283-5725	Edmonton	(780) 495-3027
Ottawa	(613) 951-8116	Calgary	(403) 292-6717
Toronto	(416) 973-6586	Vancouver	(604) 666-3691
Winnipeg	(204) 983-4020		

You can also visit our World Wide Web site:
<http://www.statcan.ca>

Toll-free access is provided for all users who reside outside the local dialing area of any of the Regional Reference Centres.

National enquiries line	1 800 263-1136
National telecommunications device for the hearing impaired	1 800 363-7629
Order-only line (Canada and United States)	1 800 267-6677
Fax order line (Canada and United States)	1 877 287-4369

Ordering/Subscription information

All prices exclude sales tax

Catalogue no. 81-003-XPB, is published quarterly as a standard paper product. The prices for delivery in Canada are \$21.00 per issue and \$68.00 for a one-year subscription, and outside Canada for US \$21.00 per issue and US \$68.00 for a one-year subscription. Please order by mail, at Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A 0T6; by phone, at (613) 951-7277 or 1 800 700-1033; by fax, at (613) 951-1584 or 1 800 889-9734; or by Internet, at order@statcan.ca. For changes of address, please provide both old and new addresses. Statistics Canada products may also be purchased from authorized agents, bookstores and local Statistics Canada offices.

This product is also available on the Internet as Catalogue no.81-003-XIB for CDN \$16.00 per issue or CDN \$51.00 for a one-year subscription. Users can obtain single issues or subscribe at <http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/feepub.cgi>.

Standards of service to the public

Statistics Canada is committed to serving its clients in a prompt, reliable and courteous manner and in the official language of their choice. To this end, the agency has developed standards of service which its employees observe in serving its clients. To obtain a copy of these service standards, please contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre.

Des données sous plusieurs formes

Statistique Canada diffuse les données sous formes diverses. Outre les publications, des totalisations habituelles et spéciales sont offertes. Les données sont disponibles sur Internet, disque compact, disquette, imprimé d'ordinateur, microfiche et microfilm, et bande magnétique. Des cartes et d'autres documents de référence géographiques sont disponibles pour certaines sortes de données. L'accès direct à des données agrégées est possible par le truchement de CANSIM, la base de données ordinaire et le système d'extraction de Statistique Canada.

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Agente de diffusion, *Revue trimestrielle de l'éducation*, Centre des statistiques sur l'éducation, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-1503) ou à l'un des centres de consultation régionaux de Statistique Canada :

Halifax	(902) 426-5331	Regina	(306) 780-5405
Montréal	(514) 283-5725	Edmonton	(780) 495-3027
Ottawa	(613) 951-8116	Calgary	(403) 292-6717
Toronto	(416) 973-6586	Vancouver	(604) 666-3691
Winnipeg	(204) 983-4020		

Vous pouvez également visiter notre site sur le Web :
<http://www.statcan.ca>

Un service d'appel interurbain sans frais est offert à tous les utilisateurs qui habitent à l'extérieur des zones de communication locale des centres de consultation régionaux.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Numéro pour commander seulement (Canada et États-Unis)	1 800 267-6677
Numéro pour commander par télécopieur (Canada et États-Unis)	1 877 287-4369

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Les prix ne comprennent pas les taxes de vente

Le produit n° 81-003-XPB au catalogue paraît trimestriellement en version imprimée standard. Au Canada, un numéro coûte 21 \$ et un abonnement d'un an coûte 68 \$. À l'extérieur du Canada, un numéro coûte 21 \$US et un abonnement d'un an coûte 68 \$US. Veuillez commander par la poste, en écrivant à Statistique Canada, Division de la diffusion, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) K1A 0T6; par téléphone, en composant le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033; par télécopieur, en composant le (613) 951-1584 ou le 1 800 889-9734; ou par Internet, en vous rendant à order@statcan.ca. Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresses. On peut aussi se procurer les produits de Statistique Canada auprès des agents autorisés, dans les librairies et dans les bureaux régionaux de Statistique Canada.

On peut aussi se procurer ce produit sur Internet n° 81-003-XIB au catalogue. Un numéro coûte 16 \$CAN et un abonnement d'un an coûte 51 \$CAN. Pour obtenir un numéro de ce produit ou s'y abonner, les utilisateurs sont priés de se rendre à http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/feepub_f.cgi.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois et dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec le centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de chez vous.



Statistics Canada
Culture, Tourism and the Centre for Education Statistics

Education Quarterly Review

1999, Vol. 5, no. 4

- Student debt from 1990-91 to 1995-96: An analysis of Canada Student Loans data.
- A profile of NLSCY schools
- Parents and schools: The involvement, participation, and expectations of parents in the education of their children

Statistique Canada
Culture, Tourisme et Centre des statistiques sur
l'éducation

Revue trimestrielle de l'éducation

1999, vol. 5, n° 4

- La dette étudiante de 1990-91 à 1995-96: une analyse des données du Programme canadien de prêts aux étudiants.
- Profil des écoles de l'ELNEJ
- Les parents et l'école: la participation et les attentes des parents en ce qui a trait à l'éducation de leurs enfants

Published by authority of the Minister
responsible for Statistics Canada

© Minister of Industry, 1999

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

July 1999

Catalogue no. 81-003-XPB, Vol. 5, no. 4
ISSN 1195-2261

Catalogue no. 81-003-XIB, Vol. 5, no. 4
ISSN 1209-0859

Frequency: Quarterly

Ottawa

Publication autorisée par le ministre
responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 1999

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Juillet 1999

N° 81-003-XPB au catalogue, vol. 5, n° 4
ISSN 1195-2261

N° 81-003-XIB au catalogue, vol. 5, n° 4
ISSN 1209-0859

Fréquence : trimestrielle

Ottawa

Note of appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing partnership between Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses, governments and other institutions. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Symbols

The following standard symbols are used in Statistics Canada publications:

- .. figures not available.
- ... figures not appropriate or not applicable.
- nil or zero.
- amount too small to be expressed.
- ^p preliminary figures.
- ^e estimate.
- ^r revised figures.
- x confidential to meet secrecy requirements of the Statistics Act.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

- .. nombres indisponibles.
- ... n'ayant pas lieu de figurer.
- néant ou zéro.
- nombres infimes.
- ^p nombres provisoires.
- ^e estimation.
- ^r nombres rectifiés.
- x confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique relatives au secret.

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.



Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'American National Standard for Information Sciences – “Permanence of Paper for Printed Library Materials”, ANSI Z39.48 – 1984.



Acknowledgments

This publication was prepared under the direction of:

Scott Murray, Director, Culture, Tourism and the
Centre for Education Statistics,
E-mail: *murrSCO@statcan.ca*

Steering Committee:

- Doug Drew, Assistant Director, Centre for Education Statistics, E-mail: *drewdou@statcan.ca*
- Robert Couillard, Training and Continuing Education Section, E-mail: *couirob@statcan.ca*
- Patrice de Broucker, Integration, Analysis and Special Projects Section, E-mail: *debrpat@statcan.ca*
- John Jackson, Postsecondary Education Section, E-mail: *jackjoh@statcan.ca*
- Raynald Lortie, Elementary-Secondary Education Section, E-mail: *lortray@statcan.ca*
- Doug Lynd, Planning and Client Services Section, E-mail: *lynddou@statcan.ca*
- Jim Seidle, Editor-in-Chief, E-mail: *seidjim@statcan.ca*

Editing: Communications Division

Marketing Co-ordinator: Grafton Ross,
E-mail: *rossgra@statcan.ca*

Production Co-ordinator: Linda Stevenson,
E-mail: *stevlin@statcan.ca*

Technical support: Sharon-Anne Gibbs,
E-mail: *gibbsha@statcan.ca*
Daniel Perrier,
E-mail: *perrdan@statcan.ca*

Design and composition: Dissemination Division

Remerciements

Cette publication a été préparée sous la direction de :

Scott Murray, directeur, Culture, Tourisme et Centre des
statistiques sur l'éducation, Courrier électronique :
murrSCO@statcan.ca

Le comité de direction :

- Doug Drew, directeur adjoint, Centre des statistiques sur l'éducation, Courrier électronique : *drewdou@statcan.ca*
- Robert Couillard, Section de la formation et de l'éducation continue, Courrier électronique : *couirob@statcan.ca*
- Patrice de Broucker, Section de l'intégration, de l'analyse et des projets spéciaux, Courrier électronique : *debrpat@statcan.ca*
- John Jackson, Section de l'enseignement postsecondaire, Courrier électronique : *jackjoh@statcan.ca*
- Raynald Lortie, Section de l'enseignement primaire et secondaire, Courrier électronique : *lortray@statcan.ca*
- Doug Lynd, Section de la planification et des services aux clients, Courrier électronique : *lynddou@statcan.ca*
- Jim Seidle, Rédacteur en chef, Courrier électronique : *seidjim@statcan.ca*

Révision de fond : Division des communications

Coordonnateur du marketing : Grafton Ross,
Courrier électronique : *rossgra@statcan.ca*

Coordonnatrice de la production : Linda Stevenson,
Courrier électronique : *stevlin@statcan.ca*

Soutien technique : Sharon-Anne Gibbs,
Courrier électronique : *gibbsha@statcan.ca*
Daniel Perrier,
Courrier électronique : *perrdan@statcan.ca*

Graphisme et composition : Division de la diffusion

From the Editor-in-Chief

Le mot du rédacteur en chef

Mission

Education Quarterly Review analyses and reports on current issues and trends in education using information from a variety of statistical sources. It serves as a focal point for education statistics and provides a forum for communication with stakeholders and the public. Our goal is to present information and analysis that are relevant, authoritative, timely and accessible.

Mission

La *Revue trimestrielle de l'éducation* publie des analyses et des articles sur les questions d'actualité et les tendances en éducation à partir de sources statistiques variées. Elle est un point de mire pour les statistiques en matière d'éducation et sert de table ronde aux intervenants dans le domaine et au public. Notre but est de présenter de l'information et des analyses pertinentes, fiables, actuelles et accessibles.

In order to provide our readers with more information on research-in-progress within the Centre for Education Statistics, this issue of *Education Quarterly Review* includes an expanded version of the section **In our next issue**, which we now call **In upcoming issues**. The research titles and abstracts listed in this section appear in the order in which we plan to release them. And while each of the past four issues of *EQR* included two articles, we will be offering three articles in at least some of the issues appearing in Volume 6.

In addition to the analytical papers appearing in *EQR*, we have listed in the **Cumulative index** of articles at the end of the publication, the approximately 75 articles published over the past five years. These articles appear under the 11 categories (funding, student flows, technology and learning, accessibility, etc.) identified as education policy issues in the report *Strategic Plan (1997)*, which was released in November 1997 — one year after the creation of Statistics Canada's Centre for Education Statistics. The *Strategic Plan* reviews the Centre's statistical program and identifies objectives and priorities required to strengthen the program to better address information needs. This report is available free of charge on the Internet at address <http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/freepub.cgi>.

Your views on the information and analysis contained in this or any previous issue of *EQR* are always welcome. Please address all correspondence, in either official language, to:

Jim Seidle, Editor-in-Chief
Education Quarterly Review
Centre for Education Statistics
Statistics Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0T6

Telephone: (613) 951-1500
Fax: (613) 951-9040
E-mail: seidjim@statcan.ca

Afin de fournir à nos lecteurs de plus amples renseignements sur les recherches en cours au Centre des statistiques sur l'éducation, le présent numéro de la *Revue trimestrielle de l'éducation (RTE)* comprend une version plus développée de la section **Dans notre prochain numéro**, que nous appellerons désormais **Dans les numéros à venir**. Dans cette section, les titres de recherches ainsi que la description de celles-ci apparaissent dans l'ordre dans lequel nous prévoyons les publier. De plus, alors que les quatre derniers numéros de la *RTE* ne contenaient que deux articles, certains des numéros du volume 6 en compteront trois.

À l'**Index cumulatif** des articles apparaissant à la fin de la publication figure, outre les articles analytiques publiés dans la *RTE*, une liste d'environ 75 articles publiés au cours des cinq dernières années. Les articles sont répartis en 11 catégories, dont le financement, les mouvements des étudiants, la technologie et l'apprentissage de même que l'accessibilité. Les catégories sont définies en fonction des enjeux liés aux politiques en matière d'éducation présentés dans le rapport intitulé *Plan stratégique (1997)*, qui a été diffusé en novembre 1997, soit un an après la création du Centre des statistiques sur l'éducation de Statistique Canada. Le *Plan stratégique* passe en revue le programme statistique du Centre et définit des objectifs et des priorités visant à consolider le programme pour lui permettre de mieux répondre aux besoins d'information. Ce rapport est offert gratuitement sur Internet à l'adresse suivante: http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/freepub_f.cgi.

Nous vous invitons également à nous faire part de votre opinion sur l'information et les analyses publiées dans le présent numéro ou dans tout autre numéro antérieur de la *RTE*. Veuillez expédier toute correspondance, dans l'une ou l'autre des langues officielles, à:

Jim Seidle, rédacteur en chef
Revue trimestrielle de l'éducation
Centre des statistiques sur l'éducation
Statistique Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6

Téléphone: (613) 951-1500
Télécopieur: (613) 951-9040
Courrier électronique: seidjim@statcan.ca

Education Quarterly Review as well as other Statistics Canada publications, including the statistical compendium *Education in Canada* (Catalogue 81-229-XIB), can be accessed electronically. The address is: <http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/feepub.cgi>.

EQR

La *Revue trimestrielle de l'éducation* de même que d'autres publications de Statistique Canada, dont le compendium statistique *L'éducation au Canada* (produit n° 81-229-XIB au catalogue), sont accessibles par voie électronique à l'adresse suivante : http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/feepub_f.cgi.

RTE

Table of contents

Table des matières

	Page		Page
From the Editor-in-Chief	4	Le mot du rédacteur en chef	4
Highlights	7	Faits saillants	7
Articles		Articles	
Student debt from 1990-91 to 1995-96: An analysis of Canada Student Loans data.	10	La dette étudiante de 1990-91 à 1995-96: une analyse des données du Programme canadien de prêts aux étudiants.	10
A profile of NLSCY schools	36	Profil des écoles de l'ELNEJ	36
Parents and schools: The involvement, participation, and expectations of parents in the education of their children	61	Les parents et l'école: la participation et les attentes des parents en ce qui a trait à l'éducation de leurs enfants	61
Data availability announcements	81	Données disponibles	81
Data release	81	Donnée parue	81
Current data	83	Données récentes	83
Education at a glance	85	Coup d'oeil sur l'éducation	85
In upcoming issues	95	Dans les numéros à venir	95
Cumulative index	97	Index cumulatif	97

Highlights

Student debt from 1990-91 to 1995-96: An analysis of Canada Student Loans data

(see page 10)

- In the 1990s many Canadian students who borrowed to pursue postsecondary education had large debts upon leaving the institution. Increases in tuition fees and other postsecondary education-related costs, combined with lower student financial resources, compelled more students to apply for larger Canada Student Loans.
- More borrowers experienced difficulties in meeting their loan repayment schedules shortly after leaving school. These difficulties increased in magnitude each year in the 1990s. 30.9% of the students who left school in 1995-96 had difficulties in the first year compared with 21.7% of the students who left in 1990-91.
- Borrowers who studied at private career colleges and training institutions had the greatest difficulty in repaying their Canada Student Loans. Approximately one third of these borrowers defaulted on their loans in the first year of repayment.
- Bankruptcies involving Canada Student Loans rose steadily from 1993-94 to 1995-96. University students were more likely to declare bankruptcy than borrowers from private institutions and community colleges. One tenth of the loan defaults for university borrowers who entered into repayment in 1995-96 were due to bankruptcy. The high level of debt carried by these borrowers may have been a factor in their decision to declare bankruptcy. Note: In 1998, amendments were made to the *Bankruptcy and Insolvency Act* to ensure that student loans could not be discharged through bankruptcy proceedings until 10 years after the completion of study.
- The percentage of borrowers who were able to repay their loans in full within one year fell in the 1990s, from 11.0% in 1990-91 to 5.1% in 1995-96. These students usually have smaller loans upon leaving school.

Faits saillants

La dette étudiante de 1990-91 à 1995-96: une analyse des données du Programme canadien de prêts aux étudiants

(voir page 10)

- Dans les années 90, un grand nombre d'étudiants canadiens qui avaient emprunté pour poursuivre leurs études postsecondaires se retrouvaient avec des dettes considérables à la fin de leurs études. L'augmentation des frais de scolarité et d'autres frais relatifs à l'enseignement postsecondaire ajoutés à des ressources financières moins élevées ont obligé plus d'étudiants à demander des prêts plus élevés.
- Plus d'emprunteurs ont eu de la difficulté à respecter leurs délais de remboursement peu après avoir quitté l'école. Ces difficultés augmentaient d'année en année dans les années 90. Une proportion de 30.9% des étudiants qui ont quitté l'école en 1995-96 ont éprouvé de la difficulté à ce chapitre au cours de la première année, par rapport à 21.7% des étudiants qui ont terminé en 1990-91.
- Les emprunteurs qui ont étudié dans des collèges d'enseignement professionnel ou des établissements de formation privés sont ceux qui ont éprouvé le plus de difficulté dans le remboursement de leur prêt d'études canadien. Environ le tiers de ces emprunteurs n'ont pas honoré leurs échéances durant la première année de remboursement.
- Les faillites impliquant des prêts consentis en vertu du Programme canadien de prêts aux étudiants ont augmenté régulièrement entre 1993-94 à 1995-96. Il était plus probable que les étudiants universitaires déclarent faillite que les emprunteurs ayant étudié dans des établissements d'enseignement privés ou des collèges communautaires. Un dixième des défauts de paiement de prêt pour les emprunteurs universitaires qui commençaient à rembourser en 1995-96 était dû aux faillites. La dette encourue par ces emprunteurs, du fait qu'elle soit élevée, peut avoir représenté un facteur dans leur décision de déclarer faillite. Note: En 1998, la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* a été modifiée pour faire en sorte que les emprunteurs ne puissent être libérés de leur prêt étudiant par le biais de procédures de faillite que 10 ans après avoir terminé leurs études.
- Le pourcentage des emprunteurs qui pouvait intégralement rembourser leur dette au bout d'un an a chuté dans les années 90, passant de 11.0% en 1990-91 à 5.1% en 1995-96. Ces étudiants ont habituellement des prêts moins élevés à la fin de leurs études.

A profile of NLSCY schools

(see page 36)

- Just under 2,700 schools, or roughly one quarter of all schools in Canada which principally contain students in junior kindergarten to Grade 6, provided information to the first cycle (1994-95) of the NLSCY's School Component.
- Principals generally reported that their schools had sufficient material resources to adequately or completely meet their instructional needs, but less than one third of principals reported that computers and computer software were adequate for their schools' instructional needs.
- Active parent advisory committees were common among the schools but only four in ten principals stated that their schools' committee had a "considerable" or "strong" influence on school policies and practices.
- Serious disciplinary problems were relatively rare in NLSCY schools.

Parents and schools: The involvement, participation, and expectations of parents in the education of their children

(see page 62)

- Findings from the 1994-95 National Longitudinal Survey of Children and Youth (NLSCY) reveal that Canadian parents are very involved in their children's education as measured by both attitude and behaviour. Parental involvement was rated as high by parents, teachers, and children. Parents of children in grades 1 to 3 are about as involved as parents of children in grades 4 to 6, while principals reported somewhat lower levels of involvement for all parents in the schools attended by the NLSCY children.
- There are several factors related to parents being involved in their children's education. When looking at socio-economic status (SES), teachers rate parents in higher SES brackets as more involved than other parents, but parents' ratings are similar across SES brackets. Teachers rate parents in two parent families as more involved than parents in one-parent families; parents' ratings are similar regardless of family structure. Teachers and parents rate parental involvement the same for parents of girls versus boys.

Profil des écoles de l'ELNEJ

(voir page 36)

- Un peu moins de 2,700 écoles, ou à peu près le quart de toutes les écoles au Canada qui comptaient surtout des élèves de la prématernelle à la 6^e année, ont contribué à enrichir la composante scolaire de l'ELNEJ de leurs renseignements à l'occasion du cycle de 1994-95 de l'enquête, soit le premier cycle de celle-ci.
- Dans l'ensemble, les directeurs ont déclaré disposer de suffisamment de ressources matérielles pour répondre adéquatement ou entièrement à leurs besoins, mais moins du tiers des directeurs ont déclaré que les ordinateurs et les logiciels d'ordinateurs répondaient adéquatement aux besoins de leur école.
- De nombreuses écoles comptaient des comités consultatifs de parents qui étaient actifs, mais seulement 4 directeurs sur 10 ont déclaré que le comité de leur école avait une « grande » ou une « très grande » influence sur les politiques et pratiques de l'école.
- De graves problèmes de discipline étaient relativement rares dans les écoles de l'ELNEJ.

Les parents et l'école: la participation et les attentes des parents en ce qui a trait à l'éducation de leurs enfants

(voir page 62)

- Les résultats de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes de 1994-95 (ELNEJ) ont révélé que les parents canadiens prennent une part très active à l'éducation de leurs enfants, si l'on considère leur attitude et leur comportement. Les parents, les enseignants et les enfants ont jugé que la participation des parents à l'éducation de leurs enfants était élevée. Les parents d'enfants de la première à la troisième année participent à peu près autant à l'éducation de leurs enfants que les parents d'enfants de la quatrième à la sixième année. Cependant, les directeurs ont fait état de niveaux de participation relativement plus faibles pour tous les parents dans les écoles fréquentées par les enfants visés par l'ELNEJ.
- Plusieurs facteurs sont liés à la participation des parents à l'éducation de leurs enfants. En ce qui concerne le statut socioéconomique (SSE), les enseignants pensent que les parents ayant un SSE plus élevé participent davantage à l'éducation de leurs enfants que les autres parents; l'opinion des parents est à peu près la même, indépendamment de leur SSE. Les enseignants considèrent que les parents de familles biparentales participent davantage à l'éducation de leurs enfants que les parents de familles monoparentales; le jugement des parents est le même, quelle que soit la structure

Finally, teachers and parents tend to rate the parents of children whose first language is French as being more involved than other parents.

- Parents tend to have higher expectations of how much schooling their child will complete compared to how much education teachers think children will complete. More parents than teachers expect children to complete a university education. Both parents and teachers rate that children in higher SES brackets, children in two-parent families, and children with older parents will complete university. Parents and teachers rate boys as likely as girls to complete university. As well, parents and teachers rate children with various language profiles as equally likely to complete university. EQR

de la famille. Les enseignants et les parents considèrent que la participation des parents est la même, qu'il s'agisse de parents de garçons ou de filles. Enfin, les enseignants et les parents ont tendance à penser que les parents d'enfants dont la langue maternelle est le français participent plus activement que les autres à l'éducation de leurs enfants.

- Pour ce qui est du niveau de scolarité de l'enfant, les parents ont des attentes plus élevées par rapport aux prévisions des enseignants. Les parents sont plus nombreux que les enseignants à s'attendre que les enfants obtiennent un diplôme universitaire. Les parents et les professeurs jugent que les enfants ayant un SSE plus élevé, les enfants de familles biparentales et les enfants dont les parents sont plus âgés obtiendront un diplôme universitaire. Les parents et les professeurs accordent le même classement aux garçons qu'aux filles pour ce qui est de l'obtention d'un diplôme universitaire. De plus, les parents et les professeurs considèrent que l'obtention d'un diplôme universitaire ne dépend pas du profil linguistique de l'enfant. RTE

Student debt from 1990-91 to 1995-96: An analysis of Canada Student Loans data

Laurie Plager
Socio-Economic Modelling Group
Social and Economic Studies Division, Statistics Canada
Telephone: (613) 951-4234; fax: (613) 951-5403
E-mail: plaglau@statcan.ca

and

Edward Chen
Socio-Economic Modelling Group
Social and Economic Studies Division, Statistics Canada
Telephone: (613) 951-4769; fax: (613) 951-5403
E-mail: chenedw@statcan.ca

Introduction

The level of debt carried by postsecondary students has generated concern in recent years. Many Canadian students who borrowed to pursue higher education entered into repayment with large debt loads and were experiencing financial difficulty in trying to repay their loans. There is a growing interest in the magnitude of difficulties experienced by these borrowers. This analysis of data on student loans highlights key trends in student debt and repayment patterns in the period 1990-91 to 1995-96.

The rising cost of education was also an area of major concern, because of its potential to restrict access to higher education. During the 1990s, university tuition fees had increased rapidly, nearly doubling in real terms. Community college tuition, although lower than that of universities, had also been climbing. The tuition that was charged by private training institutions tended to be the most costly of all. Tuition fees, however, represent a portion of the total cost of postsecondary education; students must also cover living costs while in school. In the early 1990s, poor labour market conditions reduced the financial resources available to many students from summer earnings and family contributions. The combination of higher costs and diminished resources has increased the financial need of students resulting in their application for larger student loans.

The Canada Student Loans Program (CSLP) has made postsecondary education more accessible for many Canadian students by providing loans to those with

La dette étudiante de 1990-91 à 1995-96: une analyse des données du Programme canadien de prêts aux étudiants

Laurie Plager
Groupe de la modélisation socioéconomique
Division des études sociales et économiques, Statistique Canada
Téléphone: (613) 951-4234; télécopieur: (613) 951-5403
Courrier électronique: plaglau@statcan.ca

et

Edward Chen
Groupe de la modélisation socioéconomique
Division des études sociales et économiques, Statistique Canada
Téléphone: (613) 951-4769; télécopieur: (613) 951-5403
Courrier électronique: chenedw@statcan.ca

Introduction

L'endettement des étudiants de l'enseignement postsecondaire a créé un climat d'inquiétude ces dernières années. En effet, un grand nombre d'étudiants canadiens qui avaient emprunté de l'argent afin de poursuivre des études supérieures se sont retrouvés avec des dettes élevées au moment du remboursement et ont eu de la difficulté à rembourser leurs prêts. Il existe un intérêt croissant pour l'importance des difficultés auxquelles doivent faire face ces emprunteurs. La présente analyse de données sur les prêts étudiants met en lumière les tendances clés des modes d'emprunt et de remboursement des étudiants pour la période allant de 1990-91 à 1995-96.

L'augmentation du coût de l'éducation était également cause de grande inquiétude en raison de son potentiel pour limiter l'accès à l'enseignement supérieur. Au cours des années 90, les droits de scolarité universitaires ont augmenté rapidement, à tel point qu'ils ont presque doublé. Les droits de scolarité pour les collèges communautaires, bien que moins élevés que ceux des universités, ont également augmenté. Les droits de scolarité exigés par les établissements de formation privés avaient tendance à être les plus élevés de tous. Toutefois, les droits de scolarité ne représentent qu'une portion du coût total de l'enseignement postsecondaire. En effet, les étudiants doivent également défrayer leurs coûts de subsistance pendant leurs études. Au début des années 90, les mauvaises conditions du marché du travail ont réduit les ressources financières qu'un grand nombre d'étudiants touchaient par le biais d'emplois d'été et de contributions familiales. Les coûts plus élevés ajoutés aux ressources diminuées ont augmenté les besoins financiers des étudiants, les portant à solliciter des prêts étudiants plus élevés.

Le Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE) a rendu l'enseignement postsecondaire plus accessible pour un grand nombre d'étudiants canadiens en fournissant des prêts à

demonstrated need. Canada Student Loans (CSL) are available to full-time students with assessed financial need who are pursuing degrees, diplomas or certificates in programs of 12 weeks or longer at designated educational institutions in Canada and abroad. The CSLP covers three types of educational institutions: universities; community colleges (including public community colleges and trade vocational institutions); and private institutions (private career colleges and training institutions).

In Canada, financial assistance for students is provided through federal-provincial partnerships. Through this program, resident students are eligible to receive a Canada Student Loan and a provincial student loan and/or grant. Students generally receive 60% of their loans from the Canada Student Loans Program; the other 40% of their loans from the provincial government depending on the terms of the provincial program. Currently, nine provinces and the Yukon participate in the CSLP. Quebec and the Northwest Territories do not participate; instead, they receive alternative payments from the federal government to assist in the provision of their own programs.

In a previous issue of the *Education Quarterly Review*, Finnie and Garneau (1996) drew a profile of student borrowers and examined the incidence of borrowing and reasons for defaulting on loans. Using data from the National Graduates Survey (NGS), they compared graduates in the 1982, 1986 and 1990 cohorts on borrowing and other topics. In a recent article in the *Canadian Social Trends*, Clark (1998) used survey results from NGS, 1995 and reported the impact of high debt on postsecondary graduates of the class of 1995.

This paper is a joint project of Human Resources Development Canada and Statistics Canada which uses data from the Canada Student Loans Program administrative data system to examine general patterns of Canada Student Loan debt in the 1990-91 to 1995-96 time frame for all full-time students, as well as specific trends in student debt by type of educational institution attended. It does not examine loans received through provincial programs. First, we look at the number of students with Canada Student Loans who entered into repayment and the average values of their loans in 1995 constant dollars. We then go on to analyse trends in loan activity and repayment patterns, including repayment difficulties, loan defaults and bankruptcies, and early repayment in full.

The repayment analysis takes two forms: (1) a detailed analysis of the student loans that were consolidated¹ in 1990-91 and (2) a trend analysis of the first year following student loan consolidation for the years from 1990-91 to 1995-96. Our analysis of loans consolidated by the 1990-91 cohort provides detailed information on repayment patterns over a six-year period.

ceux qui étaient dans le besoin. Le prêt d'études canadien (PEC) est offert aux étudiants à temps plein qui ont démontré qu'ils avaient des besoins financiers et qui poursuivent des études menant à un grade universitaire, un diplôme ou un certificat, dans des programmes d'une durée d'au moins 12 semaines, dispensés par des établissements d'enseignement agréés, au Canada et à l'étranger. Le PCPE couvre trois types d'établissements d'enseignement: les universités, les collèges communautaires (qui comprennent les collèges communautaires publics et les écoles de métiers et de formation professionnelle) et les établissements d'enseignement privés (les établissements de formation et les collèges d'enseignement professionnel privés).

Au Canada, l'aide financière aux étudiants est consentie par l'entremise d'un partenariat fédéral-provincial. En vertu de ce programme, les étudiants qui bénéficient du statut de résident sont admissibles à l'obtention d'un prêt d'études canadien ainsi que d'un prêt d'études provincial assorti ou non d'une bourse d'études. En règle générale, les étudiants reçoivent 60% de leur prêt du Programme canadien de prêts aux étudiants et 40% du gouvernement provincial, selon les modalités du programme provincial. Actuellement, neuf provinces ainsi que le Yukon participent au PCPE. Le Québec et les Territoires du Nord-Ouest n'y participent pas, mais reçoivent des paiements du gouvernement fédéral destinés à les aider à pourvoir leurs propres programmes.

Dans un numéro antérieur de la *Revue trimestrielle de l'éducation*, Finnie et Garneau (1996) ont dressé un profil des emprunteurs étudiants et examiné la fréquence des emprunts et les raisons qui menaient les étudiants à ne pas honorer leurs dettes. Utilisant les données recueillies au moyen de l'Enquête nationale auprès des diplômés (END), ils ont comparé les diplômés appartenant aux cohortes de 1982, 1986 et 1990 relativement aux emprunts et à d'autres thèmes. Dans un récent article paru dans *Tendances sociales canadiennes*, Clark (1998) a utilisé les résultats de l'END menée auprès des diplômés de 1995 pour rapporter les effets d'une dette élevée sur ces diplômés de l'enseignement postsecondaire.

Le présent article est un projet conjoint de Développement des ressources humaines Canada et de Statistique Canada. Dans le cadre de ce dernier, nous nous appuyons sur des données du système de données administratives du Programme canadien de prêts aux étudiants pour examiner les tendances générales de la dette générée par les prêts d'études canadiens durant la période de référence de 1990-91 à 1995-96 pour tous les étudiants à temps plein, ainsi que les tendances spécifiques de la dette étudiante par type d'établissement d'enseignement fréquenté. Nous n'examinons pas les emprunts consentis par les programmes provinciaux. En premier lieu, nous examinons le nombre d'étudiants ayant un prêt d'études canadien qui ont commencé leur remboursement et la valeur moyenne de leur prêt exprimée en dollars constants de 1995. Puis nous analysons les tendances des emprunts et des remboursements, en tenant compte également des difficultés de remboursement, des défauts de paiement et des faillites ainsi que des remboursements intégraux anticipés.

L'analyse du remboursement prend deux formes: 1) une analyse détaillée des prêts étudiants qui ont été consolidés en 1990-91 et 2) une analyse des tendances de la première année qui a suivi la consolidation du prêt étudiant pour la période allant de 1990-91 à 1995-96. La présente analyse des prêts consolidés¹ par la cohorte de 1990-91 donne des renseignements détaillés sur les tendances de remboursement sur une période de six ans.

Data source

This analysis is based on data from the Canada Student Loans administrative data system. This system collects information on the amount of funds borrowed by full-time students in the participating provinces through the Canada Student Loans Program to finance higher education. Included are all borrowers pursuing full-time study in programs of 12 weeks or longer, whether or not they have completed their studies. When a student ceases to study, the Canada Student Loans system is informed of the status of the loan, and whether the student has repaid it in full, has defaulted (which includes declaring bankruptcy) or has been granted interest relief.

Data source differences: National Graduates Survey and Canada Student Loans Program

Although the National Graduates Survey collected detailed information on those who had graduated from university and community college programs, it did not capture information on students who had not completed their studies. Students attending private institutions were also excluded from the survey.

The NGS survey focussed on the education, training and labour market experiences of the graduates two years after graduation. The student loans amount information collected include the amounts owed to both federal and provincial government student loan programs as well as the amount owed to other sources.

There are other differences between the data sources with respect to definitions, concepts and methods. The NGS is based on self-reporting and some of the concepts employed, such as on defaults, are not the same as those of the CSLP. Therefore, the figures reported in this study are not necessarily comparable to the data in the NGS survey due to these differences.

Please note that this study covers only those loans issued under the Canada Student Loans Program and does not in any way attempt to report on student assistance provided through provincial loan or grant programs. Also, the figures reported here do not necessarily coincide with statistics included in the federal government's Main Estimates due to differences in reporting periods.

Although the CSLP has existed since 1964, this analysis focuses on the period from 1990-91 to 1995-96. Numerous changes in financial assistance programs for postsecondary education occurred in this time frame, all of which had a dramatic impact on students. As well, access to postsecondary education had been a major social issue in Canada during this period.

Please also note that there have been major policy changes subsequent to the study period. These impacts are not assessed in this analysis (see Appendix A for details). For any additional information related to the Canada Student Loans Program Contact Gino Trifiro, Human Resources Development Canada (819) 994-6804.

Source des données

La présente analyse est fondée sur les données provenant du système de données administratives du Programme canadien de prêts aux étudiants. Par le biais de ce système sont recueillis des renseignements portant sur le montant des prêts accordés aux étudiants à temps plein des provinces participantes en vertu du Programme canadien de prêts aux étudiants pour financer leurs études supérieures. On y trouve tous les emprunteurs poursuivant des programmes d'études à temps plein d'une durée d'au moins 12 semaines, qu'ils aient ou non terminé leurs études. Lorsqu'un étudiant cesse d'étudier, le système du Programme canadien de prêts aux étudiants est informé de la situation de son prêt, à savoir si l'étudiant l'a remboursé en entier, s'il est en défaut de paiement (ce qui comprend la déclaration de faillite) ou s'il a obtenu un allègement des intérêts.

Différences entre les sources de données: Enquête nationale auprès des diplômés et Programme canadien de prêts aux étudiants

Bien que, dans le cadre de l'Enquête nationale auprès des diplômés, on ait recueilli des renseignements détaillés sur les diplômés des programmes universitaires et de collèges communautaires, on n'a pas recueilli de renseignements sur les étudiants qui n'avaient pas terminé leurs études. Les étudiants fréquentant des établissements d'enseignement privés étaient également exclus de l'enquête.

L'END a mis l'accent sur le niveau de scolarité, la formation et l'expérience acquise sur le marché du travail des diplômés durant les deux années suivant l'obtention de leur diplôme. Les renseignements concernant les montants des prêts étudiants comprennent les montants dus aux programmes fédéraux et provinciaux de prêts aux étudiants ainsi que les montants empruntés à d'autres sources.

Il existe d'autres différences entre les sources de données quant aux définitions, aux concepts et aux méthodes utilisés. L'END est fondée sur l'autodéclaration et certains concepts, tels que le défaut de paiement, n'ont pas le même sens que dans le PCPE. Par conséquent, les nombres rapportés dans la présente étude ne sont pas nécessairement comparables aux données de l'END à cause de ces différences.

Soulignons que la présente étude ne couvre que les prêts consentis par le biais du Programme canadien de prêts aux étudiants et qu'elle ne constitue pas un rapport de l'aide financière aux étudiants offerte par l'entremise de programmes provinciaux de prêts ou de bourses. En outre, les nombres rapportés dans le présent article ne coïncident pas nécessairement avec les statistiques du Budget principal des dépenses du gouvernement fédéral à cause de la différence des périodes visées.

Bien que le PCPE existe depuis 1964, la présente analyse met l'accent sur la période qui s'étale de 1990-91 à 1995-96. Un grand nombre de changements dans les programmes d'aide financière pour les études postsecondaires se sont produits au cours de cette période et ils ont tous eu une incidence sérieuse sur les étudiants. De plus, l'accès à l'enseignement postsecondaire a constitué une question sociale de grande importance au Canada pendant cette période.

De plus, veuillez noter qu'après la période étudiée, il y a eu des changements importants en matière de politique et leurs répercussions ne sont pas évaluées dans la présente analyse. Pour obtenir de plus amples renseignements sur le programme canadien de prêts aux étudiants, veuillez communiquer avec Gino Trifiro de Développement des ressources humaines Canada au (819) 994-6804.

Focusing on the first year after consolidation allows a fair comparison of all the cohorts throughout this period and captures the majority of defaults and immediate repayments.

L'analyse de l'année qui suit la consolidation permet d'établir une comparaison équitable de toutes les cohortes durant cette période et de repérer la plupart des défauts de paiement et de remboursements immédiats.

The analysis in this paper points to an emerging trend of swelling debt loads among students pursuing postsecondary education in Canada. The amount borrowed by students increased every year in the time period studied, leading to an increase in the total amount of Canada Student Loan debt accumulated over the years studied.

Not only do many borrowers begin their careers these days with large loans, but a growing proportion have great difficulty repaying them. The rate of default, including bankruptcy, in the first year of repayment had been increasing over the study period, especially among students who had consolidated their loans since 1993-94. As well, increased financial difficulty on the part of students had led to more applications to the Interest Relief Plan for temporary assistance (see Appendix A for further details).

La présente analyse fait apparaître une tendance à l'augmentation de la dette des étudiants de l'enseignement postsecondaire au Canada. Le montant emprunté par les étudiants a augmenté tous les ans durant la période à l'étude, ce qui a mené à une augmentation du montant total de la dette du prêt d'études canadien accumulée durant cette période.

De nos jours, non seulement un grand nombre d'emprunteurs commencent leur carrière avec des dettes considérables, mais une proportion croissante d'entre eux éprouve de grandes difficultés de remboursement. Le taux de défaut de paiement, qui inclut la faillite, durant la première année de remboursement avait augmenté durant la période à l'étude, surtout parmi les étudiants qui avaient consolidé leur prêt après 1993-94. En outre, les difficultés financières accrues éprouvées par les étudiants les ont amenés à faire en plus grand nombre une demande au Régime d'exemption d'intérêts pour recevoir une aide temporaire (pour obtenir des renseignements supplémentaires, voir l'annexe A).

Canada Student Loans consolidation

Students are not required to make payments on their loans while actively engaged in full-time studies; the government assumes interest costs during this period. Once students have ended their studies, either by graduating or by withdrawing early, they are given a six-month grace period in which they do not have to make monthly loan repayments. They are required to begin repaying their loan the last day of the seventh month after ceasing to study.

During the six-month period, students are legally required to complete a Consolidated Student Loan Agreement, which consolidates all their Canada Student Loans and sets out the terms of repayment. Normally, students arrange to repay their loans in nine and a half years. Loan consolidation occurs only once at the end of studies and includes all years of borrowing for full-time studies. Provincial loans are also consolidated at this time with separate documents. Many provinces offer loan remission programs as part of their provincial financial aid programs.

Consolidation du prêt d'études canadien

Les étudiants ne sont pas obligés de faire des remboursements sur leurs prêts pendant qu'ils étudient à temps plein. En effet, c'est le gouvernement qui paie les intérêts durant cette période. Une fois que les étudiants ont terminé leurs études, soit en obtenant leur diplôme ou en abandonnant leurs études, on leur accorde un délai de grâce de six mois, pendant lesquels ils n'ont pas à rembourser leur prêt. On exige qu'ils commencent à rembourser leur prêt le dernier jour du septième mois après avoir terminé leurs études.

Durant la période de répit de six mois, les étudiants sont légalement tenus de signer le Contrat de prêt consolidé qui, comme son nom l'indique, consolide leur prêt d'études canadien et stipule les modalités du remboursement. Habituellement, les étudiants s'engagent à rembourser leurs prêts sur une période de neuf ans et demi. La consolidation du prêt n'a lieu qu'une seule fois à la fin des études et elle comprend toutes les années d'emprunt pour les études à temps plein. Les prêts provinciaux sont également consolidés à ce moment par l'entremise de documents distincts. Un grand nombre de provinces offrent des programmes de remise de prêts en tant que partie intégrante de leurs programmes provinciaux d'aide financière.

Findings

Amounts of Canada Student Loans at consolidation

This section looks at Canada Student Loans that started to be repaid between August 1990 and July 1996 and reveals an emerging pattern of increases in the period under study. The number of students entering the repayment phase grew every year in the study period. The average amount of a Canada Student Loan debt at consolidation increased as well (see Graph 1). In the 1990-91 loan year, 98,878 borrowers consolidated their Canada Student Loan debt with an average amount owing (in 1995 constant

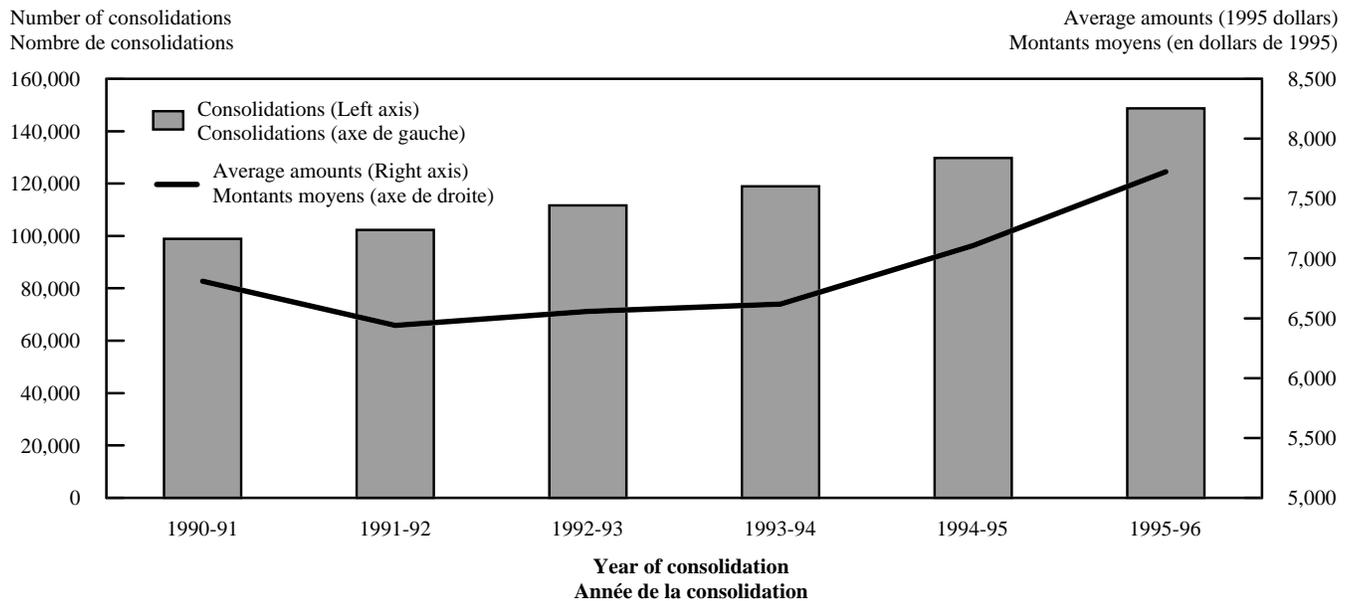
Résultats

Montants des prêts d'études canadiens au moment de la consolidation

Cette section traite des prêts d'études canadiens qui ont commencé à être remboursés entre août 1990 et juillet 1996 et elle révèle l'émergence d'une tendance à la hausse durant la période à l'étude. Le nombre d'étudiants entrant dans la phase de remboursement a augmenté tous les ans durant la période étudiée. Le montant moyen de la dette du prêt d'études canadien au moment de la consolidation a également augmenté (graphique 1). Dans l'année de prêt 1990-91, 98,878 emprunteurs ont consolidé leur dette du prêt d'études canadien dont le montant moyen (exprimé en dollars

Graph 1
Number of consolidations and average amounts

Graphique 1
Nombre de consolidations et montants moyens



Source: Canada Student Loans System.

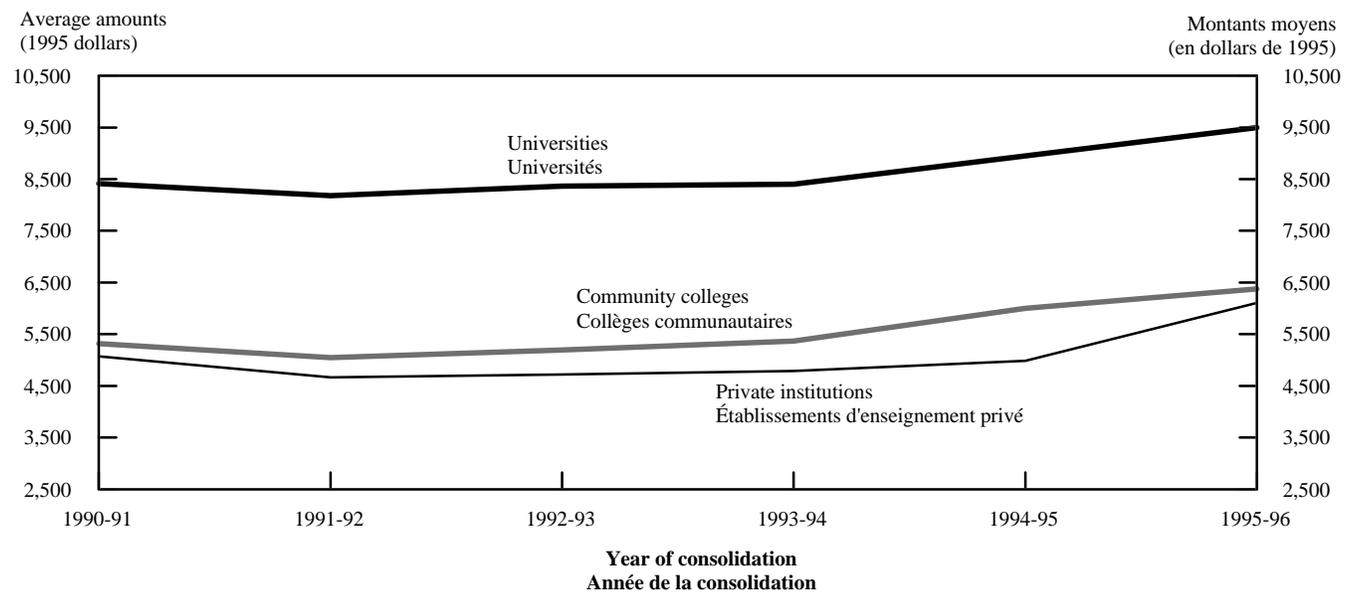
Source: Système du Programme canadien de prêts aux étudiants.

dollars) of \$6,810. By the 1995-96 loan year, the number of loans consolidated had climbed to 148,731 and the average amount owing had risen to \$7,725, a 13.4% increase over the five years.

constants de 1995) s'élevait à \$6,810. En 1995-96, le nombre de prêts consolidés est monté à 148,731 et le montant moyen de la dette a atteint \$7,725, ce qui représente une augmentation de 13.4% en cinq ans.

Graph 2
Average amounts of consolidation by institution type

Graphique 2
Montants moyens de la consolidation par type d'établissement



Source: Canada Student Loans System.

Source: Système du Programme canadien de prêts aux étudiants.

University students on average had higher debt loads upon consolidation than did borrowers from community colleges and private institutions (see Graph 2), mainly because longer periods were spent studying at university. However, students at private institutions had the highest rate of increase (20.4%) in their debt loads over the five-year period, from \$5,071 in 1990-91 to \$6,107 in 1995-96. Community college students had a slightly lower increase in their debt loads (19.8%), while university students in 1995-96 carried 12.8% more debt than students leaving university five years earlier.

Not only did university borrowers have the heaviest debt loads, together they also held the highest percentage of all loans. In 1990-91, university students held 61.0% of the value of all loans consolidated, community college students held 28.2% and borrowers from private institutions held 10.9%. However, the concentration of loan volumes among university borrowers has decreased over the period studied. By the time the 1995-96 cohort entered into the repayment phase, university students held 55.0% of the total value of loans consolidated, community college borrowers held 31.1%, and private institution borrowers held 13.9%.

Number of annual borrowers and average amounts borrowed

One of the reasons for the rise in student debt load at consolidation was an increase in the amounts borrowed under the Canada Student Loans Program. Overall, the average annual loan disbursed has risen by 30.9% between 1990-91 and 1996-97, from \$3,172 to \$4,152 (see Graph 3). A major factor behind this was an increase in loan limits in the period under study. Prior to August 1994, students were eligible to receive a maximum of \$105 in Canada Student Loans per week of study. In response to demands from the education community, beginning in August 1994 the maximum loan was raised to \$165 per week of study.

While the average annual amount borrowed through the Canada Student Loans Program has generally gone up for all students over the period studied, there were significant differences in the amounts borrowed by students from different types of educational institutions (see Graph 4). Borrowers from community colleges had the lowest average annual loans and borrowers from private institutions had the highest. In the period we examined, university borrowers experienced the lowest percentage increase in annual loan amounts, at 25.3%. Community college borrowers had a 30.6% increase. At 42.9%, borrowers at private institutions experienced the highest percentage increase; the average annual loan for this group jumped from \$3,617 in 1990-91 to \$5,167 in 1996-97.

Les étudiants universitaires avaient en moyenne des dettes plus élevées après la consolidation que les emprunteurs étudiant dans les collèges communautaires et les établissements d'enseignement privés (graphique 2), et cela surtout car les études universitaires durent plus longtemps. Cependant, les étudiants des établissements d'enseignement privés avaient le taux le plus élevé d'augmentation de leur endettement (20.4%) sur une période de cinq ans, allant de \$5,071 en 1990-91 à \$6,107 en 1995-96. Les étudiants fréquentant les collèges communautaires enregistraient une augmentation légèrement inférieure de leur endettement (19.8%), alors que les étudiants universitaires avaient, en 1995-96, un taux d'endettement de 12.8% plus élevé que celui des étudiants ayant terminé leurs études cinq ans auparavant.

Les emprunteurs universitaires avaient non seulement l'endettement le plus élevé, mais ils détiennent également le pourcentage le plus élevé de tous les emprunts. En effet, en 1990-91 les étudiants universitaires détenaient 61.0% de la valeur de tous les prêts consolidés, les étudiants des collèges communautaires en détenaient 28.2% et les emprunteurs étudiant dans les établissements d'enseignement privés, 10.9%. Toutefois, la concentration du volume de prêts parmi les emprunteurs universitaires a diminué durant la période à l'étude. En effet, lorsque la cohorte de 1995-96 est entrée dans la phase de remboursement, les étudiants universitaires détenaient 55.0% de la valeur totale des prêts consolidés, les emprunteurs des collèges communautaires en détenaient 31.1% et les emprunteurs étudiant dans des établissements d'enseignement privés, 13.9%.

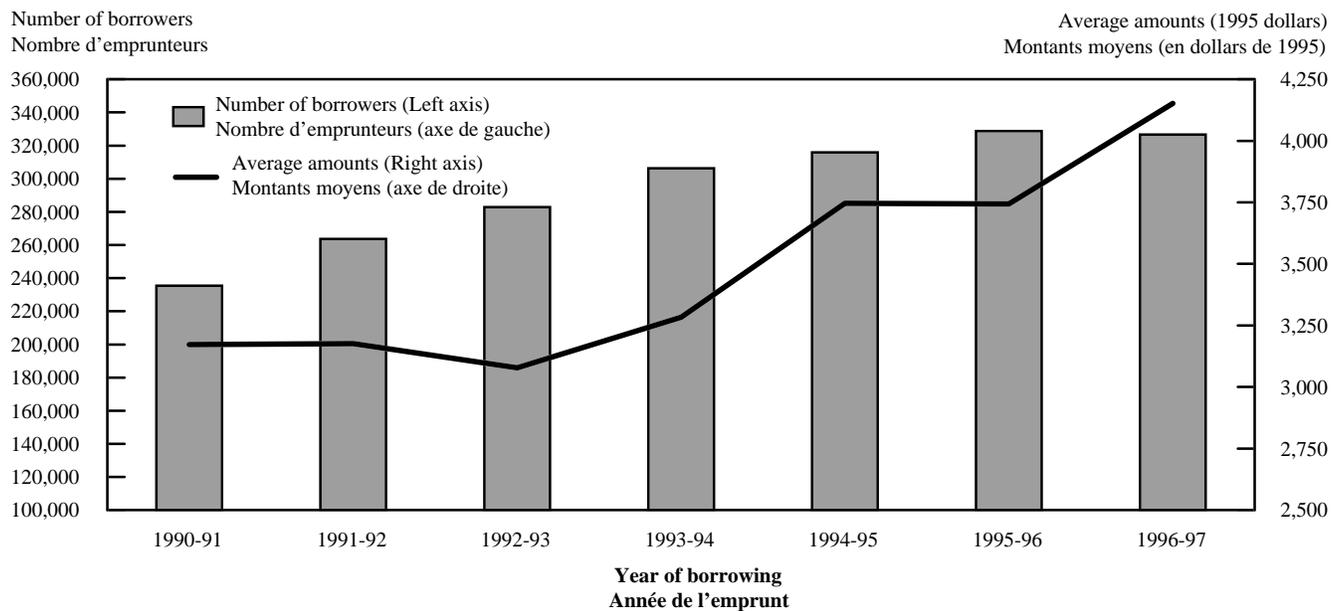
Nombre d'emprunteurs annuels et montants moyens empruntés

Une des raisons qui explique l'augmentation de l'endettement des étudiants au moment de la consolidation est l'augmentation des montants empruntés dans le cadre du Programme canadien de prêts aux étudiants. Dans l'ensemble, le prêt annuel consenti a augmenté de 30.9% entre 1990-91 et 1996-97, c'est-à-dire qu'il est passé de \$3,172 à \$4,152 (graphique 3). Un facteur crucial qui explique ce fait est l'augmentation des limites de prêts durant la période à l'étude. En effet, avant août 1994, les étudiants étaient admissibles à l'obtention d'un montant maximal de \$105 en prêt d'études canadien par semaine d'études. En réponse aux instances du milieu de l'éducation, au début d'août 1994, le prêt maximal a été élevé à \$165 par semaine d'études.

Bien que le montant annuel moyen emprunté par le biais du Programme canadien de prêts aux étudiants ait généralement augmenté pour tous les étudiants durant la période à l'étude, il y avait des différences appréciables dans les montants empruntés par les étudiants fréquentant différents types d'établissement d'enseignement (graphique 4). En effet, les emprunteurs des collèges communautaires avaient les prêts annuels moyens les moins élevés alors que les étudiants des établissements d'enseignement privés avaient les plus élevés. Durant la période étudiée, les emprunteurs universitaires ont connu le pourcentage d'augmentation le moins élevé du montant de leur dette annuelle, soit 25.3%. Les emprunteurs des collèges communautaires ont subi une augmentation de 30.6%, alors que l'augmentation des emprunteurs étudiant dans les établissements d'enseignement privés était de 42.9%, à savoir l'augmentation en pourcentage la plus élevée. En effet, la dette annuelle moyenne pour ce groupe a grimpé en flèche, passant de \$3,617 en 1990-91 à \$5,167 en 1996-97.

Graph 3
Number of annual borrowers and average amounts

Graphique 3
Nombre d'emprunteurs annuels et montants moyens



Source: Canada Student Loans System.

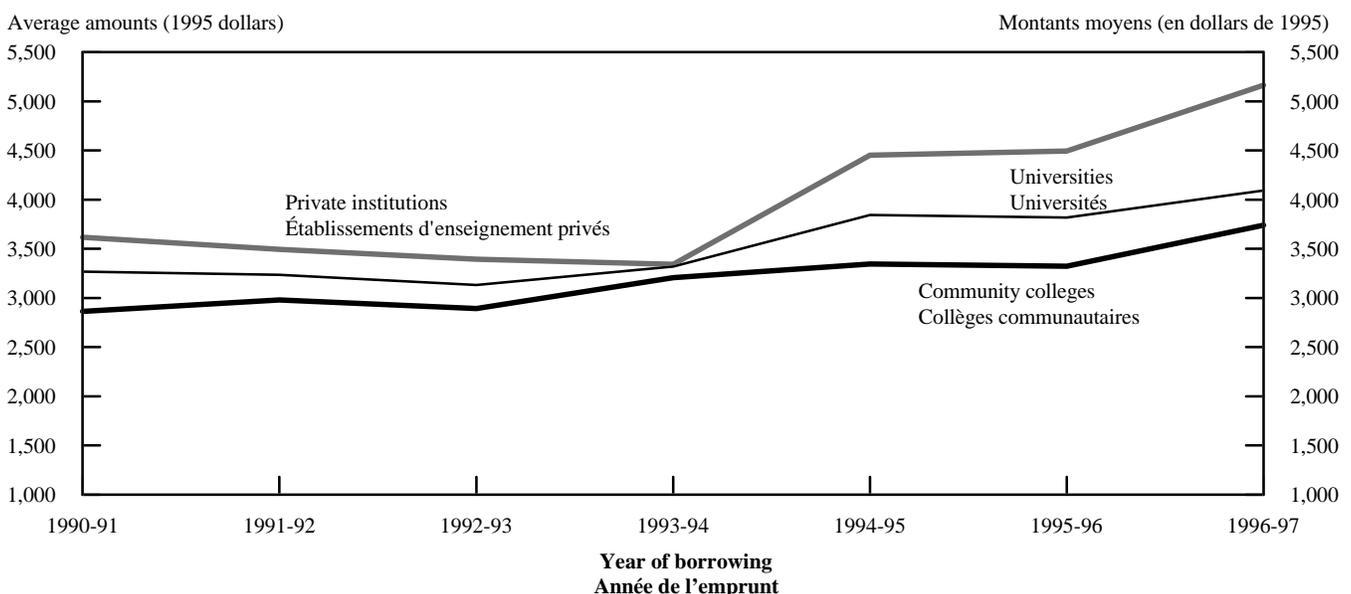
Source: Système du Programme canadien de prêts aux étudiants.

These hefty increases in annual borrowing, especially in recent years, will likely translate into much higher debt loads in the future, when these borrowers begin to repay their loans. Graph 4 reveals the distinct impact that the increase in loan limits has had on student borrowing.

Ces augmentations substantielles des emprunts annuels, surtout dans les années récentes, se traduiront probablement par un endettement beaucoup plus élevé dans le futur alors que ces emprunteurs commenceront à rembourser leur dette. Le graphique 4 montre l'incidence que l'augmentation des limites de prêts a eu sur les emprunts étudiants.

Graph 4
Average amounts of borrowing by institution type

Graphique 4
Montant moyen de l'emprunt par type d'établissement



Source: Canada Student Loans System.

Source: Système du Programme canadien de prêts aux étudiants.

There has also been a noticeable distribution shift in the type of institutions attended by student borrowers in the years analysed. In 1990-91, 56.3% of borrowers were studying at universities, 32.9% at community colleges and 10.8% at private institutions. By 1996-97, university borrowers represented only 48.6% of all borrowers, while 34.6% of borrowers were at community colleges, and 16.8% at private institutions. Between 1990-91 and 1996-97, the proportion of borrowers studying at community colleges remained fairly constant; the major shift was from universities to private institutions.

There has been an even greater shift in the distribution of total loans by institution type—mainly from universities to private institutions. In 1990-91, 58.0% of the total value of Canada Student Loans went to borrowers attending university and 12.3% went to borrowers at private institutions. By 1996-97, university borrowers held 47.9% of the total value of loans while borrowers at private institutions received 21.0% of the total value of loans. Thus, we can observe a marked increase in the number of private institution borrowers as well as in the value of loans going to students from these institutions, and a corresponding decrease in the number of university borrowers and the total value of loans going to university students.

Higher annual borrowing by private institution students

Private institutions offer specialized training courses that typically last less than a year. Borrowers at private institutions tend to have higher annual loans than borrowers at other types of institutions. This can be explained by the higher fees charged by private schools and the particular characteristics of students who are enrolled in these institutions.

Since private career colleges and training institutions do not receive public funds from any level of government, the cost of providing and maintaining these programs is largely passed on to the student in the form of higher tuition fees. While the tuition fees at private institutions have not seen the same marked increases in recent years as those of universities, fees for some programs are already almost double those of universities.

Canada Student Loan recipients studying at private institutions were older than other students and had fewer resources available to them. The majority were women, with single parents making up a large proportion of this group. These students tended to have higher costs associated with education-related expenses, such as child care and living costs. Most female loan recipients were enrolled in programs related to business and administration while most male loan recipients were in programs related to trades and technologies.

Il y a également eu un déplacement perceptible de la distribution quant au type d'établissement fréquenté par les emprunteurs étudiants au cours de la période à l'étude. En effet, en 1990-91, 56.3% des emprunteurs étudiaient à l'université, 32.9% étudiaient dans les collèges communautaires et 10.8% dans les établissements d'enseignement privés. Or, en 1996-97, les emprunteurs universitaires ne représentaient que 48.6% de tous les emprunteurs, alors que 34.6% des emprunteurs fréquentaient les collèges communautaires et 16.8%, les établissements d'enseignement privés. Entre 1990-91 et 1996-97, la proportion d'emprunteurs étudiant dans les collèges communautaires est restée relativement stable, alors qu'on remarque un déplacement important des universités vers les établissements d'enseignement privés.

Il y a eu un déplacement encore plus grand dans la distribution des prêts totaux par type d'établissement, et ce, surtout des universités vers les établissements d'enseignement privés. En 1990-91, 58.0% de la valeur totale des prêts d'études canadiens est allée aux emprunteurs fréquentant l'université et 12.3% est allée aux emprunteurs fréquentant les établissements d'enseignement privés. En 1996-97, les emprunteurs universitaires détenaient 47.9% de la valeur totale des prêts alors que les emprunteurs fréquentant les établissements d'enseignement privés recevaient 21.0% de la valeur totale des prêts. Ainsi, on observe une augmentation appréciable du nombre d'emprunteurs fréquentant les établissements d'enseignement privés ainsi que de la valeur des prêts allant à ces étudiants. On observe en même temps une diminution équivalente dans le nombre d'emprunteurs universitaires et dans la valeur totale des prêts allant aux étudiants universitaires.

Emprunts annuels plus élevés du côté des étudiants fréquentant les établissements d'enseignement privés

Les établissements d'enseignement privés offrent des cours de formation spécialisée d'une durée généralement inférieure à un an. Les emprunteurs qui fréquentent les établissements d'enseignement privés ont tendance à avoir des prêts annuels plus élevés que les emprunteurs fréquentant les autres types d'établissements. Cela s'explique par les droits plus élevés exigés par ces établissements et par les caractéristiques particulières des étudiants qui y sont inscrits.

Étant donné que les collèges d'enseignement professionnel et les établissements de formation privés ne reçoivent de fonds publics d'aucun palier de gouvernement, les coûts pour fournir et maintenir ces programmes sont largement assumés par les étudiants sous forme de frais de scolarité plus élevés. Bien que les droits de scolarité des établissements d'enseignement privés n'aient pas augmenté aussi considérablement au cours des dernières années que ceux des universités, les frais pour certains programmes sont déjà le double de ceux des universités.

Les bénéficiaires du prêt d'études canadien étudiant dans des établissements d'enseignement privés avaient tendance à être plus âgés que les autres étudiants et avaient moins de ressources à leur disposition. La plupart étaient des femmes, dont une grande proportion étaient des parents célibataires. Les dépenses liées à l'éducation, telles que les frais de garde d'enfants et les coûts de subsistance, avaient tendance à être plus élevées pour ce groupe d'étudiants. La plupart des étudiantes bénéficiaires de prêts étaient inscrites à des programmes d'économie et de gestion alors que la plupart des étudiants bénéficiaires étaient inscrits à des programmes liés au commerce et aux technologies.

Analysis on the profiles of CSL loan recipients reveal that the majority of students at private institutions did not depend on their parents for financial support. They also had fewer financial resources available to them. These lower resources, combined with the higher costs associated with studying at private institutions, had resulted in higher average loans to this group of borrowers.

L'analyse du profil des bénéficiaires d'un prêt du PCPE révèle que la majorité des étudiants des établissements d'enseignement privés ne dépendaient pas de l'appui financier de leurs parents. De plus, ils avaient peu de ressources financières à leur disposition. Ces ressources financières peu abondantes ajoutées au coût plus élevé de l'enseignement dans les établissements d'enseignement privés se traduisaient par des prêts en moyenne plus élevés pour ce groupe d'emprunteurs.

Repayment after loan consolidation

Students are required to start repaying their student loan on the last day of the seventh month after ceasing full-time studies, although they may begin repayment earlier if they are able to. Prior to this, they are required to fill out an agreement that consolidates all their loans and sets out the repayment terms. Borrowers must inform their lending institution immediately if they are unable to meet their repayment requirements.

Once a loan is consolidated, a number of situations can occur. Students who have trouble making the transition to the labour force may have difficulty repaying their loans. Those unable to make their monthly payments because of financial hardship related to family size or low income may be eligible for the Interest Relief Plan. Under this plan, the Government of Canada covers the interest due on the Canada Student Loans and the borrower does not have to make any loan payments for a specified period.

A loan may end in default, either through a student's bankruptcy or inability to repay. Loans that are delinquent for three or more months are considered to be in default. The government will reimburse financial institutions for all loans issued under the guaranteed portfolio before August 1995 that end in default, regardless of their date of consolidation. Financial lending authorities are responsible for those loans issued on or after August 1995 that result in default.

A loan may be repaid in full earlier than anticipated if the borrower is in a position to do so, or if the borrower is able to make regular monthly payments without experiencing financial hardship. Also, if a student returns to full-time studies, monthly loan payments are suspended until the student leaves the educational institution.

Remboursement après la consolidation du prêt

On exige des étudiants qu'ils commencent à rembourser leur prêt étudiant le dernier jour du septième mois après qu'ils ont cessé d'étudier à temps plein, bien qu'ils puissent commencer à le rembourser plus tôt s'ils sont en mesure de le faire. Avant cela, ils doivent signer un accord qui consolide tous leurs prêts et qui stipule les modalités du remboursement. Les emprunteurs doivent immédiatement aviser leur établissement de crédit s'ils sont incapables d'honorer leurs délais de remboursement.

Une fois que le prêt est consolidé, un certain nombre de situations peuvent se produire. Les étudiants qui éprouvent de la difficulté à entrer sur le marché du travail peuvent ne pas être en mesure de rembourser leur prêt. Ceux qui sont incapables de faire leurs paiements mensuels à cause de difficultés financières liées à la taille de leur famille ou à un faible revenu peuvent être admissibles au Régime d'exemption d'intérêts. Selon les dispositions de ce régime, le gouvernement du Canada paie les intérêts du prêt d'études canadien et l'emprunteur n'est pas tenu de faire de paiements de remboursement pour une période déterminée.

Un prêt peut se terminer en défaut de paiement, soit parce que l'étudiant a déclaré faillite ou parce qu'il est incapable de rembourser. Les prêts dont le remboursement est en retard de trois mois ou plus sont considérés comme en défaut de paiement. Le gouvernement remboursera les établissements financiers pour tous les prêts consentis dans le cadre du portefeuille garanti avant août 1995 et qui sont en défaut de paiement, sans égard à leur date de consolidation. Les autorités des établissements de crédit sont responsables pour les prêts consentis à partir du mois d'août 1995 et qui sont en défaut de paiement.

Un prêt peut être intégralement remboursé avant la date anticipée si l'emprunteur est en mesure de le faire ou s'il peut effectuer des paiements mensuels réguliers sans souffrir de difficultés financières. En outre, si un étudiant reprend des études à temps plein, les paiements mensuels de son prêt sont suspendus jusqu'à ce qu'il quitte l'établissement d'enseignement.

Analysis of the 1990-91 consolidation cohort

This section focuses on the repayment patterns of Canada Student Loans that were consolidated in the year 1990-91. We selected the 1990-91 cohort for detailed analysis since this cohort has the longest repayment progression following consolidation, and thus provides the most information. By examining the events over time, it appears that much of the activity associated with repayment occurs in the crucial first year after a loan is consolidated.

In this analysis, all borrowers are considered to be in one of three mutually exclusive states; they are in the process of repaying their loan, have repaid it in full or have defaulted. This means that all borrowers in the

Analyse de la cohorte de consolidation de 1990-91

Dans la présente section, nous analysons les tendances du remboursement des prêts d'études canadiens qui ont été consolidés en 1990-91. Nous avons choisi la cohorte de 1990-91 pour une analyse détaillée puisqu'elle offre la plus longue progression de remboursement après la consolidation et qu'elle fournit, par conséquent, le plus de renseignements. En examinant les événements au fil du temps, il apparaît que la plus grande part de l'activité associée au remboursement prend place durant la première année après la consolidation du prêt, année qui s'avère cruciale.

Dans la présente analyse, tous les emprunteurs sont classés dans une des trois catégories mutuellement exclusives: ils sont en train de rembourser leur prêt, ils l'ont remboursé en entier ou ils sont en défaut de paiement. Cela signifie que tous les emprunteurs de la

1990-91 cohort are in the repayment phase at the time of consolidation and continue to be so until such time as they either repay their loan in full or go into default. In order to be classified as paid in full, a borrower must pay off a loan without any previous defaults.

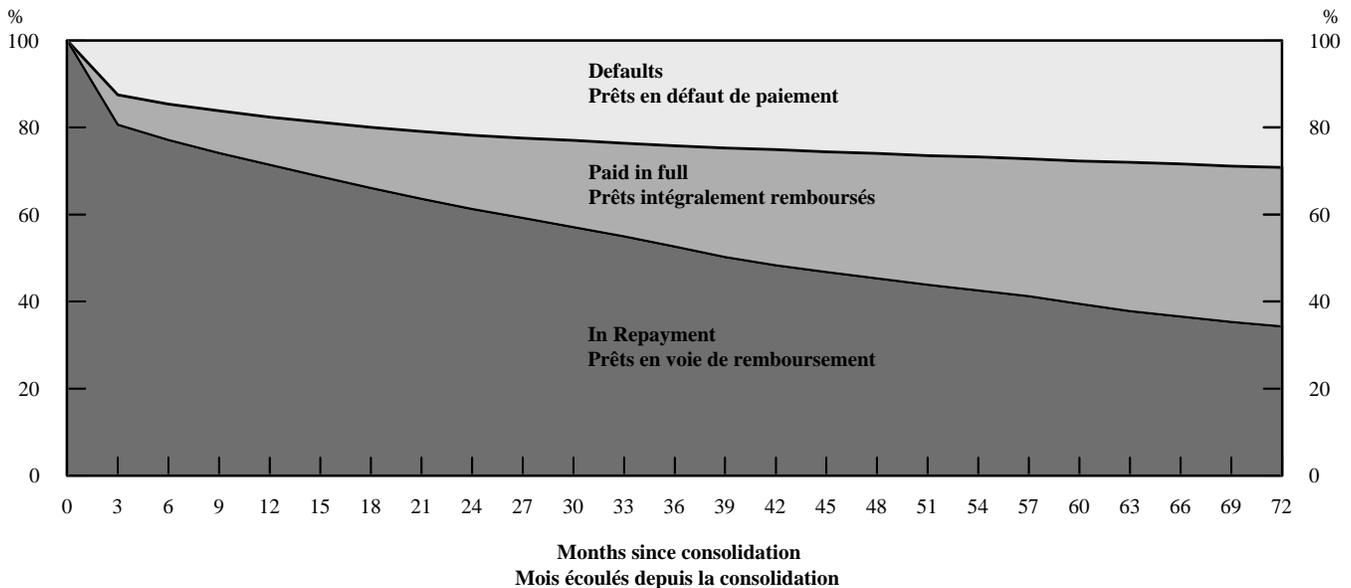
A default occurs when a loan has been delinquent for three or more months, regardless of the reason for the delinquency. The default counts presented here also include those defaults resulting from bankruptcy. To avoid the problem of loans in which the borrower first defaults and later declares bankruptcy, we consider only the point at which the loan is first considered to be in default. Thus, when we examine the 1990-91 consolidation cohort, the results are retrospective. It should be noted that a portion of borrowers who defaulted on their student loans do end up paying them off later through a collection agency. However, in this paper, all borrowers who defaulted on their loans are given the status of defaulter, regardless of whether they eventually pay them back. Graph 5 outlines the loan status of the 1990-91 cohort for the first six years of repayment.

cohorte de 1990-91 sont dans la phase de remboursement au moment de la consolidation et qu'ils y restent jusqu'à ce qu'ils aient remboursé leur dette en entier ou jusqu'à ce qu'ils fassent défaut de paiement. Pour pouvoir être classé comme ayant remboursé en entier, un emprunteur doit rembourser un prêt sans jamais avoir fait de défaut de paiement.

Un défaut de paiement signifie que le prêt n'a pas été remboursé pendant trois mois ou plus, sans égard à ce qui motive le non-remboursement. Les défauts de paiement présentés ici comprennent également ceux consécutifs aux faillites. Pour éviter le problème des prêts où l'emprunteur commence par manquer au versement, puis déclare faillite par la suite, nous ne tenons compte que du moment où l'on considère pour la première fois que le prêt est en défaut de paiement. Ainsi, lorsque nous examinons la cohorte de consolidation de 1990-91, les résultats sont rétrospectifs. Soulignons qu'une partie des emprunteurs qui manquent à leurs versements de remboursement finissent par les payer plus tard par l'entremise d'une agence de recouvrement. Cependant, dans le présent article, nous attribuons à tous les emprunteurs qui ont manqué à leurs versements de remboursement le statut de débiteur défaillant, sans égard à l'éventuel remboursement de leur dette. Le graphique 5 présente la situation des prêts pour la cohorte de 1990-91 au cours des six premières années de remboursement.

Graph 5
Loan status since consolidation
for 1990-91 cohort

Graphique 5
Situation des prêts depuis la consolidation
pour la cohorte de 1990-91



Source: Canada Student Loans System.

Source: Système du Programme canadien de prêts aux étudiants.

Loans in repayment

In the 1990-91 cohort, 98,878 students consolidated their loans and entered into the repayment phase of their student loans. "In repayment" loan status refers to borrowers who were in the process of repaying their loans and who did not previously default. By the end of the first year after consolidation, 71.4% of borrowers in the 1990-91 cohort

Prêts en voie de remboursement

Dans la cohorte de 1990-91, 98,878 étudiants ont consolidé leur prêt et sont entrés dans la phase de remboursement de leur prêt. La situation « prêts en voie de remboursement » fait référence aux emprunteurs qui étaient en train de rembourser leur prêt et qui n'ont pas manqué de versements. À la fin de la première année après la consolidation, 71.4% des emprunteurs appartenant à la

were still in the repayment phase. Two years after consolidation, 61.2% were still repaying their loans. By the end of the sixth year, only 34.2% were still in repayment. This means that 65.8% of borrowers had either repaid or defaulted on their loans by this time.

Paid in full

At the end of the first year of repayment, 10,853 borrowers had repaid their Canada Student Loans in full. This represented 11.0% of the 1990-91 cohort and 30.0% of the group that had repaid in full six years after consolidation. The incidence of full repayment among those who repaid their loans was highest in the first year after consolidation. In the second year of repayment, a further 5,946 borrowers repaid in full, or 6.0% of the cohort and 16.4% of the group that repaid in full in the first six years. Over the first six years of repayment, a total of 36,174 borrowers in this cohort, or 36.6%, had successfully repaid their loans.

There is a link between the size of the loan at consolidation and the status of the loan at various points. The average size of those loans that were repaid in full early were smaller than those still in repayment at the end of each year in this analysis.

By the end of the first year of repayment, the average loan paid in full was valued at \$5,017, compared with \$7,205 for loans still being repaid. Similarly, at the end of the second year of repayment, the average value of loans paid in full was \$5,600, compared with \$7,250 for loans still being repaid. By the end of the sixth year of repayment, the average value of loans paid in full was \$6,188, while the average value loans still being repaid was \$7,531.

Defaults

For the 1990-91 cohort, the default rate after one year was 17.6%—meaning that out of 98,878 borrowers, 17,395 had defaulted on their loans within 12 months of consolidation. The cumulative default rate after two years in repayment was 21.8%. The cumulative default rates for the 1990-91 cohort after three, four and five years in repayment gradually increased to 24.2%, 26.0% and 27.6%, respectively. The cumulative default rate after six years in repayment was 29.2%, representing 28,879 loans in default.

The data show that as the repayment phase lengthens, the percentage of defaults decreases. Of all loans entering into default status in the first six years after consolidation, 60.2% occurred in the first year of repayment. A further 14.4% of the defaults occurred in the second year of repayment. Only 8.1% of the defaults in the first six years occurred in the third year. Only 5.3% of the defaults occurred in the sixth year. Thus it becomes evident that the majority of defaults occurred early in the repayment of the loan.

The 17,395 defaults in the first year of repayment for the 1990-91 cohort represented \$103.9 million paid by

cohort de 1990-91 étaient encore dans la phase de remboursement. Deux ans après la consolidation, 61.2% remboursaient encore leur prêt. À la fin de la sixième année, seulement 34.2% remboursaient encore leur prêt. Cela signifie que 65.8% des emprunteurs avaient remboursé leur prêt ou manqué à leurs versements à ce moment.

Remboursement intégral

À la fin de la première année de remboursement, 10,853 emprunteurs avaient intégralement remboursé leur prêt d'études canadien. Cela représentait 11.0% de la cohorte de 1990-91 et 30.0% du groupe qui avait remboursé en entier six ans après la consolidation. La fréquence de remboursement intégral parmi ceux qui remboursaient leur prêt culminait durant la première année après la consolidation. Durant la deuxième année de remboursement, 5,946 emprunteurs de plus ont remboursé leur prêt en entier, ce qui représente 6.0% de la cohorte et 16.4% du groupe qui a remboursé intégralement son prêt durant les six premières années. Durant les six premières années de remboursement, un total de 36,174 emprunteurs appartenant à cette cohorte, soit 36.6%, avaient intégralement remboursé leur prêt.

Il existe un lien entre le montant du prêt à la consolidation et la situation du prêt à divers intervalles dans le temps. Le montant moyen des prêts qui ont été rapidement remboursés au complet était inférieur à celui des prêts encore en phase de remboursement à la fin de chaque année de notre analyse.

À la fin de la première année de remboursement, le montant moyen des prêts intégralement remboursés était de \$5,017, par rapport aux \$7,205 pour les prêts encore en phase de remboursement. De même, à la fin de la seconde année de remboursement, la valeur moyenne des prêts remboursés au complet était de \$5,600, par rapport aux \$7,250 pour les prêts encore en voie de remboursement. À la fin de la sixième année de remboursement, la valeur moyenne des prêts intégralement remboursés était de \$6,188, alors que la valeur moyenne des prêts encore en voie de remboursement était de \$7,531.

Défauts de paiement

Pour la cohorte de 1990-91, le taux de défaut de paiement après une année était de 17.6%, ce qui signifie que, de 98,878 emprunteurs, 17,395 avaient manqué un versement dans les 12 mois ayant suivi la consolidation. Le taux cumulatif de défaut de paiement après deux années de remboursement était de 21.8%. Le taux cumulatif de défaut de paiement pour la cohorte de 1990-91 après trois, quatre et cinq années de remboursement augmentait graduellement pour atteindre 24.2%, 26.0% et 27.6% respectivement. Le taux cumulatif de défaut de paiement après six années de remboursement était de 29.2%, ce qui représente 28,879 prêts en défaut de paiement.

Les données montrent qu'au fur et à mesure que la phase de remboursement s'étale dans le temps, le pourcentage de défaut de paiement décroît. De tous les prêts entrant en situation de défaut de paiement durant les six premières années après la consolidation, 60.2% entraient dans cette situation pendant la première année de remboursement, 14.4% durant la seconde année, seulement 8.1% durant la troisième, et 5.3% durant la sixième. Il est ainsi évident que la plupart des défauts de paiement se produisaient tôt dans la période de remboursement du prêt.

Les 17,395 défauts de paiement de la première année de remboursement pour la cohorte de 1990-91 représentent

the federal government to financial institutions to cover the outstanding principal of the loans in default. Some defaulters recommence repayment through a collection agency. By the end of 1997, more than \$36.9 million of the \$103.9 million paid to financial institutions had been recovered through collection agencies. Since collection agencies may offer flexible repayment arrangements, it may take longer to recover the defaulted loans than under the original repayment schedule set up at the time of consolidation. Many of those in the 1990-91 cohort who defaulted in the first year of repayment are still in the process of repaying their loan through a collection agency.

As we can see from Graph 5 and the analysis so far, much of the activity associated with loan repayment (e.g., defaulting and early repayment) occurred in the crucial 12 months after loan consolidation, particularly the first three months. The rest of this analysis focuses on this important first year and sheds more light on repayment difficulties, defaults, bankruptcies and early repayment in full.

First year repayment patterns

This section analyses trends that have emerged in the repayment of Canada Student Loans consolidated in the 1990s, with a focus on loans that went into repayment between August 1990 and July 1996. Several key issues, including difficulties in making payments, default rates, student bankruptcies and early repayment in full, are examined in detail. The analysis compares the 6 cohorts from 1990-91 to 1995-96, focusing on events in the first year after loan consolidation.

Difficulties in making repayments

Those borrowers who either received temporary assistance from the Interest Relief Plan to help them make monthly payments, or defaulted on their loans are categorized as having had difficulties in repayment. One significant trend that can be observed in the repayment of Canada Student Loans was the increase in the proportion of borrowers having trouble making their monthly loan payments.

Overall, the percentage of borrowers who experienced difficulties in the year following consolidation had been steadily increasing since 1990-91; 30.9% of the 1995-96 cohort had difficulties in the first year compared with 21.7% of the 1990-91 cohort.

Students from private institutions had the greatest repayment difficulties

The degree to which borrowers experienced repayment difficulties varied with the type of institution attended (see

\$103.9 millions payés par le gouvernement fédéral aux institutions financières pour couvrir le solde du capital à recouvrer sur les prêts en défaut. Certains débiteurs défaillants recommencent à rembourser par l'entremise d'une agence de recouvrement. À la fin de 1997, plus de \$36.9 millions des \$103.9 millions payés aux institutions financières avaient été récupérés au moyen des agences de recouvrement. Étant donné que les agences de recouvrement offrent des modalités de remboursement flexibles, il est possible que les prêts en situation de défaut de remboursement prennent plus de temps à être recouverts que cela n'avait été prévu dans l'échéancier de remboursement initial qui avait été mis en place au moment de la consolidation. Un grand nombre d'emprunteurs appartenant à la cohorte de 1990-91 qui ont manqué aux versements durant la première année de remboursement sont encore en train de rembourser leur prêt par l'entremise d'une agence de recouvrement.

Comme le montre le graphique 5 et notre analyse jusqu'à présent, les événements les plus importants liés au remboursement du prêt (c.-à-d., le défaut de paiement et le remboursement anticipé) survenaient au cours des 12 mois cruciaux qui suivaient la consolidation du prêt, et tout particulièrement durant les trois premiers mois. Le reste de notre analyse se penche sur cette première année, si importante, ainsi que sur les difficultés de remboursement, les défauts de paiement, les faillites et les remboursements intégraux anticipés.

Tendances de remboursement durant la première année

Dans cette section, nous analysons les tendances qui ressortent du remboursement des prêts d'études canadiens consolidés dans les années 90, en mettant l'accent sur les prêts qui ont commencé à être remboursés entre août 1990 et juillet 1996. Plusieurs questions importantes, comme les difficultés de paiement, les taux de défaut de paiement, les faillites étudiantes et les remboursements intégraux anticipés, ont été examinées en détail. Nous comparons les six cohortes de la période allant de 1990-91 à 1995-96 et nous nous concentrons sur les événements survenus durant la première année après la consolidation du prêt.

Difficultés de remboursement

Les emprunteurs qui ont reçu une aide temporaire du Régime d'exemption d'intérêts pour les aider à faire leurs paiements mensuels ou qui ont manqué aux versements du remboursement appartiennent à la catégorie de ceux ayant eu de la difficulté à rembourser leur prêt. Une tendance importante observée dans le remboursement des prêts d'études canadiens est l'augmentation de la proportion d'emprunteurs qui éprouvent de la difficulté à faire leurs paiements mensuels de remboursement.

Dans l'ensemble, le pourcentage des emprunteurs qui éprouvaient de la difficulté à rembourser dans l'année qui suivait la consolidation de leur prêt a augmenté constamment depuis 1990-91. En effet, 30.9% des étudiants de la cohorte de 1995-96 ont éprouvé des difficultés durant la première année, par rapport à 21.7% des emprunteurs appartenant à la cohorte de 1990-91.

Les étudiants qui ont fréquenté les établissements d'enseignement privés éprouvaient des difficultés de remboursement plus grandes que les autres

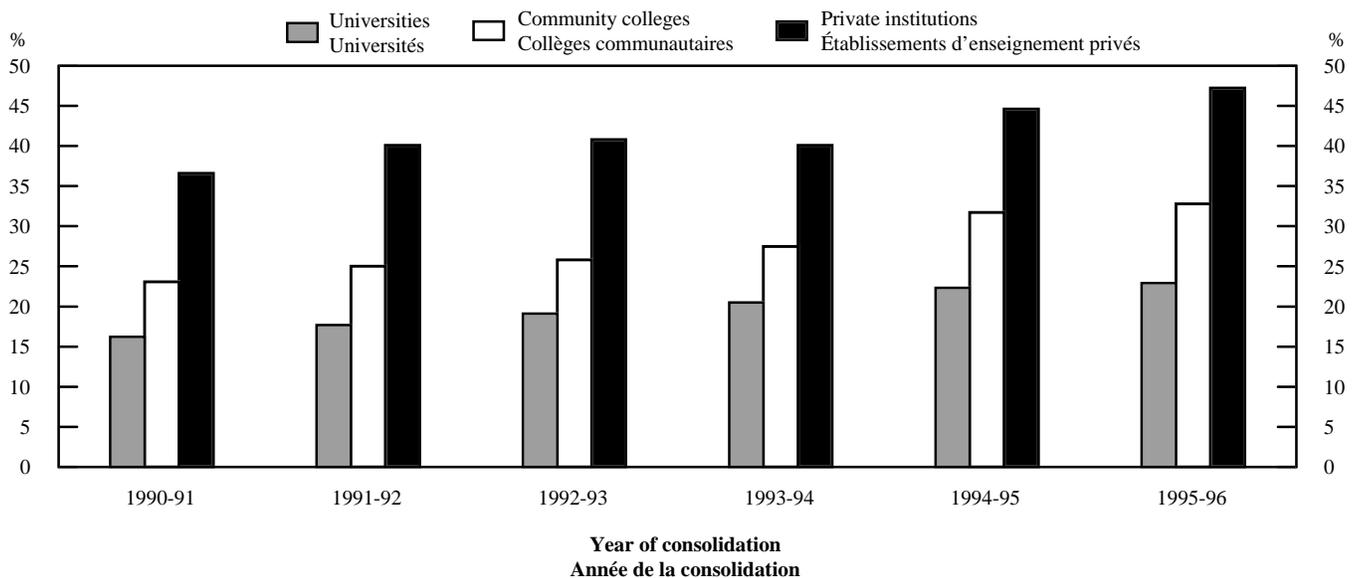
Les difficultés de remboursement variaient selon le type d'établissement d'enseignement fréquenté (graphique 6). La plupart des

Graph 6

Difficulties in repayment, within one year of consolidation

Graphique 6

Difficultés de remboursement dans l'année qui suit la consolidation



Source: Canada Student Loans System.

Source: Système du Programme canadien de prêts aux étudiants.

Graph 6). The majority of university borrowers had a relatively smooth transition from school to work in their first year out of school. Only 16.2% of the 1990-91 cohort that attended a university encountered repayment difficulties in their first year after studies. This proportion increased to 22.9% for the 1995-96 cohort of university borrowers. Community college students fared less well: 23.1% of the 1990-91 cohort experienced difficulties in the pivotal first year after school. This proportion had increased to 32.8% by the time the 1995-96 cohort entered into repayment. Borrowers that attended private institutions had the greatest difficulties. About 36.6% of the 1990-91 cohort had trouble repaying their loans. By 1995-96, more than 47.2% of the cohort encountered difficulties shortly after ending their studies.

emprunteurs universitaires ont connu une transition relativement aisée de l'école au marché du travail durant la première année suivant la fin de leurs études. Seulement 16.2% des étudiants universitaires appartenant à la cohorte de 1990-91 ont éprouvé de la difficulté à rembourser durant la première année qui a suivi la fin de leurs études. Cette proportion s'est élevée à 22.9% pour les emprunteurs universitaires de la cohorte de 1995-96. Les conditions étaient plus difficiles pour les étudiants fréquentant les collèges communautaires. En effet, 23.1% des étudiants de la cohorte de 1990-91 ont éprouvé de la difficulté durant la première année cruciale après la fin de leurs études. Cette proportion a atteint 32.8% lorsque la cohorte de 1995-96 est entrée dans la phase de remboursement. Les emprunteurs qui ont fréquenté les établissements d'enseignement privés éprouvaient les plus grandes difficultés. Environ 36.6% des étudiants de la cohorte de 1990-91 ont éprouvé de la difficulté à rembourser leur prêt. En 1995-96, plus de 47.2% des étudiants de la cohorte étaient en difficulté peu après avoir terminé leurs études.

One of the reasons for hardship while repaying loans may be difficulty in finding secure employment that pays enough to cover monthly student loan obligations. This may indicate that, on average, students who left private institutions were less successful at making a smooth transition from school to work than those who left other educational institutions.

Une des raisons qui expliquent ces difficultés dans le remboursement des prêts pourrait être le fait de ne pas trouver un emploi suffisamment rémunéré pour couvrir les versements mensuels obligatoires. Cela pourrait indiquer que, en général, les étudiants ayant fréquenté les établissements d'enseignement privés ont réalisé une transition moins aisée de l'école au marché du travail que ceux ayant étudié dans les autres établissements d'enseignement.

Indebtedness and loan status

Endettement et situation du prêt

Not surprisingly, the amount of debt at consolidation appears to have had an impact on the status of the loan one year later. Loans that resulted in bankruptcy by the end of the first year after consolidation were larger on average than other loans (see Graph 7). Defaulted loans

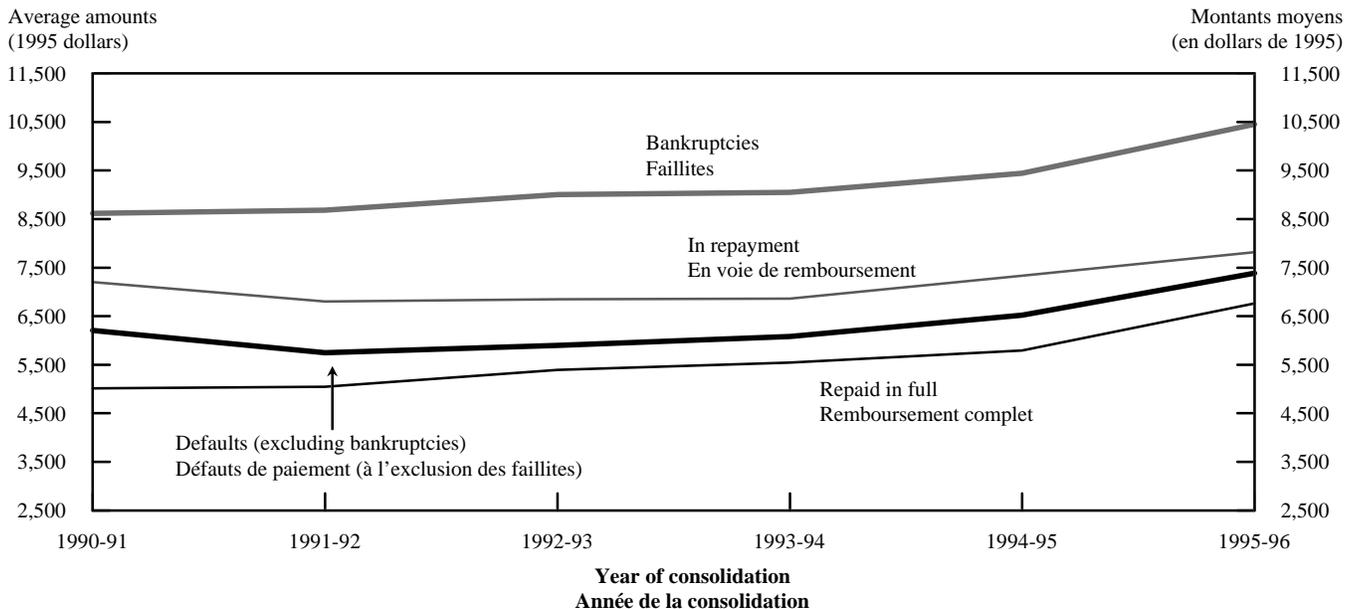
Comme on pouvait s'y attendre, le montant de la dette au moment de la consolidation semble avoir eu une incidence sur la situation du prêt une année plus tard. Les prêts conclus en faillite à la fin de la première année après la consolidation étaient en moyenne plus importants que les autres (graphique 7). Les prêts en défaut

Graph 7

Average amounts by loan status within one year of consolidation

Graphique 7

Montants moyens selon la situation des prêts dans l'année qui suit la consolidation



Source: Canada Student Loans System.

Source: Système du Programme canadien de prêts aux étudiants.

that did not result from bankruptcy were somewhat lower. Loans that were repaid in full in the first year were smaller on average than all other loans. These patterns were consistent for all the cohorts in the period studied.

de paiement qui ne dérivait pas de faillites étaient quelque peu moins importants. Les prêts qui étaient intégralement remboursés durant la première année étaient en moyenne moins importants que tous les autres prêts. Ces tendances se répétaient pour toutes les cohortes durant la période étudiée.

Default rates

Taux de défaut de paiement

Default rates were calculated by dividing the number of defaults, including bankruptcies, by the number of loans consolidated in each of the loan years analysed here. The one-year default rate illustrates the extent to which students in each cohort had encountered such severe repayment difficulties that they have resorted to default in the first 12 months after consolidating their loans.

On a obtenu les taux de défaut de paiement en divisant le nombre de défauts de paiement, qui comprend les faillites, par le nombre de prêts consolidés durant chacune des années de prêt analysée dans le présent article. Le taux de défaut de paiement après un an illustre la mesure dans laquelle les étudiants appartenant à chaque cohorte ont dû faire face à des difficultés de remboursement si importantes qu'ils sont devenus des débiteurs défaillants au cours des 12 premiers mois après avoir consolidé leur prêt.

Overall, one-year default rates have steadily increased since 1990-91. The overall one-year default rate, which was 17.6% for the 1990-91 cohort, reached 21.8% for the 1995-96 cohort.

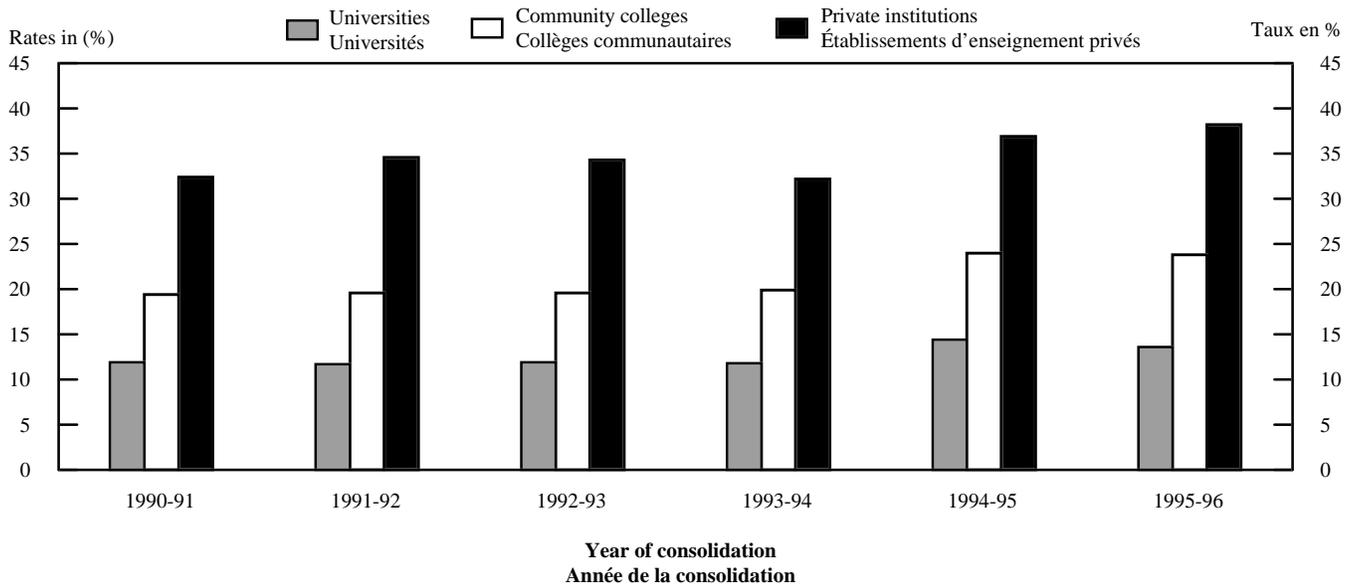
Dans l'ensemble, les taux de défaut de paiement après un an ont augmenté régulièrement depuis 1990-91. Le taux global de défaut de paiement après un an, qui était de 17.6% pour la cohorte de 1990-91, a atteint 21.8% pour la cohorte de 1995-96.

One-year default rates vary significantly by type of educational institution. Those who last reported borrowing to study at private institutions had the highest default rates in the first year of repayment, while university students had the lowest (see Graph 8). University students in the 1990-91 cohort had a one-year default rate of 11.9%, community college students had a considerably higher default rate at 19.4%, while students from private institutions had the highest default rate of all at 32.4%. Default rates have been on the rise over the study period for all groups. For the 1995-96 cohort, the one-year default

Les taux de défaut de paiement après un an varient de manière appréciable selon le type d'établissement d'enseignement. Les derniers étudiants ayant déclaré avoir emprunté pour étudier dans des établissements d'enseignement privés avaient le plus haut taux de défaut de paiement après un an, alors que les étudiants universitaires avaient le taux le moins élevé (graphique 8). Les étudiants universitaires appartenant à la cohorte de 1990-91 avaient un taux de défaut de paiement après un an de 11.9%, les étudiants des collèges communautaires avaient un taux considérablement plus élevé, soit 19.4%, alors que les étudiants des établissements d'enseignement privés affichaient le taux de

Graph 8

Default rates, within one year of consolidation



Source: Canada Student Loans System.

rate reached 13.6% for borrowers from universities, 23.8% for borrowers at community colleges and 38.2% for borrowers at private institutions.

Default amounts

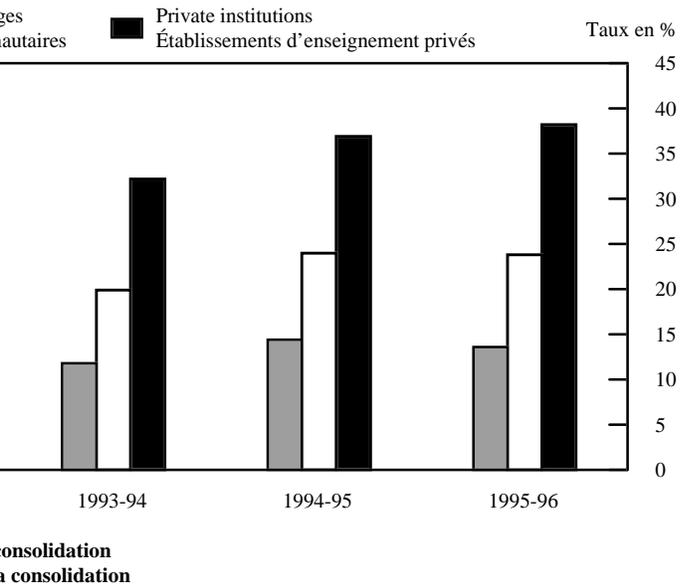
One-year default rates reveal the percentage of a group that had severe repayment difficulties shortly after loan consolidation. Examining the average loan amount carried by those who defaulted in the first year by institution type helps illustrate the impact of student debt burden on the outcome of a loan.

Both the rate of default and the average value of loans in default had increased for the cohorts under discussion here. Between 1990-91 and 1995-96, the average amount of loans carried by university students who defaulted in the first year increased by 21.2%. In 1990-91, the average outstanding Canada Student Loan balance at the time of default for those coming from universities was \$8,530. This amount increased to \$10,341 for university students who consolidated their loans in 1995-96 and defaulted in the first year of repayment.

Borrowers from other types of educational institutions who defaulted in the first year also saw increases in the average amount of their loans between 1990-91 and 1995-96. Private institution borrowers experienced a sharp increase of 26.2% in the average amount of loans carried at the time of default in the period under study. At 30.0%,

Graphique 8

Taux de défaut de paiement dans l'année qui suit la consolidation



Source: Système du Programme canadien de prêts aux étudiants.

défaut de paiement après un an le plus élevé, soit 32.4%. Au cours de la période étudiée, les taux de défaut de paiement ont augmenté pour tous les groupes. Pour la cohorte de 1995-96, il a atteint 13.6% pour les emprunteurs universitaires, 23.8% pour les emprunteurs fréquentant les collèges communautaires et 38.2% pour les emprunteurs étudiant dans des établissements d'enseignement privés.

Montants des défauts de paiement

Les taux de défaut de paiement après un an révèlent le pourcentage d'un groupe qui a éprouvé de graves difficultés de remboursement peu de temps après la consolidation du prêt. Le montant moyen du prêt contracté par les étudiants qui ont manqué aux versements durant la première année selon le type d'établissement fréquenté aide à illustrer l'incidence que peut avoir la charge de la dette sur la capacité de l'étudiant à rembourser le prêt.

Le taux de défaut de paiement et la valeur moyenne des prêts en défaut ont augmenté pour les cohortes étudiées dans le présent article. Entre 1990-91 et 1995-96, le montant moyen des prêts encourus par les étudiants universitaires qui manquaient à leurs versements durant la première année a augmenté de 21.2%. En 1990-91, la valeur moyenne du solde impayé du prêt d'études canadien au moment du défaut de paiement pour les étudiants universitaires était de \$8,530. Ce montant s'est élevé à \$10,341 pour les étudiants universitaires qui ont consolidé leur prêt en 1995-96 et qui ont manqué à leurs versements durant la première année de remboursement.

Les emprunteurs ayant fréquenté d'autres types d'établissements d'enseignement et qui ont manqué à leurs versements durant la première année ont également vu augmenter le montant moyen de leur prêt entre 1990-91 et 1995-96. Les emprunteurs fréquentant les établissements d'enseignement privés ont subi une augmentation considérable de 26.2% du montant moyen de leur

the difference between the average value of loans held at the time of default by the 1990-91 cohort and the 1995-96 cohort was highest for community college borrowers.

prêt au moment où ils ont manqué à leurs versements au cours de la période à l'étude. Les emprunteurs fréquentant les collèges communautaires affichaient la plus grande différence dans la valeur du montant moyen de leur prêt au moment du défaut de paiement entre la cohorte de 1990-91 et la cohorte de 1995-96, soit 30.0%.

Student bankruptcies

Student bankruptcies were an increasing cause of defaults on loans. In such cases the government was usually unable to recover the amounts paid to the financial lending institutions for the guaranteed loans. The percentage of defaults attributed to bankruptcy had been increasing between 1990-91 and 1995-96, with a sharp increase demonstrated by the 1995-96 cohort.

A slightly different trend is evident here. University students who defaulted in the first year of repayment had the highest rates of bankruptcy of all institutional types (see Graph 9). Almost 5.3% of the defaults by university borrowers in the 1990-91 cohort were caused by bankruptcy, compared with 4.5% for community college borrowers and 5.1% for students from private institutions. The results for the 1995-96 cohort revealed that 9.9% of the first-year defaults by university borrowers were caused by bankruptcy. Community college and private institution borrowers also experienced increases in the proportion of defaults caused by bankruptcy of 7.5% and 7.8%, respectively.

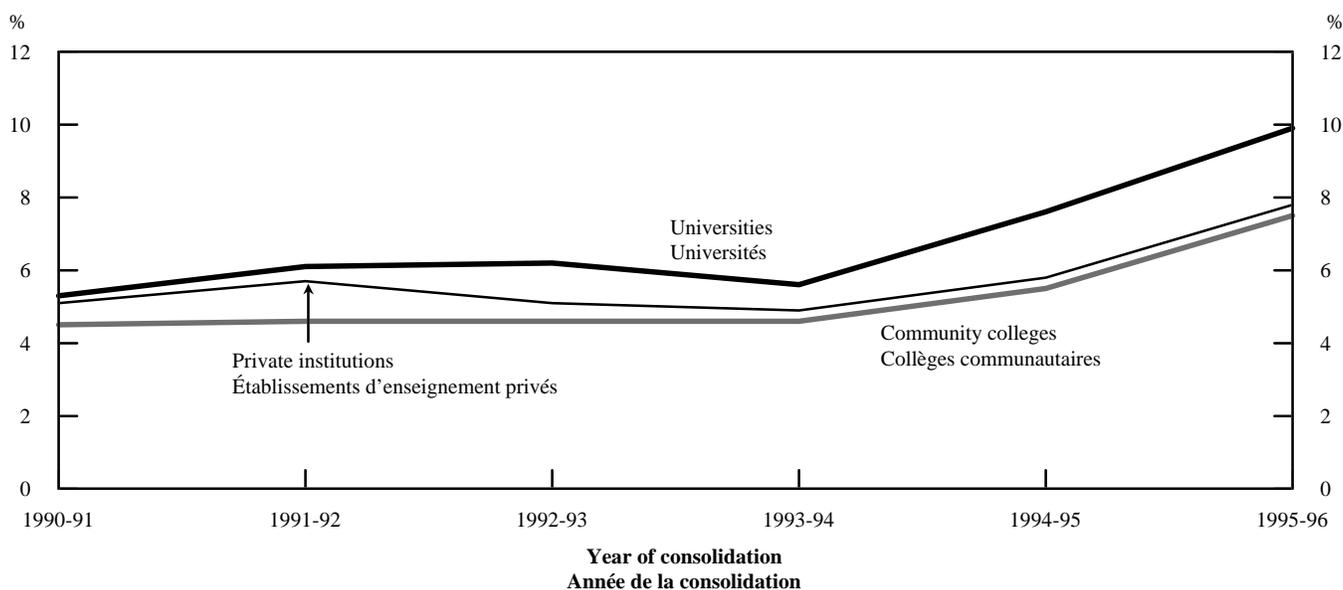
Faillites des étudiants

Les faillites des étudiants étaient une cause de plus en plus importante de défaut de remboursement de prêt. Dans de tels cas, le gouvernement était généralement incapable de récupérer les montants payés aux établissements de crédit pour les prêts garantis. Le pourcentage des défauts de paiement attribué aux faillites a augmenté entre 1990-91 et 1995-96, la cohorte de 1995-96 affichant une augmentation considérable.

Une tendance légèrement différente se manifeste dans le cas présent. Les étudiants universitaires qui ont manqué à leurs versements durant la première année de remboursement affichaient le plus haut taux de faillite de tous les types d'établissements d'enseignement (graphique 9). En effet presque 5.3% des défauts de paiement par les emprunteurs universitaires appartenant à la cohorte de 1990-91 étaient causés par des faillites, par rapport à 4.5% pour les emprunteurs fréquentant les collèges communautaires et 5.1% pour les étudiants provenant d'établissements d'enseignement privés. Les résultats pour la cohorte de 1995-96 ont révélé que 9.9% des défauts de paiement d'emprunteurs universitaires survenant au cours de la première année de remboursement étaient causés par des faillites. Les emprunteurs provenant de collèges communautaires et d'établissements d'enseignements privés ont également subi des augmentations s'élevant à 7.5% et 7.8% respectivement dans la proportion de défauts de paiement causés par des faillites.

Graph 9
Bankruptcy as percentage of defaults,
within one year of consolidation

Graphique 9
Faillites en pourcentage des défauts de paiement
dans l'année qui suit la consolidation



Source: Canada Student Loans System.

Source: Système du Programme canadien de prêts aux étudiants.

It was obvious that high debt load was a factor in the decision to declare bankruptcy within one year of consolidation. The borrowers who declared bankruptcy carried larger average loans than those who did not default in the first year of repayment. The average amount of consolidated principal for university students who entered into repayment in 1990-91 and declared bankruptcy in the first year of repayment was \$12,266. By 1995-96 this amount had increased to \$15,278. This represents a 24.6% increase in the debt burden of university students who resorted to bankruptcy. In contrast, borrowers who did not default in the first year had only \$8,739 in loans, on average, at consolidation in 1990-91. By 1995-96, these university borrowers had an average student loan of \$9,421, an increase of 7.8% from five years earlier.

The same trend existed for community college borrowers who declared bankruptcy within the first year of repayment. The average debt for the 1990-91 cohort was \$7,474. By 1995-96, the average loan was \$8,795, representing a 17.7% increase in the debt burden.

In 1990-91, borrowers from private institutions who declared bankruptcy in the first year of repayment had an average loan \$5,415. By 1995-96, they carried an average debt at consolidation of \$7,027, an increase of 29.8% over the cohort five years earlier. This was the largest percentage increase among the three types of educational institutions.

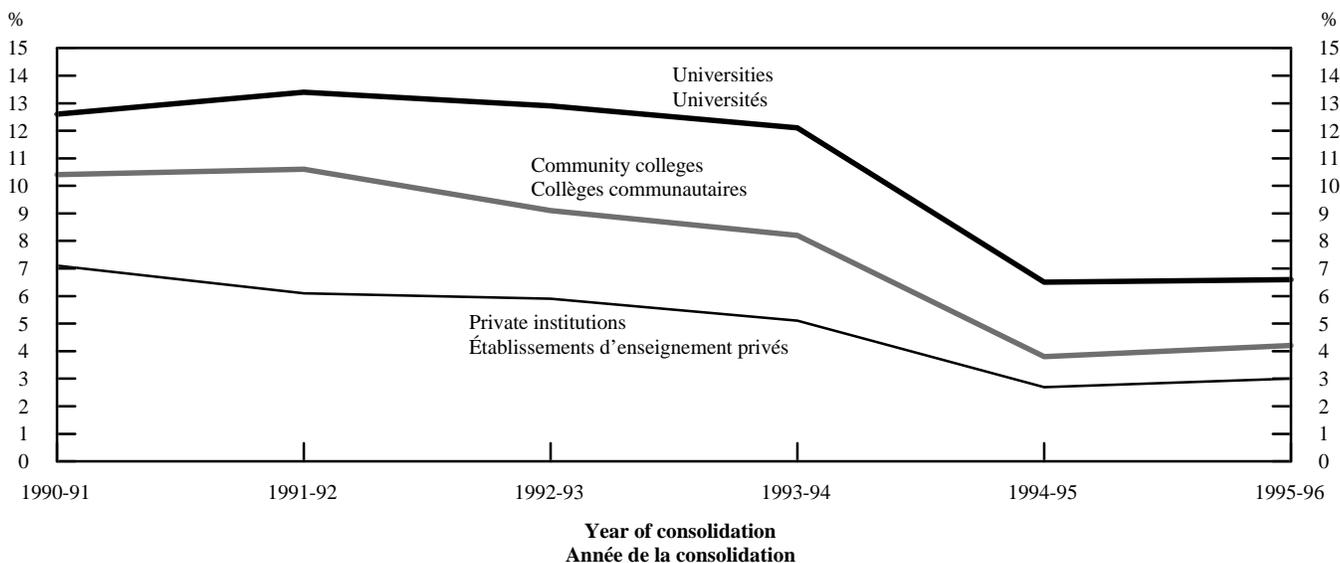
Il était évident que l'endettement élevé représentait un facteur dans la décision de déclarer faillite au cours de la première année suivant la consolidation du prêt. Les emprunteurs qui ont déclaré faillite avaient un endettement moyen plus élevé que ceux qui n'ont pas manqué à leurs versements au cours de la première année de remboursement. Le montant moyen du capital consolidé pour les étudiants universitaires qui ont commencé leur remboursement en 1990-91 et déclaré faillite au cours de la première année de remboursement était de \$12,266. En 1995-96, ce montant avait augmenté, passant à \$15,278. Cela représente une augmentation de 24.6% de l'endettement des étudiants universitaires qui ont eu recours à la faillite. En revanche, les emprunteurs qui n'ont pas manqué à leurs versements au cours de la première année n'avaient que \$8,739 de prêt en moyenne au moment de la consolidation, en 1990-91. En 1995-1996, ces emprunteurs universitaires avaient un prêt étudiant moyen de \$9,421, ce qui représente une augmentation de 7.8% par rapport à la cohorte de 1990-91.

La même tendance se manifeste pour les emprunteurs fréquentant les collèges communautaires qui ont déclaré faillite au cours de la première année de remboursement. La dette moyenne pour la cohorte de 1990-91 était de \$7,474. En 1995-96, la dette moyenne était de \$8,795, ce qui représente une augmentation de 17.7% de l'endettement.

En 1990-91, les emprunteurs fréquentant les établissements d'enseignement privés qui ont déclaré faillite au cours de la première année de remboursement avaient une dette moyenne de \$5,415. En 1995-96, ils avaient une dette moyenne au moment de la consolidation de \$7,027, ce qui constitue une augmentation de 29.8% par rapport à la cohorte de 1990-91. Cela représente le pourcentage d'augmentation le plus élevé parmi les trois types d'établissements d'enseignement.

Graph 10
Proportion of borrowers paid in full, within one year of consolidation

Graphique 10
Proportion des emprunteurs qui ont remboursé intégralement leur prêt dans l'année ayant suivi la consolidation



Source: Canada Student Loans System.

Source: Système du Programme canadien de prêts aux étudiants.

Early repayment in full

There was a small subset of individuals who were able to repay their Canada Student Loans in full early in their repayment period. These students usually had a smaller loan upon consolidation and were able to pay their loan back shortly after consolidation.

The percentage of borrowers in a cohort able to repay their loan early decreased steadily over the study period. University borrowers had the highest rates of early repayment in the first year of all institutional types. Students who borrowed to attend private institutions had the lowest rate of early repayment. In 1990-91, 7.1% of borrowers from private institutions, 10.4% of borrowers from community colleges and 12.6% of university borrowers were in a position to pay back their Canada Student Loans in full in the first 12 months after loan consolidation (see Graph 10). By 1995-96, the rates had dropped to 3.0% for borrowers from private institutions, 4.2% for borrowers from community colleges, and 6.6% for borrowers from universities.

While the proportion of borrowers able to repay early declined steadily, the average amount of loans repaid early rose considerably. The average loan for the 1990-91 consolidation cohort that was fully repaid in the first year was \$5,017. For the 1995-96 consolidation cohort, the average loan was \$6,764, representing a 34.8% increase.

Borrowers who repaid early from all three types of educational institutions experienced a similar increase in debt loads. For borrowers who attended universities, those who repaid in the first year experienced a 32.3% increase in average debt, from \$5,892 in 1990-91 to \$7,796 in 1995-96. Community college borrowers demonstrated the greatest rate of increase in average loans repaid in the first year. The average loan for this group was \$3,730 in 1990-91 and \$5,098 in 1995-96, representing a 36.7% increase in average debt load at consolidation. Private institution borrowers who repaid in full in the first year had the lowest increase in average loans; their average loans rose from \$4,433 in 1990-91 to \$5,608 in 1995-96, for a 26.5% increase in debt load.

Summary and conclusions

The 1990s have been a time of rising education costs for students, which has driven many to borrow in order to pursue higher learning. This paper clearly reveals that the debt load accumulated by students in the acquisition of further education was on the increase between 1990-91 and 1995-96.

Remboursement intégral anticipé

Il y avait un petit groupe d'emprunteurs qui avaient réussi à rembourser leur prêt d'études canadien en entier et rapidement. Ces étudiants avaient généralement un prêt après la consolidation moins élevé et étaient en mesure de le rembourser peu de temps après la consolidation.

Le pourcentage d'emprunteurs en mesure de rembourser leur prêt rapidement a diminué régulièrement durant la période à l'étude. Les emprunteurs universitaires affichaient les taux les plus élevés de remboursement anticipé au cours de la première année par rapport aux autres types d'établissements d'enseignement, alors que les étudiants des établissements d'enseignement privés présentaient le taux le moins élevé de remboursement anticipé. En 1990-91, 7.1% des emprunteurs fréquentant des établissements d'enseignement privés, 10.4% des emprunteurs de collèges communautaires et 12.6% des emprunteurs universitaires étaient en mesure de rembourser intégralement leur prêt d'études canadien au cours des 12 premiers mois après la consolidation (graphique 10). En 1995-96, les taux avaient chuté à 3.0% pour les emprunteurs des établissements d'enseignement privés, à 4.2% pour les emprunteurs des collèges communautaires et à 6.6% pour les emprunteurs universitaires.

Bien que la proportion d'emprunteurs en mesure de rembourser rapidement ait régulièrement décliné, le montant moyen des prêts remboursés rapidement a augmenté considérablement. Le prêt moyen pour la cohorte de consolidation de 1990-91 qui a été remboursé intégralement au cours de la première année était de \$5,017. Pour la cohorte de consolidation de 1995-96, le prêt moyen était de \$6,764, ce qui représente une augmentation de 34.8%.

Les emprunteurs qui ont remboursé rapidement, tous établissements confondus, ont connu une augmentation semblable de leur endettement. Parmi les emprunteurs universitaires, ceux qui remboursaient au cours de la première année ont connu une augmentation de 32.3% de leur dette moyenne, celle-ci étant passée de \$5,892 en 1990-91 à \$7,796 en 1995-96. Les emprunteurs fréquentant les collèges communautaires affichaient le plus haut taux d'augmentation du montant moyen de prêt remboursé au cours de la première année. Le prêt moyen pour ce groupe était de \$3,730 en 1990-91 et de \$5,098 en 1995-96, ce qui représente une augmentation de 36.7% de l'endettement moyen au moment de la consolidation. Les emprunteurs fréquentant les établissements d'enseignement privés qui ont remboursé leur prêt intégralement au cours de la première année ont subi l'augmentation la moins élevée de la valeur moyenne de leur prêt. En effet, cette valeur est passée de \$4,433 en 1990-91 à \$5,608 en 1995-96, ce qui constitue une augmentation de 26.5% de leur endettement.

Résumé et conclusions

Les années 90 représentent une période durant laquelle les étudiants ont dû faire face à une hausse des frais d'études, ce qui a mené un grand nombre d'entre eux à emprunter afin de pouvoir poursuivre des études supérieures. Notre analyse révèle clairement que l'endettement accumulé par les étudiants qui poursuivaient des études supérieures allait en augmentant entre 1990-91 et 1995-96.

This analysis also shows that Canadian students in the study period were having increasing difficulty repaying their Canada Student Loans. More and more students were accessing the Interest Relief Plan as a temporary assistance measure. Overall, student borrowers who studied at private institutions had the greatest repayment difficulties. While this group represented the smallest proportion of all borrowers, the number of students at private institutions who participated in the CSLP has grown.

Defaults and bankruptcies continued to be a problem for borrowers, governments and lenders, especially in the early years of repayment when borrowers faced increasing pressures as they embarked on their next phase in life. This analysis reveals that university students were more likely to resort to bankruptcy in the first year of repayment than were borrowers from community colleges or private institutions.

A number of changes were included in the 1998 federal budget to help borrowers repay their Canada Student Loans. The Interest Relief Plan was amended to allow more borrowers to benefit from interest relief, by adjusting the income thresholds in the eligibility criteria. The federal government covers the interest costs while a borrower is on interest relief. More grants were announced to assist borrowers with dependants who normally have higher costs associated with full-time study. The 1998 budget also announced a debt reduction scheme for CSL borrowers still experiencing difficulties after five years in repayment.

Following the 1998 budget announcement of new measures to assist borrowers with student loan debts, related amendments were made to the *Bankruptcy and Insolvency Act*. While Canada Student Loan borrowers will still be able to apply for bankruptcy, they will not be able to discharge their Canada Student Loan through bankruptcy proceedings until 10 years after completing their studies. Previously, loans could be discharged two years after completing studies.

Our goal in providing this summary of the borrowing and repayment patterns of Canada Student Loan borrowers is to increase understanding of the loan repayment problems faced by Canadian students, especially shortly after leaving educational institutions. We have also included several summary tables as appendices to provide additional background information on Canada Student Loan activities.

The data used in this analysis included all borrowers in selected cohorts under the Canada Student Loans Program, whether or not they were successful in completing their chosen program or field of study. In discussing the factors associated with student defaults, Volkwein et al. (1998) concluded that school completion was an important factor. Their findings also indicated that the actual field of study might affect the outcome of the loan. Further research could compare the repayment patterns of those who completed their studies and those who did not, and explore the impact of field of study on repayment.

EQR

La présente analyse montre également qu'au cours de la période étudiée, les étudiants canadiens éprouvaient des difficultés de plus en plus grandes dans le remboursement de leur prêt d'études canadien. De plus en plus d'étudiants ont eu recours au Régime d'exemption d'intérêts comme mesure d'aide temporaire. Dans l'ensemble, les étudiants emprunteurs qui ont étudié dans des établissements d'enseignement privés éprouvaient les plus grandes difficultés de remboursement. Bien que ce groupe représentait la proportion la moins élevée de tous les emprunteurs, le nombre d'étudiants d'établissements d'enseignement privés qui ont participé au PCPE a augmenté.

Les défauts de paiement et les faillites ont continué de constituer un problème pour les emprunteurs, les gouvernements et les prêteurs, surtout au cours des premières années de remboursement lorsque les emprunteurs ont dû affronter les contraintes supplémentaires liées à la transition des études au marché du travail. Notre analyse révèle que les étudiants universitaires étaient plus enclins à avoir recours à la faillite au cours de la première année de remboursement que les emprunteurs des collèges communautaires ou des établissements d'enseignement privés.

Un certain nombre de changements ont été inclus dans le Budget fédéral de 1998 pour aider les emprunteurs à rembourser leur prêt d'études canadien. En effet, le Régime d'exemption d'intérêts a été modifié pour permettre à un plus grand nombre d'emprunteurs de bénéficier d'un allègement fiscal en ajustant le seuil de revenu dans les critères d'admission. Le gouvernement fédéral couvre le coût des intérêts pendant qu'un emprunteur bénéficie d'une exemption d'intérêts. Un plus grand nombre de subventions ont été annoncées pour aider les emprunteurs ayant des personnes à charge, dont les dépenses liées aux études à temps plein sont généralement plus élevées. Dans le cadre du budget de 1998, on a également annoncé un projet de réduction de l'endettement pour les emprunteurs du PEC qui éprouvent encore des difficultés de remboursement après cinq ans.

À la suite de l'annonce, dans le budget de 1998, de nouvelles mesures pour aider les étudiants emprunteurs, des modifications connexes ont été apportées à la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*. Les emprunteurs bénéficiant d'un prêt d'études canadien pourront donc encore déclarer faillite, mais ils ne pourront se libérer de leur prêt d'études canadien par la voie des procédures de faillite que 10 ans après avoir terminé leurs études, alors qu'auparavant ils pouvaient le faire après deux ans.

L'objectif visé dans ce résumé des tendances d'emprunt et de remboursement des emprunteurs du prêt d'études canadien est d'accroître la compréhension des problèmes de remboursement de prêt que doivent affronter les étudiants canadiens, surtout dans la période qui suit immédiatement la fin de leurs études. Plusieurs tableaux sommaires en annexe fournissent des renseignements de base supplémentaires liés aux prêts d'études canadiens.

Les données utilisées dans la présente analyse incluent tous les emprunteurs appartenant à des cohortes sélectionnées du Programme canadien de prêts aux étudiants sans égard au fait qu'ils aient terminé ou non leur programme d'études. Après avoir examiné les facteurs associés aux défauts de paiement étudiants, Volkwein et al. (1998) ont conclu que le fait de terminer ses études constituait un facteur important. Leurs résultats indiquent également que le champ d'études pourrait affecter ce qui advient du prêt. Des recherches ultérieures pourraient permettre de comparer les tendances de remboursement de ceux qui ont terminé leurs études et de ceux qui ne l'ont pas fait, ainsi que l'incidence du champ d'études sur le remboursement.

RTE

Appendix A

Canada Student Loans Program

Financial assistance for students under the Canada Student Loans Program is provided through a partnership between the federal and provincial governments. Participating provinces administer the front end of the program in addition to their own provincial student aid programs. Program administration involves determining student eligibility, which is based on enrolment in full-time studies at an approved educational institution, residency in Canada, and a needs assessment formula outlined by the federal government.

Needs assessment

Financial need is determined using a detailed formula that takes into account each student's particular circumstances, education-related costs and available financial resources. The formula assesses resources based on different types of student situations. Students who have been out of high school for four or more years or who have had at least two full years of labour force attachment after high school are deemed to be independent of their parents. Because parents are not required to assist these students financially, parental income is not included in the calculation of student resources. Married students and single parents are also deemed to be independent of their parents. The financial resources considered available to these students to help finance their postsecondary education are their (and their spouses') earnings and savings. All other students are considered to be financially dependent on their parents, who are expected to help cover students' costs. The amount that parents are expected to contribute is based on their incomes, family size and region of residence. All students are expected to contribute toward their own education.

The provinces are responsible for assessing student need. The Canada Student Loans Program supplies funds to cover 60% of this need (up to a weekly maximum), while the provinces decide whether, and how, to meet the remaining 40%. Bourgoin (1995) has provided a detailed outline of the provincial financial assistance programs available to students. Recently, most provinces have moved from grants to loans. Federal and provincial grants are available to students with particular needs.

Once the level of financial assistance is determined, the provinces are responsible for issuing certificates stating the maximum federal and provincial loans available to the student, who then negotiates these amounts with a private financial institution participating in the loan program.

Policy changes in the 1990s

There have been a number of changes made to the Canada Student Loans Program in the 1990s. These changes have

Annexe A

Programme canadien de prêts aux étudiants

L'aide financière accordée aux étudiants du Programme canadien de prêts aux étudiants est consentie au moyen d'un partenariat entre les gouvernements fédéral et provinciaux. Les provinces participantes administrent une partie du programme en plus de leurs propres programmes provinciaux d'aide aux étudiants. L'administration du programme inclut la détermination de l'admissibilité des étudiants, qui est basée sur l'inscription à temps plein dans un programme d'études dans un établissement d'enseignement autorisé, la résidence canadienne et une formule d'évaluation des besoins, tels que définis par le gouvernement fédéral.

Évaluation des besoins

Le besoin financier est déterminé en utilisant une formule détaillée qui tient compte des circonstances particulières de chaque étudiant, des coûts liés à l'éducation et des ressources financières disponibles. La formule évalue les ressources en se basant sur différents types de situations dans lesquelles peuvent se trouver les étudiants. Les étudiants qui ne sont plus à l'école secondaire depuis quatre ans ou plus ou qui ont été sur le marché du travail pendant au moins deux années complètes après l'école secondaire sont considérés comme indépendants de leurs parents. Étant donné que les parents de ces étudiants ne sont pas obligés de leur fournir une aide financière, le revenu des parents n'est pas inclus dans le calcul des ressources de l'étudiant. Les étudiants mariés et les parents célibataires sont également considérés comme indépendants de leurs parents. Les ressources financières que l'on juge à la disposition de ces étudiants pour aider au financement de leurs études postsecondaires sont leur rémunération et leurs économies (ainsi que celles de leur conjoint ou conjointe). Tous les autres étudiants sont considérés comme financièrement dépendants de leurs parents, qui doivent les aider à couvrir leurs frais d'études. On calcule les montants que les parents doivent déboursier en se basant sur leur revenu, la taille de leur famille ainsi que sur la région de résidence. Tous les étudiants doivent également contribuer aux frais de leur propre éducation.

Il revient aux provinces d'évaluer les besoins des étudiants. Le Programme canadien de prêts aux étudiants fournit des fonds pour couvrir 60% de ces besoins (jusqu'à concurrence d'un montant hebdomadaire maximal), alors qu'il incombe aux provinces de décider si, et comment, les 40% restants seront distribués. Bourgoin (1995) fournit une liste détaillée des programmes provinciaux d'aide financière auxquels peuvent recourir les étudiants. Récemment, la plupart des provinces sont passées des subventions aux prêts. Des subventions fédérales et provinciales sont à la disposition des étudiants ayant des besoins particuliers.

Une fois que le niveau d'aide financière est déterminé, les provinces ont la responsabilité de délivrer des certificats sur lesquels sont inscrits les montants maximaux des prêts fédéral et provincial auxquels a droit l'étudiant, qui négocie alors ces montants avec une institution financière privée qui participe au programme de prêt.

Changements de politique dans les années 90

Il y a eu un certain nombre de changements apportés au Programme canadien de prêts aux étudiants dans les années 90.

been in response to student demand and the changing economic environment. They are related to the Interest Relief Plan and interest subsidy, the Risk-Share Agreement with financial institutions and bankruptcy legislation.

Interest Relief Plan

There have been several amendments to the Interest Relief Plan in the 1990s. Prior to August 1995, borrowers who were experiencing periods of unemployment as well as those with temporary disabilities were eligible to receive assistance in their loan repayments through the Interest Relief Plan. In response to the demands placed on borrowers by the transition from school to work, the Interest Relief Plan was expanded in August 1995 to include low-income employed borrowers, as well as those who are unemployed or temporarily disabled. Following the 1997 federal budget, the Interest Relief Plan was amended to extend interest relief benefits to a lifetime maximum of 30 months for eligible borrowers in their first five years of repayment after leaving postsecondary studies. The previous lifetime maximum was 18 months.

Interest subsidy

Students studying full time are granted an interest subsidy, which means that the interest on their Canada Student Loans is paid by the government. Borrowers leaving studies have six months in which to contact the lending authority to consolidate their student loans. They are not required to make monthly payments in the first six months after the cessation of studies. (They must begin by the end of the seventh month.) For loans negotiated before August 1, 1993, the interest subsidy continued for the first six months after studies. After August 1993, for the six-month grace period after leaving the educational institution, borrowers were still not required to make monthly payments, however interest was accrued to their principal.

Risk-share agreement

The *Canada Student Financial Assistance Act* was introduced in 1995. The new legislation enabled the government to enter into risk-sharing arrangements with participating lenders to streamline the financing and delivery of student assistance. As of August 1995, contracts were signed with nine lending partners to provide loans to students based on the principle of lender risk-sharing. In return for taking the risk associated with student loans, the government pays the lenders a risk premium of 5% of the face value of the loan at consolidation, instead of the 100% loan guarantee that the government had previously provided to the lender.

Loans issued prior to August 1995 were covered under the former program which required the government to cover the entire cost of the loan. The cost consisted of the outstanding principal loan balances as well as all outstanding

Ces changements ont été apportés en réponse aux demandes des étudiants ainsi qu'à l'environnement économique fluctuant. Ils sont liés au Régime d'exemption d'intérêts et aux bonifications d'intérêts, à l'accord de partage des risques avec les institutions financières ainsi qu'aux mesures législatives gouvernant les faillites.

Régime d'exemption d'intérêts

Un certain nombre de modifications ont été apportées au Régime d'exemption d'intérêts dans les années 90. Avant août 1995, les emprunteurs qui étaient temporairement en chômage ainsi que ceux qui souffraient d'invalidité temporaire étaient admissibles à de l'aide pour le remboursement de leur prêt par l'entremise du Régime d'exemption d'intérêts. En raison des contraintes auxquelles sont exposés les emprunteurs lors de la transition de l'école au marché du travail, le Régime d'exemption d'intérêts a été élargi en août 1995 pour inclure les emprunteurs ayant un emploi à faible revenu ainsi que ceux qui sont au chômage ou qui souffrent d'une invalidité temporaire. À la suite du budget fédéral de 1997, le Régime d'exemption d'intérêts a été modifié pour étendre les bénéfices de l'allègement des intérêts à un maximum viager de 30 mois pour les emprunteurs admissibles, au cours des cinq premières années de remboursement après avoir terminé leurs études postsecondaires. Le maximum viager précédent était de 18 mois.

Bonification d'intérêt

Les étudiants à temps plein reçoivent une bonification d'intérêt, ce qui signifie que l'intérêt sur leur prêt d'études canadien est payé par le gouvernement. Les emprunteurs ayant terminé leurs études ont six mois pour communiquer avec leur établissement de crédit pour consolider leur prêt étudiant. Ils ne sont pas tenus de faire des paiements mensuels durant les six premiers mois après la fin de leurs études. Cependant, ils doivent commencer à rembourser à la fin du septième mois. Pour les prêts négociés avant le 1^{er} août 1993, la bonification d'intérêt continuait à être en vigueur pour les six premiers mois après la fin des études. À partir du mois d'août 1993, durant le délai de grâce de six mois qui suit la fin des études, les emprunteurs n'étaient pas non plus tenus de faire des versements mensuels, mais des intérêts s'accumulaient à leur capital.

Accord de partage des risques

La *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*, adoptée en 1995, permet au gouvernement de s'engager dans des ententes de partage de risques avec les établissements de crédit participants afin de simplifier le financement et le dépôt de l'aide financière aux étudiants. À partir d'août 1995, des contrats ont été signés avec neuf partenaires prêteurs pour accorder des prêts aux étudiants selon le principe du partage du risque avec les prêteurs. En échange du risque assumé, le gouvernement accorde au prêteur une prime de risque de 5% sur la valeur nominale du prêt au moment de la consolidation, au lieu de la garantie à 100% sur le prêt qu'il offrait auparavant aux prêteurs.

Les prêts consentis avant août 1995 étaient couverts par le programme antérieur qui obligeait le gouvernement à couvrir la totalité du coût du prêt. Ce coût comprend à la fois le solde à payer du principal et les intérêts impayés des prêts d'études

interest on Canada Student Loans that were negotiated and that had resulted in loan default. Loans in the guaranteed portfolio that were three or more months in arrears were transferred to the federal government which then reimbursed the lender for the cost of the defaulted loan claimed. Under the guaranteed student loan system, lenders had little incentive to collect loans. For loans in arrears, lenders were only required to send one registered letter to the borrower's last known address before submitting a claim and receiving full payment from the government.

In the event of default, the federal government no longer guarantees loans in the risk-shared portfolio, except in special circumstances such as the disability or death of the borrower, bankruptcy while in studies, or in the case of a minor who defaults prior to ratification.

Bankruptcy

The rules related to bankruptcy also changed in the 1990s. Under amendments made to the *Bankruptcy and Insolvency Act* in 1997, a borrower cannot be released from their provincial and Canada Student Loans by discharge of bankruptcy within the first two years of ceasing to be a student. This amendment also requires that prior to issuing a discharge order, the courts must consider that the borrower has acted in good faith in connection with the liabilities in the loan. Borrowers who have declared bankruptcy are not eligible for any additional Canada Student Loans until three years after the date of discharge. Further changes were made in the 1998 federal budget regarding bankruptcy, which are discussed in the Summary and Conclusions section. EQR

canadiens qui avaient été négociés et qui ont abouti à un défaut de paiement. Les prêts compris dans le portefeuille garanti qui étaient en retard depuis trois mois ou plus étaient transférés au gouvernement fédéral qui remboursait les prêteurs pour le coût réclamé du prêt non remboursé. Le programme de prêt étudiant garanti n'encourageait guère les prêteurs à recouvrer leur prêt. Pour les prêts en retard, les prêteurs n'étaient tenus qu'à envoyer un pli recommandé à la dernière adresse connue de l'emprunteur avant de présenter leur demande et de recevoir un paiement intégral du gouvernement.

Dans une situation de défaut de paiement, le gouvernement fédéral ne garantit plus les prêts du portefeuille à risque partagé, sauf dans des situations spéciales telles que l'invalidité ou la mort de l'emprunteur, la faillite pendant les études, ou dans le cas d'un mineur en défaut de paiement avant ratification.

Faillite

La réglementation liée à la faillite a également changé dans les années 90. En vertu des modifications apportées à la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité de 1997*, un emprunteur ne peut pas être libéré de son prêt provincial et de son prêt d'études canadien en déclarant faillite dans les deux années qui suivent la fin de ses études. Cette modification exige également qu'avant de rendre une ordonnance de libération, les tribunaux doivent prendre en considération le fait que l'emprunteur a agi de bonne foi en relation avec son endettement. Les emprunteurs qui ont déclaré faillite ne sont pas admissibles pour des prêts d'études canadiens supplémentaires pour les trois années qui suivent la date de libération par faillite. Des modifications supplémentaires en relation avec la faillite ont été apportées dans le budget fédéral de 1998. On en traite dans la section intitulée « Résumé et conclusions ». RTE

Note

1. Students are required to begin repaying their Canada Student Loans seven months after they have stopped studying. Prior to this, they are required to fill out an agreement that consolidates all their loans and sets out the repayment terms.

Bibliography

Bourgoin, B. "Financial Assistance to Postsecondary Students." *Education Quarterly Review* (Statistics Canada Catalogue no. 81-003). Ottawa, Statistics Canada, 2, 1 (Spring, 1995): 10-19.

Finnie, R. and G. Garneau. "Student Borrowing for Postsecondary Education." *Education Quarterly Review* (Statistics Canada Catalogue no. 81-003). Ottawa, Statistics Canada, 3, 2 (Summer 1996): 10-34.

Volkwein, J.F., Szelest, B.P., Cabrera, A.F., and M.R. Napierski-Pranel "Factors Associated with Student Loan Default Among Different Racial and Ethnic Groups." *The Journal of Higher Education* 69, 2 (Mar/April, 1998).

Warren, C. "Paying Off Student Loans." *Canadian Social Trends* (Statistics Canada Catalogue no. 11-008). Ottawa, Statistics Canada (Winter, 1998): 24-28.

Note

1. Les étudiants sont tenus de commencer à rembourser leur prêt d'études canadien sept mois après la fin de leurs études. Avant cette date, ils doivent signer une entente qui consolide tous leurs prêts et qui fixe les modalités de remboursement.

Bibliographie

BOURGOIN, B. 1995. « Aide financière aux élèves de l'enseignement postsecondaire », *Revue trimestrielle de l'éducation*, produit n° 81-003 au catalogue de Statistique Canada, vol. 2, n° 1, printemps, p. 10-19.

FINNIE, R., et G. GARNEAU. 1996. « Emprunts des diplômés des études postsecondaires », *Revue trimestrielle de l'éducation*, produit n° 81-003 au catalogue de Statistique Canada, vol. 3, n° 2, été, p. 10-34.

VOLKWEIN, J.F., B.P. SZELEST, A.F. CABRERA et M.R. NAPIERSKI-PRANEL. 1998. « Factors Associated with Student Loan Default Among Different Racial and Ethnic Groups », *The Journal of Higher Education*, vol. 69, n° 2, mars-avril.

WARREN, C. 1998. « Le remboursement des prêts étudiants », *Tendances sociales canadiennes*, produit n° 11-008 au catalogue de Statistique Canada, hiver, p. 24-28.

Appendix B

Annexe B

Table 1
**Number of postsecondary student consolidations
and amounts (1995 constant dollars),
1990-91 to 1995-96**

	1990-91	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96
Number of consolidations – Nombre de consolidations						
Universities – Universités	48,796	47,668	50,799	52,883	56,616	66,494
Community colleges – Collèges communautaires	35,669	37,530	41,867	46,185	50,073	56,122
Private institutions – Établissements d'enseignement privés	14,413	17,146	18,986	19,905	23,027	26,115
Total Number – Nombre total	98,878	102,344	111,652	118,973	129,716	148,731
Amounts of consolidations – Montants des consolidations (\$)						
Universities – Universités	410,546,311	389,849,487	424,966,291	444,317,386	506,673,610	631,659,226
Community colleges – Collèges communautaires	189,707,559	189,469,247	217,326,781	247,916,615	300,467,292	357,744,539
Private institutions – Établissements d'enseignement privés	73,084,090	80,026,755	89,648,473	95,287,482	114,714,004	159,478,875
Total amounts – Nombre total (\$)	673,337,960	659,345,488	731,941,544	787,521,483	921,854,906	1,148,882,640
Average amounts – Montants des consolidations (\$)						
Universities – Universités	8,414	8,178	8,366	8,402	8,949	9,499
Community colleges – Collèges communautaires	5,319	5,048	5,191	5,368	6,001	6,374
Private institutions – Établissements d'enseignement privés	5,071	4,667	4,722	4,787	4,982	6,107
Average amounts – Montants moyens (\$)	6,810	6,442	6,556	6,619	7,107	7,725

Tableau 1
**Nombre de consolidations (étudiants de l'enseignement
postsecondaire) et montants consolidés (en dollars constants
de 1995), 1990-91 à 1995-96**

Table 2
**Number of postsecondary student borrowers and
amounts (1995 constant dollars),
1990-91 to 1996-97**

	1990-91	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97
Number of borrowers – Nombre d'emprunteurs							
Universities – Universités	132,487	146,653	155,654	165,173	165,969	166,529	158,693
Community colleges – Collèges communautaires	77,580	88,939	97,305	106,978	110,215	114,733	113,105
Private institutions – Établissements d'enseignement privés	25,392	28,047	29,984	34,062	39,735	47,505	54,794
Total number – Nombre total	235,459	263,639	282,943	306,213	315,919	328,767	326,592
Amounts of borrowing – Montants empruntés (\$)							
Universities – Universités	432,934,170	474,355,650	487,700,013	548,529,979	637,762,310	648,150,851	649,744,761
Community colleges – Collèges communautaires	222,186,175	264,940,567	281,539,708	343,037,754	368,927,701	384,316,885	423,114,039
Private institutions – Établissements d'enseignement privés	91,832,378	97,966,414	101,773,579	113,910,758	176,872,997	215,865,570	283,143,869
Total amounts – Montants totaux (\$)	746,952,724	837,262,632	871,013,300	\$1,005,478,492	1,183,563,009	1,248,333,307	1,356,002,669
Average loans – Montants moyens des prêts (\$)							
Universities – Universités	3,268	3,235	3,133	3,321	3,843	3,892	4,094
Community colleges – Collèges communautaires	2,864	2,979	2,893	3,207	3,347	3,350	3,741
Private institutions – Établissements d'enseignement privés	3,617	3,493	3,394	3,344	4,451	4,544	5,167
Average loans – Montants moyens des prêts (\$)	3,172	3,176	3,078	3,284	3,746	3,797	4,152

Tableau 2
**Nombre d'emprunteurs (étudiants de l'enseignement
postsecondaire) et montants empruntés (en dollars
constants de 1995), 1990-91 à 1996-97**

Table 3
Repayment status at the end of each year following consolidation

Tableau 3
État du remboursement à la fin de chaque année après la consolidation

Year(s) since consolidation	one	two	three	four	five	six
Année(s) depuis la consolidation	une	deux	trois	quatre	cinq	six
Number of students – Nombre d'étudiants						
In repayment – En remboursement	70,630	60,516	52,021	44,762	38,587	33,824
Paid in full – Paiement intégral	10,853	16,799	22,958	28,402	32,554	36,175
Defaults – Défauts de paiement	17,395	21,563	23,899	25,714	27,337	28,879
Total	98,878	98,878	98,878	98,878	98,878	98,878
%						
In repayment – En remboursement	71.4	61.2	52.6	45.3	39.0	34.2
Paid in full – Paiement intégral	11.0	17.0	23.2	28.7	32.9	36.6
Defaults – Défauts de paiement	17.6	21.8	24.2	26.0	27.6	29.2
Consolidation amounts (in 1995 constant dollars) – Montants consolidés (en dollars constants de 1995) (\$)						
In repayment – En remboursement	508,871,006	438,717,827	379,513,457	329,398,796	292,649,357	254,731,399
Paid in full – Paiement intégral	54,446,475	94,081,941	136,326,044	173,067,945	197,941,209	223,851,088
Defaults – Défauts de paiement	110,020,479	140,538,192	157,498,459	170,871,219	182,747,394	194,755,474
Total	673,337,960	673,337,960	673,337,960	673,337,960	673,337,960	673,337,960

Table 4
Number of postsecondary student defaults and principal amounts within 12 months of consolidation

Tableau 4
Nombre d'étudiants de l'enseignement postsecondaire en défaut de paiement et principal dans les 12 mois depuis la consolidation

Year of consolidation – Année de la consolidation	1990-91	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96
Number of defaults – Nombre de défauts de paiement						
Universities – Universités	5,792	5,588	6,050	6,259	8,179	9,037
Community colleges – Collèges communautaires	6,935	7,350	8,197	9,199	12,036	13,382
Private institutions – Établissements d'enseignement privés	4,668	5,941	6,513	6,407	8,494	9,978
Total	17,395	18,879	20,760	21,865	28,709	32,397
Principal amounts¹ – Principal¹ (\$)						
Universities – Universités	49,404,477	47,679,201	53,099,465	56,223,027	77,153,617	93,450,584
Community colleges – Collèges communautaires	33,478,413	33,692,739	39,429,029	46,316,670	70,176,033	83,944,013
Private institutions – Établissements d'enseignement privés	20,986,690	24,821,743	27,603,868	27,627,676	38,551,901	56,597,165
Total	103,869,579	106,193,683	120,132,361	130,167,373	185,881,551	233,991,762
Average amounts¹ – Montants moyens¹ (\$)						
Universities – Universités	8,530	8,532	8,777	8,983	9,433	10,341
Community colleges – Collèges communautaires	4,827	4,584	4,810	5,035	5,831	6,273
Private institutions – Établissements d'enseignement privés	4,496	4,178	4,238	4,312	4,539	5,672
Average – Moyenne	5,971	5,625	5,787	5,953	6,475	7,223

¹ In 1995 constant dollars – En dollars constants de 1995.

Table 5
**Number of postsecondary student bankruptcies
and principal amounts within 12 months of
consolidation**

Tableau 5
**Nombre de faillites d'étudiants de l'enseignement
postsecondaire et principal dans les 12 mois depuis la
consolidation**

	1990-91	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96
Number of bankruptcies – Nombre de faillites						
Universities – Universités	305	343	374	352	620	898
Community colleges – Collèges communautaires	309	338	378	424	660	1002
Private institutions – Établissements d'enseignement privés	237	337	329	312	495	778
Total	851	1,018	1,081	1,088	1,775	2,678
Amounts at bankruptcy¹ – Montants au moment de la faillite¹ (\$)						
Universities – Universités	3,579,824	4,579,817	5,056,768	4,839,552	8,462,330	12,908,822
Community colleges – Collèges communautaires	2,152,300	2,305,125	2,657,359	2,946,980	5,087,582	\$8,235,761
Private institutions – Établissements d'enseignement privés	1,195,558	1,579,520	1,573,405	1,551,533	2,522,037	5,063,378
Total	6,927,681	8,464,462	9,287,533	9,338,064	16,071,949	26,207,961
Average amounts¹ – Montants moyens¹ (\$)						
Universities – Universités	11,737	13,352	13,521	13,749	13,649	14,375
Community colleges – Collèges communautaires	6,965	6,820	7,030	6,950	7,708	8,219
Private institutions – Établissements d'enseignement privés	5,045	4,687	4,782	4,973	5,095	6,508
Average Amount – Montants moyens	8,141	8,315	8,592	8,583	9,055	9,786

¹ In 1995 constant dollars – En dollars constants de 1995.

A profile of NLSCY schools¹

*Garth Lipps, Analyst
Elementary-Secondary Research and Analysis Unit
Centre for Education Statistics
Telephone: (613) 951-3184; fax: (613) 951-9040
E-mail: lippgar@statcan.ca*

and

*Jeffrey Frank, Senior Analyst
Elementary-Secondary Research and Analysis Unit
Centre for Education Statistics
Telephone: (613) 951-3184; fax: (613) 951-9040
E-mail: franjef@statcan.ca*

Introduction

The information, communication and technology revolutions have brought Canada and the Canadian people to a social and economic crossroads. Our society and economy are undergoing a period of rapid change as we incorporate new technologies into our personal, economic and social lives. Can our schools meet the demands of a rapidly changing society? Do they have the human and material resources needed to educate our most precious resource? Do our schools provide a safe and secure environment for students? As the demands on adults' time increase, are parents involved in their children's schools? This paper begins to examine these issues by profiling the approximately 2,700 schools which took part in the National Longitudinal Survey of Children and Youth (NLSCY) in 1994-95. Readers are cautioned that the results are merely intended to describe the characteristics of those schools that provided information to the School Component of the NLSCY in 1994-95 and are not intended to be representative of all schools in Canada. The sample of schools may include a disproportionate number of schools that are larger than average. No schools from the Yukon, Northwest Territories or Nunavut chose to take part in the School Component of the NLSCY.

The analysis of the NLSCY school data presented in this article begins by exploring principals' evaluations of the adequacy of their schools' resources. Next, the presence, activity and influence of school advisory committees are examined. Following this, the article looks at the levels of regular staff and special resource staff are considered. School staff highlighted in this paper include administrative staff, classroom and special teaching staff, teaching assistants, and volunteers. Staffing levels are considered in terms of the average number of staff present in schools, staff-to-school ratios, and student-to-staff

Profil des écoles de l'ELNEJ¹

*Garth Lipps, analyste
Sous-section de la recherche et de l'analyse sur l'enseignement
primaire et secondaire
Centre des statistiques sur l'éducation
Téléphone: (613) 951-3184; télécopieur: (613) 951-9040
Courrier électronique: lippgar@statcan.ca*

et

*Jeffrey Frank, analyste principal
Sous-section de la recherche et de l'analyse sur l'enseignement
primaire et secondaire
Centre des statistiques sur l'éducation
Téléphone: (613) 951-1504; télécopieur: (613) 951-9040
Courrier électronique: franjef@statcan.ca*

Introduction

Les révolutions dans les domaines de l'information, de la communication et de la technologie ont amené le Canada et la population canadienne à un carrefour social et économique. Notre société et notre économie connaissent une période de changements rapides à mesure que nous intégrons de nouvelles technologies dans nos vies personnelle, économique et sociale. Nos écoles peuvent-elles répondre aux exigences d'une société en rapide évolution? Disposent-elles des ressources humaines et matérielles nécessaires pour former notre ressource la plus précieuse? Assurent-elles aux élèves un milieu sûr et sécuritaire? Les adultes ayant de moins en moins de temps, les parents jouent-ils un rôle dans les écoles de leurs enfants? Le présent document se veut un examen préliminaire de ces questions. Il dresse le profil des quelque 2,700 écoles qui ont participé à l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ) en 1994-95. Le lecteur ne doit pas oublier que les résultats ont simplement pour objet de décrire les caractéristiques des écoles qui ont contribué, en 1994-95, à enrichir la composante scolaire de l'ELNEJ en fournissant des renseignements; il ne faut donc pas les considérer comme représentatifs de toutes les écoles du Canada. L'échantillon d'écoles peut comprendre un nombre disproportionné d'écoles plus grandes que la moyenne. Au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, aucune école n'a choisi de participer à la composante scolaire de l'ELNEJ.

L'analyse des données des écoles de l'ELNEJ présentées dans le présent article débute par un examen des évaluations que les directeurs ont fait des ressources de leur école. On examine ensuite l'existence, le niveau d'activité et l'influence des comités consultatifs scolaires, puis le nombre d'employés réguliers et d'employés spécialisés. Le personnel scolaire dont il est question dans le présent document englobe le personnel administratif, le personnel enseignant régulier, le personnel enseignant spécialisé, les aides-enseignants et les bénévoles. Les effectifs sont examinés en fonction du nombre moyen d'employés présents dans les écoles et selon les rapports employés-école et élèves-employé. On passe

The National Longitudinal Survey of Children and Youth

The National Longitudinal Survey of Children and Youth (NLSCY), a joint project of Human Resources Development Canada and Statistics Canada, is a comprehensive survey examining a wide variety of important factors thought to influence children's development. The survey collects information every two years on children as they grow, as well as on the environments in which they live, learn and play. The first cycle of the survey took place in 1994-95 and collected information on just under 23,000 children, from newborns to 11-year-olds. In addition to a household-based interview with the person most knowledgeable about the child (most often the child's mother), the NLSCY uses a wide variety of methods to collect information on child development and functioning. Questionnaires completed by the child's school teacher and principal provide unique information about the child's education, behaviour at school, and class and school environment.

The Principal's Questionnaire is the main source of information for this profile

Data from the Principal's Questionnaire are used to describe NLSCY schools. The Principal's Questionnaire provides information on the characteristics of the schools attended by children in the NLSCY, the types of students served, and the regular and special staff of these schools. At the level of the school, information is provided on the enrolment, the type of school (elementary, combined elementary-secondary, and secondary), the adequacy of their resources, and the presence, activity and influence of the school advisory committee. In addition, characteristics of the students attending NLSCY schools are presented, including the principal's estimates of the level of disciplinary problems. Several characteristics of the staff in the NLSCY schools are also provided, including the full-time equivalent (FTE) staff for several types of educational personnel, the numbers of regular education staff and volunteers, and the availability of special professional staff.

NLSCY: a sample of children, not of schools

The NLSCY data on schools have some notable limitations. Foremost, the NLSCY is designed to be a nationally representative sample of children and not of schools. Further, the School Component had a relatively low response rate. Data are available for only 50% to 55% of all eligible school-age children, depending on the portion of the School Component.

Often more than one child in the NLSCY sample attends the same school. To avoid the possibility of counting schools more than once when several students attend the same school, a file containing one record for each school was created. This file is used to describe the characteristics of NLSCY schools. Consequently, this profile of the schools participating in the NLSCY is not representative of all schools in the 10 provinces.

L'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes

L'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ), un projet conjoint de Développement des ressources humaines Canada et de Statistique Canada, est une enquête détaillée portant sur une gamme très variée d'importants facteurs considérés comme des facteurs ayant une influence sur le développement des enfants. Tous les deux ans, des données sont recueillies sur les enfants à mesure qu'ils grandissent, ainsi que sur les milieux où ils vivent, apprennent et jouent. Le premier cycle de l'enquête a eu lieu en 1994-95. Il a permis de recueillir des renseignements sur un peu moins de 23,000 enfants, allant des nouveau-nés aux enfants de 11 ans. Outre le recours à une interview auprès du ménage avec la personne qui connaît le mieux l'enfant (le plus souvent la mère), tout un éventail de méthodes sont utilisées dans le cadre de l'ELNEJ pour recueillir des renseignements sur le développement et le fonctionnement de l'enfant. Des questionnaires remplis par la personne qui enseigne à l'enfant et par le directeur de son école fournissent de précieux renseignements sur l'éducation de l'enfant, son comportement à l'école, ainsi que sur sa classe et son milieu scolaire.

Le questionnaire du directeur constitue la principale source de renseignements pour le présent profil

Des données provenant du questionnaire du directeur servent à décrire les écoles de l'ELNEJ. Le questionnaire fournit des renseignements sur les caractéristiques des écoles fréquentées par les enfants qui participent à l'ELNEJ, sur les types d'élèves qui les fréquentent, et sur les types de personnel (régulier et spécialisé) de ces écoles. À l'échelle de l'école, on présente des renseignements sur les inscriptions, le type d'école (primaire, primaire-secondaire combiné et secondaire), le caractère suffisant de ses ressources, ainsi que l'existence, le niveau d'activité et l'influence du comité consultatif scolaire. En outre, on présente les caractéristiques des élèves qui fréquentent les écoles de l'ELNEJ, y compris les estimations de la gravité des problèmes disciplinaires faites par les directeurs. De nombreuses caractéristiques du personnel des écoles de l'ELNEJ sont également fournies, y compris le nombre de postes en équivalents temps plein (ETP) pour de nombreuses catégories de personnel scolaire, le nombre d'enseignants réguliers et de bénévoles, ainsi que la disponibilité de professionnels spécialisés.

L'ELNEJ: un échantillon d'enfants, pas d'écoles

Les données de l'ELNEJ sur les écoles sont assorties de certaines limites évidentes. Premièrement, l'ELNEJ est conçue de façon à porter sur un échantillon représentatif à l'échelle nationale des enfants, pas des écoles. En outre, le taux de réponse à la composante scolaire était relativement faible. Les données ne sont disponibles que pour 50% à 55% de tous les enfants d'âge scolaire admissibles, selon la partie de la composante scolaire.

Dans l'échantillon de l'ELNEJ, il arrive souvent que plus d'un enfant fréquente la même école. Pour éviter la possibilité qu'une école soit comptée plus d'une fois parce que bon nombre d'élèves la fréquentent, on a créé un fichier renfermant un enregistrement pour chaque école. Ce fichier est utilisé pour décrire les caractéristiques des écoles de l'ELNEJ. Par conséquent, le présent profil des écoles qui participent à l'ELNEJ n'est pas représentatif de toutes les écoles dans les 10 provinces.

ratios. The availability of the services of specialized professionals is considered next. These staff, who often are not attached to any particular school, provide highly important but infrequent services to schools. The paper ends

ensuite aux services offerts par les professionnels spécialisés. Ces professionnels qui, souvent, ne sont pas rattachés à une école en particulier, assurent aux écoles des services très importants mais peu fréquents. Le document se termine par une description de

by describing a few features associated with students attending NLSCY schools. These features include the assignment of students to classrooms, the mobility of the student population, and principals' impressions of the frequency of disciplinary problems in their schools. Wherever possible, information for individual provinces and for public and private schools is provided.

Characteristics of NLSCY schools

Most school resources adequately or completely met needs

Books, classrooms, computers, and other material resources are the foundation on which instruction is based. These vitally important materials provide the platform for children's education. Given their integral role, it is important to know how adequately these resources meet the needs of students and staff.

According to the majority of principals of NLSCY schools, most resources adequately or completely met the needs of the school (Table 1). However, computers were judged to adequately or completely meet the instructional needs for only one in every three schools.² Further, computer software for course instruction adequately or

Table 1
Most resources met the needs of a majority of NLSCY schools

	Percentage of NLSCY schools where resource adequately or completely met needs	Percentage of NLSCY schools where resource partially met or did not meet needs
	Pourcentage d'écoles de l'ELNEJ où la ressource répondait adéquatement ou entièrement aux besoins	Pourcentage d'écoles de l'ELNEJ où la ressource répondait partiellement aux besoins ou n'y répondait pas
Type of resource – Types de ressources		
Computer software for course instruction – Logiciels d'ordinateurs pour l'enseignement	28	72
Computers for course instruction – Ordinateurs pour l'enseignement	33	67
Science equipment – Matériel de sciences	51	49
Budget for office supplies – Budget pour fournitures de bureau	54	46
Outdoor play equipment – Équipement de jeux extérieurs	54	46
Library materials – Ressources de bibliothèque	59	41
Special equipment for handicapped students – Équipement spécialisé pour les élèves ayant un handicap	64	36
Equipment for mathematics instruction (e.g., counting blocks, calculators) – Matériel pour l'enseignement des mathématiques (p. ex., blocs à compter, calculatrices)	68	32
Gymnasium – Gymnase	72	28
School buildings – Bâtiments scolaires	73	27
School grounds – Terrains de l'école	73	27
Instructional space (e.g., classroom size) – Espace d'enseignement (p. ex., taille des salles de classe)	74	26
Gym equipment (e.g., mats, balls) – Équipement de gymnase (p. ex., tapis d'exercice, ballons)	75	25
Audio – visual resources (e.g., VCR's, film projectors) – Ressources audiovisuelles (p. ex., magnétoscopes, projecteurs de films)	75	25
Instructional resources (e.g., curriculum documents, books) – Ressources d'enseignement (p. ex., documents relatifs au programme d'études, livres)	80	20
Heating and lighting – Chauffage et éclairage	88	12
School supplies (e.g., paper, pencils) – Fournitures scolaires (p. ex., papier, crayons)	90	10

Source: Statistics Canada, School Component of the National Longitudinal Survey of Children and Youth, Cycle 1, 1994-95.

quelques caractéristiques des élèves qui fréquentent les écoles de l'ELNEJ. Ces caractéristiques comprennent la façon dont sont formées les classes d'élèves, la mobilité de la population scolaire et l'impression qu'ont les directeurs de la fréquence de problèmes disciplinaires dans leur école. Dans la mesure du possible, des renseignements sont fournis à l'échelle des provinces et pour les écoles publiques et privées.

Caractéristiques des écoles de l'ELNEJ

La plupart des ressources scolaires répondaient adéquatement ou entièrement aux besoins

Les livres, les salles de classe, les ordinateurs et les autres ressources matérielles constituent le fondement de l'enseignement. Ces ressources sont à la base de l'éducation des enfants. Comme elles font partie intégrante de l'enseignement, il importe de savoir dans quelle mesure elles répondent aux besoins des élèves et du personnel.

Selon la majorité des directeurs des écoles de l'ELNEJ, la plupart des ressources répondaient adéquatement ou entièrement aux besoins de l'école (tableau 1). On considérait toutefois que les ordinateurs répondaient adéquatement ou entièrement aux besoins dans seulement 1 école sur 3². En outre, les logiciels d'ordinateurs pour l'enseignement répondaient adéquatement ou

Tableau 1
La plupart des ressources répondaient aux besoins d'une majorité d'écoles de l'ELNEJ

Source: Statistique Canada, composante scolaire de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, premier cycle, 1994-95.

completely met the needs of fewer than 3 out of 10 NLSCY schools. Eighty percent or more of principals rated certain other types of resources as adequately or completely meeting the needs of their school. These included instructional resources (textbooks, curriculum documents), school supplies, and heating and lighting. With some minor exceptions, these resources adequately or completely met the needs of most schools in each province.

Provincial variations in resources

Perceived inadequacies regarding computer resources existed not just nationally, but also to varying degrees in each province (Table 2). Computers and computer software were judged to adequately or completely meet the needs of the smallest percentages of NLSCY schools in Newfoundland, Prince Edward Island, Nova Scotia, New Brunswick and Ontario. Problems with these two resources appeared to be most severe in Nova Scotia, where few principals considered the school's computer (12%) and software resources (10%) to adequately or completely meet instructional needs.

Table 2

Computers and software were judged to be least adequate in Newfoundland, Prince Edward Island, Nova Scotia and Ontario

Percentage of NLSCY schools where resource adequately or completely met needs ¹	Type of resource – Types de ressources	
	Computers for course instruction	Computer software for course instruction
Pourcentage d'écoles de l'ELNEJ où la ressource répondait adéquatement ou entièrement aux besoins ¹	Ordinateurs pour l'enseignement	Logiciels d'ordinateurs pour l'enseignement
All schools – Toutes les écoles	33	28
Newfoundland – Terre-Neuve	22	14
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	23	18
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	12	10
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	33	23
Quebec – Québec	42	35
Ontario	27	24
Manitoba	39	30
Saskatchewan	48	41
Alberta	41	32
British Columbia – Colombie-Britannique	37	34

¹ Principals' perception

Source: Statistics Canada, School Component of the National Longitudinal Survey of Children and Youth, Cycle 1, 1994-95.

Provincial differences in the perceived adequacy of other resources were also evident. Among principals of schools participating in the NLSCY, substantial proportions in Nova Scotia (44%), Newfoundland (46%), and Prince Edward Island (48%) deemed their school's library materials to be inadequate or partially adequate. In all other provinces, most principals judged library resources to adequately or completely meet their school's instructional needs.

Science equipment was another area where provincial differences existed. According to principals, less than one-half of NLSCY schools in Nova Scotia (35%), Newfoundland (36%), British Columbia (41%) and

entièrement aux besoins de moins de 3 écoles de l'ELNEJ sur 10. Quatre-vingts pour cent ou plus des directeurs ont jugé que certains autres types de ressources répondaient adéquatement ou entièrement aux besoins de leur école. Ces ressources comprenaient les ressources d'enseignement (manuels, documents relatifs au programme d'études), les fournitures scolaires, ainsi que le chauffage et l'éclairage. De plus, sauf quelques exceptions mineures, ces ressources répondaient adéquatement ou entièrement aux besoins de la plupart des écoles dans chaque province.

Des différences entre les provinces sur le plan des ressources

On percevait des lacunes au chapitre des ressources informatiques non seulement à l'échelle nationale, mais aussi, à des degrés divers, dans chaque province (tableau 2). C'est à Terre-Neuve, à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick que l'on retrouvait les plus petits pourcentages d'écoles de l'ELNEJ où l'on jugeait que les ordinateurs et les logiciels d'ordinateurs répondaient adéquatement ou entièrement aux besoins. Les problèmes liés à ces deux ressources semblaient être les plus graves en Nouvelle-Écosse, où seulement 1 directeur sur 10 était d'avis que les ordinateurs (12%) et les logiciels (10%) de l'école répondaient adéquatement ou entièrement aux besoins de celle-ci.

Tableau 2

Les ordinateurs et les logiciels étaient jugés les moins adéquats à Terre-Neuve, à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse et en Ontario

¹ Perceptions des directeurs

Source: Statistique Canada, composante scolaire de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, premier cycle, 1994-95.

Les différences entre les provinces étaient aussi évidentes en ce qui concerne le caractère suffisant perçu d'autres ressources. Parmi les directeurs des écoles qui ont participé à l'ELNEJ, de fortes proportions en Nouvelle-Écosse (44%), à Terre-Neuve (46%) et à l'Île-du-Prince-Édouard (48%) jugeaient que les ressources de bibliothèque de leur école étaient insuffisantes. Dans toutes les autres provinces, la plupart des directeurs estimaient que ces ressources répondaient adéquatement ou entièrement aux besoins de leur école.

Le matériel de sciences était un autre domaine où l'on relevait des différences entre les provinces. Selon les directeurs qui ont répondu à l'ELNEJ, moins de la moitié des écoles en Nouvelle-Écosse (35%), à Terre-Neuve (36%), en Colombie-Britannique

Quebec (44%) had science equipment that adequately or completely met instructional needs.

School grounds were reported by principals as adequately or completely meeting the needs of only one in every three NLSCY schools in Newfoundland, but were considered adequate by the majority of those reporting in all other provinces.

Not all schools require special equipment for students with special physical needs. Indeed, principals of one in every four NLSCY schools indicated that special equipment for these students was not needed.³ Considering just those schools where there was a reported need, principals in only 45% of NLSCY schools in Newfoundland and 46% of those in Nova Scotia judged that equipment for these students adequately or completely met the needs of the school.

For many NLSCY schools in the Atlantic region, the budget for office supplies appeared to be a problem. Only 25% of principals in New Brunswick, 33% in Nova Scotia, 36% in Prince Edward Island, and 42% in Newfoundland stated that the budget for office supplies adequately or completely met their schools' needs.

Most schools had active parent advisory committees

Parents are important stakeholders in the education of their children. This role is often recognized by the formation of a parent-school association or a parent advisory committee. In some schools these groups play an advisory role in the governance of the school and in the formation of school policies. Despite the important role of parental advisory committees, national information on their prevalence, activity or influence has been lacking.

About 9 in 10 NLSCY schools have a parent advisory committee, parent-school association, or school advisory committee (Table 3).⁴ This varies considerably across provinces. Virtually all schools in Alberta (99%), British Columbia (98%), and Quebec (98%) have some form of parent advisory group. In contrast, roughly 7 in every 10 schools in Saskatchewan (73%) and 8 of every 10 schools in Newfoundland and Labrador (83%) reported having such advisory bodies. In all other provinces, more than 90% of NLSCY schools have parent advisory committees.

NLSCY schools that do have parent advisory bodies, tend to have quite active ones (Table 3). Three-quarters of school principals with an advisory group rated their school's committee as "active" or "very active." The activity levels of these bodies differed slightly across most provinces. Smaller proportions of NLSCY principals in PEI (53%), Newfoundland (57%), Saskatchewan (67%) rated their advisory committees as "active" or very active".

Despite these high levels of activity, parent advisory committees were not always perceived to exercise a strong influence on their school (Table 3). Only 4 of every 10 principals of NLSCY schools (38%) with an advisory committee rated it as having a "considerable" or "strong" influence on school policies or practices. This ranged from a high of 50% in Alberta to a low of 25% in Newfoundland and Labrador.

(41%) et au Québec (44%) disposaient de matériel de sciences qui répondait adéquatement ou entièrement à leurs besoins.

Les directeurs ayant participé à l'ELNEJ jugeaient que les terrains de l'école répondaient adéquatement ou entièrement aux besoins de seulement 1 école de l'ELNEJ sur 3 à Terre-Neuve. Cependant, dans toutes les autres provinces, la majorité des directeurs les considéraient comme adéquats.

Les écoles n'ont pas toutes besoin d'un équipement spécialisé pour les élèves ayant des besoins physiques spéciaux. En fait, les directeurs de 1 école de l'ELNEJ sur 4 ont indiqué qu'ils n'avaient pas besoin d'équipement de ce genre³. Si l'on tenait compte uniquement des écoles où l'on avait mentionné en avoir besoin, les directeurs de seulement 45% des écoles de l'ELNEJ à Terre-Neuve et de 46% de celles en Nouvelle-Écosse jugeaient que l'équipement en question répondait adéquatement ou entièrement aux besoins de l'école.

Pour bon nombre d'écoles de l'ELNEJ des provinces de l'Atlantique, le budget consacré aux fournitures de bureau semblait poser un problème. Seulement 25% des directeurs au Nouveau-Brunswick, 33% en Nouvelle-Écosse, 36% à l'Île-du-Prince-Édouard et 42% à Terre-Neuve ont déclaré que ce budget répondait adéquatement ou entièrement aux besoins de leur école.

La plupart des écoles comptaient des comités consultatifs de parents qui étaient actifs

Les parents sont des intervenants importants dans l'éducation de leurs enfants. Ce rôle est souvent reconnu par la formation d'une association parents-école ou d'un comité consultatif de parents. Dans certaines écoles, ces groupes jouent un rôle consultatif dans l'administration de l'école et l'élaboration des politiques de celle-ci. Bien que les comités consultatifs de parents jouent un rôle important, il existe peu de renseignements à l'échelle nationale sur le nombre, le niveau d'activité ou l'influence de ces comités.

Près de 9 écoles de l'ELNEJ sur 10 avaient un comité consultatif de parents, une association parents-école ou un comité consultatif scolaire (tableau 3)⁴. La situation variait sensiblement d'une province à l'autre. Presque toutes les écoles en Alberta (99%), en Colombie-Britannique (98%) et au Québec (98%) avaient une forme quelconque de comité consultatif de parents. Par contraste, près de 7 écoles sur 10 en Saskatchewan (73%) et 8 écoles sur 10 à Terre-Neuve et au Labrador (83%) disposaient de tels groupes consultatifs. Dans toutes les autres provinces, plus de 90% des écoles de l'ELNEJ avaient des comités consultatifs de parents.

Les écoles de l'ELNEJ qui comptaient des comités consultatifs de parents avaient normalement des comités qui étaient très actifs (tableau 3). Les trois quarts des directeurs des écoles dotées d'un groupe consultatif considéraient le comité de leur école comme « actif » ou « très actif ». Le niveau d'activité de ces comités différait légèrement dans la plupart des provinces. Une plus faible proportion des directeurs des écoles de l'Île-du-Prince-Édouard (53%), de celles de Terre-Neuve (57%) et de celles de la Saskatchewan (67%) qui ont participé à l'ELNEJ ont qualifié leurs comités consultatifs d'« actifs » ou de « très actifs ».

En dépit de ces niveaux d'activité élevés, on ne percevait pas toujours les comités consultatifs de parents comme des organes exerçant une forte influence sur leur école (tableau 3). Seulement 4 directeurs sur 10 (38%) des écoles de l'ELNEJ comptant un comité consultatif jugeaient que ce comité avait une « grande » ou une « très grande » influence sur les politiques et pratiques de l'école. Ce pourcentage variait, allant d'un maximum de 50% en Alberta, à un minimum de 25% à Terre-Neuve et au Labrador.

Table 3
The availability, level of activity and influence of parent advisory committees in NLSCY schools varied by province

	Percentage of NLSCY schools having an advisory committee	Percentage of NLSCY schools having an active or very active committee ¹	Percentage of NLSCY schools having a committee with a considerable or strong influence ¹
	Pourcentage d'écoles de l'ELNEJ dotées d'un comité consultatif	Pourcentage d'écoles de l'ELNEJ dotées d'un comité actif ou très actif ¹	Pourcentage d'écoles de l'ELNEJ dotées de comités ayant une grande ou une très grande influence
All schools - Toutes les écoles	94	76	38
Newfoundland - Terre-Neuve	83	57	25
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard	93	53	38
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse	96	79	36
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	94	77	28
Quebec - Québec	98	80	45
Ontario	95	77	36
Manitoba	92	75	42
Saskatchewan	73	67	31
Alberta	100	81	50
British Columbia - Colombie-Britannique	98	79	38

¹ Principals' perception

Source: Statistics Canada, School Component of the National Longitudinal Survey of Children and Youth, Cycle 1, 1994-95.

Tableau 3
L'existence, le niveau d'activité et l'influence des comités consultatifs de parents variaient selon les provinces

	Percentage of NLSCY schools having an advisory committee	Percentage of NLSCY schools having an active or very active committee ¹	Percentage of NLSCY schools having a committee with a considerable or strong influence ¹
	Pourcentage d'écoles de l'ELNEJ dotées d'un comité consultatif	Pourcentage d'écoles de l'ELNEJ dotées d'un comité actif ou très actif ¹	Pourcentage d'écoles de l'ELNEJ dotées de comités ayant une grande ou une très grande influence
All schools - Toutes les écoles	94	76	38
Newfoundland - Terre-Neuve	83	57	25
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard	93	53	38
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse	96	79	36
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	94	77	28
Quebec - Québec	98	80	45
Ontario	95	77	36
Manitoba	92	75	42
Saskatchewan	73	67	31
Alberta	100	81	50
British Columbia - Colombie-Britannique	98	79	38

¹ Perceptions des directeurs

Source: Statistique Canada, composante scolaire de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, premier cycle, 1994-95.

Characteristics of school staff

The staff of a school are a critical resource for children's education. Without these individuals, schools are nothing more than empty buildings, closed books, and unimplemented curricula. A school's human resources brings life to children's education.

Table 4 summarizes the availability of human resources in NLSCY schools. Before proceeding with a presentation of results, a few comments need to be made regarding the methods of measurement that have been adopted. First, Table 4 groups human resources into five categories: administrative staff, regular teaching staff, special teaching staff, teaching assistants, and volunteers. For specific resources in each category, the percentage of schools having that type of staff, the ratio of staff to schools in the NLSCY, and the student-to-staff ratio are specified. The latter two measures extend the commonly used student-teacher ratio to other types of staff and to ratios of staff to schools.⁵ For some types of staff, both full-time equivalent (FTE) positions and the number of actual people in positions are reported.⁶ Table 5 shows provincial variations in each of the student-to-staff member ratios. Table 6 presents the ratios of students to various types of staff members for public and private schools.

Administrative staff

Administrative staff include principals, vice-principals, secretaries, custodians, and various non-certified, non-teaching staff.

Principals may be viewed as the general managers of the schools they run. Across all NLSCY schools there were 0.9 FTE positions for principals per school. This ratio

Caractéristiques du personnel scolaire

Le personnel d'une école représente une ressource de première importance pour l'éducation des enfants. Sans ces personnes, les écoles ne sont rien d'autre que des bâtiments vides, des livres fermés et des programmes d'études non mis en œuvre. Les ressources humaines d'une école mettent de la vie dans l'éducation des enfants.

Le tableau 4 résume la disponibilité des ressources humaines dans les écoles de l'ELNEJ. Avant de présenter les résultats, il faut faire quelques commentaires au sujet des méthodes de mesure qui ont été adoptées. Premièrement, le tableau 4 regroupe les ressources humaines en cinq catégories: personnel administratif, personnel enseignant régulier, personnel enseignant spécialisé, aides-enseignants et bénévoles. Pour les ressources particulières dans chacune des catégories, on indique le pourcentage d'écoles de l'ELNEJ qui comptent ce type d'employés, ainsi que le rapport employés-école. On précise aussi le rapport élèves-employé. Les deux dernières mesures étendent le rapport élèves-enseignant couramment utilisé à d'autres types d'employés et aux rapports employés-école⁵. Pour certains types d'employés, les postes en équivalents temps plein (ETP) et le nombre d'employés occupant effectivement ces postes sont indiqués⁶. Le tableau 5 montre les différences entre les provinces dans chacun des rapports élèves-employé. Le tableau 6 présente les rapports entre les élèves et divers types d'employés pour les écoles publiques et privées.

Personnel administratif

Le personnel administratif comprend les directeurs, les directeurs adjoints, les secrétaires, les surveillants et d'autres membres du personnel non enseignant.

Les directeurs peuvent être considérés comme les directeurs généraux des écoles qu'ils dirigent. Dans toutes les écoles de l'ELNEJ, on comptait 0.9 poste en ETP pour les directeurs par

is less than 1.0 as some principals do not devote all of their time to administrative duties. As well, some principals are responsible for the administration of more than one school.

Only slight variations exist in the principal-to-school ratios for each province. Saskatchewan, Newfoundland, and New Brunswick had the smallest average ratios of FTE principals to schools (0.8:1) while Prince Edward Island and Ontario had the highest ratios (1.0:1). Across all NLSCY schools there were 395 students for every full-time equivalent principal, ranging from a high of 489 in New Brunswick to a low of 325 in Prince Edward Island. Public schools had a larger ratio of students to principals (399:1) than private schools (251:1).

Vice-principals of schools can play a variety of roles, ranging from teaching to administrative and management responsibilities. About half (52%) of NLSCY schools reported having a position for a vice-principal. Nationally there were 0.6 FTE positions for vice-principals for every NLSCY school. By province, the average ratios of FTE vice-principals per NLSCY school ranged from a low of 0.4 FTE positions per school in British Columbia to a high of 1.0 vice-principals per NLSCY school in Prince Edward Island. Nationally, the average ratio of students to full-time equivalent vice-principals (86:1) was more than double that of students to full-time equivalent principals. Further, there is substantial variability in these ratios across provinces. British Columbia, with a ratio of 1,648 students to every full-time equivalent vice-principal had the highest ratio, followed by Nova Scotia (1,117:1), New Brunswick (1,114:1) and Saskatchewan (1,106:1). Prince Edward Island (400:1) and Quebec (605:1) had the lowest ratios of students to full-time equivalent vice-principals.

école. Ce rapport était inférieur à 1.0, car certains directeurs ne consacrent pas tout leur temps à des tâches administratives. En outre, certains sont chargés de l'administration de plus d'une école.

Il n'existe que de légères différences dans les rapports directeur-école pour chaque province. La Saskatchewan, Terre-Neuve et le Nouveau-Brunswick affichaient les rapports moyens directeur en ETP-école les plus faibles (0.8:1), alors que l'Île-du-Prince-Édouard et l'Ontario affichaient les rapports les plus élevés (1.0:1). Dans l'ensemble des écoles de l'ELNEJ, on comptait 395 élèves par directeur en ETP. Les rapports à l'échelle des provinces allaient d'un maximum de 489 élèves au Nouveau-Brunswick à un minimum de 325 à l'Île-du-Prince-Édouard. Les écoles publiques avaient un rapport élèves-directeur plus élevé (399:1) que les écoles privées (251:1).

Les directeurs adjoints des écoles peuvent jouer divers rôles, allant de l'enseignement à des tâches administratives et de gestion. Environ la moitié (52%) des écoles de l'ELNEJ ont déclaré avoir un poste de directeur adjoint. À l'échelle nationale, il y avait 0.6 poste de directeur adjoint en ETP par école de l'ELNEJ. À l'échelle des provinces, ces rapports variaient, allant d'un minimum de 0.4 poste en Colombie-Britannique à un maximum de 1.0 à l'Île-du-Prince-Édouard. À l'échelle nationale, le rapport moyen élèves-directeur adjoint en ETP (86:1) était plus du double du rapport élèves-directeur en ETP. En outre, ces rapports variaient sensiblement d'une province à l'autre. La Colombie-Britannique, qui affichait un rapport de 1,648 élèves par directeur adjoint en ETP, avait le rapport le plus élevé, suivi de la Nouvelle-Écosse (1,117:1), du Nouveau-Brunswick (1,114:1) et de la Saskatchewan (1,106:1). L'Île-du-Prince-Édouard (400:1) et le Québec (605:1) comptaient les rapports élèves-directeur adjoint en ETP les plus faibles.

Table 4
School staff in NLSCY schools

Category of school staff	Percentage of NLSCY schools with this staff category	Average number of staff to schools	Average number of students to staff ¹
Catégories de personnel scolaire	Pourcentage d'écoles de l'ELNEJ comptant cette catégorie d'employés	Nombre moyen d'employés par école	Nombre moyen d'élèves par employé ¹
Administrative staff – Personnel administratif			
FTE principals – Directeurs en ETP	96	0.9	395
FTE vice-principals – Directeurs adjoints en ETP	52	0.6	986
FTE administrative support staff – Employés de soutien administratif en ETP	95	3.0	157
Regular teaching staff – Personnel enseignant régulier			
FTE classroom teachers – Enseignants en classe en ETP	96	14.6	22.9
Special teaching staff – Personnel enseignant spécialisé			
FTE resource teachers – Enseignants ressources en ETP	90	2.0	291
FTE librarians – Bibliothécaires en ETP	67	0.7	693
FTE guidance counsellors – Conseillers d'orientation en ETP	33	0.5	1,233
Teaching assistants – Aides-enseignants			
FTE teacher's aides – Aides-enseignants en ETP	79	2.9	224
Number of teacher's aides – Nombre d'aides-enseignants	84	3.7	143
Volunteers – Bénévoles			
Number of volunteers – Nombre de bénévoles	72	12.1	69

¹ Average ratio of students to staff members is calculated by dividing the total number of students in the school by the total number of staff in the school and then calculating the average of these ratios.

Source: Statistics Canada, School Component of the National Longitudinal Survey of Children and Youth, Cycle 1, 1994-95.

Tableau 4
Personnel scolaire des écoles de l'ELNEJ

Category of school staff	Percentage of NLSCY schools with this staff category	Average number of staff to schools	Average number of students to staff ¹
Catégories de personnel scolaire	Pourcentage d'écoles de l'ELNEJ comptant cette catégorie d'employés	Nombre moyen d'employés par école	Nombre moyen d'élèves par employé ¹
Administrative staff – Personnel administratif			
FTE principals – Directeurs en ETP	96	0.9	395
FTE vice-principals – Directeurs adjoints en ETP	52	0.6	986
FTE administrative support staff – Employés de soutien administratif en ETP	95	3.0	157
Regular teaching staff – Personnel enseignant régulier			
FTE classroom teachers – Enseignants en classe en ETP	96	14.6	22.9
Special teaching staff – Personnel enseignant spécialisé			
FTE resource teachers – Enseignants ressources en ETP	90	2.0	291
FTE librarians – Bibliothécaires en ETP	67	0.7	693
FTE guidance counsellors – Conseillers d'orientation en ETP	33	0.5	1,233
Teaching assistants – Aides-enseignants			
FTE teacher's aides – Aides-enseignants en ETP	79	2.9	224
Number of teacher's aides – Nombre d'aides-enseignants	84	3.7	143
Volunteers – Bénévoles			
Number of volunteers – Nombre de bénévoles	72	12.1	69

¹ On calcule le rapport moyen élèves-employé en divisant le nombre total d'élèves de l'école par le nombre total d'employés de l'école et en calculant ensuite la moyenne de ces rapports.

Source: Statistique Canada, composante scolaire de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, premier cycle, 1994-95.

Tableau 5
Ratios of students to staff¹ for all NLSCY schools
Rapports élèves-employé¹ pour toutes les écoles de l'ELNEJ

Ratio of students to a single staff member Rapport élèves-employé	Category of school staff – Catégories de personnel scolaire									
	Administrative staff Personnel administratif		Regular teaching staff Personnel enseignant régulier		Special teaching staff Personnel enseignant spécialisé			Teaching assistants Aides-enseignants		Volunteers Bénévoles
	FTE principals Directeurs en ETP	FTE vice-principals Directeurs adjoints en ETP	FTE administrative support staff Employés de soutien administratif en ETP	FTE classroom teachers Enseignants en classe en ETP	FTE resource teachers Enseignants ressources en ETP	FTE librarians Bibliothécaires en ETP	FTE guidance counsellors Conseillers d'orientation	FTE teacher's aides Aides-enseignants en ETP	Number of teacher's aides Nombre d'aides-enseignants en ETP	Number of volunteers Nombre de bénévoles enseignants
All NLSCY schools – Toutes les écoles de l'ELNEJ	395	986	157	22.9	291	693	1,233	224	143	69
Newfoundland – Terre-Neuve	342	884	187	20.9	217	689	762	248	177	86
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	325	400	117	21.0	296	589	910	418	140	76
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	398	1,117	177	22.3	251	1,279	–	183	150	65
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	489	1,114	239	20.4	295	1,009	2,161	163	113	101
Quebec – Québec	405	605	187	22.6	297	1,015	1,375	401	199	90
Ontario	395	964	145	24.0	295	664	1,479	251	171	66
Manitoba	377	911	117	20.7	218	502	760	127	70	49
Saskatchewan	377	1,106	148	22.0	291	529	2,152	177	104	86
Alberta	388	777	136	24.3	379	344	1,010	161	111	53
British Columbia – Colombie-Britannique	397	1,648	131	23.8	289	607	1,274	156	103	65

¹ Ratios of students to staff members are calculated by dividing the number of students in the NLSCY school by the number of staff in the schools.

¹ On calcule les rapports élèves-employé en divisant le nombre d'élèves de l'ELNEJ par le nombre d'employés dans les écoles.

Source: Statistics Canada, School Component of the National Longitudinal Survey of Children and Youth, Cycle 1, 1994-95. Source: Statistique Canada, composante scolaire de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, premier cycle, 1994-95.

The final group of administrative staff includes secretaries, custodians and other non-certified, non-teaching staff. Summarizing across all NLSCY schools, there were 130 students for every FTE support staff. Notable differences in these ratios existed across provinces. NLSCY schools in New Brunswick (239:1), Newfoundland (187:1), Quebec (187:1) and Nova Scotia (177:1) had the most students for every FTE administrative staff. With a ratio of 117 students for every FTE administrative staff member, Prince Edward Island and Manitoba schools in the NLSCY had the lowest ratio of all provinces.

Moderate differences exist in the ratios of students to FTE administrative staff for public schools (157:1) and private schools (130:1) in the NLSCY.

Teachers and assistants

Staff which provide instruction to students form the backbone of any school. Included among these personnel are classroom teachers, specialized resource teachers, teaching assistants and volunteers.

Table 6
Ratios of staff to schools and students to staff for public and private schools in the NLSCY

Category of school staff	Average staff per school ¹		Average ratio of students to staff ²	
	Moyenne d'employés par école ¹		Rapport moyen élèves-employé ²	
	Public schools	Private schools	Public schools	Private schools
Catégories de personnel scolaire	Écoles publiques	Écoles privées	Écoles publiques	Écoles privées
Administrative staff – Personnel administratif				
FTE principals – Directeurs en ETP	0.9	0.9	399	251
FTE vice-principals – Directeurs adjoints en ETP	0.6	0.6	986	987
FTE administrative support staff – Employés de soutien administratif en ETP	3.0	2.9	157	130
Regular teaching staff – Personnel enseignant régulier				
FTE classroom teachers – Enseignants en classe en ETP	14.8	10.4	23.0	20.9
Special teaching staff – Personnel enseignant spécialisé				
FTE resource teachers – Enseignants ressources en ETP	2.0	1.7	292	259
FTE librarians – Bibliothécaires en ETP	0.7	0.7	698	475
FTE guidance counsellors – Conseillers d'orientation en ETP	0.5	--	1,238	--
Teaching assistants – Aides-enseignants				
FTE teacher's aides – Aides-enseignants en ETP	3.0	1.9	226	168
Number of teacher's aides – Nombre d'aides-enseignants	3.7	3.7	144	106
Volunteers – Bénévoles				
Number of volunteers – Nombre de bénévoles	12.2	9.5	70	40

¹ Average ratio of students to staff members is calculated by dividing the total number of students in the school by the total number of staff in the school and then calculating the average of these ratios.

Source: Statistics Canada, School Component of the National Longitudinal Survey of Children and Youth, Cycle 1, 1994-95.

Typically, elementary school teachers are assigned a group of children to teach in a specific room on a continuing basis. Nationally, NLSCY schools had 22.9 students for every FTE classroom teacher. The lowest student-to-FTE classroom teacher ratios were found in Manitoba (20.7:1), New Brunswick (20.4:1), and in Newfoundland (20.9:1). The highest student-to-FTE classroom teacher ratios were found in Alberta (24.3:1), Ontario (24.0:1), and in British Columbia (23.8:1).

Le dernier groupe du personnel administratif se compose de secrétaires, de surveillants et d'autres membres du personnel non enseignant. Une fois toutes les écoles de l'ELNEJ regroupées, on comptait 130 élèves pour chaque employé de soutien en ETP. Dans ces rapports, on relevait des différences notables entre les provinces. Les écoles de l'ELNEJ au Nouveau-Brunswick (239:1), à Terre Neuve (187:1), au Québec (187:1) et en Nouvelle-Écosse (177:1) comptaient le plus grand nombre d'élèves par employé des services administratifs en ETP. Affichant un rapport de 117 élèves par employé de ce genre, les écoles de l'Île-du-Prince-Édouard et du Manitoba prenant part à l'ELNEJ affichaient le rapport le plus faible de toutes les provinces.

On relève de modestes différences dans les rapports élèves-employé des services administratifs en ETP dans le cas des écoles publiques (157:1) et des écoles privées (130:1) qui participent à l'ELNEJ.

Enseignants et aides-enseignants

Les employés qui enseignent aux élèves constituent le pivot de toute école. Font partie de ces employés les enseignants en classe, les enseignants ressources spécialisés, les aides-enseignants et les bénévoles.

Tableau 6
Rapports employés-école et élèves-employé dans les écoles publiques et privées de l'ELNEJ

Category of school staff	Average staff per school ¹		Average ratio of students to staff ²	
	Moyenne d'employés par école ¹		Rapport moyen élèves-employé ²	
	Public schools	Private schools	Public schools	Private schools
Catégories de personnel scolaire	Écoles publiques	Écoles privées	Écoles publiques	Écoles privées
Administrative staff – Personnel administratif				
FTE principals – Directeurs en ETP	0.9	0.9	399	251
FTE vice-principals – Directeurs adjoints en ETP	0.6	0.6	986	987
FTE administrative support staff – Employés de soutien administratif en ETP	3.0	2.9	157	130
Regular teaching staff – Personnel enseignant régulier				
FTE classroom teachers – Enseignants en classe en ETP	14.8	10.4	23.0	20.9
Special teaching staff – Personnel enseignant spécialisé				
FTE resource teachers – Enseignants ressources en ETP	2.0	1.7	292	259
FTE librarians – Bibliothécaires en ETP	0.7	0.7	698	475
FTE guidance counsellors – Conseillers d'orientation en ETP	0.5	--	1,238	--
Teaching assistants – Aides-enseignants				
FTE teacher's aides – Aides-enseignants en ETP	3.0	1.9	226	168
Number of teacher's aides – Nombre d'aides-enseignants	3.7	3.7	144	106
Volunteers – Bénévoles				
Number of volunteers – Nombre de bénévoles	12.2	9.5	70	40

¹ On calcule le rapport moyen élèves-employé en divisant le nombre total d'élèves de l'école par le nombre total d'employés de l'école et en calculant ensuite la moyenne de ces rapports.

Source: Statistique Canada, composante scolaire de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, premier cycle, 1994-95.

Normalement, les enseignants des écoles primaires se voient assigner un groupe d'enfants à qui ils doivent enseigner régulièrement dans une salle particulière. À l'échelle nationale, les écoles de l'ELNEJ comptaient 22.9 élèves par enseignant en classe en ETP. C'est au Manitoba (20.7:1), au Nouveau-Brunswick (20.4:1) et à Terre-Neuve (20.9:1) que l'on retrouvait les plus faibles rapports élèves-enseignant en classe en ETP. On notait les rapports les plus élevés à ce chapitre en Alberta (24.3:1), en Ontario (24.0:1) et en Colombie-Britannique (23.8:1).

Public schools in the NLSCY, with a ratio of 23.0 students for every FTE classroom teacher, had slightly higher student-teacher ratios than private schools (20.9).

NLSCY schools had nearly 200 students for each FTE resource teacher

Not all teachers are classroom teachers. Some provide specialized instruction or are not assigned to a regular classroom. Such resource teachers include special education teachers, educational therapists, music teachers, physical education teachers, and other non-classroom-based teachers. NLSCY schools averaged 291 students for every FTE resource teacher. There were notable provincial variations. Alberta schools in the NLSCY, with 379 students for each FTE resource teacher, were well above the national figure. Newfoundland (217:1), Manitoba (218:1) schools had the lowest ratios of students to FTE resource teachers. The small ratio of students to FTE resource teachers for Newfoundland may be related to the comparatively small size of Newfoundland's student population. As a result, there are fewer students for every available FTE resource teacher.

Public and private schools in the NLSCY differed in the availability of resource teachers. Approximately 37% of private schools reported not having resource teachers while only 8% of public schools reported not having such staff. Despite this fact, the ratio of students to FTE resource teachers was smaller for private schools. Private schools reported having 259 students for every FTE resource teacher, compared to 292 students per FTE resource teacher for public schools.

Four in every five NLSCY schools had teacher's aides

Teaching assistants provide instructional support to teachers, often giving one-on-one assistance to children who require some help. Most NLSCY schools (79%) staffed positions for teacher's aides. Nationally, there were 224 students for every FTE teacher's aide and 143 students for every actual staff member working as a teacher's aide in NLSCY schools. Provincially, there was some degree of variation in these levels. Manitoba had the lowest ratio of students to teachers aides, both for actual teacher's aides (70:1) and FTE positions (127:1). British Columbia (156:1 FTE and 103:1 actual), Alberta (161:1 FTE and 111:1 actual), New Brunswick (163:1 FTE and 113:1 actual) Saskatchewan (177:1 FTE and 104:1 actual) and Nova Scotia (183:1 FTE and 150:1 actual) also had smaller ratios of students to teacher's aides that were smaller than the national ratio. In contrast, Quebec had the highest ratio of students to FTE teacher's aides (401:1) and students to actual teaching assistants (199:1).

Private schools had slightly higher ratios than public schools of students to FTE teacher's aides. Public schools in the NLSCY had 226 students for every FTE teacher's aide and 144 students for every person working as a

Affichant un rapport de 23.0 élèves par enseignant en classe en ETP, les écoles publiques de l'ELNEJ avaient des rapports élèves-enseignant légèrement plus élevés que les écoles privées (20.9).

Les écoles de l'ELNEJ comptaient près de 200 élèves par enseignant ressource en ETP

Les enseignants ne sont pas tous des enseignants en classe. Certains assurent un enseignement spécialisé ou, encore, ils ne sont pas affectés à une classe régulière. Au nombre de ces enseignants ressources figurent les enseignants en éducation spécialisée, les thérapeutes scolaires, les professeurs de musique, les enseignants en éducation physique et d'autres enseignants à qui on n'assigne pas de classe en particulier. Les écoles de l'ELNEJ comptaient en moyenne 291 élèves par enseignant ressource en ETP. On relevait d'importantes différences entre les provinces. Les écoles albertaines de l'ELNEJ, qui comptaient 379 élèves par enseignant ressource en ETP, se situaient bien au-dessus du chiffre national. Les écoles de Terre-Neuve (217:1), du Manitoba (218:1), affichaient les plus faibles rapports élèves-enseignant ressource en ETP. Le faible rapport élèves-enseignant ressource en ETP à Terre-Neuve s'explique peut-être par la taille relativement petite de la population étudiante de cette province. Par conséquent, il y a moins d'élèves par enseignant ressource en ETP disponible.

La présence d'enseignants ressources variait entre les écoles publiques et les écoles privées participant à l'ELNEJ. Environ 37% des écoles privées ont déclaré ne pas disposer d'enseignants ressources, alors que seulement 8% des écoles publiques ont mentionné ne pas compter ce genre d'enseignants. En dépit de ce fait, le rapport élèves-enseignant ressource en ETP était plus faible dans les écoles privées. Celles-ci ont déclaré compter 259 élèves par enseignant ressource en ETP, comparativement à 292 du côté des écoles publiques.

Quatre écoles de l'ELNEJ sur cinq comptaient des aides-enseignants

Les aides-enseignants assurent un soutien aux enseignants; ils viennent souvent en aide sur une base individuelle aux enfants qui ont besoin d'un coup de main. La plupart des écoles de l'ELNEJ (79%) avaient des postes d'aide-enseignant. À l'échelle nationale, on comptait 224 élèves par aide-enseignant en ETP, et 143 élèves par employé travaillant effectivement comme aide-enseignant dans les écoles de l'ELNEJ. À l'échelle provinciale, ces rapports variaient un peu. Le Manitoba affichait le plus faible rapport élèves-aide-enseignant, tant pour ce qui est des postes réels d'aide-enseignant (70:1) que pour ce qui est des postes en ETP (127:1). En Colombie-Britannique (156:1 en ETP, 103:1 en postes réels), en Alberta (161:1 en ETP et 111:1 en postes réels), au Nouveau-Brunswick (163:1 en ETP et 113:1 en postes réels), en Saskatchewan (177:1 en ETP, 104:1 en postes réels) et en Nouvelle-Écosse (183:1 en ETP et 150:1 en postes réels), les rapports élèves-aide-enseignant étaient également plus faibles que le rapport national. Par contraste, le Québec avait les rapports élèves-aide-enseignant en ETP (401:1) et élèves-aide-enseignant en postes réels (199:1) les plus élevés.

Les écoles privées avaient des rapports élèves-aide-enseignant en ETP un peu plus élevés que les écoles publiques. Ainsi, dans les écoles publiques de l'ELNEJ, les rapports étaient de 226 élèves par aide-enseignant en ETP, et de 144 élèves par

teacher's aide. Private schools on average had 168 students for every FTE teacher's aide and 106 students for every person working as a teacher's aide.

Three in every four NLSCY schools had volunteers

Volunteers are another source of assistance to children in school. Slightly fewer than three in every four NLSCY schools reported having volunteers who worked directly with students.⁷ Overall, NLSCY schools averaged 69 students for every volunteer working directly with students on a regular basis. Schools in New Brunswick (101:1), Quebec (90:1), Newfoundland (86:1), Saskatchewan (86:1), and Prince Edward Island (76:1) all had ratios of students to volunteers which were higher than the national ratio. In contrast, schools in Manitoba (49:1) and Alberta (53:1) had the lowest ratios of students to volunteers.

Public and private schools in the NLSCY differed in their levels of volunteers. Private schools had 40 students for every volunteer compared with 70 students per volunteer in public schools.

Two out of three NLSCY schools had a librarian

Librarians are a resource to both teachers and students. One in every three NLSCY schools reported not having FTE positions for librarians. For NLSCY schools in all provinces there were 693 students for every FTE librarian. Large differences existed between the provinces. Nova Scotia (1,279:1), Quebec (1,015:1), and New Brunswick (1,009:1) reported having the highest ratios of students to FTE librarians, while Manitoba (502:1), Saskatchewan (529:1), Prince Edward Island (589:1) and British Columbia (607:1) had the lowest.

Moderate differences in student to FTE librarian ratios were noted between public and private schools. Public schools, with 689 students for every FTE librarian, had a larger ratio of students to FTE librarians than private schools (475:1).

Most NLSCY schools did not have a guidance counsellor

Guidance counsellors can serve a variety of roles in schools. Most of their work involves advising students on appropriate courses and providing career counselling to youth. They may also provide assistance to students who are experiencing family and personal problems.

Guidance counsellors within elementary schools are relatively rare. Indeed, only one in every three schools taking part in the NLSCY (33%) reported having positions for guidance counsellors. Nationally, NLSCY schools had 1,233 students for every FTE guidance counsellor. NLSCY schools in New Brunswick (2,161:1) and Saskatchewan (2,152:1) had the highest ratios of students to FTE guidance counsellors, while Newfoundland (762:1), had the lowest.

personne travaillant comme aide-enseignant. Les écoles privées, quant à elles, comptaient en moyenne 168 élèves par aide-enseignant en ETP, et 106 élèves par personne travaillant comme aide-enseignant.

Trois écoles de l'ELNEJ sur quatre comptaient des bénévoles

Les bénévoles représentent une autre source d'aide pour les enfants à l'école. Un peu moins de 3 écoles de l'ELNEJ sur 4 ont déclaré avoir des bénévoles qui travaillaient directement avec les élèves⁷. Dans l'ensemble, les écoles de l'ELNEJ ont indiqué avoir 69 élèves par bénévole qui travaille directement avec les élèves sur une base régulière. Les écoles du Nouveau-Brunswick (101:1), du Québec (90:1), de Terre-Neuve (86:1), de la Saskatchewan (86:1) et de l'Île-du-Prince-Édouard (76:1) avaient toutes des rapports élèves-bénévole plus élevés que le rapport national. Par contraste, les écoles du Manitoba (49:1) et de l'Alberta (53:1) affichaient les rapports les plus faibles.

On relevait des différences dans le nombre de bénévoles entre les écoles publiques et les écoles privées de l'ELNEJ. Les écoles privées comptaient 40 élèves par bénévole, comparativement à 70 dans les écoles publiques.

Deux écoles de l'ELNEJ sur trois disposaient d'un bibliothécaire

Les bibliothécaires représentent une ressource à la fois pour les enseignants et les élèves. Une école de l'ELNEJ sur trois a déclaré ne pas avoir de postes en ETP pour des bibliothécaires. Pour l'ensemble des écoles de l'ELNEJ, on comptait 693 élèves par bibliothécaire en ETP. De fortes différences existaient entre les provinces. La Nouvelle-Écosse (1,279:1), le Québec (1,015:1) et le Nouveau-Brunswick (1,009:1) ont déclaré les rapports les plus élevés d'élèves-bibliothécaire en ETP, alors que le Manitoba (502:1), la Saskatchewan (529:1), l'Île-du-Prince-Édouard (589:1) et la Colombie-Britannique (607:1) avaient les rapports les plus faibles.

On a remarqué de modestes différences dans les rapports élèves-bibliothécaire en ETP entre les écoles publiques et les écoles privées. Les écoles publiques, qui comptaient 689 élèves par bibliothécaire en ETP, affichaient un rapport élèves-bibliothécaire en ETP plus élevé que les écoles privées (475:1).

La plupart des écoles de l'ELNEJ n'avaient pas de conseiller d'orientation

Les conseillers d'orientation peuvent jouer divers rôles dans les écoles. Leur tâche consiste principalement à fournir aux élèves des conseils sur les cours appropriés ainsi que des services d'orientation professionnelle aux adolescents. Ils peuvent également venir en aide aux élèves qui ont des problèmes familiaux et personnels.

Dans les écoles primaires, les conseillers d'orientation sont relativement rares. En fait, seulement 1 école sur 3 participant à l'ELNEJ (33%) a déclaré compter des postes de conseiller d'orientation. À l'échelle nationale, les écoles de l'ELNEJ comptaient 1,233 élèves par conseiller d'orientation en ETP. Les écoles de l'ELNEJ au Nouveau-Brunswick (2,161:1) et en Saskatchewan (2,152:1) avaient les rapports élèves-conseiller d'orientation en ETP les plus élevés, alors que Terre-Neuve (762:1) affichait le plus faible.

Access to specialized professional services varied across provinces

School boards and the local community often provide the services of specialized professionals to schools and students. These professionals provide non-instructional but highly important services to children. Often, however, only a small number of students require the services of these professionals or their services are needed only on an occasional basis. For this reason, these resources generally are not located in any one school but rather float from school to school. The NLSCY School Component collected information on the availability of a wide variety of commonly and less commonly utilized special support staff.

Data from the first wave of the NLSCY suggest that the availability of specialized professional services to NLSCY schools varied substantially by type of service (Table 7). Most schools in the NLSCY reported that the services of speech and language therapists (67%), psychologists (65%) and community health nurses (57%) were available. About one in three (34%) NLSCY schools had access to a social worker. A minority of schools could obtain the services of occupational therapists (17%), police officers (16%) and physical therapists (11%). Audiologists, Aboriginal culture instructors, psychiatrists or cultural awareness instructors were available to less than 10% of all NLSCY schools.

Access to the most commonly available special support staff—psychologists, speech and language therapists, community health nurses, and social workers—differed across provinces.⁸ School psychologists were most available to NLSCY schools in Quebec, Manitoba and New Brunswick and least available to schools in Prince Edward Island and Ontario. Roughly 8 in 10 NLSCY schools in Nova Scotia, Manitoba and British Columbia were able to call on the services of speech and language therapists while about one-half of schools in Quebec and Prince Edward Island had access to these professionals. NLSCY schools in Newfoundland, New Brunswick, Quebec and British Columbia had the greatest access to community health nurses with 7 to 8 of every 10 schools having access to such services. In contrast, this was the case for less than one-half of schools in Manitoba, Nova Scotia and Ontario. Access to a social worker ranged from about one-half of NLSCY schools in Manitoba (55%) and Quebec (48%) to less than one in five in British Columbia, Alberta, Nova Scotia, Newfoundland and Prince Edward Island. The other provinces fell between these extremes.

When interpreting the ratios of school staff to students and the availability of special support staff, it should be remembered that staffing levels depend on a number of factors. These include the school's enrolment, provincial and school based policies, the budget of the school, the number of students with special needs, and the severity of those students' needs.

L'accès aux services de professionnels spécialisés variait d'une province à l'autre

Les conseils scolaires et les collectivités locales fournissent souvent aux écoles et aux élèves les services de professionnels spécialisés. Ces professionnels n'enseignent pas aux enfants, mais ils leur assurent des services très importants. Souvent, toutefois, seul un petit nombre d'élèves ont besoin de leurs services, ou ceux-ci ne sont requis qu'à l'occasion. Pour cette raison, ces ressources ne sont généralement pas affectées à une école en particulier: elles se déplacent plutôt d'une école à l'autre. La composante scolaire de l'ELNEJ a permis de recueillir des renseignements sur la disponibilité d'une vaste gamme d'employés de soutien spécialisés couramment et moins couramment mis à contribution.

Il ressort des données du premier cycle de l'ELNEJ que la disponibilité de services professionnels spécialisés dans les écoles de l'ELNEJ variait sensiblement selon le type de service (tableau 7). La plupart des écoles qui ont participé à l'ELNEJ ont déclaré disposer des services d'orthophonistes (67%), de psychologues (65%) et d'infirmières communautaires (57%). Environ 1 école de l'ELNEJ sur 3 (34%) avait accès à un travailleur social. Une minorité d'écoles pouvaient obtenir les services d'ergothérapeutes (17%), d'agents de police (16%) et de physiothérapeutes (11%). Moins de 10% de toutes les écoles de l'ELNEJ avaient accès à des audiologistes, des agents de sensibilisation à la culture des peuples autochtones, des psychiatres ou des agents de sensibilisation aux différentes cultures.

L'accès au personnel de soutien spécialisé le plus souvent disponible (psychologues, orthophonistes, infirmières communautaires et travailleurs sociaux) différait d'une province à l'autre⁸. Les psychologues scolaires étaient les plus nombreux dans les écoles de l'ELNEJ du Québec, du Manitoba et du Nouveau-Brunswick, et les moins nombreux dans celles de l'Île-du-Prince-Édouard et de l'Ontario. Environ 8 écoles de l'ELNEJ sur 10 en Nouvelle-Écosse, au Manitoba et en Colombie-Britannique pouvaient se prévaloir des services d'orthophonistes, tandis qu'environ la moitié des écoles au Québec et à l'Île-du-Prince-Édouard avaient accès à ces professionnels. C'est dans les écoles de l'ELNEJ à Terre-Neuve, au Nouveau-Brunswick, au Québec et en Colombie-Britannique que les infirmières communautaires étaient les plus présentes, soit dans 7 ou 8 écoles sur 10. Par contraste, cela n'était le cas que dans moins de la moitié des écoles du Manitoba, de la Nouvelle-Écosse et de l'Ontario. L'accès à un travailleur social variait entre les provinces: à peu près la moitié des écoles de l'ELNEJ au Manitoba (55%) et au Québec (48%) avaient accès à un de ces professionnels, contre moins de 1 école de l'ELNEJ sur 5 en Colombie-Britannique, en Alberta, en Nouvelle-Écosse, à Terre-Neuve et à l'Île-du-Prince-Édouard. Les autres provinces se situaient entre ces extrêmes.

Dans l'interprétation des rapports personnel scolaire-élèves et de la présence d'employés de soutien spécialisés, il ne faut pas oublier que l'importance des effectifs dépend d'un certain nombre de facteurs, dont le nombre d'élèves inscrits à l'école, les politiques de la province et de l'école, le budget de l'école, le nombre d'élèves ayant des besoins particuliers et l'importance des besoins de ces élèves.

Table 7
Percentage of all NLSCY schools having access to specialized professional service

	Percentage of all NLSCY schools having access to specialized professional service			
	Psychologist	Speech therapist	Community health nurse	Social worker
	Psychologue	Orthophoniste	Infirmière communautaire	Travailleur social
All NLSCY schools – Toutes les écoles de l'ELNEJ	65	67	57	34
Newfoundland – Terre-Neuve	69	62	74	--
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	49	58	61	--
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	63	87	35	20
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	74	63	79	35
Quebec – Québec	84	53	80	48
Ontario	53	65	46	40
Manitoba	83	85	30	55
Saskatchewan	71	72	62	29
Alberta	60	68	55	19
British Columbia – Colombie-Britannique	62	78	67	16

Source: Statistics Canada, School Component of the National Longitudinal Survey of Children and Youth, Cycle 1, 1994-95.

Tableau 7
Le pourcentage d'écoles de l'ELNEJ ayant accès aux services de professionnels spécialisés diffère d'une province à l'autre

	Pourcentage de toutes les écoles de l'ELNEJ ayant accès aux services de professionnels spécialisés			
	Psychologiste	Orthophoniste	Infirmière communautaire	Travailleur social
Toutes les écoles de l'ELNEJ	65	67	57	34
Nouvelle-Écosse	63	87	35	20
Ontario	53	65	46	40
Manitoba	83	85	30	55
Saskatchewan	71	72	62	29
Alberta	60	68	55	19
Colombie-Britannique	62	78	67	16

Source: Statistique Canada, composante scolaire de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, premier cycle, 1994-95.

Characteristics of NLSCY students

Students were assigned to classrooms using age, ability levels and teachers' input

In assigning students to classrooms, NLSCY schools appear to take a number of factors into account. The NLSCY asked school principals to indicate how students were assigned to classrooms in their school for the early elementary grades (Grade 3 or below) and for the later grades (Grade four and above). Because the distribution of strategies employed for these categories of grades was almost identical, only that for the early elementary grades is described (Table 8).

Roughly three-quarters of schools had sufficient numbers of students to form more than one classroom per grade. Principals "usually" or "always" considered teachers' input when grouping students into classes (89%). As well, principals normally assigned students so that classes contained a mixture of ability levels (86%) but a similarity of ages (83%).

Consistent with the national pattern, the same three strategies were used to assign students to classrooms across the provinces. Where possible, students were grouped into classes in accordance with teachers' input, and with the goals of maintaining a mixture of ability levels and keeping together students of similar ages. However, sizeable proportions of schools in Alberta (61%), British Columbia (56%), and Ontario (47%) also considered parents' requests when assigning students to classrooms. As well,

Caractéristiques des élèves participant à l'ELNEJ

Les classes étaient formées en fonction de l'âge et des aptitudes des élèves, ainsi que selon l'opinion des enseignants

Pour regrouper les élèves en classes, on semblait tenir compte d'un certain nombre de facteurs. Dans le cadre de l'ELNEJ, les directeurs d'école étaient priés d'indiquer les méthodes utilisées à leur école pour former les classes du premier cycle du primaire (3^e année et moins) et du deuxième cycle (4^e année et plus). Comme la répartition des méthodes appliquées pour ces catégories d'années d'études était presque identique, seule la répartition pour les années du premier cycle du primaire est décrite dans la présente analyse (tableau 8).

À peu près les trois quarts des écoles avaient suffisamment d'élèves pour former plus d'une classe par année d'études. Les directeurs tenaient « habituellement » ou « toujours » compte de l'opinion des enseignants lorsqu'ils regroupaient les élèves en classes (89%). En outre, ils formaient normalement les classes de façon qu'elles regroupent des élèves ayant des aptitudes variées (86%) et qui appartenaient au même groupe d'âge (83%).

Conformément à la tendance nationale, toutes les provinces utilisaient les mêmes trois méthodes pour former les classes d'élèves. Dans la mesure du possible, on tenait compte de l'opinion des enseignants tout en cherchant à conserver un mélange d'aptitudes variées et à garder ensemble les élèves du même groupe d'âge. Toutefois, de fortes proportions d'écoles en Alberta (61%), en Colombie-Britannique (56%) et en Ontario (47%) tenaient également de satisfaire aux demandes des parents au moment de former les classes. De plus, dans 20% des écoles de

Table 8
NLSCY schools used various approaches in assigning students to classes, grades one to three

	Teachers' input abilities	Mixture of ages	Similar requests	Parents'	Random assignment	Social considerations	Teachers' expertise	Similar ability
	Opinion des enseignants	Aptitudes variées	Même groupe d'âge	Demandes des parents	Regroupement au hasard	Considérations d'ordre social	Compétences spéciales des enseignants	Aptitudes comparables
Percentage of NLSCY schools using each approach – Pourcentage d'écoles de l'ELNEJ qui se servaient de chacune des méthodes								
All NLSCY schools – Toutes les écoles de l'ELNEJ	89	86	83	40	24	22	17	11
Newfoundland – Terre-Neuve	93	95	78	25	31	7	9	3
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	91	86	71	29	33	14	24	5
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	87	93	81	32	38	14	12	3
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	81	92	83	26	39	19	10	7
Quebec – Québec	70	70	84	13	11	10	9	20
Ontario	94	89	83	47	24	26	20	12
Manitoba	94	93	85	39	30	26	19	3
Saskatchewan	95	74	65	29	25	18	8	20
Alberta	95	94	87	61	29	23	24	4
British Columbia – Colombie-Britannique	95	88	84	56	19	33	19	7

Source: Statistics Canada, School Component of the National Longitudinal Survey of Children and Youth, Cycle 1, 1994-95.

Tableau 8
Les écoles de l'ELNEJ utilisaient diverses méthodes pour former les classes d'élèves, de la 1^{re} à la 3^e année

	Teachers' input abilities	Mixture of ages	Similar requests	Parents'	Random assignment	Social considerations	Teachers' expertise	Similar ability
	Opinion des enseignants	Aptitudes variées	Même groupe d'âge	Demandes des parents	Regroupement au hasard	Considérations d'ordre social	Compétences spéciales des enseignants	Aptitudes comparables
Percentage of NLSCY schools using each approach – Pourcentage d'écoles de l'ELNEJ qui se servaient de chacune des méthodes								
All NLSCY schools – Toutes les écoles de l'ELNEJ	89	86	83	40	24	22	17	11
Newfoundland – Terre-Neuve	93	95	78	25	31	7	9	3
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	91	86	71	29	33	14	24	5
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	87	93	81	32	38	14	12	3
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	81	92	83	26	39	19	10	7
Quebec – Québec	70	70	84	13	11	10	9	20
Ontario	94	89	83	47	24	26	20	12
Manitoba	94	93	85	39	30	26	19	3
Saskatchewan	95	74	65	29	25	18	8	20
Alberta	95	94	87	61	29	23	24	4
British Columbia – Colombie-Britannique	95	88	84	56	19	33	19	7

Source: Statistique Canada, composante scolaire de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, premier cycle, 1994-95.

for 20% of NLSCY schools in Quebec and Saskatchewan, principals usually or always attempted to group students of similar ability levels together.

The populations of NLSCY schools were relatively constant during the school year

Students may enter or depart from schools outside the normal start or finish of the school year. They may do so because their families have moved, to seek special resources, or for other reasons. In 1994-95, an average of 6.3% of students in NLSCY schools registered as new students during the course of the year (Table 9). For the same academic year, excluding students who moved from one school to another in the normal course of their education, an average of 5.7% of students left NLSCY schools before the end of the school year.

Table 9
Mobility in schools was least in the Atlantic provinces and greatest in Ontario and the Western provinces

	Percentage of new students in NLSCY schools	Percentage of students leaving NLSCY schools
	Pourcentage de nouveaux élèves dans les écoles de l'ELNEJ	Pourcentage d'élèves qui ont quitté les écoles de l'ELNEJ
All NLSCY schools – Toutes les écoles de l'ELNEJ	6.3	5.7
Newfoundland – Terre-Neuve	3.8	4.0
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	3.4	2.5
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	4.9	4.1
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	4.0	3.8
Quebec – Québec	3.4	2.9
Ontario	7.4	6.5
Manitoba	7.6	7.2
Saskatchewan	6.6	6.4
Alberta	7.5	7.2
British Columbia – Colombie-Britannique	9.3	7.7

Source: Statistics Canada, School Component of the National Longitudinal Survey of Children and Youth, Cycle 1, 1994-95.

Tableau 9
La mobilité des élèves était la plus faible dans les provinces de l'Atlantique et la plus forte en Ontario et dans les provinces de l'Ouest

	Percentage of new students in NLSCY schools	Percentage of students leaving NLSCY schools
	Pourcentage de nouveaux élèves dans les écoles de l'ELNEJ	Pourcentage d'élèves qui ont quitté les écoles de l'ELNEJ
All NLSCY schools – Toutes les écoles de l'ELNEJ	6.3	5.7
Newfoundland – Terre-Neuve	3.8	4.0
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	3.4	2.5
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	4.9	4.1
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	4.0	3.8
Quebec – Québec	3.4	2.9
Ontario	7.4	6.5
Manitoba	7.6	7.2
Saskatchewan	6.6	6.4
Alberta	7.5	7.2
British Columbia – Colombie-Britannique	9.3	7.7

Source: Statistique Canada, composante scolaire de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, premier cycle, 1994-95.

Nearly twice as many students in provinces west of Quebec than in Quebec and Atlantic Canada entered and departed from NLSCY schools outside the normal start and end of the school year. Indeed, it is as if a dividing line exists between schools in Ontario and westward, all of which exceeded the national averages for students entering and departing schools, and schools in Quebec and eastward, all of which were below the national averages. This is consistent with the mobility patterns of children aged 5 to 15 seen in the 1996 Census of Population.⁹

Serious disciplinary problems were rare

Consistent with the age of students in the NLSCY (4 to 11 years), some of the most serious disciplinary problems rarely or never required discipline in NLSCY schools (Table 10).¹⁰ School principals reported overwhelmingly that they “never” or “rarely” had to discipline students for problems such as the use of drugs on school property (99%), physical assault of a staff member (97%), students possessing weapons (97%), theft of staff belongings (96%), smoking on school property (94%), and racial or ethnic conflicts among students (90%).

The problems that most often required principals' attention included: verbal conflicts among students (for which 27% of principals “usually” or “always” had to discipline students, and 62% “sometimes”), physical conflicts among students (10% “usually” or “always”, 51% “sometimes”), and harassment of certain students by

Table 10
NLSCY principals rarely or never had to discipline students for many serious behavioural problems

Type of disciplinary problem Types de problèmes disciplinaires	Percentage of NLSCY principals having to discipline students Pourcentage des directeurs qui devaient discipliner les élèves		
	Rarely or never Rarement ou jamais	Sometimes Parfois	Usually or always Habituellement ou toujours
Verbal conflicts among students – Conflits verbaux entre élèves	12	62	27
Physical conflicts among students – Conflits physiques entre élèves	39	51	10
Vandalism of school property – Vandalisme contre la propriété de l'école	84	15	1
Theft of student belongings – Vol de biens appartenant aux élèves	74	24	2
Theft of staff belongings – Vol de biens appartenant au personnel	96	3	--
Smoking on school property – Élèves qui fument à l'école	94	5	1
Use of drugs on school property – Élèves qui consomment des drogues à l'école	99	--	--
Verbal abuse of a staff member – Élèves qui disent des injures à un membre du personnel	77	21	2
Physical assault of a staff member – Élèves qui agressent physiquement un membre du personnel	97	2	--
Harassment of certain students by groups of students – Groupes d'élèves qui harcèlent certains élèves	50	44	6
Conflicts among students of differing racial or ethnic backgrounds – Conflits entre élèves d'origines raciales ou ethniques différentes	90	9	--
Students possessing weapons (e.g. pocket knife, gun) – Élèves qui possèdent des armes (p. ex., couteau de poche, pistolet)	97	3	--

Source: Statistics Canada, *School Component of the National Longitudinal Survey of Children and Youth, Cycle 1, 1994-95.*

Près de deux fois plus d'élèves dans les provinces à l'ouest du Québec qu'au Québec et dans les provinces de l'Atlantique se sont inscrits à des écoles de l'ELNEJ ou les ont quitté en dehors des dates normales de début et de fin de l'année scolaire. En fait, c'est comme s'il existait une ligne de démarcation entre, d'une part, les écoles de l'Ontario et celles plus à l'Ouest — qui dépassaient toutes les moyennes nationales dans le cas des élèves qui avaient changé d'école — et, d'autre part, les écoles du Québec et celles plus à l'Est, dont les moyennes étaient inférieures aux moyennes nationales. Cette tendance est conforme aux profils de mobilité des enfants de 5 à 15 ans qui se dégageaient du Recensement de la population de 1996⁹.

De graves problèmes de discipline étaient rares

Compte tenu de l'âge des élèves dans les écoles de l'ELNEJ (4 à 11 ans), certains des problèmes de discipline les plus graves nécessitaient « rarement » ou ne nécessitaient « jamais » de mesures disciplinaires (tableau 10)¹⁰. Les directeurs d'école ont affirmé qu'ils n'avaient « jamais » eu à discipliner les élèves ou qu'ils avaient « rarement » eu à le faire à cause de problèmes comme que la consommation de drogues à l'école (99%), une agression physique contre un membre du personnel (97%), la possession d'armes (97%), le vol de biens appartenant au personnel (96%), l'usage du tabac à l'école (94%) et des conflits entre élèves d'origines raciales ou ethniques différentes (90%).

Au nombre des problèmes qui nécessitaient le plus souvent l'attention du directeur figuraient les suivants: conflits verbaux entre élèves (pour lesquels 27% des directeurs devaient « habituellement » ou « toujours » discipliner les élèves, et 62% devaient « parfois » le faire), conflits physiques entre élèves (10% « habituellement » ou « toujours », 51% « parfois ») et groupes

Tableau 10
Les directeurs participant à l'ELNEJ devaient rarement discipliner les élèves ou ne devaient jamais le faire pour un grand nombre de graves problèmes de comportement

Type of disciplinary problem Types de problèmes disciplinaires	Percentage of NLSCY principals having to discipline students Pourcentage des directeurs qui devaient discipliner les élèves		
	Rarely or never Rarement ou jamais	Sometimes Parfois	Usually or always Habituellement ou toujours
Verbal conflicts among students – Conflits verbaux entre élèves	12	62	27
Physical conflicts among students – Conflits physiques entre élèves	39	51	10
Vandalism of school property – Vandalisme contre la propriété de l'école	84	15	1
Theft of student belongings – Vol de biens appartenant aux élèves	74	24	2
Theft of staff belongings – Vol de biens appartenant au personnel	96	3	--
Smoking on school property – Élèves qui fument à l'école	94	5	1
Use of drugs on school property – Élèves qui consomment des drogues à l'école	99	--	--
Verbal abuse of a staff member – Élèves qui disent des injures à un membre du personnel	77	21	2
Physical assault of a staff member – Élèves qui agressent physiquement un membre du personnel	97	2	--
Harassment of certain students by groups of students – Groupes d'élèves qui harcèlent certains élèves	50	44	6
Conflicts among students of differing racial or ethnic backgrounds – Conflits entre élèves d'origines raciales ou ethniques différentes	90	9	--
Students possessing weapons (e.g. pocket knife, gun) – Élèves qui possèdent des armes (p. ex., couteau de poche, pistolet)	97	3	--

Source: Statistique Canada, *composante scolaire de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, premier cycle, 1994-95.*

groups of students (6% “usually” or “always”, 44% “sometimes”.) All other types of disciplinary problems were reported as “usually” or “always” requiring disciplinary action in less than 2% of NLSCY schools.

Provincially, the percentage of principals who “usually” or “always” had to discipline students generally matched the national numbers. There were noteworthy differences, however, between provinces in the percentages of NLSCY schools where the principal frequently had to discipline students for verbal or physical conflicts among students. Proportionally fewer principals in Manitoba (16%), Prince Edward Island (16%) and Saskatchewan (19%) reported “usually” or “always” having to discipline students for verbal conflicts among students. A higher percentage of principals in Quebec (34%), however, reported having to do so. Manitoba had the highest proportion of schools (17%) where principals “usually” or “always” had to discipline students because of physical conflicts between students. In contrast, about half as many principals of NLSCY schools in Prince Edward Island (7%), British Columbia (8%), Saskatchewan (8%), Newfoundland (9%) and Quebec (9%) reported “usually” or “always” having to discipline students for physical conflicts.

Among all the provinces, principals of NLSCY schools in Newfoundland reported the fewest disciplinary problems. Newfoundland consistently had the highest proportion of principals reporting that they “never” or “rarely” had to discipline students because of verbal or physical conflicts among students, vandalism of school property, verbal abuse of staff, harassment of certain students by groups of students, or racial/ethnic conflicts among students.

Summary

Just under 2,700 schools, or roughly one-quarter of all schools in Canada which principally contain students in junior kindergarten to grade 6, provided information in 1994-95 to the first cycle of the NLSCY's School Component. Those reviewing these findings should remember that these results are merely intended to profile characteristics of the schools that provided information to the School Component of the NLSCY in 1994-95. As such, these schools may not be completely comparable to all schools in Canada.

Schools responding to the NLSCY in 1994-95 generally reported having sufficient material resources to adequately or completely meet their instructional needs. However, computer resources were found to be lacking: less than one-third of principals of NLSCY schools reported that computers and computer software were adequate for their schools' instructional needs. This pattern was consistent across the country, although the situation appeared more serious in some provinces.

Parent advisory committees were common among the schools participating in the NLSCY. Nine out of 10

d'élèves qui harcèlent certains élèves (6% « habituellement » ou « toujours », 44% « parfois »). Dans le cas de tous les autres types de problèmes disciplinaires, moins de 2% des écoles de l'ELNEJ ont indiqué que des mesures disciplinaires s'imposaient « habituellement » ou « toujours ».

À l'échelle provinciale, le pourcentage des directeurs qui devaient « habituellement » ou « toujours » discipliner les élèves correspondait généralement aux chiffres à l'échelle nationale. Il y avait toutefois d'importantes différences entre les provinces dans les pourcentages des écoles de l'ELNEJ où le directeur devait souvent discipliner les élèves pour des conflits verbaux ou physiques entre élèves. Proportionnellement moins de directeurs au Manitoba (16%), à l'Île-du-Prince-Édouard (16%) et en Saskatchewan (19%) ont déclaré devoir « habituellement » ou « toujours » discipliner les élèves pour des conflits verbaux entre élèves. Au Québec, toutefois, le pourcentage était plus élevé (34%). Le Manitoba affichait la plus forte proportion d'écoles (17%) où les directeurs devaient « habituellement » ou « toujours » discipliner les élèves en raison de conflits physiques entre élèves. Par contraste, environ la moitié moins des directeurs d'écoles de l'ELNEJ à l'Île-du-Prince-Édouard (7%), en Colombie-Britannique (8%), en Saskatchewan (8%), à Terre-Neuve (9%) et au Québec (9%) ont indiqué qu'ils devaient « habituellement » ou « toujours » discipliner les élèves en raison de conflits physiques.

Ce sont les directeurs des écoles de l'ELNEJ à Terre-Neuve qui, parmi ceux de toutes les provinces, ont signalé le moins de problèmes de discipline. Terre-Neuve affichait toujours la plus forte proportion de directeurs indiquant qu'ils ne devaient « jamais » discipliner les élèves ou qu'ils devaient « rarement » le faire en raison de conflits verbaux ou physiques entre élèves, de vandalisme contre la propriété de l'école, d'injures à un membre du personnel, d'harcèlement de certains élèves par des groupes d'élèves ou de conflits entre élèves d'origines raciales ou ethniques différentes.

Résumé

Un peu moins de 2,700 écoles, ou à peu près le quart de toutes les écoles au Canada qui comptaient surtout des élèves de la prématernelle à la 6^e année, ont contribué à enrichir la composante scolaire de l'ELNEJ de leurs renseignements à l'occasion du cycle de 1994-95 de l'enquête, soit le premier cycle de celle-ci. Lorsqu'on examine ces résultats, il ne faut pas oublier qu'ils ont tout simplement pour objet d'établir un profil des caractéristiques des écoles qui ont participé à l'enrichissement de la composante scolaire de l'ELNEJ en 1994-95. Pour cette raison, ces écoles ne sont peut-être pas entièrement comparables à toutes les écoles au Canada.

Dans l'ensemble, les écoles qui ont répondu à l'ELNEJ en 1994-95 ont déclaré disposer de suffisamment de ressources matérielles pour répondre adéquatement ou entièrement à leurs besoins. Toutefois, des lacunes ont été mentionnées quant aux ressources informatiques: moins du tiers des directeurs des écoles de l'ELNEJ ont déclaré que les ordinateurs et les logiciels d'ordinateurs répondaient adéquatement aux besoins de leur école. On retrouvait la même tendance partout au pays, la situation paraissant toutefois plus grave dans certaines provinces.

De nombreuses écoles participant à l'ELNEJ comptaient des comités consultatifs de parents. Neuf directeurs sur dix ont affirmé

principals reported their schools had some form of parent advisory committee, and three-quarters of principals described this body as being either "active" or "very active." Only 4 in 10 principals, however, stated that their schools' committees had a "considerable" or "strong" influence on school policies and practices.

The NLSCY collected detailed information on staffing levels of the schools covered. NLSCY schools had 23.1 students for every full-time equivalent (FTE) classroom teacher. Ratios of students to special resource teachers were much higher. Nationally, there were 181 students for every FTE resource teacher. Teacher's aides also had high student-to-staff ratios. Across all NLSCY schools there were 140 students for every FTE teacher's aide and 119 students for every person working as a teacher's aide. In contrast, there were 37 students for every volunteer working directly with students. NLSCY schools had approximately 708 students for every librarian.

Principals of NLSCY schools used three main strategies to group students into classrooms. They attempted to ensure that classrooms had a mixture of ability levels, that students were of similar ages, and that teachers' input was taken into consideration when grouping students into classrooms. In addition, parental input also played a greater role in Alberta, British Columbia and Ontario.

Serious disciplinary problems were relatively rare in NLSCY schools. Ninety percent or more of all principals of NLSCY schools reported that they "rarely" or "never" had to discipline students for such serious problems as the use of drugs on school property, physical assaults of school staff, students possessing weapons, students stealing staff belongings, or racial/ethnic conflicts among students. The most frequent problems for which principals had to discipline students were verbal conflicts among students (for which 27% of principals "usually" or "always" had to discipline students, and 62% "sometimes"), physical conflicts among students (10% "usually" or "always", 51% "sometimes"), and harassment of certain students by groups of students (6% "usually" or "always", 44% "sometimes.")

Using information provided by principals, this article has painted a picture of the schools that took part in the first cycle of the NLSCY in 1994-95. Although not exhaustive, this profile does describe many of the salient features of the NLSCY schools, their staffs, and their material resources. Some of these characteristics are uniquely available through the NLSCY's School Component. This article was intended to demonstrate the range of school-level information available from the NLSCY. This information could form the basis of further investigations of school characteristics. Such future analyses may examine how the features of schools described in this report are associated with students' academic and social outcomes. Other projects may explore whether these associations are similar for specific groups of students, such as students from families. It will be interesting to see what impact these school-level variables may have on the development of the children participating in the NLSCY as future cycles of data become available.

EQR

que leur école comptait une forme quelconque de comité consultatif de parents, et les trois quarts d'entre eux considéraient ce comité comme « actif » ou « très actif ». Cependant, seulement 4 directeurs sur 10 ont déclaré que le comité de leur école avait une « grande » ou une « très grande » influence sur les politiques et pratiques de l'école.

Dans le cadre de l'ELNEJ, on a recueilli des renseignements détaillés sur les effectifs des écoles visées. Les écoles de l'ELNEJ comptaient 23.1 élèves par enseignant en classe en équivalents temps plein (ETP). Les rapports élèves-enseignant ressource spécialisé étaient beaucoup plus élevés. À l'échelle nationale, on dénombrait 181 élèves par enseignant ressource en ETP. Au chapitre des aides-enseignants, les rapports élèves-employé étaient également élevés. Dans l'ensemble des écoles de l'ELNEJ, on comptait 140 élèves par aide-enseignant en ETP, et 119 élèves par personne travaillant comme aide-enseignant. Par contraste, il y avait 37 élèves par bénévole travaillant directement avec les élèves. Les écoles de l'ELNEJ comptaient environ 708 élèves par bibliothécaire.

Les directeurs des écoles de l'ELNEJ utilisaient trois principales méthodes pour former les classes d'élèves. Ils tentaient de s'assurer que les classes renfermaient des élèves ayant des aptitudes variées, que les élèves appartenaient au même groupe d'âge et qu'on tenait compte de l'opinion des enseignants. En outre, les demandes des parents jouaient aussi un plus grand rôle en Alberta, en Colombie-Britannique et en Ontario que dans les autres provinces.

De graves problèmes de discipline étaient relativement rares dans les écoles de l'ELNEJ. Quatre-vingt-dix pour cent ou plus de tous les directeurs des écoles de l'ELNEJ ont affirmé qu'ils devaient « rarement » discipliner les élèves ou ne devaient « jamais » le faire pour de graves problèmes comme la consommation de drogues à l'école, une agression physique contre un membre du personnel, la possession d'armes, le vol de biens appartenant au personnel ou des conflits entre élèves d'origines raciales ou ethniques différentes. Au nombre des problèmes les plus fréquents pour lesquels les directeurs devaient discipliner les élèves figuraient les conflits verbaux entre élèves (pour lesquels 27% des directeurs devaient « habituellement » ou « toujours » discipliner les élèves, et 62% devaient « parfois » le faire), les conflits physiques entre élèves (10% « habituellement » ou « toujours », 51% « parfois ») et le harcèlement de certains élèves par des groupes d'élèves (6% « habituellement » ou « toujours », 44% « parfois »).

En nous servant des renseignements fournis par les directeurs, nous avons dressé un profil des écoles qui ont participé au premier cycle de l'ELNEJ en 1994-95. Même s'il n'est pas complet, ce profil décrit un grand nombre des principales caractéristiques des écoles de l'ELNEJ, de leur personnel et de leurs ressources matérielles. Les données sur certaines de ces caractéristiques sont uniquement disponibles par le biais de la composante scolaire de l'ELNEJ. Le présent article avait pour but de démontrer la gamme de renseignements sur les écoles qu'il est possible d'obtenir de l'ELNEJ. Ces renseignements pourraient constituer le fondement d'autres enquêtes sur les caractéristiques des écoles. Dans l'avenir, les analyses de ce genre pourraient porter sur le lien entre les caractéristiques des écoles décrites dans le présent rapport et les résultats des élèves sur les plans scolaire et social. D'autres projets pourraient avoir pour but de déterminer si ces liens sont semblables pour des groupes particuliers d'élèves, comme les élèves à faible revenu. Il sera intéressant de voir l'impact qu'auront ces variables scolaires sur le développement des enfants qui participent à l'ELNEJ lorsque des données d'autres cycles seront disponibles.

RTE

Notes

1. This paper highlights some of the characteristics of schools that took part in the National Longitudinal Survey of Children and Youth (NLSCY), in order to create a portrait of these schools. Many salient features of the schools, their staffs and their material resources are described. The School Component of the NLSCY provides information that will allow researchers to examine the interactions of schools, educators, parents and students on children's outcomes. This profile will be of interest to educational researchers, parents, school administrators, provincial ministries and local authorities. It should also facilitate further research using this expanding source of information on children and the factors that affect their development.
2. It should be remembered that this profile reports on the adequacy of computer resources during the 1994-95 school year. Computer resources are an area where rapid changes are occurring; large investments are being made to equip schools with computers. Consequently, the adequacy of computer resources in academic year 1994-95 may not be representative of the current situation in schools.
3. Schools are classed as not needing special equipment for handicapped students if the principal responded that the question regarding the adequacy of special equipment for handicapped students was not applicable to their school.
4. In academic year 1994-95, school councils were only required in Quebec. For all other provinces school councils were not obligatory.
5. Average students-to-staff ratios are estimated by dividing the number of students in NLSCY school by the number of staff of a particular type in that school and then calculating the average of these ratios. These ratios are separately calculated using the number of positions and the number of full-time equivalent staff.
6. Full-time equivalent positions (FTE) are the number of staff expressed in terms of people working a complete week. It treats full-time and part-time employees differently by counting part-time employees in proportion to the fraction of a complete week they work. For example, an employee who works four-tenths of a regular week would be counted as 0.4 full-time equivalents. An alternative approach is to count the number of people actually in a position. This "head count" approach counts a staff member who works part-time the same as one who works full time.
7. The NLSCY School Component collects information on the number of volunteers who work directly with students on a regular basis. It does not collect information on the number of hours that volunteers work with students. Hence, it is not possible to calculate a ratio of students to FTE volunteer. However, it may be reasonable to suggest that most volunteers contribute a small amount of time.
8. Other categories of special support services were not common enough to reliably report on a provincial basis.
9. Statistics Canada, 1996 Census: The Nation series, Package No. 8, catalogue number 93F0028XDB96000.
10. The percentages reported here differ slightly from those in the previous reports because of differences in the population examined. Previous reports were based on the sample of school-age children in the NLSCY. The current sample consists of schools taking part in the NLSCY. Nevertheless, the findings and overall patterns are consistent.

Notes

1. Le présent document met en évidence certaines des caractéristiques des écoles qui ont participé à l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ) afin de créer un portrait de ces écoles. Un grand nombre des principales caractéristiques des écoles, de leur personnel et de leurs ressources matérielles y sont décrites. La composante scolaire de l'ELNEJ fournit de l'information qui permettra aux chercheurs d'examiner l'effet des interactions des écoles, des éducateurs, des parents et des élèves sur les résultats obtenus par les enfants. Le profil intéressera les chercheurs dans le domaine de l'éducation, les parents, les administrateurs scolaires, les ministères provinciaux et les autorités locales. Il devrait également faciliter la réalisation d'autres recherches faisant appel à cette source grandissante de renseignements sur les enfants et sur les facteurs qui influent sur leur développement.
2. Il convient de souligner qu'il est question, dans le présent profil, du caractère suffisant des ressources informatiques pendant l'année scolaire 1994-95. Ces ressources constituent un domaine qui évolue très rapidement et où l'on fait d'importants investissements pour équiper les écoles d'ordinateurs. Par conséquent, la situation sur ce plan pendant l'année scolaire 1994-95 peut ne pas être représentative de la situation actuelle.
3. On considèrerait que les écoles n'avaient pas besoin d'équipement spécialisé pour les élèves ayant un handicap si le directeur avait répondu que la question concernant le caractère suffisant de ce genre d'équipement ne s'appliquait pas à son école.
4. Pendant l'année scolaire 1994-95, les conseils d'école n'étaient requis qu'au Québec. Dans toutes les autres provinces, ils n'étaient pas obligatoires.
5. On estime les rapports élèves-employé en divisant le nombre total d'élèves dans les écoles de l'ELNEJ par le nombre total d'employés d'un type particulier dans ces écoles. On calcule ces rapports séparément en se servant du nombre de postes et du nombre d'employés en équivalents temps plein (ETP).
6. Les postes en équivalents temps plein (ETP) représentent le nombre d'employés exprimé en fonction du nombre de personnes qui travaillent une semaine complète. Les employés à temps plein et ceux à temps partiel sont traités différemment, les employés à temps partiel étant dénombrés en proportion de la fraction d'une semaine complète qu'ils travaillent. Par exemple, un employé qui travaille les quatre dixièmes d'une semaine régulière serait compté comme 0.4 ETP. Une autre méthode consiste à calculer le nombre de personnes qui occupent réellement un poste. Selon ce « dénombrement des effectifs », on compte de la même façon un employé qui travaille à temps partiel et un qui travaille à temps plein.
7. La composante scolaire de l'ELNEJ recueille des renseignements sur le nombre de bénévoles qui travaillent directement avec les élèves sur une base régulière. Elle ne recueille pas de renseignements sur le nombre d'heures que ces bénévoles passent auprès des élèves. Il n'est donc pas possible de calculer un rapport élèves-bénévole en ETP. Toutefois, il serait peut-être raisonnable de dire que la plupart des bénévoles consacrent une petite quantité de temps au bénévolat.
8. D'autres catégories de services de soutien spécialisés n'étaient pas assez courantes pour fournir des données fiables par province.
9. Statistique Canada, Recensement de 1996, Série *Le pays*, ensemble n° 8, produit numéro 93F0028XDB96000 au catalogue.
10. Les pourcentages indiqués dans le présent document diffèrent légèrement de ceux qui apparaissent dans les rapports antérieurs en raison de différences dans la population examinée. Les rapports antérieurs étaient fondés sur l'échantillon d'enfants d'âge scolaire de l'ELNEJ. L'échantillon actuel se compose des écoles qui participent à l'ELNEJ. Toutefois, les conclusions et les tendances générales sont compatibles.

Appendix

Comparison of NLSCY schools with comparable schools in administrative data files for selected characteristics

The following comparison of schools in the NLSCY with those in administrative data files is for contextual and descriptive purposes only. It is not intended to be a precise evaluation of the representativeness of the sample of schools taking part in the NLSCY.

Response rates for children without a teacher's questionnaire by socio-economic status

	Socio-economic status – Statut socioéconomique				
	Lowest Bas	Lower middle Moyen bas	Middle Moyen	Upper middle Moyen élevé	Upper Élevé
% of children in the total sample – % des enfants dans l'échantillon total	22.7	21.6	21.1	18.4	16.2
% of children missing a teacher's questionnaire – % des enfants pour lesquels l'enseignant n'a pas rempli de questionnaire	22.9	21.5	20.5	17.5	17.6

Percentage of children from one-parent families by socio-economic status

	Socio-economic status – Statut socioéconomique				
	Lowest Bas	Lower middle Moyen bas	Middle Moyen	Upper middle Moyen élevé	Upper Élevé
% of children in the total sample – % des enfants dans l'échantillon total	18.9	19.2	19.6	19.6	19.8
% of children in one-parent families – % des enfants de familles monoparentales	48.0	20.6	13.2	10.1	8.2

The NLSCY public schools resembled public schools in the 10 provinces

Public schools serve the largest number of children in the 10 provinces, making them the main providers of elementary education. In the academic year 1994-95, there were nearly 750 public school boards in the 10 provinces (Table 1) providing instruction at the elementary level (junior kindergarten to Grade 6).¹ The NLSCY School Component involved more than 500 of the nearly 750 eligible school boards that took part in the first cycle of the NLSCY. This represents roughly 7 out of 10 school boards (69%) containing elementary schools in the 10 provinces.

While a reasonably high percentage of school boards in all provinces participated in the first cycle of the NLSCY School Component, boards in the Atlantic provinces were best represented in the sample. All eligible school boards in Newfoundland, Prince Edward Island, and New Brunswick had one or more schools taking part

Annexe

Comparaison, pour ce qui est de diverses caractéristiques, entre les écoles de l'ELNEJ et les écoles comparables figurant dans les fichiers de données administratives

La comparaison qui suit entre les écoles de l'ELNEJ et celles figurant dans les fichiers de données administratives n'est fournie qu'à des fins contextuelles et descriptives. Elle ne se veut pas une évaluation précise de la représentativité de l'échantillon des écoles qui participent à l'ELNEJ.

Taux de réponse pour les enfants pour lesquels l'enseignant n'a pas rempli de questionnaire, par statut socioéconomique

	Socio-economic status – Statut socioéconomique				
	Lowest Bas	Lower middle Moyen bas	Middle Moyen	Upper middle Moyen élevé	Upper Élevé
% of children in the total sample – % des enfants dans l'échantillon total	22.7	21.6	21.1	18.4	16.2
% of children missing a teacher's questionnaire – % des enfants pour lesquels l'enseignant n'a pas rempli de questionnaire	22.9	21.5	20.5	17.5	17.6

Pourcentage des enfants de familles monoparentales par statut socioéconomique

	Socio-economic status – Statut socioéconomique				
	Lowest Bas	Lower middle Moyen bas	Middle Moyen	Upper middle Moyen élevé	Upper Élevé
% of children in the total sample – % des enfants dans l'échantillon total	18.9	19.2	19.6	19.6	19.8
% of children in one-parent families – % des enfants de familles monoparentales	48.0	20.6	13.2	10.1	8.2

Les écoles publiques de l'ELNEJ ressemblaient aux écoles publiques dans les 10 provinces

Les écoles publiques sont au service du plus grand nombre d'enfants dans les 10 provinces, ce qui en fait le principal fournisseur d'enseignement primaire. Au cours de l'année scolaire 1994-95, près de 750 conseils d'écoles publiques dans les 10 provinces (tableau 1) offraient un enseignement primaire (de la prématernelle à la 6^e année)¹. La composante scolaire de l'ELNEJ comptait plus de 500 des quelque 750 conseils scolaires admissibles qui ont participé au premier cycle de l'ELNEJ. Ce chiffre représentait environ 7 conseils scolaires sur 10 (69%) qui comptaient des écoles primaires dans les 10 provinces.

Même si un pourcentage relativement élevé des conseils scolaires dans toutes les provinces ont participé au premier cycle de la composante scolaire de l'ELNEJ, ce sont les conseils des provinces de l'Atlantique qui étaient le mieux représentés dans l'échantillon. Tous les conseils scolaires admissibles à Terre-Neuve, à l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick

Table 1
More than half of all school boards across the provinces had schools in the NLSCY

Province	Number of boards offering junior kindergarten to Grade 6 ¹	Number of boards having schools in the NLSCY	Percentage of boards having schools in the NLSCY
	Nombre de conseils où l'enseignement de la prématernelle à la 6 ^e année est offert ¹	Nombre de conseils qui comptaient des écoles participant à l'ELNEJ	Pourcentage de conseils qui comptaient des écoles participant à l'ELNEJ
All provinces	746	514	69
Newfoundland –Terre-Neuve	27	27	100
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	5	5	100
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	22	19	86
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	18 ²	18	100
Quebec – Québec	154	118	77
Ontario	162	105	65
Manitoba	49	37	76
Saskatchewan	110	63	57
Alberta	124	70	56
British Columbia – Colombie-Britannique	75	52	69

¹ Public school boards and public schools in this table do not include Department of National Defence schools, Aboriginal schools, or schools for the visually or hearing impaired.

² The administration of public education in New Brunswick differs from other Canadian provinces. There are two provincially appointed school boards (one English and one French) which provide advice to the provincial Department of Education. The local delivery and administration of elementary-secondary education is handled by school districts. School districts in New Brunswick are not elected bodies but are regional authorities responsible for the administration of schools and education. These school districts provide the same services to students as school boards in other provinces. However, unlike school boards in other provinces, the directors of these school districts report to zone superintendents. Each zone superintendent, who is responsible for two or more school districts, directly reports to an assistant deputy minister of the provincial Department of Education. Because school districts in New Brunswick provide the same services to students, including permission to conduct research in their schools, they are counted and treated as school boards in this table.

Sources: Statistics Canada, School Component of the National Longitudinal Survey of Children and Youth, Cycle 1, 1994-95; Education Reference Library.

Tableau 1
Plus de la moitié de tous les conseils scolaires des provinces comptaient des écoles participant à l'ELNEJ

¹ Les conseils des écoles publiques et les écoles publiques dans le tableau ne comprennent pas les écoles du ministère de la Défense nationale, les écoles autochtones, ni les écoles pour les personnes ayant une déficience visuelle ou les malentendants.

² Au Nouveau-Brunswick, l'administration de l'enseignement public diffère de celle des autres provinces canadiennes. Il y a deux conseils scolaires nommés par la province (un conseil anglophone et un conseil francophone) qui fournissent des conseils au ministère provincial de l'Éducation. À l'échelle locale, les districts scolaires assurent la prestation et l'administration des programmes d'enseignement primaire et secondaire. Les districts scolaires au Nouveau-Brunswick ne sont pas des organismes élus, mais des autorités régionales responsables de l'administration des écoles et de l'enseignement. Ils fournissent aux élèves les mêmes services que les conseils scolaires des autres provinces. Toutefois, contrairement aux conseils scolaires des autres provinces, ces districts scolaires comptent des directeurs qui relèvent d'un directeur général de zone. Chaque directeur général de zone, qui est responsable de deux districts scolaires ou plus, doit rendre compte directement à un sous-ministre adjoint du ministère provincial de l'Éducation. Étant donné que les districts scolaires au Nouveau-Brunswick fournissent les mêmes services aux élèves, y compris la permission d'effectuer des recherches dans leurs écoles, ils sont comptés et traités comme des conseils scolaires dans le tableau.

Sources: Statistique Canada, composante scolaire de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, premier cycle, 1994-95 et Fichier électronique sur l'information de l'éducation.

in the NLSCY. Further, 86% of school boards in Nova Scotia had one or more schools in the NLSCY. Saskatchewan and Alberta, with 57% and 56% of all boards in these provinces, respectively, had the lowest proportions of school boards involved in the NLSCY.

There are two possible explanations for the lower rate of inclusion of school boards in Saskatchewan and Alberta. These provinces had relatively fewer students per school board than most other provinces. As a result, the chances of having a school board with one or more students in the NLSCY for Saskatchewan or Alberta were comparatively less than for most other provinces.

Based on information from the administrative data, within the nearly 750 school boards in the 10 provinces in academic year 1994-95, there were approximately 10,800 public schools whose enrolments were mainly junior kindergarten to Grade 6 children (Table 2).² Roughly one in four of these publicly funded schools (just under 2,600) provided data through the first cycle of the NLSCY School Component.³ Approximately one-half (52%) of the schools responding to the NLSCY can be considered elementary schools: these schools contain a

comptaient au moins une école qui participait à l'ELNEJ. En outre, 86% des conseils scolaires en Nouvelle-Écosse avaient une école ou plus prenant part à l'ELNEJ. La Saskatchewan et l'Alberta, avec 57% et 56% respectivement de tous les conseils dans ces provinces, affichaient les pourcentages les plus faibles de conseils participant à l'enquête.

Deux facteurs expliquent peut-être le plus faible taux d'inclusion des conseils scolaires en Saskatchewan et en Alberta. Ces provinces avaient relativement moins d'élèves par conseil scolaire que la plupart des autres provinces. Il s'ensuit que les chances d'avoir un conseil scolaire comptant au moins un élève prenant part à l'ELNEJ étaient comparativement moindres en Saskatchewan ou en Alberta que dans la plupart des autres provinces.

Si l'on se fonde sur les renseignements tirés des données administratives, à l'intérieur des 750 conseils scolaires dans les 10 provinces, environ 10,800 écoles publiques, pendant l'année scolaire 1994-95, comptaient surtout des enfants de la prématernelle à la 6^e année (tableau 2).² À peu près 1 de ces écoles publiques sur 4 (un peu moins de 2,600) a fourni des données pendant tout le premier cycle de la composante scolaire de l'ELNEJ.³ Environ la moitié (52%) des écoles qui ont répondu à l'ELNEJ peuvent être considérées comme des écoles primaires: elles offrent un enseignement allant de la prématernelle à la

Table 2
One in every four public schools whose enrolments consisted primarily of elementary school students took part in the NLSCY

Province	Number of schools offering primarily junior kindergarten to Grade 6 ^{1,2}	Number of schools taking part in the NLSCY to Grade 6 taking part	Percentage of all schools offering primarily junior kindergarten in the NLSCY
	Nombre d'écoles qui comptaient en majorité des élèves de la prématernelle à la 6 ^e année ^{1,2}	Nombre d'écoles participant à l'ELNEJ	Pourcentage de toutes les écoles qui comptaient en majorité des élèves de la prématernelle à la 6 ^e année participant à l'ELNEJ
All provinces	10,766	2,597	24
Newfoundland – Terre-Neuve	356	149	42
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	48	39	81
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	347	146	42
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	292	141	48
Quebec – Québec	2,080	423	20
Ontario	3,897	863	22
Manitoba	564	164	29
Saskatchewan	688	185	27
Alberta	1,253	252	20
British Columbia – Colombie-Britannique	1,241	235	19

¹ Public school boards and public schools in this table do not include Department of National Defence schools, Aboriginal schools, or schools for the visually or hearing impaired.

² Although the schools in this sample may also offer Grade 7 and up, the majority of the students in all the schools are enrolled in junior kindergarten to Grade 6.

Sources: Statistics Canada, School Component of the National Longitudinal Survey of Children and Youth, Cycle 1, 1994-95; Education Reference Library.

Tableau 2
Une école publique sur quatre où la majorité des élèves étaient inscrits à l'enseignement primaire a participé à l'ELNEJ

¹ Les conseils des écoles publiques et les écoles publiques dans le tableau ne comprennent pas les écoles du ministère de la Défense nationale, les écoles autochtones, ni les écoles pour les personnes ayant une déficience visuelle ou les malentendants.

² Même si les écoles de l'échantillon pouvaient aussi offrir un enseignement supérieur à la 6^e année, toutes les écoles comptaient majoritairement des élèves de la prématernelle à la 6^e année.

Sources: Statistique Canada, composante scolaire de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, premier cycle, 1994-95 et Fichier électronique sur l'information de l'éducation.

variety of grades ranging from junior kindergarten to Grade 6. The remaining schools (48%) contained a range of grades from junior kindergarten to Grade 12.⁴

Roughly proportional to their populations, Ontario and Quebec had the largest numbers of public schools while the Atlantic provinces⁵ had the fewest. Schools in the NLSCY followed a similar pattern. When expressed as a proportion of all public schools in the province, however, schools in the Atlantic provinces were twice as likely as those in other provinces or regions to have taken part in the NLSCY.⁶

Across the 10 provinces, approximately 3.1 million students in 1994-95 attended publicly funded schools whose enrolments consisted primarily of students attending junior kindergarten to Grade 6. The average enrolment of these schools was 288 students. In comparison, the schools surveyed in the NLSCY School Component had a combined enrolment of 854,000 students. Putting this information in perspective, the NLSCY schools contained about 28% of all students attending elementary schools in the matching population of public schools. With an average enrolment of 333 students, NLSCY schools tended to be somewhat larger than the national average.⁷

Looking at the size of schools in more detail, roughly half of the NLSCY schools (46%) had enrolments of 200 to 399 students (Table 3). Larger schools containing 400 or more students comprised 30% of all NLSCY schools. Only 16% of NLSCY schools had enrolments of 100 to

6^e année. Les autres écoles (48%) peuvent offrir un enseignement allant de la prématernelle à la 12^e année⁴.

Dans des proportions à peu près analogues à leurs populations, l'Ontario et le Québec avaient le plus grand nombre d'écoles publiques, et les provinces de l'Atlantique⁵, le plus petit. La tendance était similaire dans le cas des écoles participant à l'ELNEJ. Une fois exprimées en proportion de toutes les écoles publiques dans la province, les écoles des provinces de l'Atlantique étaient cependant deux fois plus susceptibles que les écoles des autres provinces ou régions d'avoir participé à l'ELNEJ⁶.

Dans l'ensemble des 10 provinces, en 1994-95, environ 3.1 millions d'élèves fréquentaient les écoles publiques, dont les effectifs se composaient principalement d'élèves de la prématernelle à la 6^e année. Le nombre moyen d'élèves inscrits dans ces écoles était de 288. Par comparaison, les écoles recensées dans le cadre de la composante scolaire de l'ELNEJ affichaient un nombre combiné d'inscriptions de 854,000. Si l'on situe ces chiffres dans leur contexte, les écoles de l'ELNEJ comptaient environ 28% de tous les élèves qui fréquentaient des écoles primaires dans la population correspondante des écoles publiques. Les écoles de l'ELNEJ, qui comptaient un nombre moyen d'inscriptions s'élevant à 333, avaient tendance à être légèrement plus populeuses que la moyenne nationale⁷.

Un examen plus détaillé de la taille des écoles révèle qu'à peu près la moitié des écoles de l'ELNEJ (46%) comptaient de 200 à 399 élèves (tableau 3). Les grandes écoles, c'est-à-dire celles qui avaient 400 élèves ou plus, représentaient 30% de toutes les écoles de l'ELNEJ. Seulement 16% des écoles de l'ELNEJ avaient

199 students. Small schools (those with fewer than 100 students) were less common, comprising only 8% of all NLSCY schools. In comparison with schools in the administrative sample, the NLSCY sample appears to have a higher percentage of schools with large enrolments (300 or more students) and a smaller percentage of schools with small enrolments (199 or fewer students).

Table 3
The NLSCY school sample had a higher percentage of large schools than the overall administrative sample

	School enrolment – Effectif scolaire						
	49 or fewer students	50–99 students	100–199 students	200–299 students	300–399 students	400–499 students	500 or more students
	49 élèves ou moins	De 50 à 99 élèves	De 100 à 199 élèves	De 200 à 299 élèves	De 300 à 399 élèves	De 400 à 499 élèves	500 élèves et plus
Percentage of all schools in administrative data files – Pourcentage de toutes les écoles des fichiers de données administratives	12	8	21	23	17	11	8
Percentage of all NLSCY schools – Pourcentage de toutes les écoles de l'ELNEJ	4	4	16	23	23	16	14

Sources: Statistics Canada, School Component of the National Longitudinal Survey of Children and Youth, Cycle 1, 1994-95; Education Reference Library.

The distribution of students by province in the NLSCY generally matched the administrative data on Canadian schools (Table 4). Schools in Ontario and Quebec accounted for the largest numbers of students. Five out of every 10 students (53%) in NLSCY schools (compared with 6 in 10 students (61%) according to administrative data) were in Ontario and Quebec schools. Western schools—those in Manitoba, Saskatchewan,

Table 4
The distribution of enrolments for NLSCY public schools roughly corresponded to that for the administrative data

	Percentage of students in the schools in the administrative data files	Percentage of all students in all NLSCY schools
	Pourcentage d'élèves dans les écoles des fichiers de données administratives	Pourcentage de tous les élèves dans toutes les écoles de l'ELNEJ
All schools – Toutes les écoles	100	100
Newfoundland – Terre-Neuve	2	5
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	0.4	1
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	3	5
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	3	5
Quebec – Québec	20	16
Ontario	41	37
Manitoba	4	6
Saskatchewan	5	6
Alberta	11	10
British Columbia – Colombie-Britannique	11	9

Sources: Statistics Canada, School Component of the National Longitudinal Survey of Children and Youth, Cycle 1, 1994-95; Education Reference Library.

de 100 à 199 élèves. Les petites écoles (composées de moins de 100 élèves) étaient moins courantes, représentant seulement 8% de toutes les écoles de l'ELNEJ. L'échantillon de l'ELNEJ, si on le compare à l'échantillon des écoles extrait des fichiers de données administratives, semble compter un pourcentage plus élevé d'écoles où le nombre d'élèves inscrits est élevé (300 élèves ou plus), et un pourcentage plus faible d'écoles ayant peu d'élèves (199 élèves ou moins).

Tableau 3
Le pourcentage de grandes écoles était plus élevé dans l'échantillon des écoles de l'ELNEJ que dans l'échantillon administratif global

Sources: Statistique Canada, composante scolaire de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, premier cycle, 1994-95 et Fichier électronique sur l'information de l'éducation.

La répartition des élèves par province dans l'ELNEJ correspondait dans l'ensemble aux données administratives sur les écoles canadiennes (tableau 4). Les écoles de l'Ontario et du Québec comptaient les plus grands nombres d'élèves. Dans les écoles de l'ELNEJ, 5 élèves sur 10 (53%), comparativement à 6 élèves sur 10 (61%) selon les données administratives, fréquentaient des écoles de l'Ontario et du Québec. C'est dans les écoles de l'Ouest, c'est-à-dire celles du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la

Tableau 4
La répartition des inscriptions dans les écoles publiques correspondait à peu près à celle dans les écoles des fichiers de données administratives

Sources: Statistique Canada, composante scolaire de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, premier cycle, 1994-95 et Fichier électronique sur l'information de l'éducation.

Alberta and British Columbia—accounted for a sizable minority of students enrolled in elementary education. Consistent with administrative information, about 3 of every 10 (31%) students in NLSCY schools were from the Western provinces. Schools in the Atlantic provinces accounted for the smallest numbers of students. Each Atlantic province contained 5% or less of all students in elementary schools. Combined, the Atlantic provinces accounted for 16% of enrolments in NLSCY schools, compared with 8% according to administrative data.⁸

Private schools were smaller in size and fewer in number

Private schools tend to be smaller in size (Table 6) and fewer in number than their public counterparts (Table 5). Based on administrative data, in the academic year 1994-95, there were 1,145 private schools with children in junior kindergarten to Grade 6 in the 10 provinces. About 1 in 10 elementary schools was a private school. In total, these private elementary schools provided education to 170,000 children in the 10 provinces. This represented about 1 in every 20 students attending schools whose enrolments were mainly students in grades 1 to 6.

British Columbia had a disproportionately large number of private elementary schools. In this province, slightly less than 18% of all elementary schools were private schools. Unlike in other provinces, however, Roman Catholic schools in British Columbia are not part of the public system and are considered to be private schools.

Colombie-Britannique, qu'on trouvait une minorité considérable d'élèves inscrits à l'enseignement primaire. Conformément aux données administratives, environ 3 élèves sur 10 (31%) dans les écoles de l'ELNEJ provenaient des provinces de l'Ouest. Les écoles des provinces de l'Atlantique comptaient les plus petits nombres d'élèves. Chaque province de l'Atlantique avait 5% ou moins de tous les élèves inscrits à l'école primaire. Une fois combinées, les provinces de l'Atlantique représentaient 16% des inscriptions dans les écoles de l'ELNEJ, comparativement à 8% selon les données administratives⁸.

Les écoles privées sont plus petites et moins nombreuses que les écoles publiques

Les écoles privées ont tendance à être plus petites (tableau 6) et moins nombreuses que leurs semblables du système public (tableau 5). Si l'on se fonde sur les données administratives, il y avait, dans les 10 provinces, au cours de l'année 1994-95, 1,145 écoles privées où étaient inscrits des enfants de la prématernelle à la 6^e année. À peu près 1 école primaire sur 10 était privée. Au total, les écoles primaires privées assuraient un enseignement à 170,000 enfants dans les 10 provinces. Ce chiffre représentait environ 1 élève sur 20 qui fréquentait une école où la majorité des enfants étaient dans des classes de la 1^{re} à la 6^e année.

La Colombie-Britannique comptait un nombre disproportionnellement élevé d'écoles primaires privées. Dans cette province, un peu moins de 18% de toutes les écoles primaires étaient des écoles privées. En Colombie-Britannique, contrairement à ce qu'on observe dans les autres provinces, les écoles catholiques romaines ne font toutefois pas partie du système public et sont considérées comme des écoles privées.

Table 5
Nearly 1 in 10 private elementary schools took part in the NLSCY

	Number of all private schools with students in junior kindergarten to Grade 6	Number of private schools taking part in the NLSCY	Percentage of all private schools taking part in the NLSCY
	Nombre de toutes les écoles privées fréquentées par des élèves de la prématernelle à la 6 ^e année	Nombre d'écoles privées participant à l'ELNEJ	Pourcentage de toutes les écoles privées participant à l'ELNEJ
All provinces – Toutes les provinces	1,145	96	8
Newfoundland – Terre-Neuve	3	0	0
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	4	0 ¹	0
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	19	3	16
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	23	3	13
Quebec – Québec	181	19	10
Ontario	449	31	7
Manitoba	73	9	12
Saskatchewan	33	2	6
Alberta	142	12	6
British Columbia – Colombie-Britannique	218	17	8

¹ There were four private schools in P.E.I. for which data were collected in the NLSCY. However, these schools did not match the list of private schools found in the Education Reference Library. These four private schools were pre-Grade 1 schools. As pre-Grade 1 education is not a part of the formal school system in P.E.I., these schools do not appear in the Education Reference Library. As such, these schools were omitted from all comparisons of NLSCY schools to schools contained in the administrative data files.

Sources: Statistics Canada, School Component of the National Longitudinal Survey of Children and Youth, Cycle 1, 1994-95; Education Reference Library.

Tableau 5
Près de 1 école primaire privée sur 10 a participé à l'ELNEJ

¹ Dans le cadre de l'ELNEJ, des données ont été recueillies auprès de quatre écoles privées à l'Île-du-Prince-Édouard. Toutefois, celles-ci ne figuraient pas sur la liste des écoles privées que l'on trouve dans le Fichier électronique sur l'information de l'éducation. Il s'agissait d'écoles où l'on offrait une formation préscolaire. Comme ce type d'enseignement ne fait pas partie du système scolaire officiel de l'Î.-P.-É., ces écoles ne figurent pas dans le Fichier électronique sur l'information de l'éducation. Par conséquent, elles ont été omises de toutes les comparaisons entre les écoles de l'ELNEJ et les écoles figurant dans les fichiers de données administratives.

Sources: Statistique Canada, composante scolaire de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, premier cycle, 1994-95 et Fichier électronique sur l'information de l'éducation.

With an average enrolment of 145 students per school (Table 6), private schools were about one-half the size of their publicly funded counterparts (288 students/school). Within any given province, private schools were smaller in size than public schools, ranging from a low of one-eighth the average size of public schools in New Brunswick to two-thirds the average size of public schools in British Columbia.

Table 6

Private schools had smaller average enrolments than public schools for both NLSCY schools and all comparable schools in the administrative data files

Average enrolment per school	All public schools	NLSCY public schools	All private schools	NLSCY private schools
Nombre moyen d'inscriptions par école	Toutes les écoles publiques	Écoles publiques de l'ELNEJ	Toutes les écoles privées	Écoles privées de l'ELNEJ
All provinces – Toutes les provinces	288	333	145	185
Newfoundland – Terre-Neuve	201	269	97	.. ¹
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	283	299	54	.. ¹
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	269	294	96	61
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	278	313	34	45
Quebec – Québec	302	332	209	127
Ontario	326	361	129	179
Manitoba	224	309	125	319
Saskatchewan	205	256	38	32
Alberta	263	342	120	196
British Columbia – Colombie-Britannique	280	334	184	218

¹ Data are not available for private schools in Newfoundland or Prince Edward Island.

Sources: Statistics Canada, School Component of the National Longitudinal Survey of Children and Youth, Cycle 1, 1994-95; Education Reference Library.

In 1994-95 the NLSCY collected information on 96 private schools. This represents 8% of the total number of private schools found in the 10 provinces and 4% of all schools in the NLSCY. Consistent with the distribution of the general population, Ontario, Quebec, British Columbia and Alberta had the largest number of private schools. In total, these schools educated about 18,000 children. Average enrolments in private schools in the NLSCY were nearly half that of NLSCY public schools. The same pattern was evident in every province except Manitoba.⁹

Summary

The NLSCY School Component touches on one or more schools within 70% of all school boards in the 10 provinces. Roughly one in every four public schools whose enrolments are primarily students in the elementary grades (junior kindergarten to Grade 6) are surveyed by the NLSCY School Component. The enrolment of these schools represents 28% of all students enrolled in public schools in junior kindergarten to Grade 6. However, the average enrolment of the public schools surveyed in the

Les écoles privées avaient un effectif scolaire moyen de 145 élèves par école (tableau 6). Leur taille correspondait à environ la moitié de celle de leurs semblables du système public (288 élèves par école). Dans toutes les provinces, les écoles privées étaient plus petites que les écoles publiques, leur taille allant d'un minimum du huitième de la taille moyenne des écoles publiques au Nouveau-Brunswick, aux deux tiers de la taille moyenne des écoles publiques en Colombie-Britannique.

Tableau 6

Le nombre moyen d'inscriptions dans les écoles privées était plus faible que dans les écoles publiques, et ce, tant dans les écoles de l'ELNEJ que dans l'ensemble des écoles comparables figurant dans les fichiers de données administratives

Average enrolment per school	All public schools	NLSCY public schools	All private schools	NLSCY private schools
Nombre moyen d'inscriptions par école	Toutes les écoles publiques	Écoles publiques de l'ELNEJ	Toutes les écoles privées	Écoles privées de l'ELNEJ
All provinces – Toutes les provinces	288	333	145	185
Newfoundland – Terre-Neuve	201	269	97	.. ¹
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	283	299	54	.. ¹
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	269	294	96	61
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	278	313	34	45
Quebec – Québec	302	332	209	127
Ontario	326	361	129	179
Manitoba	224	309	125	319
Saskatchewan	205	256	38	32
Alberta	263	342	120	196
British Columbia – Colombie-Britannique	280	334	184	218

¹ Les données ne sont pas disponibles pour les écoles privées à Terre-Neuve ou à l'Île-du-Prince-Édouard.

Sources: Statistique Canada, composante scolaire de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, premier cycle, 1994-95 et Fichier électronique sur l'information de l'éducation.

En 1994-95, dans le cadre de l'ELNEJ, on a recueilli des données sur 96 écoles privées. Ce chiffre représente 8% du nombre total d'écoles privées dans les 10 provinces, et 4% de toutes les écoles participant à l'ELNEJ. Conformément à la répartition de l'ensemble de la population, l'Ontario, le Québec, la Colombie-Britannique et l'Alberta comptaient le plus grand nombre d'écoles privées. Au total, ces écoles assuraient un enseignement à environ 18,000 enfants. La moyenne des inscriptions dans les écoles privées de l'ELNEJ était près de la moitié de celle des écoles publiques de l'ELNEJ. On relevait la même tendance dans toutes les provinces, sauf au Manitoba.⁹

Résumé

La composante scolaire de l'ELNEJ englobait au moins une école dans 70% de tous les conseils scolaires des 10 provinces. Environ 1 école publique sur 4 dont l'effectif scolaire se composait surtout d'élèves du primaire (de la prématernelle à la 6^e année) était recensée par la composante scolaire de l'ELNEJ. Le nombre d'élèves inscrits dans ces écoles représentait 28% de tous les élèves inscrits de la prématernelle à la 6^e année dans les écoles publiques. Toutefois, l'effectif moyen des écoles publiques recensées dans le cadre de l'ELNEJ (333 élèves par école) était plus élevé que

NLSCY (333 students/school) is larger than that of all public schools in the 10 provinces (288 students/school) whose enrolments are primarily students in junior kindergarten to Grade 6.

Private schools in the NLSCY School Component are less well represented. Fewer than 1 in every 10 private schools (8%) in the 10 provinces took part in the NLSCY. Only 4% of the responding schools in the NLSCY are private schools while private schools account for 10% of all schools in the matching sample of schools in the 10 provinces.

Notes

1. This is based on data from the Education Reference Library.
2. Although the enrolments of these schools were primarily junior kindergarten to Grade 6, they may also contain some students in other grades.
3. Because the NLSCY Principal's Questionnaire does not collect information on the distribution of students by grade, it is not possible to group schools into those whose students are principally enrolled in elementary grades and those whose students are not. Thus, caution should be used when directly comparing the administrative data to the NLSCY data.
4. In Ontario, this includes OAC (Ontario Academic Course).
5. The Atlantic provinces are Newfoundland, Prince Edward Island, Nova Scotia, and New Brunswick.
6. This was due to the sample design of the NLSCY. In order to obtain accurate provincial estimates, the Atlantic provinces, especially Prince Edward Island, needed proportionately larger samples of children. As a result, the proportion of schools in the Atlantic provinces attended by children in the NLSCY was greater than for other provinces and regions.
7. The way in which data were collected for the NLSCY may explain this difference. In order for a school to be surveyed, one or more students sampled in the NLSCY must have attended it. As a result, schools with larger enrolments had a greater chance of having one or more of their students included in the NLSCY sample. Consequently, schools with larger than average enrolments may be over-represented among NLSCY schools.
8. In order to obtain accurate provincial estimates, however, smaller provinces had proportionately larger samples.
9. The obtained sample of private schools in the NLSCY included four of the nine largest private schools in Manitoba.

celui de l'ensemble des écoles publiques dans les 10 provinces (288 élèves par école) dont l'effectif était surtout composé d'élèves inscrits de la prématernelle à la 6^e année.

Les écoles privées dans la composante scolaire de l'ELNEJ étaient moins bien représentées. Moins de 1 école privée sur 10 (8%) dans les 10 provinces a participé à l'ELNEJ. Seulement 4% des écoles répondant à l'ELNEJ étaient des écoles privées, alors que ces écoles représentaient 10% de toutes les écoles dans l'échantillon correspondant des écoles dans les 10 provinces.

Notes

1. Fondé sur des données provenant du Fichier électronique sur l'information de l'éducation.
2. Même si ces écoles comptaient surtout des élèves de la prématernelle à la 6^e année, elles pouvaient également comprendre des élèves d'autres années d'études.
3. Étant donné que le questionnaire du directeur de l'ELNEJ ne recueillait pas de renseignements sur la répartition des élèves selon l'année d'études, il était impossible de regrouper les écoles selon qu'elles comptaient principalement des élèves inscrits à l'enseignement primaire ou des élèves non inscrits à cet enseignement. Il faut donc user de prudence lorsqu'on compare directement les données administratives avec celles de l'ELNEJ.
4. En Ontario, cela comprend aussi le cours préuniversitaire de l'Ontario (CPO).
5. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.
6. Cette situation était due au plan de sondage de l'ELNEJ. Pour obtenir des estimations provinciales exactes, les provinces de l'Atlantique, surtout l'Île-du-Prince-Édouard, devaient avoir des échantillons d'enfants proportionnellement plus grands. Par conséquent, la proportion des écoles dans les provinces de l'Atlantique fréquentées par des enfants prenant part à l'ELNEJ était plus forte que pour les autres provinces et régions.
7. La façon dont les données ont été recueillies dans le cadre de l'ELNEJ peut expliquer cette différence. Pour qu'une école soit recensée, au moins un élève des élèves échantillonnés dans le cadre de l'ELNEJ devait l'avoir fréquentée. Il s'ensuit que les écoles dont le nombre d'inscriptions était plus élevé étaient plus susceptibles de compter au moins un de leurs élèves dans l'échantillon de l'ELNEJ. Par conséquent, il se peut que les écoles dont l'effectif scolaire moyen était plus élevé aient été surreprésentées dans les écoles de l'ELNEJ.
8. Pour obtenir des estimations provinciales exactes, toutefois, les plus petites provinces avaient des échantillons proportionnellement plus grands.
9. L'échantillon d'écoles privées participant à l'ELNEJ comptait 4 des 9 plus grandes écoles privées du Manitoba.

Parents and schools: The involvement, participation, and expectations of parents in the education of their children

Les parents et l'école: la participation et les attentes des parents en ce qui a trait à l'éducation de leurs enfants

Christina Norris, Analyst
Centre for Education Statistics
Telephone: (613) 946-5729; fax: (613) 946-5283
E-mail: Christina.Norris@spg.org

Christina Norris, analyst
Centre des statistiques sur l'éducation
Téléphone: (613) 946-5729; télécopieur: (613) 946-5283
Courrier électronique: Christina.Norris@spg.org

Introduction

Parents are the first and arguably the most influential educators of their children, taking responsibility for their children's physical, emotional, and mental framework for future learning. Upon entering school, teachers and principals become involved in the education of children. Clearly, both families and education professionals have important roles to play in the educational development of Canada's children and youth.

Introduction

Les parents sont les premiers éducateurs de leurs enfants, et sans aucun doute ceux qui ont la plus grande influence, et à qui il revient de voir à ce que leurs enfants soient aptes à l'apprentissage sur le plan physique, émotionnel et psychologique. C'est au moment de l'entrée à l'école que les professeurs et les directeurs interviennent dans l'éducation des enfants. Il est clair que la famille et les professionnels de l'éducation ont de grands rôles à jouer dans l'éducation des enfants et des jeunes du Canada.

International recognition of the importance of parents' involvement in education (OECD: 1996, 1997)

More than ever before, OECD countries are adopting policies supporting and encouraging parental involvement in education (OECD, 1996, 1997).

Reasons for developing these policies domestically include:

- the relationship demonstrating that increased parental involvement leads to increased academic achievement of children (Patrikakou, 1997);
- a desire on governments' behalf to decentralize their administrations (Skau, 1996);
- pressure from parents to be more directly involved in the education of their children (Riley, 1994).

Reconnaissance internationale de l'importance de la participation des parents à l'éducation des enfants (OCDE, 1996, 1997)

Plus que jamais auparavant, les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) adoptent des politiques appuyant et encourageant la participation des parents à l'éducation de leurs enfants (OCDE, 1996, 1997).

Les raisons qui justifient l'élaboration de telles politiques intérieures comprennent:

- la relation démontrant qu'une plus grande participation des parents à l'éducation de leurs enfants se traduit par un meilleur rendement scolaire (Patrikakou, 1997);
- le désir des gouvernements de décentraliser leurs administrations (Skau, 1996);
- les pressions exercées par les parents qui veulent participer plus directement à l'éducation de leurs enfants (Riley, 1994).

Recent research indicates that increased involvement of parents in their children's education (both at home and at school) results in higher academic achievement of children (Fehrmann, Keith, & Reimers, 1987; Griffith, 1996; Scott-Jones, 1996; Watkins, 1997).

Des recherches récentes révèlent qu'une plus grande participation des parents à l'éducation de leurs enfants (à la maison et à l'école) se traduit par un meilleur rendement scolaire (Fehrmann, Keith et Reimers, 1987; Griffith, 1996; Scott-Jones, 1996; Watkins, 1997).

An important issue for policy makers, governments, educators, and parents is to ensure that all Canadian children are given the opportunity to meet high academic standards and reach their full potential in order to effectively compete in the national and international labour market and to be life-long learners. Achieving these standards is particularly important given the trend towards globalization and the knowledge-based economy. Many educators and parents have, as a result, recognized the need to become better partners in the education of Canada's children and youth.

Until recently, no large scale Canadian study examined the involvement of parents in their children's education. We have not had answers to a number of questions, including the following: *To what extent are Canadian parents involved in their children's education? How are parents participating in this education? What factors are associated with the involvement of parents in their children's education?* The National Longitudinal Survey of Children and Youth (NLSCY), initiated in 1994-95, provides a vast amount of information about the development of Canada's children. The survey allows us to begin to answer the above questions of interest to parents, educators, researchers, policy makers and governments.

This article offers one definition of parental involvement and reviews a number of questions asked about elementary school children (aged 4-11) in the first cycle of the NLSCY (1994-95). The questions focus on the educational involvement, participation, and expectations of parents. These measures are presented for children in grades 1-3 as compared to children in grades 4-6. Secondly, this paper summarizes the perceptions of teachers and parents by looking at some of the factors associated with increased parental involvement in education, including: *Are parents with a higher socio-economic status more involved than parents with a lower socio-economic status? Are parents more involved in the education of their daughters' than their sons'?* Finally, the paper compares parental and teacher expectations of whether or not a child will attend university.

Il importe que les décideurs, les gouvernements, les éducateurs et les parents veillent à ce que tous les enfants du Canada aient accès à une éducation respectant des normes élevées et réalisent leur plein potentiel pour pouvoir se tailler une place au sein de la population active nationale et internationale et ne jamais cesser d'apprendre. L'atteinte de ces normes est particulièrement importante étant donné la tendance à la mondialisation et à l'économie axée sur le savoir. Par conséquent, bon nombre d'éducateurs et de parents reconnaissent la nécessité de collaborer davantage à l'éducation des enfants et des jeunes du Canada.

Jusqu'à récemment, il n'y avait pas d'enquête canadienne à grande échelle sur la participation des parents à l'éducation de leurs enfants. Nous ne pouvions répondre à certaines questions comme: *Dans quelle mesure les parents du Canada participent-ils à l'éducation de leurs enfants? Comment les parents participent-ils à l'éducation de leurs enfants? Quels sont les facteurs qui déterminent la participation des parents à l'éducation de leurs enfants?* L'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ), lancée en 1994-95, nous fournit une mine de renseignements sur le développement des enfants du Canada. L'enquête nous donne quelques éléments de réponse à ces questions d'intérêt pour les parents, les éducateurs, les chercheurs, les décideurs et les gouvernements.

Le présent article définit la participation des parents et examine un certain nombre de questions au sujet des enfants fréquentant l'école primaire (de 4 à 11 ans) dans le cadre du premier cycle de l'ELNEJ (1994-95). Les questions portent principalement sur l'intervention, la participation et les attentes des parents en ce qui a trait à l'éducation. Ces mesures sont présentées pour les enfants de la 1^{re} à la 3^e année par rapport aux enfants de la 4^e à la 6^e année. Ensuite, le présent document donne un résumé des perceptions des enseignants et des parents, en procédant à l'examen de certains des facteurs liés à une plus grande participation des parents à l'éducation, dont les suivants: *Les parents dont le statut socioéconomique est plus élevé participent-ils davantage à l'éducation de leurs enfants que ceux ayant un statut socioéconomique moins élevé? Les parents participent-ils davantage à l'éducation de leurs filles qu'à celle de leurs garçons?* Enfin, ce document met en comparaison les attentes des parents et les prévisions des enseignants à savoir si l'enfant fréquentera ou non l'université.

The National Longitudinal Survey of Children and Youth

The NLSCY is a joint project between Human Resources Development Canada and Statistics Canada. The survey follows the development and well being of Canadian children. The first cycle of the survey was conducted in 1994-95 and information was collected on a nationally representative sample of nearly 23,000 children. This sample of children is followed longitudinally, with interviews every two years.

The school component of the survey includes standardized academic achievement tests, and education-related questions asked of children, their parents, their teachers, and school principals. Additional educational information is also asked of children aged 10-11 through a self-completed questionnaire.¹

Note

1. A report of the initial findings of the education component of the NLSCY appeared in *Education Quarterly Review* (Vol.4, no. 2, 1997).

L'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes

L'ELNEJ est un projet conjoint de Développement des ressources humaines Canada et de Statistique Canada. L'enquête suit le développement et le bien-être des enfants du Canada. Le premier cycle de l'enquête a été réalisé en 1994-95 et les renseignements ont été recueillis auprès d'un échantillon représentatif à l'échelle nationale d'environ 23,000 enfants. Il s'agit d'un échantillon longitudinal d'enfants qui sont interviewés et font l'objet d'interviews tous les deux ans.

La composante scolaire de l'enquête prévoit des tests uniformisés mesurant le rendement scolaire, et des questions liées à l'éducation posées aux enfants, à leurs parents, à leurs enseignants et aux directeurs d'école. Des renseignements supplémentaires sur l'éducation sont également demandés aux enfants de 10 et 11 ans par l'intermédiaire d'un questionnaire qu'ils remplissent eux-mêmes¹.

Note

1. Un rapport des premiers résultats de la composante « éducation » de l'ELNEJ est publié dans la *Revue trimestrielle de l'éducation* (vol. 4, n° 2, 1997).

What is parental involvement in education?

Parental involvement in education is not a unidimensional concept, but is composed rather of a wide range of factors (Sui-Chu & Willms, 1996). These factors involve both home and school and include education-related attitudes and behaviours. Questions about parental involvement can be asked of parents, children, teachers, and school administrators (Scott-Jones, 1996).

Parental involvement behaviour at the school level can include: volunteering in the school, attending school meetings or school events, and calling the teacher to discuss matters relating to the child. Parental involvement factors related to the home can include: checking the child's homework, helping the child with school work and projects, ensuring that the child has a place to study, buying school supplies for the child, reading to the child, and discussing school events at home (Epstein, 1987). Attitudinal measures of involvement can include: parents' support of teachers' efforts at school, parents' expectations of academic achievements of their children, and children's perception that their parents have certain expectations (Fehrmann, Keith, & Reimers, 1987; Schaefer, 1991).

For the purpose of this paper, a wide range of measures of parental expectations and behaviours relating to education are included under the umbrella of parental involvement (see "Methodology" box below). These questions were asked of the parents, teachers, and principals of Canadian children and include measures of involvement that could take place at home and at school.

Qu'entend-on par participation des parents à l'éducation?

La participation des parents à l'éducation n'est pas un concept unidimensionnel, mais est plutôt composée d'un large éventail de facteurs (Sui-Chu et Willms, 1996). Ces facteurs tiennent compte des environnements familial et scolaire et comprennent les attitudes et les comportements liés à l'éducation. Les parents, les enfants, les enseignants et les administrateurs scolaires peuvent devoir répondre à des questions au sujet de la participation des parents à l'éducation de leurs enfants (Scott-Jones, 1996).

La participation des parents à l'école peut comprendre: l'aide fournie à l'école, la participation aux réunions ou aux activités scolaires et les contacts avec l'enseignant pour discuter de l'enfant. Les facteurs de participation des parents à la maison peuvent comprendre: vérifier les travaux scolaires de l'enfant, aider l'enfant à faire ses travaux scolaires et à réaliser ses projets, veiller à ce que l'enfant ait un endroit pour étudier, acheter les fournitures scolaires pour l'enfant, faire la lecture à l'enfant et discuter avec lui de ce qui s'est produit à l'école (Epstein, 1987). Les mesures de la participation de motivation peuvent comprendre: l'appui des parents aux efforts des enseignants, l'importance qu'accordent les parents aux résultats scolaires de leurs enfants et la perception qu'ont les enfants des attentes de leurs parents (Fehrmann, Keith et Reimers, 1987; Schaefer, 1991).

Aux fins du présent document, un large éventail de mesures des attentes des parents et de leurs comportements face à l'éducation sont compris dans le concept de la participation des parents (voir l'encadré intitulé « Méthodologie »). Ces questions ont été posées aux parents, aux enseignants et aux directeurs d'enfants du Canada et comprennent des mesures de la participation des parents à l'éducation de leurs enfants à la maison et à l'école.

Methodology

This paper presents the percentages of parents involved in their children's education by looking at various parent involvement measures in the first cycle of the NLSCY (1994-1995). These measures include: teacher ratings of involvement, parent ratings of involvement, principal ratings of involvement and child ratings of involvement. Results from cross tabulations of certain parent involvement measures with various socio-demographic characteristics are also presented.

Data from parents and teachers are available for 7,000 children aged 4-11. Additional data are available for about 2,000 children aged 10-11 who have both a self-completed questionnaire and a teacher's questionnaire. The children aged 4-11 are equally distributed across kindergarten to grade 6 (with a small proportion in either grade 7 or an ungraded class).

Limitations of data and data measures

The overall response rate for the household portion of the survey (where information was collected from the person most knowledgeable about the child) was 86%. The response rate for

Méthodologie

Le présent document fait état des pourcentages des parents qui participent à l'éducation de leurs enfants en fonction des différentes mesures de participation des parents dans le cadre du premier cycle de l'ELNEJ (1994-95). Ces mesures comprennent: l'évaluation de l'enseignant, des parents, du directeur et de l'enfant en ce qui a trait à la participation des parents à l'éducation de leurs enfants. La corrélation établie entre certaines mesures de la participation des parents et diverses caractéristiques sociodémographiques est également présentée.

Les données obtenues des parents et des enseignants sont disponibles pour 7,000 enfants de 4 à 11 ans. Des données supplémentaires sont disponibles pour environ 2,000 enfants de 10 et 11 ans qui ont rempli le questionnaire et pour lesquels le professeur a rempli un questionnaire. Les enfants de 4 à 11 ans sont répartis uniformément de la maternelle à la 6^e année (une faible proportion de l'échantillon étant en 7^e année ou dans une classe à progrès continu).

Limitations des données et des mesures de données

Le taux de réponse général pour la partie familiale de l'enquête (où les renseignements ont été recueillis auprès de la personne qui connaît le mieux l'enfant) était de 86%. Le taux de réponse pour les

the youth self-completed questionnaires was 75% and the response rate for the education portion of the survey was 56% (the teacher and principal questionnaire). The low response rate for the education portion of the survey can be examined in several ways to determine if there are any biases in the missing data. One way to do this is to look at the socio-economic status (SES) of the children who are missing the school component. Results showed that the SES of children who were missing a teacher's questionnaire paralleled the SES of all children in the sample (see Appendix 2), therefore a bias in the missing data does not appear when looking at SES.

The NLSCY contains a detailed list of parental involvement measures (see box). Nonetheless, the questions asked are not comprehensive. Some measures suggested in the literature are not included. For example, the NLSCY does not ask about the following: Do parents volunteer at their children's school (this is asked presently only of the principal and reflects the involvement of all parents in a given school)? Do parents discuss any school related issues with their children? What is the frequency and type of various educational activities that parents do with their children? Future cycles of the NLSCY could address some of these issues.

There are also some measurement issues with the existing NLSCY questions. Depending on the variable, findings showing high levels of parental involvement could be: (1) due to the fact that their child is doing well in school (academically or behaviourally); (2) due to the fact that the child is doing poorly in school (academically or behaviourally); or (3) totally unrelated to the academic status or behaviour of the child in school. Therefore, it may be difficult to answer the question: Does increased parental involvement mean improved educational outcomes of the child? Past research however, does suggest that increased parental involvement increases academic achievement of children (without addressing the motivation for the involvement). These are issues that can be addressed in further research through analysis of the longitudinal NLSCY data.

questionnaires remplis par les jeunes était de 75% et le taux de réponse pour la composante « éducation » de l'enquête était de 56% (les questionnaires de l'enseignant et du directeur). Il y a diverses façons d'examiner la faiblesse du taux de réponse pour la composante « éducation » de l'enquête pour déterminer si les données manquantes faussent les résultats. Pour ce faire, nous avons examiné le statut socioéconomique (SSE) des enfants pour lesquels la composante « éducation » manque. Les résultats ont démontré que le SSE des enfants pour qui le questionnaire de l'enseignant n'a pas été rempli était convergent avec le SSE de l'ensemble des enfants de l'échantillon (annexe 2). Par conséquent, les données manquantes ne semblent pas fausser les résultats, selon le SSE.

L'ELNEJ contient une liste détaillée des mesures de participation des parents (voir l'encadré). Néanmoins, les questions posées ne sont pas détaillées. Certaines mesures proposées dans la documentation ne sont pas comprises. Par exemple, l'ELNEJ ne demande pas de renseignements sur les éléments suivants: Les parents font-ils du travail bénévole à l'école de leurs enfants (actuellement, cette question n'est posée qu'au directeur et reflète la participation de tous les parents dans une école donnée)? Les parents discutent-ils des questions liées à l'école avec leurs enfants? À quelle fréquence les parents font-ils des activités éducatives avec leurs enfants et de quel type d'activité s'agit-il? Les prochains cycles de l'ELNEJ pourraient traiter de certaines de ces questions.

Les questions actuelles de l'ELNEJ posent également certains problèmes d'évaluation. Selon les variables, les résultats qui démontrent des niveaux élevés de participation des parents pourraient être: 1) attribuables au fait que l'enfant réussit bien à l'école (résultats ou comportement); 2) attribuables au fait que l'enfant ne réussit pas bien à l'école (résultats ou comportement); ou 3) sans lien aucun avec les résultats scolaires ou le comportement de l'enfant à l'école. Par conséquent, il peut être difficile de répondre à la question: Une plus grande participation des parents signifie-t-elle que l'enfant aura de meilleurs résultats scolaires? Les recherches passées font toutefois supposer qu'une plus grande participation des parents se traduit par de meilleurs résultats scolaires pour l'enfant (sans examiner les motifs qui expliquent cette plus grande participation). Ces questions peuvent être soulevées dans le cadre de recherches futures par l'analyse des données longitudinales de l'ELNEJ.

How does the NLSCY measure parental involvement?

In the NLSCY, questions about parental involvement are asked of teachers, of parents of children aged 4-11 who attended school in 1994-95, and of children aged 10-11. Principals are also asked to report on the general involvement of all parents in the school. Questions are asked about behavioural and attitudinal factors of parent involvement taking place in both the school and the home. Many of the NLSCY questions about parent involvement reflect the wide range of measures of involvement as described previously (see box below). The initial findings from these measures are described in order to highlight the broad variety of questions found on the NLSCY regarding parental involvement.

Comment l'ELNEJ mesure-t-elle la participation des parents?

Dans l'ELNEJ, les enseignants, les parents d'enfants de 4 à 11 ans qui fréquentaient l'école en 1994-95 et les enfants de 10 et 11 ans se sont vu poser des questions au sujet de la participation des parents. On demande également aux directeurs de faire état de la participation générale de tous les parents dans leur école. Des questions sont posées au sujet de la participation des parents à l'école et à la maison. Un bon nombre des questions de l'ELNEJ au sujet de la participation des parents reflètent le large éventail des mesures de participation décrites ci-dessus (voir l'encadré ci-après). On décrit les premiers résultats de ces mesures afin de souligner le large éventail des questions de l'ELNEJ au sujet de la participation des parents.

NLSCY measures of parental involvement

RESPONDENT PARENTAL INVOLVEMENT IN EDUCATION VARIABLES

Teacher

- Since the beginning of school last fall, did a parent or guardian of this student participate in regularly scheduled parent-teacher interviews?
- Since the beginning of school last fall, did a parent or guardian of this student contact you to discuss this student's academic performance or behaviour?
- Since the beginning of school last fall, did a parent or guardian of this student return your call to talk about this student's academic performance or behaviour?
- In your opinion, how involved is/are the parents/guardians in this student's education?
- In your opinion, how important is school to this student's parents?
- In your opinion, to what extent do the parents/guardians of this student support your teaching efforts?
- How much schooling do you think this child will complete?

Principal

- Are the parents in your school involved in: fundraising? field trips? Classroom activities? School events? School advisory committees? Supervising children?
- In your opinion, how strongly do parents/guardians support the efforts of the school's staff?
- How active is the parent-school association at your school?
- How much influence does the parent-school association have on school policies or practice?

Parent

- Since he/she started school in the fall, how many times have you been contacted by his/her school regarding his/her behaviour at school?
- How often do you check his/her homework or provide help with homework?
- Since he/she has started school in the fall, has he/she received any help or tutoring outside of the classroom? How often?
- Currently, how often do you or another adult read to him/her or listen to him/her read?
- How important is it to you that he/she have good grades in school?
- How far do you hope he/she will go in school?
- Academic progress is very important at this school.
- Most children in this school enjoy being there.
- Parents are made to feel welcome at this school.
- School spirit is very high.

Youth (aged 10-11)

- If I have problems at school, my parents are ready to help.
- My parents encourage me to do well at school.
- My parents expect too much of me at school.
- I have a place at home to do homework or study.
- My parents make sure that I do my homework.

Mesures de la participation des parents dans l'ELNEJ

RÉPONDANT PARTICIPATION DES PARENTS SELON LES VARIABLES D'ÉDUCATION

Enseignant

- Depuis le début des cours à l'automne, est-ce qu'un parent ou un tuteur de l'élève a participé aux rencontres parents-enseignant organisées régulièrement?
- Depuis le début des cours à l'automne, est-ce qu'un parent ou un tuteur de l'élève vous a contacté pour discuter du rendement scolaire ou du comportement de l'élève?
- Depuis le début des cours à l'automne, est-ce qu'un parent ou un tuteur de l'élève vous a retourné votre appel pour discuter du rendement scolaire ou du comportement de l'élève?
- Selon vous, dans quelle mesure est-ce que les parents ou les tuteurs participent à l'éducation de l'élève?
- Selon vous, quelle importance est-ce que les parents ou tuteurs de l'élève attachent à l'école?
- Selon vous, dans quelle mesure est-ce que les parents ou tuteurs de l'élève appuient vos efforts en enseignement?
- Jusqu'à où croyez-vous que l'élève ira dans ses études?

Directeur

- Les parents des élèves de votre école participent-ils: aux activités de levée de fonds? aux sorties éducatives? aux activités de classe? aux comités de parents? à la supervision des élèves?
- Selon vous, dans quelle mesure est-ce que les parents ou tuteurs appuient les efforts du personnel de l'école?
- Dans quelle mesure le comité de parents est-il actif à votre école?
- Quelle influence le comité de parents a-t-il sur les politiques ou les pratiques de l'école?

Parent

- Depuis le début de l'école à l'automne, combien de fois le personnel de l'école a-t-il communiqué avec vous au sujet du comportement de votre enfant à l'école?
- À quelle fréquence vérifiez-vous les travaux scolaires de votre enfant ou l'aidez-vous à les faire?
- Depuis le début de l'école à l'automne, est-ce que votre enfant a reçu une aide quelconque ou un enseignement dirigé à l'extérieur de l'école?
- Présentement, à quelle fréquence vous ou un autre adulte faites-vous la lecture à voix haute à votre enfant ou l'écoutez-vous lire?
- Dans quelle mesure est-il important pour vous que votre enfant ait de bonnes notes à l'école?
- Jusqu'à où espérez-vous que votre enfant ira dans ses études?
- On attache beaucoup d'importance au progrès scolaire à cette école.
- La plupart des enfants de cette école sont heureux d'y être.
- On fait en sorte que les parents se sentent les bienvenus à cette école.
- Le sentiment d'appartenance à l'école est très fort.

Jeune (10-11 ans)

- Si j'ai des problèmes à l'école, mes parents sont prêts à m'aider.
- Mes parents m'encouragent à réussir à l'école.
- Mes parents attendent trop de moi à l'école.
- À la maison, j'ai un endroit pour faire mes devoirs ou étudier.
- Quand mon professeur me donne des devoirs, je les fais.

Teachers' rating of parents' involvement in children's education

Ninety-four percent of children's teachers reported that parents attended regularly scheduled school meetings and reported that 91% of contacted parents returned a teacher's phone call. Teachers reported that 69% of parents initiated contact with the teacher about their child's academic performance or behaviour.

Children's teachers were also asked about their global perception of the involvement of parents in the education of their children. Teachers reported that parents: were involved in their children's education; felt that school was important; and supported the efforts of teachers (Table 1).

Table 1
Percentage of teachers rating parents' involvement in education

	Very much Beaucoup	Somewhat Un peu
Parents are involved in education of children – Les parents participent à l'éducation des enfants	67	30
Parents feel school is important – Les parents attachent une grande importance à l'école	77	21
Parents support teachers – Les parents appuient les efforts des enseignants	75	23

Overall, almost all parents were in contact with their child's teacher and parents tended to respond to teachers' contact more frequently than they initiated contact.

Do parents help their children with school and feel that their school environment is positive?

Parents were asked questions about their behavioural involvement in both their child's formal education at school and their education at home. Parents reported that they checked homework frequently. Most parents checked or helped with homework daily (48%) or a few times per week (24%). Few parents said that they were contacted (since the beginning of the school year) about their child's behavioural problems at school; 94% of parents said that they had received either one or no calls about their child's behaviour from their child's teacher. The majority of parents (94%) also reported that their child had not received help or tutoring outside the school. Children who received extra help may have received it from their parents and/or teacher. Most parents reported that they read or listened to their child read daily (42%) or a few times per week (24%).

Évaluation de l'enseignant en ce qui a trait à la participation des parents à l'éducation de leurs enfants

Quatre-vingt-quatorze pourcent des enseignants ont déclaré que les parents assistaient régulièrement aux rencontres parents-enseignant organisées régulièrement et que 91% des parents avec qui ils ont communiqué ont retourné leur appel. Les enseignants ont déclaré que 69% des parents ont communiqué eux-mêmes avec l'enseignant au sujet du rendement scolaire ou du comportement de l'élève.

On a également demandé aux enseignants de donner leur perception globale de la participation des parents à l'éducation de leurs enfants. Les enseignants ont déclaré que les parents: participaient à l'éducation de leurs enfants; attachaient une grande importance à l'école; et appuyaient leurs efforts en enseignement (tableau 1).

Tableau 1
Pourcentage de l'évaluation des enseignants en ce qui a trait à la participation des parents à l'éducation de leurs enfants

	Very much Beaucoup	Somewhat Un peu
Parents are involved in education of children – Les parents participent à l'éducation des enfants	67	30
Parents feel school is important – Les parents attachent une grande importance à l'école	77	21
Parents support teachers – Les parents appuient les efforts des enseignants	75	23

En général, presque tous les parents étaient en relation avec l'enseignant de leur enfant, et les parents avaient tendance à répondre au contact de l'enseignant plus souvent qu'à être l'instigateur de ce contact.

Les parents aident-ils leurs enfants et considèrent-ils que l'environnement scolaire est positif?

On a interrogé les parents sur leur participation à l'éducation formelle de leur enfant à l'école et à leur éducation à la maison. Les parents ont déclaré vérifier les travaux scolaires de leur enfant fréquemment. La plupart des parents vérifiaient les travaux scolaires de leur enfant ou l'aidaient dans ses travaux tous les jours (48%) ou quelques fois par semaine (24%). Peu de parents ont déclaré que l'école avait communiqué avec eux (depuis le début de l'année scolaire) au sujet du comportement de leur enfant à l'école; 94% des parents ont déclaré que l'enseignant n'avait jamais communiqué avec eux ou avait communiqué avec eux une seule fois au sujet du comportement de leur enfant. La plupart des parents (94%) ont également déclaré que leur enfant n'avait jamais reçu d'aide quelconque ou d'enseignement dirigé à l'extérieur de l'école. Les enfants qui ont reçu une aide supplémentaire peuvent l'avoir reçue de leurs parents ou de leur enseignant. La plupart des parents ont déclaré faire la lecture à leur enfant ou l'écouter lire tous les jours (42%) ou quelques fois par semaine (24%).

Parents were also asked about their attitude and perception of their child's school. Parents in general felt that their child had a positive school environment and that parents were made to feel welcome at school (Table 2). Parents in general felt that their child got along very well (78%) or well (16%) with their teacher.

De plus, on a interrogé les parents au sujet de leur attitude face à l'école de leur enfant et de leur perception de celle-ci. En général, les parents considéraient que l'environnement scolaire de leur enfant était positif et que les parents se sentaient les bienvenus à l'école (tableau 2). En général, les parents considéraient que leur enfant s'entendait très bien (78%) ou bien (16%) avec leur enseignant.

Table 2
Percentage of parents who rate their child's school environment as positive

	Strongly agree Entièrement d'accord	Agree D'accord
Parents are made to feel welcome at this school – On fait en sorte que les parents se sentent les bienvenus à cette école	52	46
Academic progress is very important at this school – On attache beaucoup d'importance au progrès scolaire à cette école	46	51
Most children in this school enjoy being there – La plupart des enfants de cette école sont heureux d'y être	32	65
School spirit is very high – Le sentiment d'appartenance à l'école est très fort	41	55

Tableau 2
Pourcentage des parents qui considèrent que l'environnement scolaire de leur enfant est positif

Parents also had high expectations for their children with hopes that they would attend university (77%) or a community or technical college (or CEGEP in Québec) (14%). They felt that it was very important (57%) or important (34%) that their child have good grades in school.

Les parents avaient également de grandes attentes envers leurs enfants et espéraient qu'ils fréquenteraient l'université (77%) ou un collège communautaire ou une école technique (ou un cégep au Québec) (14%). Ils considéraient qu'il était très important (57%) ou important (34%) que leur enfant ait de bonnes notes à l'école.

How do principals view parental involvement at school?

Most principals reported that relatively few parents volunteered for activities at their school (Chart 1). Most principals also reported that if they had a parent-school association, that it was either very active (37%) or active (42%) and had some (48%), considerable (32%), or strong (8%) influence on school policies and decisions. The great majority of principals felt that parents either strongly supported (43%) or supported (48%) the efforts of the school staff.

The fact that principals reported lower levels of involvement than parents may be explained in part by the fact that principals were asked to rate different kinds of involvement than teachers and parents. As well, principals may not be aware of the informal aspects of volunteering that parents may do in their child's classroom.

Comment les directeurs perçoivent-ils la participation des parents à l'école?

La plupart des directeurs ont déclaré que relativement peu de parents aidaient aux activités scolaires (graphique 1). La plupart des directeurs ont également déclaré que le comité de parents de leur école, s'il y en avait un, était soit très actif (37%) ou actif (42%) et avait une certaine influence (48%), une grande influence (32%), ou une très grande influence (8%) sur les politiques ou les pratiques de l'école. La grande majorité des directeurs considéraient que les parents appuyaient fortement (43%) ou appuyaient (48%) les efforts du personnel de l'école.

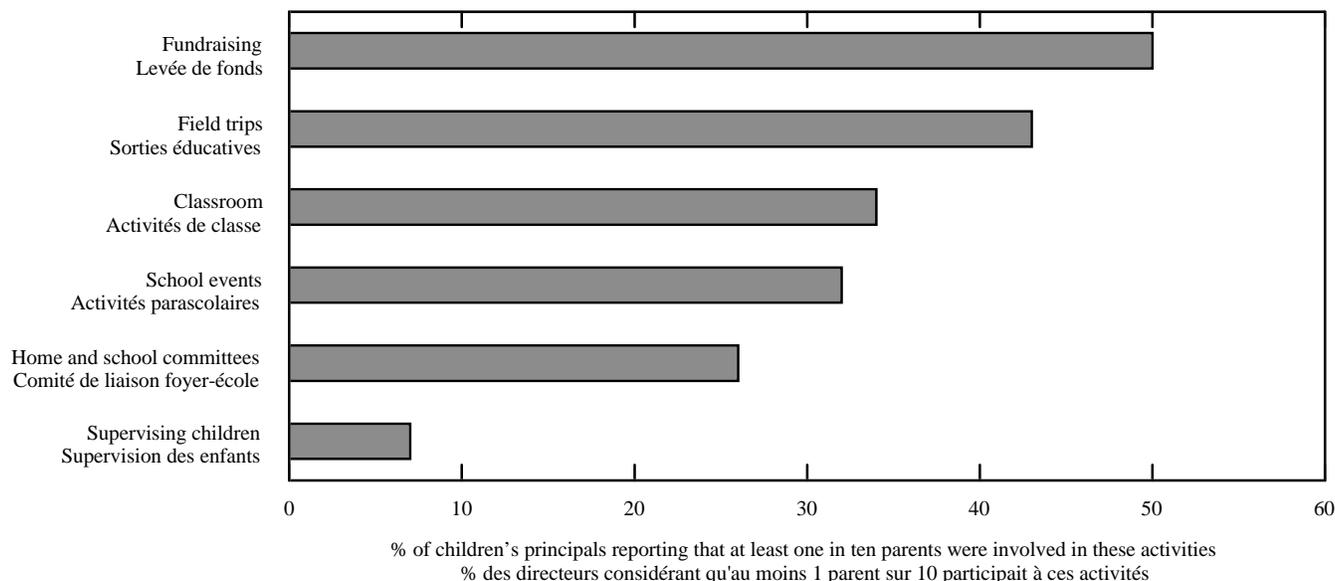
Le fait que les directeurs ont déclaré des niveaux de participation plus faibles que les parents peut s'expliquer en partie par le fait qu'on leur a demandé de juger des types de participation différents de ceux que les enseignants et les parents devaient évaluer. De plus, les directeurs peuvent ne pas être au courant des aspects informels de l'aide apportée par les parents dans la classe de leur enfant.

Graph 1

Principals rate fundraising as the most common form of parental involvement in schools

Graphique 1

Les directeurs jugent que l'activité de levée de fonds est le type de l'activité ayant le plus haut niveau de participation des parents dans les écoles



Do children feel that their parents are involved in their education?

Children aged 10 and 11 answered questions about their parents' involvement in their education. A large majority (71%) of these youth reported that they had a place at home to do work and study. They reported that their parents helped them with their homework and school all or most of the time (81%) and that their parents checked homework very often (66%) or often (16%). Children were also asked about their parents' academic expectations of them. They reported that their parents encouraged them to do well at school all (81%) or most of the time (14%); but a small number of children felt that their parents expected too much of them at school all (10%) or some of the time (10%).

Are parents of children in grades 1-3 as involved as parents in grades 4-6?

Teachers rated parents of children in younger grades approximately as involved as parents of children in older grades (Table 3). Parents of children in younger grades called their children's teacher slightly more often than parents in older grades. Children's teachers also rated parents' overall involvement in school as being slightly higher for younger children than for older children.

Les enfants ont-ils l'impression que leurs parents participent à leur éducation?

Les enfants de 10 et 11 ans ont répondu à des questions au sujet de la participation de leurs parents à leur éducation. Une forte majorité (71%) de ces jeunes ont déclaré avoir un endroit à la maison pour faire leurs devoirs ou étudier. Ils ont déclaré que leurs parents les aidaient à faire leurs devoirs et s'ils avaient des problèmes à l'école tout le temps ou la plupart du temps (81%) et que leurs parents vérifiaient leurs devoirs très souvent (66%) ou souvent (16%). On a également demandé aux enfants quelles étaient les attentes de leurs parents en ce qui a trait à leur rendement scolaire. Ils ont déclaré que leurs parents les encourageaient à réussir à l'école tout le temps (81%) ou la plupart du temps (14%). Cependant, un petit nombre d'enfants avaient l'impression que leurs parents attendaient trop d'eux à l'école tout le temps (10%) ou la plupart du temps (10%).

Les parents d'enfants de la 1^{re} à la 3^e année participent-ils autant que les parents d'enfants de la 4^e à la 6^e année?

Les enseignants ont jugé que les parents d'enfants de la 1^{re} à la 3^e année participaient à peu près autant à l'éducation de leurs enfants que les parents d'enfants de la 4^e à la 6^e année (tableau 3). Les parents d'enfants du premier groupe ont communiqué avec l'enseignant de leurs enfants légèrement plus souvent que les parents d'enfants du deuxième groupe. Les enseignants des enfants ont également classé la participation générale des parents à l'école comme légèrement plus élevée pour les enfants de la 1^{re} à la 3^e année par rapport aux enfants de la 4^e à la 6^e année.

Table 3
Percentage of teachers rating the involvement of parents of children in older grades and younger grades

Teacher-reported parent involvement measures	Grades 1-3	Grades 4-6
Mesures de la participation des parents déclarées par l'enseignant	1 ^{re} à 3 ^e année	4 ^e à 6 ^e année
Parents attend school meetings – Les parents participent aux rencontres organisées par l'école	94	93
Parents call teacher – Les parents communiquent avec l'enseignant	70	66
Parents return teacher's phone call – Les parents retournent l'appel de l'enseignant	92	89
Parents are very involved in school – Les parents participent beaucoup à l'éducation scolaire	68	63
Parents think school is very important – Les parents accordent une grande importance à l'école	76	76
Parents strongly support teacher – Les parents appuient fortement les efforts de l'enseignant	76	72

There were more marked differences in parents' own ratings of involvement for younger versus older (Table 4) children. When asked about their child's school spirit, more parents of younger children than older felt that this environment was positive. Twice as many parents of children in younger grades compared to older grades reported that they read often with their child. Also, fewer parents with children in older grades checked homework daily compared to parents of children in younger grades. These differences, as reported by parents of children in older grades as compared to younger grades, may be explained by the fact that children in grades four to six need less supervision in their reading and homework than the children in younger grades.

Table 4
Percentage of parents rating themselves on their involvement with children in younger grades and older grades

Parent-reported parent involvement measure	Grades 1-3	Grades 4-6
Mesures de participation des parents déclarées par les parents	1 ^{re} à 3 ^e année	4 ^e à 6 ^e année
Parents did not receive phone call about their child's behaviour – Les parents n'ont jamais reçu d'appel au sujet du comportement de leur enfant	95	94
Parents think school is very important – Les parents considèrent que l'école est très importante	57	58
Parents strongly agree that academic progress at this school is important – Les parents sont entièrement d'accord avec le fait qu'on attache beaucoup d'importance au progrès scolaire à cette école	48	44
Parents strongly agree that most children enjoy being in their child's school – Les parents sont entièrement d'accord avec le fait que la plupart des enfants de cette école sont heureux d'y être	36	28
Parents strongly agree that they are made to feel welcome at their child's school – Les parents sont entièrement d'accord avec le fait qu'ils se sentent les bienvenus à cette école	53	50
Parents strongly agree that school spirit is very high at this school – Les parents sont entièrement d'accord avec le fait que le sentiment d'appartenance à l'école est très fort	47	40
Parents check homework daily – Les parents vérifient quotidiennement les travaux scolaires	57	40
Parents read or listen to their child read at least a few times per week – Les parents font la lecture à voix haute ou écoutent l'enfant lire au moins quelques fois par semaine	87	43

Tableau 3
Pourcentage de l'évaluation des enseignants en ce qui a trait à la participation des parents d'enfants de la 1^{re} à la 3^e année par rapport à celle des parents d'enfants de la 4^e à la 6^e année

Il y avait des différences plus marquées dans l'évaluation des parents des enfants de la 1^{re} à la 3^e année par rapport aux parents des enfants de la 4^e à la 6^e année en ce qui a trait à leur participation à l'éducation de leurs enfants (tableau 4). Interrogés au sujet du sentiment d'appartenance à l'école de leur enfant, un nombre plus élevé de parents d'enfants plus jeunes ont dit croire que cet environnement était positif. Deux fois plus de parents d'enfants plus jeunes comparativement aux enfants plus vieux ont déclaré lire souvent avec leurs enfants. Aussi, un moins grand nombre de parents d'enfants plus vieux vérifiaient quotidiennement les travaux scolaires de leurs enfants comparativement aux parents d'enfants plus jeunes. Ces différences, déclarées par les parents d'enfants plus vieux par rapport aux parents d'enfants plus jeunes, peuvent s'expliquer par le fait que les enfants de la 4^e à la 6^e année ont besoin de moins de supervision pour la lecture et les travaux scolaires que les enfants de la 1^{re} à la 3^e année.

Tableau 4
Pourcentage du classement des parents d'enfants de la 1^{re} à la 3^e année et des parents d'enfants de la 4^e à la 6^e année en ce qui a trait à leur participation

Parents are very involved in the education of their children

Overall, the large majority of parents of children in grades 1-3 and in grades 4-6 are highly involved in their children's education as measured by both behaviour and attitude. Parents tend to engage in this behaviour either at home or when contacted by their child's teacher. For example, almost all parents reported that they responded to teacher's initiations of contact and the majority initiated contact with the teacher. Principals rated that the majority of parents did not spend time volunteering at their child's school, with fundraising as the most popular activity for those parents who did volunteer. Most children were not receiving help or tutoring outside of the school; but the majority of parents reported that they checked or provided help with homework at least a few times per week. Most parents said that they were supportive of the efforts of teachers and most felt that their children had a positive school environment.

What factors are related to higher levels of parental involvement in education?

Research shows that factors including socio-economic status (SES),¹ family structure, and gender of child are all related to parental involvement (Trusty, 1996; Watkins, 1997). Parents of girls, parents in higher SES brackets, and parents in two parent families tend to be more involved in their children's education. Some research also shows that families with minority ethnic backgrounds have parents that tend to be more involved in their children's education than non-minority families (Steinberg et al, 1992; Watkins, 1997). For the purpose of this paper, relationships between parent involvement and the following factors are examined: SES, family structure, gender of child, ages of parents, and mother tongue of child.

Four parental involvement measures were used (see box below) to examine various socio-demographic variables (two parent-rated and two teacher-rated measures). The teacher-rated measure on contact with the parent and both parent-rated items were included because they measure clear and well-defined parental involvement behaviours. The teacher overall rating of involvement was included in order to provide a global assessment of involvement. The intention of presenting these items was not to compare differences in the perceptions of parental involvement by teachers vs. parents, as the four involvement items measure very different aspects of parental involvement. Therefore, differences in the manner in which parents and teachers rate involvement may be attributed to the fact that these items measure different kinds of involvement. Two parent

Les parents participent beaucoup à l'éducation de leurs enfants

En général, la grande majorité des parents d'enfants de la 1^{re} à la 3^e année et de la 4^e à la 6^e année prennent une part très active à l'éducation de leurs enfants, si l'on considère leur attitude et leur comportement. Les parents ont tendance à adopter ce comportement à domicile ou lorsque l'enseignant de leur enfant communique avec eux. Par exemple, presque tous les parents ont déclaré donner suite au contact pris par l'enseignant et, dans la majorité des cas, ce sont les parents qui ont communiqué avec l'enseignant. Les directeurs ont déclaré que la majorité des parents n'aidaient ou ne participaient pas aux activités scolaires, et que les activités de levée de fonds étaient celles qui avaient les taux de participation les plus élevés. La plupart des enfants n'ont pas reçu d'aide ou d'enseignement dirigé à l'extérieur de l'école, mais la majorité des parents ont déclaré vérifier les travaux scolaires de leurs enfants ou les aider à les faire au moins quelques fois par semaine. La majorité des parents ont déclaré appuyer les efforts des enseignants et la plupart avaient l'impression que le sentiment d'appartenance de leurs enfants à l'école était très fort.

Quels facteurs sont liés à une plus grande participation des parents à l'éducation de leurs enfants?

Les recherches démontrent que des facteurs comme le statut socioéconomique (SSE)¹, la structure de la famille et le sexe de l'enfant sont tous liés à la participation des parents à l'éducation de leurs enfants (Trusty, 1996; Watkins, 1997). Les parents de filles, les parents ayant un meilleur SSE et les parents de familles biparentales ont tendance à participer davantage à l'éducation de leurs enfants. Certaines recherches démontrent également que les parents des familles faisant partie d'une minorité ethnique ont tendance à participer davantage à l'éducation de leurs enfants que ceux des familles ne faisant pas partie d'une minorité ethnique (Steinberg et autres, 1992; Watkins, 1997). Aux fins du présent document, les relations entre la participation des parents et les facteurs suivants sont examinées: le SSE, la structure familiale, le sexe de l'enfant, l'âge des parents et la langue maternelle de l'enfant.

Quatre mesures de la participation des parents ont été utilisées (voir l'encadré ci-après) pour l'examen de diverses variables sociodémographiques (deux mesures évaluées par les parents et deux mesures évaluées par l'enseignant). La mesure évaluée par les enseignants en ce qui a trait aux contacts avec les parents et les deux mesures évaluées par les parents ont été utilisées parce qu'elles reflètent les comportements de participation des parents de façon claire et bien définie. On a également utilisé le classement général de l'enseignant en ce qui a trait à la participation des parents de manière à obtenir une évaluation générale de la participation. Nous n'avons pas utilisé ces points dans le but de comparer les différences de perception des enseignants par rapport à celles des parents, vu que les quatre points mesurent des aspects très différents de la participation des parents. Par conséquent, les différences d'opinion des parents et des enseignants en ce qui a trait à la participation des parents peuvent être attribuées au fait

and two teacher measures are presented to look at the pattern of response for these questions by various socio-demographic variables.

que ces points mesurent différents types de participation. Nous présentons deux mesures évaluées par les parents et deux mesures évaluées par l'enseignant dans le but d'examiner la structure de réponse à ces questions au moyen de diverses variables sociodémographiques.

Parental involvement measures investigated in relation to socio-demographic variables

Teacher measures

- Since the beginning of school last fall, did a parent or guardian of this student contact you to discuss this student's academic performance or behaviour?
- In your opinion, how involved is/are the parents/guardians in this student's education?

Parent measures

- How often do you check his/her homework or provide help with homework?
- Currently, how often do you or another adult read to him/her or listen to him/her read?

Mesures de la participation des parents examinées en fonction des variables sociodémographiques

Mesures de l'enseignant

- Depuis le début des cours à l'automne, est-ce qu'un parent ou un tuteur de l'élève vous a contacté pour discuter du rendement scolaire ou du comportement de l'élève?
- Selon vous, dans quelle mesure est-ce que les parents ou les tuteurs participent à l'éducation de l'élève?

Mesures des parents

- À quelle fréquence vérifiez-vous les travaux scolaires de votre enfant ou l'aidez-vous à les faire?
- Présentement, à quelle fréquence vous ou un autre adulte faites-vous la lecture à voix haute à votre enfant ou l'écoutez-vous lire?

Children's teachers, but not parents, report more involvement by parents with a higher SES

According to teacher ratings, parents from higher SES levels were more involved than parents from lower SES levels, but this same trend did not hold for self-rated measures of parental involvement. Teachers reported increased parental involvement as SES levels of the children rose. This held true for both teacher ratings of telephone contact with parents and teachers' overall perception of parental involvement. On the other hand, parents from lower SES brackets reported that they read to their children as often as parents from higher brackets. As well, parents from lower SES brackets reported that they checked homework or helped with homework more frequently than parents from higher SES levels (Charts 2 and 3).

One interpretation of these results is that while parents from lower SES levels may very involved in their children's education at home, they are less involved with their children's schools and teachers, and hence teachers perceive them as less involved.

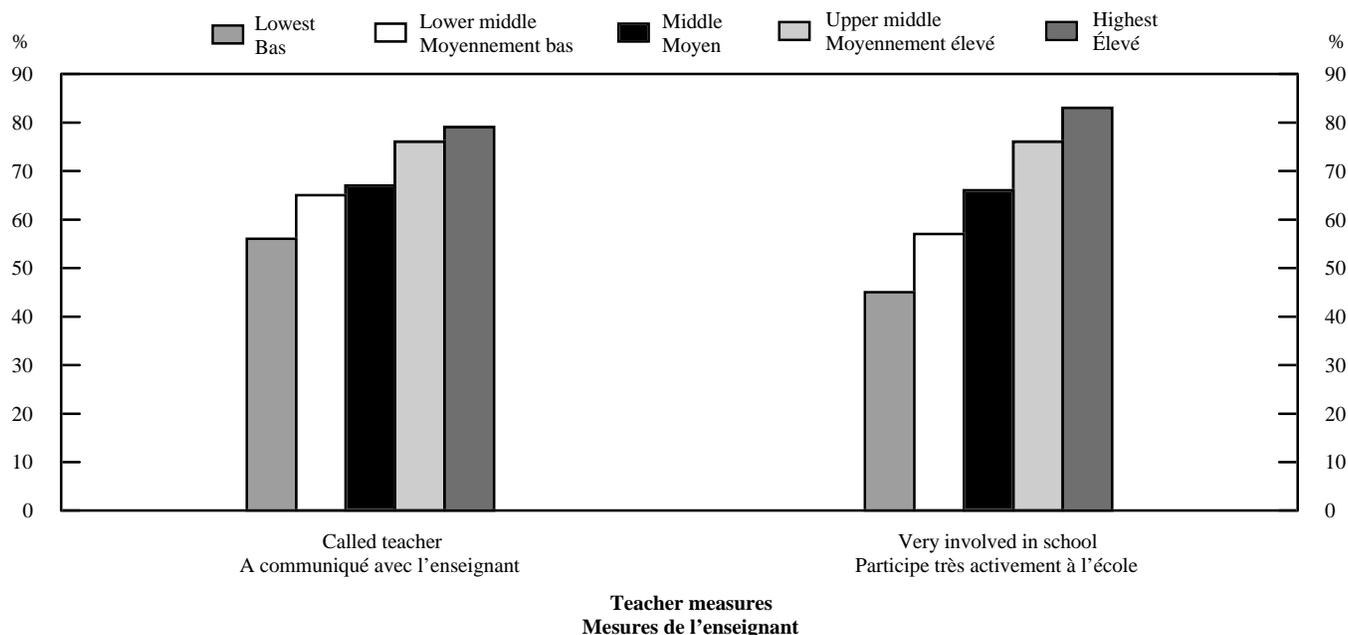
Les enseignants, contrairement aux parents, déclarent que les parents ayant un meilleur SSE prennent une part plus active à l'éducation de leurs enfants

Les enseignants ont jugé que les parents ayant un meilleur SSE participaient dans une plus large mesure à l'éducation de leurs enfants que les parents ayant un moins bon SSE; cette même tendance ne s'applique toutefois pas à l'opinion des parents en ce qui a trait à leur participation. Les enseignants ont déclaré une augmentation de la participation des parents proportionnelle à l'augmentation du SSE de l'enfant. Cette même conclusion vaut également pour les enseignants en ce qui a trait aux contacts téléphoniques avec les parents et à la perception générale des enseignants quant à la participation des parents. D'autre part, les parents ayant un SSE moins élevé ont déclaré faire la lecture à leurs enfants aussi souvent que les parents dont le SSE est plus élevé. De plus, les parents ayant un moins bon SSE ont déclaré vérifier les travaux scolaires ou aider leurs enfants à faire leurs travaux scolaires plus souvent que les parents ayant un meilleur SSE (graphiques 2 et 3).

On peut interpréter ces résultats par le fait que les parents ayant un SSE élevé participent beaucoup à l'éducation de leurs enfants à domicile, mais qu'ils participent moins aux activités scolaires des enfants et collaborent moins avec les enseignants, si bien que les enseignants ont l'impression qu'ils participent moins à l'éducation de leurs enfants.

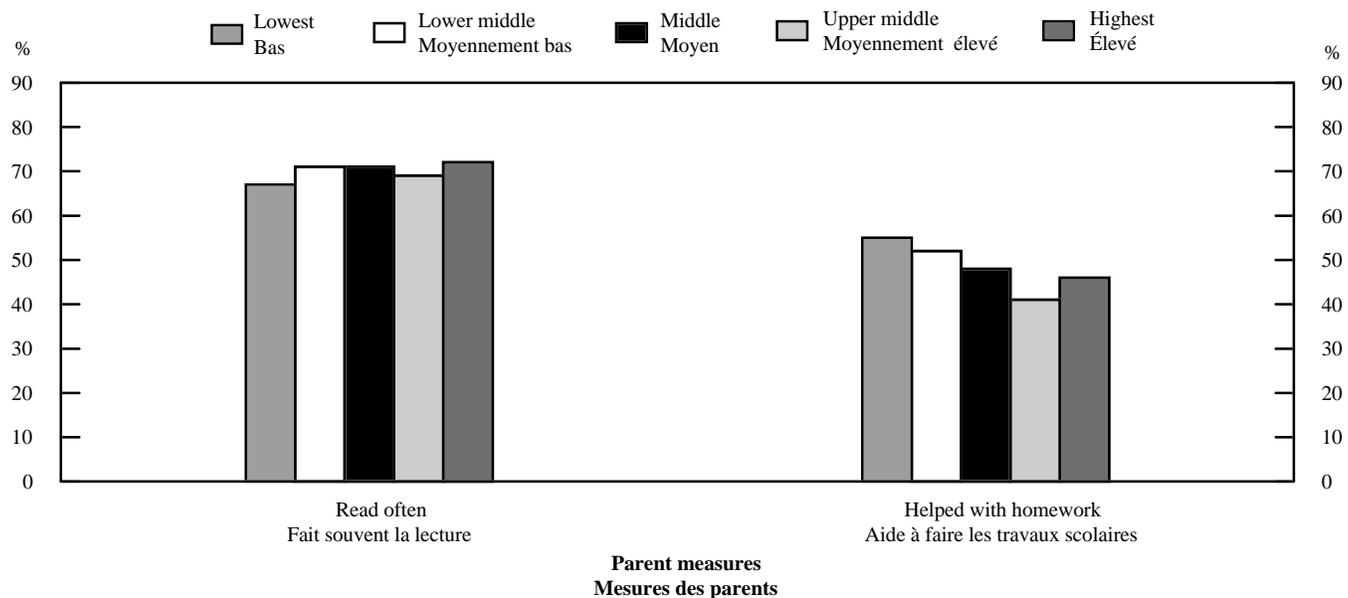
Graph 2
Children's teachers rate parents of higher SES as more involved

Graphique 2
Les enseignants considèrent que les parents ayant un meilleur SSE participent davantage à l'éducation de leurs enfants



Graph 3
Lower SES parents rate themselves as more or equally involved as higher SES parents

Graphique 3
Les parents dont le SSE est moins élevé considèrent que leur niveau de participation est supérieur ou égal à celui des parents dont le SSE est plus élevé



Teachers, but not parents report more involvement in two-parent families

Teachers rated that two-parent families were more involved in their children's education as measured by both telephone contact with teachers and their overall perception of parental involvement. However, parents from one-parent families rated the same level of home involvement as parents from two-parent families (Table 5).

Table 5
Percentage of teachers and parents rating the involvement of parents in one and two parent homes

Teacher rating	Two parent home	One parent home
Évaluation des enseignants	Familles biparentales	Familles monoparentales
Parent called teacher – Les parents ont communiqué avec l'enseignant	72	55
Parents are very involved in school – Les parents participent beaucoup aux activités scolaires	70	47
Parent rating – Évaluation des parents		
Reads often with child – Fait souvent la lecture à l'enfant	70	70
Helps child with homework – Aide l'enfant à faire ses travaux scolaires	47	50

These results could be due to the fact that parents from one-parent families have less time and are therefore less able to be involved with their children's school and/or teachers, but that these parents make the time to be as involved as two-parent families in the home environment.

SES could be a confounding variable when looking at two-parent families compared to one-parent families. Teachers rate low SES families as being less involved in their children's education, and many lower SES families are also one-parent families (Appendix 2).

Parents of boys are as involved as parents of girls

Parents of boys called their son's teacher more often than parents of girls. There were no other major differences in the involvement of the parents by gender of the child, as reported by both teachers and the parents (Table 6). Previous research with adolescents, however, suggests that the parents of girls are more involved than the parents of boys (Trusty, 1996). There is a possibility that parents are involved in their children's education differently for boys and girls. Previous research with the NLSCY showed that boys tend to have more behaviour problems than girls (Offord & Lipman, 1996) and the parents of boys may therefore be involved in their child's education to deal

Les enseignants, contrairement aux parents, déclarent une plus grande participation dans les familles biparentales

Les enseignants considéraient que les familles biparentales prennent une part plus active à l'éducation de leurs enfants. Cette évaluation est faite à la lumière des communications téléphoniques avec les enseignants et de la perception générale qu'ont les enseignants de la participation des parents. Cependant, les parents de familles monoparentales ont jugé participer autant que les parents de familles biparentales (tableau 5).

Tableau 5
Pourcentage des évaluations des enseignants et des parents en ce qui a trait à la participation des parents de familles monoparentales et biparentales

Teacher rating	Two parent home	One parent home
Évaluation des enseignants	Familles biparentales	Familles monoparentales
Parent called teacher – Les parents ont communiqué avec l'enseignant	72	55
Parents are very involved in school – Les parents participent beaucoup aux activités scolaires	70	47
Parent rating – Évaluation des parents		
Reads often with child – Fait souvent la lecture à l'enfant	70	70
Helps child with homework – Aide l'enfant à faire ses travaux scolaires	47	50

Ces résultats peuvent s'expliquer par le fait que les parents de familles monoparentales disposent de moins de temps et, par conséquent, peuvent moins participer aux activités scolaires de leurs enfants, mais participent autant que les parents de familles biparentales à la maison.

Le SSE peut également entrer en ligne de compte lorsqu'on compare les familles biparentales et les familles monoparentales. Les enseignants considèrent que les familles ayant un moins bon SSE participent moins à l'éducation de leurs enfants, et un bon nombre de ces familles sont également monoparentales (annexe 2).

Les parents de garçons prennent une part active à l'éducation de leurs enfants autant que les parents de filles

Les parents de garçons ont communiqué plus souvent avec l'enseignant que les parents de filles. Aucune autre différence majeure n'a pu être observée quant au niveau de participation des parents selon le sexe de l'enfant, à la lumière des renseignements obtenus des enseignants et des parents (tableau 6). Cependant, des recherches précédentes menées auprès d'adolescents démontrent que les parents de filles participent davantage à l'éducation de leurs enfants que les parents de garçons (Trusty, 1996). Il est possible que la participation des parents à l'éducation de leurs enfants soit différente selon qu'il s'agit d'un garçon ou d'une fille. Des recherches menées avant l'ELNEJ font voir que les garçons ont tendance à avoir plus de problèmes de

with behavioural issues at school as measured by some variables (including calling the teacher).

comportement que les filles (Offord et Lipman, 1996), et que les parents de garçons doivent par conséquent prendre une part plus active à l'éducation de leurs enfants pour régler ces problèmes à l'école, selon certaines variables (dont la communication avec l'enseignant).

Table 6
Percentage of teachers and parents rating the involvement of parents of boys and girls

Tableau 6
Pourcentage des évaluations des enseignants et des parents en ce qui a trait à la participation des parents de garçons et de filles

Teacher rating	Girls	Boys
Évaluation des enseignants	Filles	Garçons
Parent called teacher – Le parent a communiqué avec l'enseignant	65	72
Parents are very involved in school – Les parents prennent une part active aux activités scolaires	68	65
Parent rating – Évaluation des parents		
Reads often with child – Fait souvent la lecture à l'enfant	71	69
Helps child with homework – Aide l'enfant à faire ses travaux scolaires	46	50

Parents of children whose mother tongue is French are more involved in their children's education

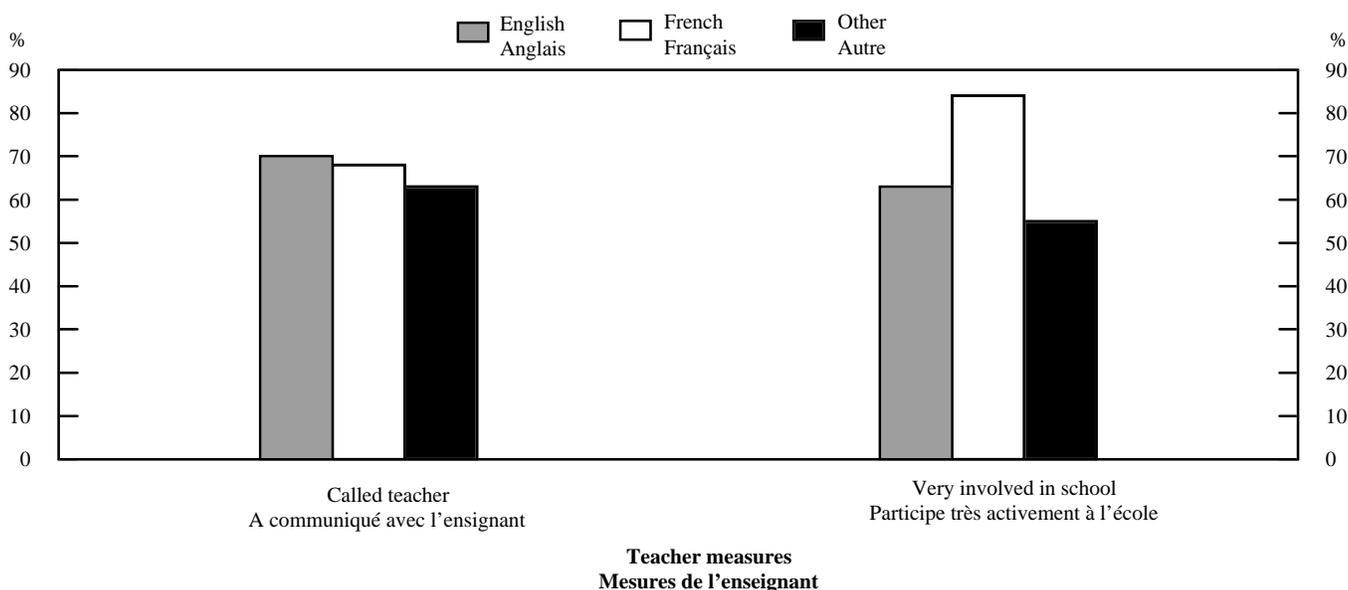
Les parents d'enfants dont la langue maternelle est le français participent davantage à l'éducation de leurs enfants

Both teachers and parents rated parental involvement higher among children with French as a mother tongue (Charts 4 and 5).

Les enseignants et les parents ont déclaré une plus grande participation chez les parents d'enfants dont la langue maternelle est le français (graphiques 4 et 5).

Graph 4
Children's teachers rate that overall, more French parents are involved

Graphique 4
Les enseignants considèrent qu'en général, un plus grand nombre de parents francophones participent à l'éducation de leurs enfants

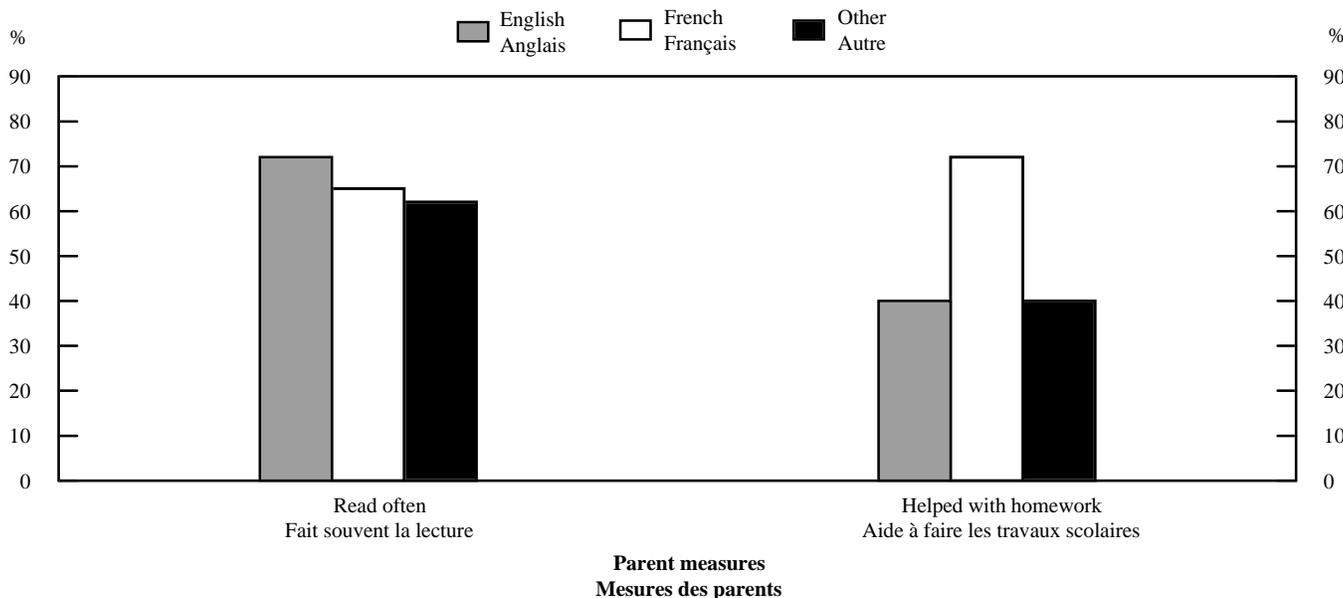


Graph 5

More French parents rate that they help with homework daily

Graphique 5

Un plus grand nombre de parents francophones déclarent aider leurs enfants quotidiennement à faire leurs travaux scolaires



Teachers' ratings of telephone contact with parents were similar for parents of children with various first languages. However, teachers rated parents of children with French as a first language as being more involved than parents of other children. Parents with children with all language profiles reported that they read to their children an equal amount, but parents of children whose first language was either English or another language reported that they helped less with homework than parents of French children.

Les enseignants ont porté des jugements semblables au sujet des contacts téléphoniques avec les parents, peu importe la langue maternelle de l'enfant. Cependant, les enseignants ont jugé que les parents d'enfants dont la langue maternelle est le français participent davantage à l'éducation de leurs enfants que les parents des autres enfants. Les parents ont déclaré faire autant la lecture à leurs enfants peu importe le profil linguistique, mais les parents d'enfants dont la langue maternelle est l'anglais ou une autre langue ont déclaré aider moins à faire les travaux scolaires que les parents d'enfants francophones.

Teacher and parent expectations of educational attainment

Prévision de l'enseignant et attentes des parents quant au niveau de scolarité qu'atteindront les enfants

Both teachers and parents were asked about which level of schooling they expected children to complete. Overall, parents had far higher expectations of their children than their children's teachers with 77% of parents expecting that the child would complete university and only 45% of teachers expecting that the same child would complete university.

On a demandé aux enseignants quel serait, selon eux, le niveau de scolarité qu'atteindront les enfants. En général, les parents avaient des attentes beaucoup plus élevées que les prévisions des enseignants quant au niveau de scolarité ultime des enfants: 77% des parents prévoient que l'enfant obtiendrait un diplôme universitaire et seulement 45% des enseignants prévoient que ce même enfant terminerait un cours universitaire.

There were similar trends across various socio-demographic factors in the ratings of teacher and parent expectations of whether or not children would complete university. Overall, parents were consistently more optimistic about their children completing university. More parents and children's teachers rated that they expected children with higher SES levels to complete

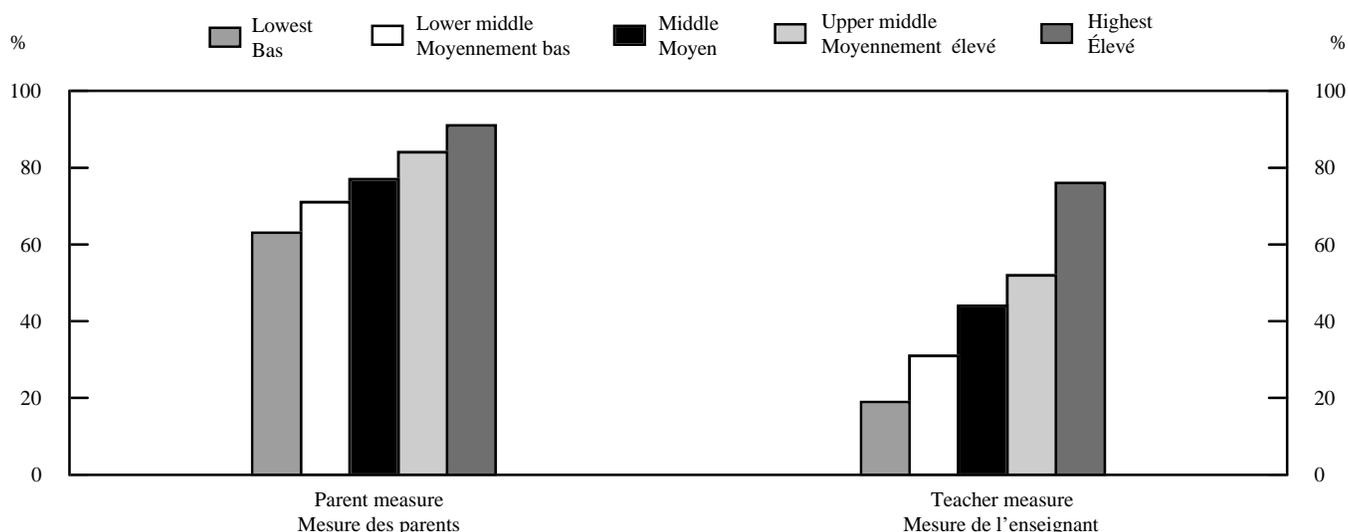
Les tendances entre divers facteurs sociodémographiques étaient à peu près les mêmes pour ce qui est des attentes de l'enseignant et des parents à savoir si l'enfant obtiendrait ou non un diplôme universitaire. Dans l'ensemble, les parents étaient toujours beaucoup plus optimistes quant aux chances de leur enfant d'obtenir un diplôme universitaire. La majorité des parents et des enseignants ont déclaré prévoir que les enfants ayant un meilleur

Graph 6

Teachers and parents expect that more children in a higher SES bracket will complete university

Graphique 6

Les enseignants et les parents prévoient que plus d'enfants ayant un meilleur SSE obtiendront un diplôme universitaire



university (Chart 6). However, there was a much wider range in the ratings of teachers (57% point spread) as compared to parents (28% point spread).

More teachers and parents rated that they expected children from two-parent families to complete university compared to children from one-parent families (Table 7).

Table 7
Percentage of teachers vs. parents rating that child will attend university

	Two parent home Familles biparentales	One parent home Familles monoparentales
Teacher rating – Évaluation des enseignants	50	24
Parent rating – Évaluation des parents	79	71

There were no large differences in parent and teacher expectations of children's educational attainment for parents of girls as compared to the parents of boys (Table 8). Parents and teachers agree that boys are as almost as likely as girls to go to university.

Table 8
Percentage of teachers vs. parents rating that girls and boys will attend university

	Girls Filles	Boys Garçons
Teacher rating – Évaluation des enseignants	49	42
Parent rating – Évaluation des parents	79	76

SSE termineraient l'université (graphique 6). Cependant, l'écart était beaucoup plus marqué pour ce qui est de l'évaluation des enseignants (écart de 57%) par rapport à celle des parents (écart de 28%).

Un plus grand nombre d'enseignants et de parents ont jugé que les enfants de familles biparentales avaient plus de chances d'obtenir un diplôme universitaire que les enfants de familles monoparentales (tableau 7).

Tableau 7
Pourcentage des enseignants et des parents prévoyant que l'enfant fréquenterait l'université

Il n'y avait pas de différences notables pour ce qui est des attentes des parents et des prévisions des enseignants quant au niveau de scolarité des garçons par rapport aux filles (tableau 8). Les parents et les enseignants sont d'avis que les garçons ont autant de chances que les filles de fréquenter l'université.

Tableau 8
Pourcentage des enseignants et des parents qui croient que les filles et les garçons fréquenteront l'université

Parents and teachers rate that children with various language profiles are equally as likely to attend university. As well, slightly more parents and teachers of English children expect that children will complete university compared to the parents of French children (Chart 7).

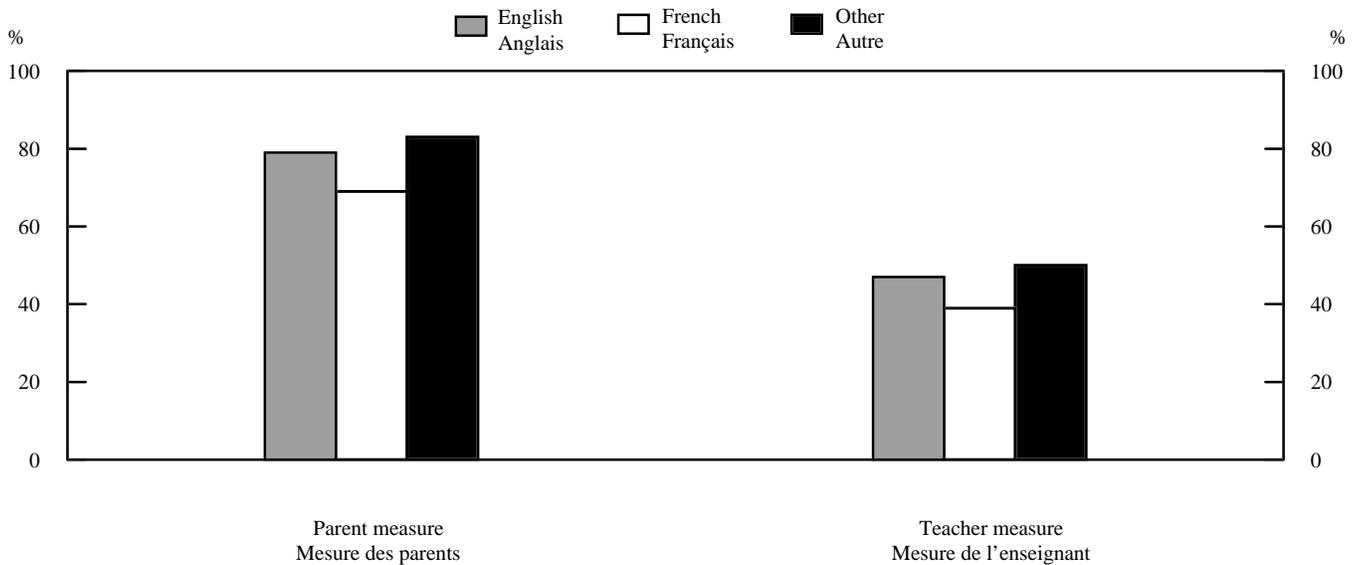
Les parents et les enseignants considèrent que les enfants ayant divers profils linguistiques ont autant de chance de fréquenter l'université. De plus, une faible majorité de parents et d'enseignants d'enfants anglophones prévoient que les enfants obtiendront un diplôme universitaire par rapport aux parents d'enfants francophones (graphique 7).

Graph 7

Teachers and parents expect that children who speak a language other than French or English will complete university

Graphique 7

Les enseignants et les parents prévoient que les enfants qui parlent une langue autre que le français ou l'anglais obtiendront un diplôme universitaire



Summary

Findings from the 1994-95 National Longitudinal Survey of Children and Youth reveal that Canadian parents are very involved in their children's education as measured by both attitude and behaviour. Parental involvement was rated as high by parents, teachers, and children. Parents of children in grades 1 to 3 are about as involved as parents of children in grades 4 to 6. Principals reported somewhat lower levels of involvement for all parents in the schools attended by the NLSCY children. However, they were asked to report on types of involvement at school which can be relatively time consuming. Parents may often choose to be more involved with their children's teachers directly and more involved in the home environment.

There are several factors related to parents being involved in their children's education. When looking at socio-economic status (SES), teachers rate parents in higher SES brackets as more involved than other parents; but parents' ratings are similar across SES brackets. Teachers rate parents in two parent families as more involved than parents in one-parent families; however parents' ratings are similar regardless of family structure.

Sommaire

Les résultats de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes de 1994-95 révèlent que les parents canadiens prennent une part active à l'éducation de leurs enfants, tel qu'on a pu constater par leur attitude et leur comportement. Les parents, les enseignants et les enfants ont qualifié d'élevée la participation des parents à l'éducation de leurs enfants. Les parents d'enfants de la 1^{re} à la 3^e année participent à l'éducation de leurs enfants dans une proportion à peu près équivalente à celle des parents d'enfants de la 4^e à la 6^e année. Les directeurs ont déclaré des niveaux de participation des parents sensiblement plus faibles pour tous les parents dans les écoles fréquentées par les enfants visés par l'ELNEJ. On leur avait toutefois demandé d'évaluer la participation des parents à des activités scolaires auxquelles ces derniers devaient consacrer beaucoup de temps. Les parents choisissent souvent de collaborer plus directement avec les enseignants et d'être plus présents à la maison.

Divers facteurs sont liés à la participation des parents à l'éducation de leurs enfants. Si nous examinons le statut socioéconomique (SSE), les enseignants considèrent que les parents ayant un SSE plus élevé participent à l'éducation de leurs enfants dans une plus large mesure que les autres parents; cependant, l'évaluation des parents est à peu près la même, quel que soit le SSE. Les enseignants considèrent que les parents de familles biparentales prennent une part plus active que les parents de familles

Teachers and parents rate parental involvement the same for parents of girls vs. boys. Finally, teachers and parents tend to rate the parents of children whose first language is French as being more involved than other parents. The types of parental involvement described include measures that teachers rate (taking part in the school) and measures that parents rate (taking part in the home). It appears that overall, parents who are more involved at school are less involved at home and those that are more involved at home are less involved in school. Canadian parents have a finite amount of time that they can spend on the education of their children and some choose to invest this time in the home and some choose to invest the time at their child's school.

Parents tend to have higher expectations of how much school their child will complete compared to how much education teachers think children will complete. More parents than teachers expect children to complete university. Both parents and teachers rate that children in higher SES brackets, children in two-parent families, and children with older parents will complete university. Parents and teachers rate boys as likely as girls to complete university. As well, parents and teachers rate children with various language profiles as equally likely to complete university.

Overall, there are three major findings in this paper:

- Canadian parents are very involved in the education of their children;
- Depending on the perspective (teachers' or parents'), there are differences in involvement levels for parents with various socio-demographic profiles; and
- more parents than teachers have high expectations of educational attainment.

Future research on parental involvement in education

The results from this profile show that parents with various socio-demographic profiles have different trends of involvement. Future research could answer some of the following questions: What socio-economic factors predict parental involvement? What aspects of SES are most important (education, income, status)? Why are parents of French speaking children more involved in some aspects than other parents? Does parental involvement in education at home or at school result in better outcomes for children?

Since parental involvement in education is a complex, multi-dimensional construct, a scale for parental involvement in education could be developed in the future, using existing NLSCY items. Examining the reliability and validity of the scale would demonstrate whether or not the NLSCY adequately measures parental involvement

monoparentales; cependant, l'évaluation des parents est semblable, quelle que soit la structure familiale. Les enseignants et les parents considèrent que le niveau de participation des parents est le même pour les parents de filles et les parents de garçons. Enfin, les enseignants et les parents ont tendance à dire que les parents d'enfants dont la langue maternelle est le français participent davantage à l'éducation de leurs enfants. Les types de participation décrits comprennent les mesures évaluées par les enseignants (participer aux activités scolaires) et les mesures évaluées par les parents (participer aux activités familiales). Il semble qu'en général les parents qui participent davantage aux activités scolaires participent moins à la maison et que ceux qui participent davantage à la maison participent moins aux activités scolaires. Les parents canadiens disposent de périodes déterminées qu'ils peuvent consacrer à l'éducation de leurs enfants, et certains choisissent d'investir ce temps à domicile alors que d'autres choisissent de le faire à l'école.

Les attentes des parents quant au niveau de scolarité qu'atteindront leurs enfants sont plus élevées que les prévisions des enseignants. Un plus grand nombre de parents que d'enseignants prévoient que les enfants obtiendront un diplôme universitaire. Les parents et les enseignants considèrent que les enfants ayant un meilleur SSE, les enfants de familles biparentales et les enfants dont les parents sont plus âgés obtiendront un diplôme universitaire. Les parents et les enseignants considèrent que les garçons ont autant de chances que les filles d'obtenir un diplôme universitaire. De plus, les parents et les enseignants considèrent que les enfants ayant divers profils linguistiques ont autant de chances d'obtenir un diplôme universitaire.

En général, trois grandes conclusions se dégagent de ce document:

- Les parents canadiens participent dans une large mesure à l'éducation de leurs enfants;
- Indépendamment de la perspective (parents ou enseignants), il y a des différences de niveaux de participation pour les parents ayant divers profils sociodémographiques;
- Plus de parents que d'enseignants prévoient que le niveau de scolarité des enfants sera élevé.

Recherche future sur la participation des parents à l'éducation de leurs enfants

Les résultats du présent profil montrent que les parents ayant des profils socioéconomiques divers participent à l'éducation de leurs enfants différemment. Des recherches futures pourraient nous permettre de répondre à certaines des questions suivantes: Quels facteurs socioéconomiques font prévoir dans quelle mesure les parents participeront à l'éducation de leurs enfants? Quels aspects du SSE sont les plus importants (éducation, revenu, statut)? Pourquoi les parents d'enfants francophones participent-ils plus à certains aspects que les autres parents? La participation des parents à l'éducation de leurs enfants à la maison ou à l'école se traduit-elle par de meilleures perspectives d'avenir pour l'enfant?

Étant donné que la participation des parents à l'éducation est un concept complexe et multidimensionnel, il y aurait moyen d'élaborer plus tard une échelle de la participation des parents à l'éducation, à l'aide des questions de l'ELNEJ. L'examen de la fiabilité et de la validité de l'échelle démontrerait si l'ELNEJ quantifie convenablement la participation des parents à l'éducation

in education, and the scale could provide a global picture of parental involvement to be used in further research. As well, if the scale does not adequately measure parental involvement, subsequent cycles of the NLSCY could include new measures of parental involvement in education. The relationship between parental involvement and academic achievement could be examined using the NLSCY parent involvement measures and the standardized achievement tests. The impact of parental involvement in education on various child outcomes could then be followed longitudinally.

Note

1. The SES measure used in this paper is a derived variable in the NLSCY created from variables including: the education level of both parents, the occupational prestige of both parents, and household income. For this paper, SES scores were divided into quintiles meaning that 20% of the children were in each of the five SES categories.

Bibliography

Epstein, J.L. 1987. Parent involvement: What research says to administrators. *Education and Urban Society*, 19:119-137.

Fehrmann, P.G., Keith, T.Z., and Reimers, T.M. 1987. Home influence on school learning: Direct and indirect effects of parental involvement on high school grades. *Journal of Education Research*, 80:330-337.

Griffith, J. 1996. Relation of parental involvement, empowerment, and school traits to student academic performance. *The Journal of Educational Research*, 90: 33-41.

Human Resources Development Canada and Statistics Canada. 1996. *Growing Up in Canada: National Longitudinal Survey of Children and Youth*. Catalogue no. 89-550-MPE, no.1. Minister of Industry.

Lipps, G., and Frank, J. 1997. The National Longitudinal Survey of Children and Youth, 1994-1995: Initial results from the school component. *Education Quarterly Review* (Statistics Canada Catalogue no. 81-003), 4, 2 (Summer 1997):43-57.

Offord, D.R., and Lipman, E.L. 1996. Emotional and behavioural problems. *Growing Up in Canada: National Longitudinal Survey of Children and Youth*. Catalogue no. 89-550-MPE, no.1. Minister of Industry.

Organization for Economic Cooperation and Development (OECD). 1997. *Parents as Partners in Schooling*. Paris:OECD.

Organization for Economic Cooperation and Development (OECD). 1996. *Education at a Glance: OECD Indicators*. Paris:OECD. 167-169.

de leurs enfants, et cette échelle pourrait donner une image globale de la participation des parents qui pourrait être utilisée dans le cadre d'autres recherches. De plus, si l'échelle ne quantifie pas convenablement la participation des parents, des cycles subséquents de l'ELNEJ pourraient comprendre de nouvelles mesures de la participation des parents à l'éducation de leurs enfants. La relation entre la participation des parents et les résultats scolaires pourrait faire l'objet d'un examen à l'aide des mesures de participation des parents selon l'ELNEJ et des tests uniformisés mesurant le rendement scolaire. L'incidence sur l'enfant de la participation des parents à l'éducation pourrait ensuite être suivie longitudinalement.

Note

1. La mesure du SSE utilisée dans le présent document est une variable dérivée de l'ELNEJ créée à l'aide de différentes variables, dont le niveau de scolarité des deux parents, le prestige professionnel des deux parents et le revenu familial. Aux fins du présent document, les résultats de SSE ont été divisés en quintiles, ce qui signifie que les cinq catégories de SSE comptaient chacune 20% des enfants faisant l'objet de l'enquête.

Bibliographie

EPSTEIN, J.L. 1987. « Parent involvement: What research says to administrators », *Education and Urban Society*, vol. 19, p. 119-137.

FEHRMANN, P.G., T.Z. KEITH et T.M. REIMERS. 1987. « Home influence on school learning: Direct and indirect effects of parental involvement on high school grades », *Journal of Educational Research*, vol. 80, p. 330-337.

GRIFFITH, J. 1996. « Relation of parental involvement, empowerment, and school traits to student academic performance », *Journal of Educational Research*, vol. 90, p. 33-41.

DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES CANADA et STATISTIQUE CANADA. 1996. *Grandir au Canada: Enquête nationale longitudinale sur les enfants et les jeunes*, produit n° 89-550-MPF au catalogue de Statistique Canada.

LIPPS, G. et J. FRANK. 1997. « L'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, 1994-95: premiers résultats de la composante scolaire », *Revue trimestrielle de l'éducation*, produit n° 81-003 au catalogue de Statistique Canada, vol. 4, n° 2, été 1997, p. 43-57.

OFFORD, D.R. et E.L. LIPMAN. 1996. « Problèmes affectifs et comportementaux », *Grandir au Canada: Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes*, produit n° 89-550-MPF au catalogue de Statistique Canada.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE). 1997. *Les parents partenaires de l'école*, Paris.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE). 1996. *Regards sur l'éducation: les indicateurs de l'OCDE*, Paris, p. 167-169.

Patrikakou, E.N. 1997. A model of parental attitudes and the academic achievement of adolescents. *Journal of Research and Development in Education*, 31: 7-26.

Riley, A. 1994. Parent empowerment: An idea for the nineties? *Education Canada*, Fall: 14-20.

Schaefer, E.S. 1991. Goals for parent and future-parent education: Research on parental beliefs and behavior. *The Elementary School Journal*, 91:239-247.

Scott-Jones, D. 1996. Parent-child interactions and school achievement. In *The Family-School Connection* (Eds. G. Adams and B. Ryan), 75-107.

Skau, K.G. 1996. Parental involvement: Issues and concerns. *The Alberta Journal of Educational Research*, 42:34-48.

Steinberg, L., Lamborn, S.D., Dornbusch, S.M., & Darling, N. 1992. Impact of parenting practices on adolescent achievement: Authoritative parenting, school involvement, and encouragement to succeed. *Child Development*, 63: 1266-1281.

Sui-Chu, E., and Willms, J.D. 1996. Effects of parental involvement on eighth-grade achievement. *Sociology of Education*, 69:126-141.

Trusty, J. 1996. Relationship of parental involvement in teens' career development to teens' attitudes, perceptions, and behavior. *Journal of Research and Development in Education*, 30:63-69.

Watkins, T.J. 1997. Teacher communications, child achievement, and parent traits in parent involvement models. *The Journal of Educational Research*, 91:3-14.

EQR

PATRIKAKOU, E.N. 1997. « A model of parental attitudes and the academic achievement of adolescents », *Journal of Research and Development in Education*, vol. 31, p. 7-26.

RILEY, A. 1994. « Parent empowerment: An idea for the nineties? », *Education Canada*, automne, p. 14-20.

SCHAEFER, E.S. 1991. « Goals for parent and future-parent education: Research on parental beliefs and behavior », *The Elementary School Journal*, vol. 91, p. 239-247.

SCOTT-JONES, D. 1996. « Parent-child interactions and school achievement », *The Family-School Connection*, éd. G. Adams et B. Ryan, p. 75-107.

SKAU, K.G. 1996. « Parental involvement: Issues and concerns », *The Alberta Journal of Educational Research*, vol. 42, p. 34-48.

STEINBERG, L., S.D. LAMBORN, S.M. DORNBUSCH et N. DARLING. 1992. « Impact of parenting practices on adolescent achievement: Authoritative parenting, school involvement, and encouragement to succeed », *Child Development*, vol. 63, p. 1266-1281.

SUI-CHU, E. et J.D. WILLMS. 1996. « Effects of parental involvement on eighth-grade achievement », *Sociology of Education*, vol. 69, p. 126-141.

TRUSTY, J. 1996. « Relationship of parental involvement in teens' career development to teens' attitudes, perceptions, and behavior », *Journal of Research and Development in Education*, vol. 30, p. 63-69.

WATKINS, T.J. 1997. « Teacher communications, child achievement, and parent traits in parent involvement models », *The Journal of Educational Research*, vol. 91, p. 3-14. RTE

Data availability announcements

Data release

The following is based on a recent data release from the Centre for Education Statistics. Additional statistical information from this release is available on a fee-for-service basis. Please contact Daniel Perrier, Dissemination Officer, at (613) 951-1503, by fax at (613) 951-9040, or by e-mail at perrdan@statcan.ca.

Report of the 1997 National Survey of 1995 Graduates

Shelley Harris, Research Analyst

- In 1995, close to 300,000 students graduated from universities, community colleges and trade/vocational schools. The 1997 National Survey of 1995 Graduates was developed to examine the transition of this group from school to work. This sample of 1995 graduates will be interviewed again in the year 2000 to track their continued integration into the world of work
- The higher their level of education, the easier it is for graduates to find work. The unemployment rate is lower for university (9%) graduates than it is for college (10%) and trade/vocational (15%) graduates.
- Median earnings also increase significantly with education level, showing that staying in school longer pays off. Doctoral and master's graduates had median annual earnings of \$47,000. Bachelor's, college and trade/vocational graduates earned \$32,000, \$25,700 and \$23,400, respectively.
- Health, engineering, mathematics and education graduates were the highest earners from the university classes of '86, '90 and '95 two years after graduation. The ranking of top earners has not changed over the last three surveys.
- The 1995 graduates entered the labour market in favourable times while the economy at large was in expansion. Their integration into the labour force has been largely successful: in June 1997, 1995 graduates had found full-time work in

Données disponibles

Donnée parue

Vous trouverez ci-dessous de l'information basée sur une donnée récemment diffusée par le Centre des statistiques sur l'éducation. Vous pouvez vous procurer des renseignements statistiques additionnels sur cette donnée sur une base de recouvrement des coûts. Veuillez communiquer avec Daniel Perrier, agente de diffusion, par téléphone au (613) 951-1503, par télécopieur au (613) 951-9040 ou par courrier électronique à l'adresse suivante: perrdan@statcan.ca.

Rapport de l'Enquête nationale (1997) auprès des diplômés de 1995

Shelley Harris, Analyste à la recherche

- En 1995, les universités, les collèges communautaires et les écoles de formation professionnelle et de métiers ont décerné un diplôme à près de 300 000 étudiants. L'Enquête nationale de 1997 auprès des diplômés de 1995 visait à examiner le passage de ce groupe de l'école au travail. Cet échantillon de diplômés de 1995 sera de nouveau interviewé en l'an 2000 afin de suivre leur intégration continue au monde du travail.
- Plus un diplômé est scolarisé, plus il lui est facile de trouver du travail. Le taux de chômage des diplômés des universités (9%) est inférieur à ceux des diplômés des collèges (10%) et des écoles de formation professionnelle et de métiers (15%).
- Les gains médians augmentent aussi de manière importante avec le niveau de scolarité, ce qui montre que le fait d'étudier plus longtemps rapporte. Les gains annuels médians des titulaires d'un doctorat ou d'une maîtrise étaient de 47 000 \$ par année, alors que ceux des bacheliers et des diplômés des collèges et des écoles de formation professionnelle et de métiers étaient respectivement de 32 000 \$, de 25 700 \$ et de 23 400 \$.
- Les diplômés en santé, en génie, en mathématiques et en éducation des promotions universitaires de 1986, de 1990 et de 1995 étaient ceux qui touchaient les meilleurs salaires deux ans après avoir obtenu leur diplôme. Le classement des plus hauts salariés n'a pas changé au cours des trois dernières enquêtes.
- Les diplômés de 1995 sont arrivés sur le marché du travail durant une conjoncture favorable marquée par une expansion de l'économie en général. La plupart se sont bien intégrés à la population active : en juin 1997, de fortes proportions des

large proportions - trade/vocational (67%), college (70%) and university (68%)—and among those working part-time, fewer than in previous surveys were doing to involuntarily.

- Two years after graduation, 85% of university commerce and 81% of engineering graduates were working full-time. Only 5% of commerce and 3% of engineering graduates were working part-time during that same period—the lowest rate among all 1995 university graduates.

For more information or to inquire about the concepts, methods and data quality of this release, contact Shelley Harris at (613) 951-1532, or by e-mail at harriss@statcan.ca. To obtain tables or make general data inquiries, contact Daniel Perrier at (613) 951-1503, by fax at (613) 951-9040 or by e-mail at perrdan@statcan.ca, Centre for Education Statistics.

diplômés de 1995 avaient trouvé du travail à temps plein. C'était le cas de 67% des diplômés des écoles de formation professionnelle et de métiers, de 70% de ceux des collèges et de 68% de ceux des universités. Par ailleurs, ils étaient moins nombreux qu'au cours des enquêtes précédentes à travailler involontairement à temps partiel.

- Deux ans après avoir obtenu leur diplôme universitaire, 85% des diplômés en commerce et 81% des diplômés en génie travaillaient à temps plein. Seulement 5% des premiers et 3% des seconds — les taux les plus bas pour l'ensemble des diplômés universitaires de 1995 — travaillaient alors à temps partiel.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Shelley Harris au (613) 951-1532 ou par courrier électronique à l'adresse suivante: harriss@statcan.ca. Pour obtenir des tableaux ou demander des renseignements généraux sur les données, communiquer avec Daniel Perrier au (613) 951-1503, par télécopieur au (613) 951-9040 ou par courrier électronique à perrdan@statcan.ca, Centre des statistiques sur l'éducation.

Current data**Données récentes**

Data series – Séries de données	Most recent data – Données les plus récentes	
	Final ¹	Preliminary or estimate ² Provisoires ou estimées ²
A. Elementary/secondary – Élémentaire/secondaire		
Enrolment in public schools – Inscriptions dans les écoles publiques	1995-96	1996-97 ^e 1997-98 ^e
Enrolment in private schools – Inscriptions dans les écoles privées	1995-96	1996-97 ^e 1997-98 ^e
Enrolment in minority and second language education programs – Inscriptions dans les programmes d'enseignement dans la langue de la minorité et la langue seconde	1996-97	1997-98 ^P 1998-99 ^e
Secondary school graduation – Diplômation au secondaire	1996-97	
Educators in public schools – Éducateurs dans les écoles publiques	1995-96	1996-97 ^e 1997-98 ^e 1998-99 ^e
Educators in private schools – Éducateurs dans les écoles privées	1995-96	1996-97 ^e 1997-98 ^e 1998-99 ^e
Elementary/secondary school characteristics – Caractéristiques des écoles élémentaires et secondaires	1995-96	1996-97 ^e 1997-98 ^e
Financial statistics of school boards – Statistiques financières des conseils scolaires	1996	
Financial statistics of private academic schools – Statistiques financières des écoles académiques privées	1995-96	1996-97 ^P
Federal government expenditures on elementary/secondary education – Dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation élémentaire-secondaire	1996-97	1997-98 ^e 1998-99 ^e
Consolidated expenditures on elementary/secondary education – Dépenses consolidées au titre de l'éducation élémentaire-secondaire	1995-96	1996-97 ^e 1997-98 ^e 1998-99 ^e
Education price index – Indice des prix de l'éducation	1996	
B. Postsecondary – Postsecondaire		
University: enrolments – Université: inscriptions	1997-98	1998-99
University degrees granted – Grades universitaires décernés	1997	1998
University continuing education enrolment – Inscription aux cours des programmes universitaires d'éducation permanente	1997-98	
Educators in universities – Éducateurs dans les universités	1996-97	
Salaries and salary scales of full-time teaching staff at Canadian universities – Traitements et échelles de traitement des enseignants à temps plein des universités canadiennes	1996-97	1997-98
Tuition and living accommodation costs at Canadian universities – Frais de scolarité et de subsistance dans les universités canadiennes	1998-99	
University finance – Finances des universités	1996-97	
College finance – Finances des collèges	1996-97	
Federal government expenditures on postsecondary education – Dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation postsecondaire	1995-96	1996-97 ^e 1997-98 ^e
Consolidated expenditures on postsecondary education – Dépenses consolidées au titre de l'éducation postsecondaire	1995-96	1996-97 ^P 1997-98 ^e
Community colleges and related institutions: postsecondary enrolment and graduates – Collèges communautaires et établissements analogues: effectifs et diplômés postsecondaires	1996-97 1995-96	1997-98 ^P 1998-99 ^e

See footnotes at end of table.

Voir les notes à la fin du tableau.

Current data – concluded

Données récentes – fin

Data series – Séries de données	Most recent data – Données les plus récentes	
	Final ¹	Preliminary or estimate ² Provisoires ou estimées ²
Trade/vocational enrolment – Effectifs dans les programmes de formation professionnelle au niveau des métiers	1995-96	1996-97 ^e 1997-98 ^e
College/trade teaching staff – Personnel d'enseignement des collèges communautaires et des écoles de métiers	1995-96	1996-97 ^e
International student participation in Canadian education – Participation des étudiants étrangers à l'éducation canadienne	1996-97	

C. Publications³

Education in Canada, 1998 – L'éducation au Canada, 1998

Leaving school (1993) – Après l'école (1993)

After High School, the First Years (1996) – Après le secondaire, les premières années (1996)

Adult education and training survey (1995) – Enquête sur l'éducation et sur la formation des adultes (1995)

International student participation in Canadian education (1993-1995) – Participation des étudiants étrangers à l'éducation canadienne (1993-1995)

Education price index – methodological report – Indice des prix de l'enseignement – rapport méthodologique

Handbook of education terminology: elementary and secondary level (1994) – Manuel de terminologie de l'éducation: Niveau primaire et secondaire (1994)

Guide to data on elementary secondary education in Canada (1995) – Guide des données sur l'enseignement des niveaux primaire et secondaire au Canada (1995)

A Guide to Statistics Canada Information and Data Sources on Adult Education and Training (1996) – Guide des sources d'information et de données de Statistique Canada sur l'éducation et la formation des adultes (1996)

A Statistical Portrait of Elementary and Secondary Education in Canada – Third edition (1996) – Portrait statistique de l'enseignement primaire et secondaire au Canada – Troisième édition (1996)

A Statistical Portrait of Education at the University Level in Canada – First edition (1996) – Portrait statistique de l'enseignement au niveau universitaire au Canada – Première édition (1996)

The Class of '86 Revisited – La promotion de 1986 – second regard

The Class of '90: A compendium of findings (1996) – La promotion de 1990: Compendium des résultats (1996)

The Class of '90 Revisited (1997) – La promotion de 1990 – second regard (1997)

The class of '95: Report of the 1997 National Survey of 1995 Graduates – La promotion de 1995: Rapport de l'enquête nationale (1997) auprès des diplômés de 1995.

Education indicators in Canada: Pan-Canadian Indicators Programme (1996) – Indicateurs de l'éducation au Canada: Programme d'indicateurs pancanadiens de l'éducation (1996)

Education at a Glance: OECD Indicators (1997) – Regards sur l'éducation: Les indicateurs de l'OCDE (1997)

Literacy, Economy and Society (1995) – Littérature, économie et société (1995)

Growing Up in Canada: National Longitudinal Survey of Children and Youth (1996) – Grandir au Canada: Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (1996)

1. Indicates the most recent calendar year (e.g., 1993) or academic/fiscal year (e.g., 1993-94) for which final data are available for all provinces and territories.
2. Indicates the most recent calendar year (e.g., 1995) or academic/fiscal year (e.g., 1995-96) for which any data are available. The data may be preliminary (e.g., 1995^p), estimated (e.g., 1995^e) or partial (e.g., data not available for all provinces and territories).
3. The year indicated in parenthesis denotes the year of publication. Some of these publications are prepared in cooperation with other departments or organizations. For information on acquiring copies of these reports, please contact Daniel Perrier, Planning and Client Services Section of the Centre for Education Statistics at Statistics Canada. Telephone: (613) 951-1503; fax: (613) 951-9040 or e-mail: perrdan@statcan.ca.

1. Indique l'année civile (p. ex. 1993) ou l'année scolaire/financière la plus récente (p. ex. 1993-94) pour lesquelles les données finales sont disponibles pour toutes les provinces et les territoires.
2. Indique l'année civile (p. ex. 1995) ou l'année scolaire/financière la plus récente (p. ex. 1995-96) pour lesquelles des données sont disponibles. Les données peuvent être provisoires (p. ex. 1995^p), estimées (p. ex. 1995^e) ou partielles (p. ex. données non disponibles pour toutes les provinces et les territoires).
3. L'année entre parenthèses indique l'année de publication. Certaines de ces publications ont été préparées avec la coopération d'autres ministères ou organismes. Pour obtenir des renseignements sur la façon de vous procurer des exemplaires de ces rapports, veuillez communiquer avec Daniel Perrier, Section de la planification et des services aux clients du Centre des statistiques sur l'éducation de Statistique Canada. Téléphone: (613) 951-1503; télécopieur: (613) 951-9040; courrier électronique: perrdan@statcan.ca.

Education at a glance

Coup d'oeil sur l'éducation

This section provides a series of social, economic and education indicators for Canada, the provinces/territories and the G-7 countries. Included are key statistics on the characteristics of the student and staff populations, educational attainment, public expenditures on education, labour force employed in education, and educational outcomes.

Cette section fournira une série d'indicateurs sociaux, économiques et de l'enseignement pour le Canada, les provinces/territoires ainsi que les pays du groupe des sept. Y sera présentée une série de statistiques sur les caractéristiques des populations d'élèves et d'enseignants, la scolarité, les dépenses publiques au titre de l'éducation, la population active du secteur éducatif et les résultats de l'enseignement.

Table 1
Education indicators, Canada, 1976 to 1998

Tableau 1
Indicateurs de l'enseignement, Canada, 1976 à 1998

Indicator ¹ – Indicateur ¹	1976	1981	1986	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	
Social context – Situation sociale												
Population aged 0-3 – Population âgée de 0 à 3 ans	(*000)	1,403.6	1,448.7	1,475.0	1,573.4	1,601.7	1,610.6	1,596.1	1,595.1	1,578.6	1,560.7	1,550.7
Population aged 4-17 – Population âgée de 4 à 17 ans	(*000)	6,019.9	5,480.3	5,204.7	5,395.4	5,437.7	5,484.7	5,536.4	5,620.7	5,691.4	5,754.0	5,795.7
Population aged 18-24 – Population âgée de 18 à 24 ans	(*000)	3,214.6	3,493.1	3,286.3	2,886.1	2,869.2	2,869.6	2,852.0	2,823.4	2,816.8	2,833.0	2,865.4
Total population – Population totale	(*000)	23,517.5	24,900.0	26,203.8	28,120.1	28,542.2	28,940.6	29,248.1	29,562.5	29,963.7	30,358.5	30,747.0
Youth immigration ^f – Jeunes immigrants ^f		61,504	42,826	25,861	61,239	61,178	73,098	68,257	65,878	66,339	70,355	61,214
Lone-parent families – Familles monoparentales	(%)	14.0	16.6	18.8	15.3	14.4	14.8	14.9	15.1	..	..	..
Economic context – Situation économique												
GDP: Real annual percentage change – PIB: variation réelle annuelle en pourcentage		6.0	4.0	3.1	-1.8	-0.6	2.2	4.1	2.3	1.5	..	..
CPI: Annual percentage change – IPC: variation annuelle en pourcentage		7.5	12.4	4.2	5.6	1.5	1.8	0.2	2.1	1.6	..	..
Employment-population ratio – Rapport emploi-population	(%)	57.1	60.4	59.9 ²	59.8 ²	58.4 ²	58.2 ²	58.5 ²	58.6	58.6	59.2 ³	..
Unemployment rate – Taux de chômage	(%)	7.1	7.5	9.5 ⁴	10.4 ⁴	11.3 ⁵	11.2 ⁵	10.4 ⁵	9.5	9.7	9.2	8.3
Student employment rate – Taux d'emploi des élèves	(%)	..	..	34.4	38.0	35.1	34.0	34.2	33.3	34.8	32.5 ⁶	..
Mothers' participation rate – Taux d'activité des mères	(%)	43.0	54.7	63.8	70.4	69.8	70.1	70.2	70.7	71.6	..	..
Families below low income cut-offs – Familles sous les seuils de faible revenu:												
Two-parent families – Familles biparentales		..	10.2	10.9	10.8	10.6	12.2	11.5	12.8	..	..	..
Lone-parent families – Familles monoparentales	(%)	..	48.4	52.5	55.4	52.3	55.0	53.0	53.0	..	..	..

See footnotes at end of table.

Voir les notes à la fin du tableau.

Table 1
Education indicators, Canada, 1976 to 1998 –
continued**Tableau 1**
Indicateurs de l'enseignement, Canada, 1976 à 1998 –
suite

Indicator – Indicateur	1976	1981	1986	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Enrolments – Effectifs (*000)											
Elementary/secondary schools – Écoles primaires et secondaires	5,513.6	5,024.2	4,938.0	5,218.2	5,284.1	5,327.8	5,362.8	5,441.4 ^r	5,433.1 ^r	5,459.5 ^{re}	5,497.0 ^{re}
Percentage in private schools – Pourcentage des écoles privées	3.4	4.3	4.6	4.7	4.9	5.0	5.1	5.1 ^r	5.1 ^r	5.3 ^{re}	5.3 ^{re}
Public college/trade/vocational, full-time ⁷ – Collèges publics/ formation professionnelle et technique, à temps plein ⁷	247.7	..	238.1	275.9	266.7	306.5	298.5	269.1 ^r	266.4 ^e	264.5 ^e	..
College/postsecondary, full-time – Collèges/formation postsecondaire, à temps plein	226.2	273.4	321.5	349.1	364.6	369.1	377.9	389.5	395.3 ^r	396.7 ^p	397.7 ^e
College/postsecondary, part-time – Collèges/formation postsecondaire, à temps partiel	..	..	166.3	216.8	183.9 ^r	179.2	164.0	158.5	153.7 ^r	149.1 ^e	..
Full-time university – Universités, à temps plein	376.4	401.9	475.4	554.0	569.5	574.3	575.7	573.2	573.6	573.0	578.6 ^p
Part-time university – Universités, à temps partiel	190.8	251.9	287.5	313.3	316.2	300.3	283.3	273.2	256.1	249.7	243.0 ^p
Adult education and training – Éducation permanente et formation	..	..	..	5,504	..	5,842	..	..	..	6,069	..
— Participation rate – Taux de participation (%)	..	..	..	27	..	28	..	..	..	26	..
Graduates – Diplômés (*000)											
Secondary schools ⁸ – Écoles secondaires ⁸	..	..	..	260.7	272.9	281.4	280.4	295.3	297.7	295.9	300.8 ^e
Public college/trade/vocational ⁹ – Collèges publics/formation professionnelle au niveau des métiers ⁹	149.4 ^e	..	145.0	159.7	158.8	163.9	151.1	144.2 ^r	141.5 ^e	138.7 ^e	..
College/postsecondary – Collèges/formation postsecondaire	60.7	71.8	82.4	85.9	92.5	95.2	97.2 ^r	100.9 ^r	102.9 ^e	103.3 ^e	..
University/Bachelor's – Universités/baccalauréat	83.3	84.9	101.7	114.8	120.7	123.2	126.5	127.3	128.0	124.0	..
University/Master's – Universités/maîtrise	11.6	12.9	15.9	18.0	19.4	20.8	21.3	21.4	21.6	21.0	..
University/Doctorate – Universités/docteurat	1.7	1.8	2.2	2.9	3.1	3.4 ^e	3.6	3.7	3.9	3.9	..
Full-time educators – Éducateurs à temps plein (*000)											
Elementary/secondary schools – Écoles primaires et secondaires	284.9	274.6	269.9	302.6	301.8	295.4	295.7	298.7 ^r	295.9 ^{re}	294.3 ^{re}	292.8 ^{re}
College/postsecondary/trade/ vocational – Collèges/formation post- secondaire/ professionnelle/ technique	18.8	24.1	25.0	30.9	32.7	28.1 ^r	28.0 ^r	24.4 ^e	31.2	29.5 ^r	..
University – Universités	31.6	33.6	35.4	36.8	37.3	36.9	36.4	36.0	34.6	..	..

See footnotes at end of table.

Voir les notes à la fin du tableau.

Table 1
Education indicators, Canada, 1976 to 1998 –
concluded

Tableau 1
Indicateurs de l'enseignement, Canada, 1976 à 1998 –
fin

Indicator – Indicateur	1976	1981	1986	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Elementary/secondary pupil-educator ratio – Rapport élèves-personnel scolaire dans les écoles primaires et secondaires	18.1	17.0	16.5	15.5	15.7	16.1	16.1	16.1 [†]	16.2	16.4 ^e	16.5 ^e
Education expenditures – Dépenses au chapitre de l'éducation (\$ millions) (millions de \$)											
Elementary/secondary – Enseignement primaire et secondaire	10,070.9	16,703.2	22,968.0	33,444.9	34,774.5 [†]	35,582.3 [†]	35,936.0	36,424.7	36,735.8 ^P	37,422.2 ^P	37,736.2 ^P
Vocational – Formation professionnelle	959.9	1,601.2	3,275.1	4,573.8	5,380.9	5,631.2	6,559.0	6,185.2	5,333.0 ^P	5,745.7 ^e	6,297.9 ^e
College – Enseignement collégial	1,081.5	2,088.1	2,999.0	3,870.7	4,075.3	4,105.9	4,207.1	4,531.8	4,543.2 ^P	4,610.3 ^e	4,669.3 ^e
University – Enseignement universitaire	2,987.5	4,980.7	7,368.7	11,254.8	11,569.8	11,736.8	11,857.9	11,802.0	11,639.9 ^P	11,592.4 ^e	11,788.7 ^e
Total education expenditures – Dépenses totales au chapitre de l'éducation	15,099.8	25,373.2	36,610.8	53,144.2	55,800.5	57,056.2	58,560.0	58,943.7 [†]	58,251.9 ^P	59,370.6 ^e	60,492.1 ^e
— as a percentage of GDP – en pourcentage du PIB	7.6	7.1	7.3	7.9	8.1	8.0	7.8	7.6	7.1	6.9	..

1. See "Definitions" following Table 3.
2. Standard deviation 0.0% – 0.5%.
3. The figure is for May 1997.
4. Standard deviation 1.1% – 2.5%.
5. Standard deviation 0.6% – 1.0%.
6. The figure is for April 1997.
7. The enrolments have all been reported as full-time based on a "full-day" program, even though the duration of the programs varies from 1 to 48 weeks.
8. Source: Canadian Education Statistics Council. (Excludes adults for Quebec and Ontario and Alberta equivalencies.)
9. The majority of trade and vocational programs, unlike graduate diploma programs which are generally two or three years' duration, are short programs or single courses that may require only several weeks. A person successfully completing these short-duration programs or courses is considered a completer, not a graduate. These completers do not include persons in part-time programs.

1. Voir «Définitions» à la suite du tableau 3.
2. Écart-type 0.0% – 0.5%.
3. Le chiffre donné est celui du mois de mai 1997.
4. Écart-type 1.1% – 2.5%.
5. Écart-type 0.6% – 1.0%.
6. Le chiffre donné est celui du mois d'avril 1997.
7. Les effectifs ont tous été déclarés comme étant à temps plein en fonction d'un programme d'une «journée entière», même si la durée des programmes était comprise entre 1 et 48 semaines.
8. Source: Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation. (Ne comprend pas les adultes du Québec ni les équivalences de l'Ontario et de l'Alberta.)
9. Les programmes menant à l'obtention d'un diplôme sont généralement d'une durée de deux à trois ans. Au contraire, la majorité des programmes de formation professionnelle et technique sont des programmes courts ou de simples cours qui peuvent ne s'étendre que sur quelques semaines. Une personne qui termine avec succès ce type de programmes ou de cours est considérée un sortant, et non comme un diplômé. Ces sortants ne comprennent pas les personnes inscrites aux programmes à temps partiel.

Table 2
Education indicators, provinces and territories

Indicator ¹	Canada	Newfound- land	Prince Edward Island	Nova Scotia	New Brunswick	Quebec	Ontario
		Terre- Neuve	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	
Social and economic context							
Educational attainment, ² 1998: (%)							
— Less than secondary	27.5	39.4	36.0	31.4	33.0	33.7	25.4
— Graduated from high school	19.0	13.7	14.0	13.7	21.0	15.4	20.7
— Some postsecondary	7.0	5.0	6.4	5.8	5.4	5.5	7.3
— Postsecondary certificate, diploma or university degree	46.4	41.9	43.6	49.1	40.6	45.4	46.5
Labour force participation rates by educational attainment, 1998: (%)							
— Total	65.8	56.3	65.9	60.5	61.1	63.1	67.0
— Less than secondary	40.0	32.8	47.3	37.8	36.3	37.9	40.8
— Graduated from high school	68.9	60.6	73.7	64.0	68.9	68.6	68.6
— Some postsecondary	72.3	62.1	69.2	66.8	67.6	69.5	73.6
— Postsecondary certificate, diploma or university degree	78.8	76.2	78.2	73.4	76.3	79.2	79.5
Unemployment rate, 1998 (%)	7.0	16.1	13.2	8.9	10.8	9.2	5.9
Costs and school processes							
Public and private expenditures on education as a percentage of GDP, 1994-95	7.0	9.9	7.6	7.6	7.4	7.6	6.8
Public expenditures on education as a percentage of total public expenditures, 1994-95	13.6	16.9	10.8	9.7	11.2	13.8	14.2
Elementary/secondary pupil-educator ratio, 1996-97 ^e	16.2	14.4	17.1	17.5	17.4	14.5	16.6
Educational outcomes							
Secondary school graduation rates, 1996-97 (%)	73.4	80.2	85.6	80.7	86.0	75.9 ^{5,6}	72.0
University graduation rate, 1994-95 (%)	37.0	23.5	28.1	48.8	29.8	52.0	36.2
Unemployment rate by level of educational attainment, 1995 (%)							
— Less than secondary	12.8	27.2	23.1	14.5	15.6	15.2	11.4
— Graduated from high school	8.5	15.0	13.2	10.7	9.9	11.1	8.3
— Some postsecondary	8.8	15.0	9.7	9.3	12.7	10.7	8.1
— Postsecondary certificate, diploma or university degree	6.5	11.1	8.3	9.0	7.4	7.7	5.6

1. See "Definitions" following Table 3.

2. Parts may not sum to 100% due to rounding.

3. Data are based on the Finance Surveys of the Centre for Education Statistics and the System of National Accounts.

4. Data are based on the Finance Surveys of the Centre for Education Statistics.

5. Starting in 1995, Quebec graduate data for regular day programs include individuals over the age of 20 that graduated from regular day programs.

6. Graduates for Quebec excludes "Formation professionnelle".

Tableau 2
Indicateurs de l'enseignement, provinces et territoires

Manitoba	Saskatchewan	Alberta	British Columbia	Yukon	Northwest Territories	Indicateur ¹
			Colombie-Britannique		Territoires du Nord-Ouest	
Situation sociale et économique						
						(%) Niveau d'éducation ² , 1998:
30.9	31.5	21.2	20.7	..	..	— études secondaires non-complétées
18.9	18.6	19.9	22.3	..	..	— études secondaires complétées
6.8	8.0	8.1	8.8	..	..	— études postsecondaires partielles
43.4	41.8	50.9	48.1	..	..	— certificat postsecondaire, diplôme ou grade universitaire
						Taux d'activité selon le niveau d'éducation, 1998:
						(%) — Total
66.6	67.1	72.8	65.5	..	..	— études secondaires non-complétées
43.9	43.2	49.5	38.3	..	..	— études secondaires complétées
73.5	78.2	75.5	64.4	..	..	— études postsecondaires partielles
73.4	76.0	78.0	70.2	..	..	— certificat postsecondaire, diplôme ou grade universitaire
78.7	78.5	80.6	76.9	..	..
4.6	4.8	4.6	7.4	..	..	(%) Taux de chômage, 1998
Coûts et scolarisation						
7.8	7.4	5.4	6.5	11.3	16.6	Dépenses publiques et privées au chapitre de l'éducation en pourcentage du PIB, 1994-95
12.9	13.8	13.2	12.2	10.4	12.0	Dépenses au chapitre de l'éducation en pourcentage de l'ensemble des dépenses publiques, 1994-1995
15.9	17.6	17.7	16.5	12.2	12.3	Rapport élèves-personnel scolaire dans les écoles primaires et secondaires, 1996-97 ^e
Résultats de l'éducation						
78.1	78.8	64.7	70.5	37.3	24.6	(%) Taux de diplomation à l'école secondaire, 1996-97
34.4	36.0	26.1	23.9	..	..	(%) Taux de diplomation à l'université, 1994-95
						Taux de chômage selon le niveau d'éducation, 1995:
8.8	7.5	9.4	13.2	..	..	— études secondaires non-complétées
5.3	5.1	6.6	7.3	..	..	— études secondaires complétées
8.6	6.4	8.1	8.4	..	..	— études postsecondaires partielles
5.0	4.9	5.8	6.4	..	..	— certificat postsecondaire, diplôme ou grade universitaire

1. Voir « Définitions » à la suite du tableau 3.

2. La somme des éléments peut ne pas correspondre à 100% en raison de l'arrondissement.

3. Les données sont fondées sur les enquêtes des finances du centre des statistiques sur l'éducation ainsi que sur le système de comptabilité nationale.

4. Les données sont fondées sur les enquêtes des finances du centre des statistiques sur l'éducation.

5. Depuis 1995, les données pour les diplômés du Québec des programmes de jours réguliers comprennent les individus âgés de plus de 20 ans qui ont diplômés des programmes de jours réguliers.

6. Les diplômés du Québec, ne comprennent pas ceux de la « Formation professionnelle ».

Table 3
Education indicators, G-7 countries, 1996

Tableau 3
Indicateurs de l'enseignement, les pays du groupe des sept, 1996

Indicator ¹ – Indicateur ¹	Canada	United States États-Unis	France	United Kingdom Royaume-Uni	Germany Allemagne	Italy Italie	Japan Japon
Social and economic context – Situation sociale et économique							
Educational attainment – Niveau d'éducation: (%)							
lower secondary or less – premier cycle du secondaire ou moins	24	14	40	24	19	62	..
tertiary – enseignement supérieur	48	34	19	22	22	8	..
Labour force participation by educational attainment – Taux d'activité selon le niveau d'éducation: (%)							
— upper secondary education – second cycle du secondaire							
Men – Hommes	89	88	90	89	85	80	..
Women – Femmes	72	72	76	74	69	61	..
— university education – enseignement universitaire							
Men – Hommes	92	93	92	94	93	92	..
Women – Femmes	85	82	83	86	83	81	..
Costs and school processes – Coûts et scolarisation							
Public expenditure on education as a percentage of total public expenditures – Dépenses publiques au chapitre de l'éducation en pourcentage de l'ensemble des dépenses publiques	13.6	14.4	11.1	..	9.5	9.0	9.8
Public expenditure on education as a percentage of GDP – Dépenses publiques au chapitre de l'éducation en pourcentage du PIB	5.8	5.0	5.8	4.6	4.5	4.5	3.6
Participation rate in formal education – Taux de participation à l'enseignement traditionnel (%)	68.2	68.8	64.5	66.8	61.8	53.8	57.0
Net tertiary non-university enrolment rate – Taux net d'inscriptions à l'enseignement supérieur non universitaire (%)	17.3	12.9	..	4.7	2.9	..	..
Net university enrolment rate – Taux net d'inscriptions à l'université (%)	23.1	21.7	..	22.2	7.9	..	..
Educational outcomes – Résultats de l'éducation							
Ratio of upper secondary graduates to population – Rapport des diplômés du second cycle du secondaire à la population (%)	73	72	85	..	86	79	99
Ratio of first university degree to population – Rapport du 1 ^{er} cycle universitaire à la population (%)	32	35	..	34	..	1	23
Unemployment rate by level of educational attainment – Taux de chômage selon le niveau d'éducation: (%)							
— upper secondary education – second cycle du secondaire							
Men – Hommes	9	6	8	8	8	6	..
Women – Femmes	9	4	12	6	10	11	..
— university education – enseignement universitaire							
Men – Hommes	5	2	6	4	5	5	..
Women – Femmes	6	2	9	3	5	10	..

1. See "Definitions" following Table 3.

1. Voir « Définitions » à la suite du tableau 3.

Source: Education at a Glance: OECD Indicators, OECD, Paris, 1998.

Source: Regards sur l'éducation: Les indicateurs de l'OCDE, Paris, 1998.

Definitions

Education indicators, Canada

Table 1.

Year refers to the following: (1) population refers to July of given year; (2) enrolment and staff refers to the academic year beginning in September of the given year; (3) graduates refers to number of persons graduating in the spring or summer of the given year; (4) expenditures refers to the fiscal year beginning in April of the given year.

1. Youth immigration

The number of persons aged 0 to 19 who are, or have been, landed immigrants in Canada. A landed immigrant is a person who is not a Canadian citizen by birth, but who has been granted the right to live in Canada permanently by Canadian immigration authorities.

2. Lone-parent families

The number of lone-parent families expressed as a percentage of the total number of families with children. A lone parent refers to a mother or a father, with no spouse or common-law partner present, living in a dwelling with one or more never-married sons and/or daughters. Sources: 1971 to 1986: Statistics Canada, *Lone-parent families in Canada*, Catalogue no. 89-522E; 1991 to present: Small Area and Administrative Data Division.

3. Gross Domestic Product

The unduplicated value of production originating within the boundaries of Canada, regardless of the ownership of the factors of production. GDP can be calculated three ways, as total incomes earned in current production, as total final sales of current production, or as total net values added in current production, and it can be valued either at factor cost or at market prices. Source: Statistics Canada, Industry, Measures and Analysis Division.

4. Consumer Price Index

The consumer price index (CPI) is an indicator of changes in consumer prices. It is defined as a measure of price change obtained by comparing, over time, the cost of a specific basket of commodities. Figures are annual averages.

Définitions

Indicateurs de l'enseignement, Canada

Tableau 1.

L'année fait référence (1) au mois de juillet d'une année donnée pour la population; (2) à l'année scolaire débutant en septembre d'une année donnée pour les effectifs et le personnel; (3) au printemps ou à l'été de l'année où le diplôme a été décerné pour le nombre de diplômés; (4) à l'exercice commençant en avril d'une année donnée pour les dépenses.

1. Jeunes immigrants

Le nombre de personnes âgées de 0 à 19 ans qui sont, ou ont été, des immigrants ayant obtenu le droit d'établissement au Canada. Un immigrant ayant obtenu le droit d'établissement est une personne qui n'est pas citoyen canadien de naissance mais qui a obtenu des autorités canadiennes en matière d'immigration le droit d'établir sa résidence permanente au pays.

2. Familles monoparentales

Le nombre de familles monoparentales exprimé en pourcentage du nombre total de familles avec enfants. Par parent seul, on entend une mère ou un père, sans conjoint ni conjoint en union libre, qui habite un logement avec au moins un de ses fils ou une de ses filles n'ayant jamais été marié. Sources: 1971 à 1986: Statistique Canada, *Les familles monoparentales au Canada*, produit n° 89-522F au catalogue; 1991 à présent: Division des Données régionales et administratives.

3. Produit intérieur brut

Valeur sans double compte de la production réalisée à l'intérieur des frontières du Canada, sans égard à la propriété des facteurs de production. Le PIB peut être calculé de trois façons, soit la somme des revenus gagnés dans la production courante, la somme des ventes finales de la production courante ou la somme des valeurs ajoutées nettes dans la production courante, et peut être évalué au coût des facteurs ou aux prix du marché. Source: Statistique Canada, Division des Mesures et analyse des industries.

4. Indice des prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation (IPC) est un indicateur de l'évolution des prix à la consommation. Il se définit comme une mesure des variations de prix obtenue par comparaison dans le temps du coût d'un panier précis de produits. Les chiffres sont des moyennes annuelles.

5. Employment-population ratio

The number of persons employed expressed as a percentage of the population 15 years of age and over, excluding institutional residents. Figures are annual averages.

6. Unemployment rate

The number of unemployed persons expressed as a percentage of the labour force.

7. Student employment rate

The number of persons aged 15 to 24 attending school on a full-time basis who were employed during the calendar year, (excluding May through August) expressed as a percentage of the total number of full-time students 15 to 24 years of age.

8. Mothers' participation rate

The number of mothers who were in the labour force during the reference period and who live in a dwelling with one or more never-married sons and/or daughters, expressed as a percentage of the total number of mothers living in dwellings with one or more never-married sons and/or daughters. Source: Statistics Canada, *Women in the Workplace*, Catalogue no. 71-534.

9. Families below low income cut-offs

Low income cut-offs are a relative measure of the income adequacy of families. A family that earns less than one-half of the median adjusted family unit income is considered to be in difficult circumstances. The set of low income cut-offs is adjusted for the size of the area of residence and for family size. Source: Statistics Canada, *Low Income Persons, 1980 to 1995*, December 1996, Catalogue no. 13-569.

10. Adult education participation rate

The number of persons 17 years of age or over participating in adult education or training activities, expressed as a percentage of the total population 17 years of age or over. Excludes regular full-time students who are completing their initial schooling.

11. Elementary/secondary pupil-educator ratio

Full-time equivalent enrolment (enrolment in Grades 1 to 12 [including Ontario Academic Credits] and ungraded programs, pre-elementary enrolment in provinces where attendance is full time, and half of the pre-elementary enrolment in other provinces) divided by the full-time equivalent number of educators.

5. Rapport emploi-population

Le nombre de personnes occupées exprimé en pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus à l'exception des personnes vivant dans des établissements. Les chiffres sont des moyennes annuelles.

6. Taux de chômage

Le nombre de chômeurs exprimé en pourcentage de la population active.

7. Taux d'emploi des élèves

Le nombre de personnes âgées de 15 à 24 ans qui fréquentent l'école à temps plein et qui ont un emploi durant l'année civile (sauf durant la période de mai à août), exprimé en pourcentage du nombre total d'élèves à temps plein âgés de 15 à 24 ans.

8. Taux d'activité des mères

Le nombre de mères qui font partie de la population active durant la période de référence et habitent un logement avec au moins un de leurs fils ou une de leurs filles n'ayant jamais été marié, exprimé en pourcentage du nombre total de mères qui habitent un logement avec au moins un de leurs fils ou une de leurs filles n'ayant jamais été marié. Source: Statistique Canada, *Les femmes sur le marché du travail: données choisies*, produit n° 71-534 au catalogue.

9. Familles sous les seuils de faible revenu

Les seuils de faible revenu sont des mesures relatives de la suffisance du revenu des familles. On estime qu'une famille qui gagne moins qu'une demie de la médiane du revenu de l'unité familiale ajusté est «dans le besoin». La série de seuils de faible revenu est rajustée en fonction de la taille de la région de résidence et de la taille de la famille. Source: Statistique Canada, *Personnes à faible revenu, 1980 à 1995*, décembre 1996, produit n° 13-569 au catalogue.

10. Taux de participation à l'éducation permanente

Le nombre de personnes âgées de 17 ans et plus inscrites à l'éducation permanente ou à des activités de formation, exprimé en pourcentage de l'ensemble de la population âgée de 17 ans et plus. Ce taux ne comprend pas les élèves à temps plein ordinaires qui poursuivent leur scolarité initiale.

11. Rapport élèves-personnel scolaire dans les écoles primaires et secondaires

Effectifs en équivalence à temps plein (effectifs de la 1^{re} à la 12^e année [y compris les cours préuniversitaires de l'Ontario] et des programmes à progrès continu, effectifs de l'éducation préscolaire dans les provinces où la fréquentation est à temps plein et la moitié des effectifs du préscolaire dans les autres provinces) divisés par l'ensemble du personnel scolaire en équivalence à temps plein.

12. Education expenditures

Includes expenditures of governments and of all institutions providing elementary/secondary and postsecondary education, and vocational training programs offered by public and private trade/vocational schools and community colleges.

Education indicators, provinces and territories

Table 2.

The methodologies used to derive the indicators in Table 2 may differ from those used in other statistical tables of this section.

13. Educational attainment and labour force participation rates

Refers to the population aged 25 and over. Source: Statistics Canada, *Labour Force Annual Averages*, 1995, Catalogue no. 71-220E.

14. Graduation rate

This measure is the sum of age-specific ratios of the number of graduates to population for an academic year. The ratios are calculated using the population as of June 1 of the school year and the number of graduates by age as of the same date. "Late graduates" are included in the calculations. Graduation rates are based on "youth" only. The term "youth only" may include individuals over the age of 20, enrolled in "regular" day school programs. However, graduates from up-grading programs for out-of-school adults, sometimes leading to "equivalency" certification but in other cases leading to regular high school graduation certification, are not included. If adult graduates were included, the graduation rates would be higher in all jurisdictions.

15. University graduation rate

Number of degrees awarded at the undergraduate level, as a percentage of the population aged 22.

16. Unemployment rate by level of educational attainment

The number unemployed with a given level of education is expressed as a percentage of the labour force with the same education; population aged 25 and over. Upper secondary includes the final grade of secondary school.

12. Dépenses au chapitre de l'éducation

Ces dépenses comprennent les dépenses des administrations publiques et de tous les établissements offrant un enseignement primaire-secondaire et postsecondaire ainsi que les dépenses associées aux programmes de formation professionnelle offerts dans les écoles privés et publiques de formation professionnelle et technique et dans les collèges communautaires.

Indicateurs de l'enseignement, provinces et territoires

Tableau 2.

Les méthodes ayant servi au calcul des indicateurs du tableau 2 peuvent être différentes de celles utilisées pour les autres tableaux statistiques de la section.

13. Niveau d'éducation et taux d'activité

Il s'agit de la population âgée de 25 ans et plus. Source: Statistique Canada, *Moyennes annuelles de la population active*, 1995, produit n° 71-220F au catalogue.

14. Taux d'obtention des diplômes

Sommes des rapports par âge entre le nombre de diplômés et la population pour une année scolaire donnée. Les rapports sont calculés d'après les chiffres de la population au 1^{er} juin de l'année scolaire et le nombre de diplômés par âge à la même date. Les personnes qui ont obtenu leur diplôme plus tard dans l'année sont prises en compte dans le calcul du nombre de diplômés. Les taux d'obtention des diplômes sont fondés sur les données relative aux « jeunes » seulement. Le terme « jeune » seulement peut comprendre les individus âgés de plus de 20 ans, enregistrés aux programmes de jours « réguliers ». Cependant, les diplômés des programmes de recyclage destinés aux adultes, qui mènent dans certains cas à l'obtention d'une attestation « d'équivalence », mais dans d'autres à l'obtention d'un diplôme d'études secondaires normales, ne sont pas inclus. Si les diplômés adultes étaient inclus dans les taux, ceux-ci seraient plus élevés dans toutes les provinces et territoires.

15. Taux de diplomation à l'université

Il s'agit du nombre de grades de 1^{er} cycle décernés en pourcentage de la population âgée de 22 ans.

16. Taux de chômage selon le niveau d'éducation

Il s'agit du nombre de chômeurs ayant atteint un certain niveau d'éducation en pourcentage de la population active ayant atteint le même niveau d'éducation. La population est celle âgée de 25 ans et plus. Le second cycle du secondaire comprend la dernière année d'études secondaires.

17. University/secondary school earnings ratio

The average annual earnings of those with university education are expressed as a percentage of the average annual earnings of those with upper secondary education; population aged 45 to 64.

Education indicators, G-7 countries**Table 3.****18. Educational attainment**

Percentage of the adult population aged 25 to 64 that has completed a certain level of education.

19. Participation rate in formal education

The total number of students age 5 and older enrolled in formal education expressed as a percentage of the population aged 5 to 29.

20. Net tertiary non-university enrolment rate

Total number of full-time students aged 18 to 21 who are enrolled in non-university tertiary education, expressed as a percentage of the population aged 18 to 21.

21. Net university enrolment rate

Total number of full-time and part-time students aged 18 to 21 who are enrolled in university education, expressed as a percentage of the population aged 18 to 21. EOR

17. Rapport des gains des études universitaires/études secondaires

Il s'agit des gains annuels moyens des personnes ayant fait des études universitaires en pourcentage des gains annuels moyens de celles ayant fait des études secondaires de second cycle. La population est celle âgée de 45 à 64 ans.

Indicateurs de l'enseignement, les pays du groupe des sept**Tableau 3.****18. Niveau d'éducation**

Il s'agit du pourcentage de la population adulte de 25 à 64 ans qui a atteint un certain niveau d'éducation.

19. Taux de participation à l'enseignement traditionnel

Il s'agit du nombre total d'élèves âgés de 5 ans et plus inscrits à l'enseignement traditionnel en pourcentage de la population âgée de 5 à 29 ans.

20. Taux net d'inscription à l'enseignement supérieur non universitaire

Il s'agit du nombre total d'élèves âgés de 18 à 21 ans qui sont inscrits à temps plein, à l'enseignement supérieur non universitaire exprimé en pourcentage de la population âgée de 18 à 21 ans.

21. Taux net d'inscription à l'université

Il s'agit du nombre total d'élèves âgés de 18 à 21 ans qui sont inscrits à temps plein et à temps partiel à l'université, exprimé en pourcentage de la population âgée de 18 à 21 ans. RTE

In upcoming issues

The following articles are scheduled to appear in the next four issues (Volume 6) of Education Quarterly Review:

Diversity in the classroom: Characteristics of elementary students receiving special education

An examination of special needs children, their limitations, families and educational experiences using data from the first cycle of the National Longitudinal Survey of Children and Youth (NLSCY).

Children's school experiences in the NLSCY

A discussion of the findings covering children aged 4 to 11, drawing data from teacher, household and self-completed questionnaires of the NLSCY.

Postsecondary graduates and the labour market: Job requirements relative to education level

An analysis of the fields of study at specific levels of education that are associated with jobs that have requirements below education.

Brain drain or brain gain?

An examination of the brain-drain of professional and management workers out of Canada, and the gain of professional and management workers from the United States and the rest of the world.

School achievement in early adolescence: Do school attitudes make a difference?

A study, using NLSCY data, of the links between academic achievement, children's views of themselves, and adults' support during the transition to early adolescence.

How do families affect children's success in school?

An analysis of the effects of family relationship processes and family member characteristics on the school achievement of boys and girls aged 6 to 11 years.

Affluent neighbourhoods and school readiness

An examination of the influences of neighbourhood and family socio-economic characteristics on children's competencies associated with school readiness.

Dans les numéros à venir

Les articles suivants devraient paraître dans les quatre prochains numéros (volume 6) de la Revue trimestrielle de l'éducation:

La diversité en classe: les caractéristiques des élèves du primaire qui reçoivent une éducation spéciale

Examen des enfants ayant des besoins particuliers, de leurs limites, de leur famille et de leur expérience éducative à partir des données tirées du premier cycle de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ).

L'expérience scolaire des enfants dans l'ELNEJ

Discussion des constatations portant sur les enfants âgés de 4 à 11 ans, à partir des données des questionnaires des enseignants, des ménages et à remplir soi-même de l'ELNEJ.

Les diplômés du postsecondaire et le marché du travail: les exigences d'emploi par rapport au niveau d'instruction

Analyse des domaines d'études à des niveaux d'instruction précis qui sont liés à des emplois dont les exigences sont inférieures au niveau d'instruction.

Exode ou afflux des cerveaux?

Examen de l'exode de travailleurs professionnels et de direction à l'extérieur du Canada, et de l'afflux de travailleurs professionnels et de direction des États-Unis et du reste du monde.

Le rendement scolaire au début de l'adolescence: l'attitude de l'école fait-elle une différence?

Selon les données de l'ELNEJ, étude des liens entre le rendement scolaire, la perception que se font les enfants d'eux-mêmes et le soutien des adultes pendant la transition vers le début de l'adolescence.

Quelle est l'influence de la famille sur la réussite scolaire des enfants?

Analyse des effets des processus de la relation familiale et des caractéristiques des membres de la famille sur le rendement scolaire des garçons et des filles âgés de 6 à 11 ans.

Les quartiers aisés et la maturité scolaire

Examen de l'influence des caractéristiques socioéconomiques du quartier et de la famille sur les compétences des enfants liées à la maturité scolaire.

Parental involvement using NLSCY data

An exploration of the role of the parent in the child's learning environment, using results from the first cycle of the National Longitudinal Survey of Children and Youth.

Parents and schools: The involvement, participation and expectation of parents in the education of their children

This article summarizes the perceptions of teachers and parents by looking at some of the factors associated with increased parental involvement in education.

Holding their own: Employment and earnings of postsecondary graduates

An examination of the fortunes of younger workers based on the results of a longitudinal analysis of the early labour market outcomes of Canadian postsecondary graduates.

Graduates' earnings and the job-education match

An examination of the two important issues relating to transition from school to the labour market – earnings and the education-job skills match.

University education: Recent trends in participation, accessibility and returns

An analysis of important trends associated with participation in university education, including participation rates, tuition fees, prospects of finding a job and earnings.

University and community college leavers

An examination of how social demographic and high school related variables impact the odds of postsecondary leaving.

Factors influencing bachelors graduates pursuing further postsecondary education

An analysis, using data from the National Graduates Surveys, of the patterns associated with the pursuit of further education.

Indicators of success for effective and efficient schools

An examination of how new initiatives from Statistics Canada's Centre for Education Statistics can be utilized to explore the efficiency and effectiveness of elementary and secondary schools. EQR

La participation des parents selon les données de l'ELNEJ

Exploration du rôle des parents dans l'environnement d'apprentissage de l'enfant, à partir des résultats tirés du premier cycle de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes.

Les parents et l'école: la participation et les attentes des parents envers l'éducation de leurs enfants

Cet article, résumé des perceptions des enseignants et des parents, examine certains facteurs associés à la meilleure participation des parents à l'éducation.

Tenir bon: l'emploi et les gains des diplômés du postsecondaire

Examen du sort des jeunes travailleurs à partir des résultats d'une analyse longitudinale des premières années sur le marché du travail des Canadiens ayant un diplôme d'études postsecondaires.

Les gains des diplômés et le jumelage emploi-éducation

Examen de deux questions importantes liées à la transition de l'école au marché du travail: les gains et le jumelage éducation-aptitudes professionnelles.

Les études universitaires: les tendances récentes de la participation, de l'accès et du rendement

Analyse des tendances importantes liées à la participation aux études universitaires, notamment les taux de participation, les droits de scolarité, les perspectives d'emploi et les gains.

Les décrocheurs universitaires et collégiaux

Examen de la façon dont des variables sociodémographiques et liées à l'école secondaire influent sur la probabilité de décrochage au niveau postsecondaire.

Les facteurs qui incitent les bacheliers à poursuivre leurs études postsecondaires

Selon des données tirées de l'Enquête nationale auprès des diplômés, analyse des modèles liés à la poursuite des études.

Les indicateurs de réussite des écoles efficaces et efficaces

Examen des façons dont les nouvelles initiatives du Centre des statistiques sur l'éducation de Statistique Canada peuvent servir à explorer l'efficacité et l'efficacité des écoles primaires et secondaires. RTE

Cumulative index

This index lists all analytical articles published in Education Quarterly Review. Included are descriptions of education and education-related surveys conducted by Statistics Canada, provincial governments and institutions. The categories under which the articles appear are based on policy issues identified in the report Strategic Plan (1997), released by the Centre for Education Statistics in November 1997 and available on the Internet at address <http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/freepub.cgi>.

Education funding

- Education Price Index: Selected inputs, elementary and secondary level **Vol. 1, No. 3 (October 1994)**
Does Canada invest enough in education? An insight into the cost structure of education in Canada **Vol. 1, No. 4 (April 1994)**
School transportation costs **Vol. 2, No. 4 (January 1996)**
Federal participation in Canadian education **Vol. 3, No. 1 (May 1996)**
Funding public school systems: A 25-year review **Vol. 4, No. 2 (September 1997)**

Student flows, student mobility and transitions

- Education indicators, interprovincial and international comparisons **Vol. 1, No. 2 (July 1994)**
The search for education indicators **Vol. 1, No. 4 (December 1994)**
Intergenerational change in the education of Canadians **Vol. 2, No. 2 (June 1995)**
Participation in pre-elementary and elementary and secondary education in Canada:
 A look at the indicators **Vol. 2, No. 3 (September 1995)**
Educational outcome measures of knowledge, skills and values **Vol. 3, No. 1 (May 1996)**
Interprovincial university student flow patterns **Vol. 3, No. 3 (October 1996)**
After high school ... Initial results of the School Leavers Follow-up Survey, 1995 **Vol. 3, No. 4 (January 1997)**
Varied pathways: The undergraduate experience in Ontario **Vol. 4, No. 3 (February 1998)**

Relationships between education and the labour market

- Returning to school full-time **Vol. 1, No. 2 (July 1994)**
Trends in education employment **Vol. 1, No. 3 (October 1994)**
Male-female earnings gap among postsecondary graduates **Vol. 2, No. 1 (March 1995)**
Survey of labour and income dynamics: An overview **Vol. 2, No. 2 (June 1995)**
Earnings and labour force status of 1990 graduates **Vol. 2, No. 3 (September 1995)**
Worker bees: Education and employment benefits of co-op programs **Vol. 2, No. 4 (January 1996)**
Youth combining school and work **Vol. 2, No. 4 (January 1996)**
Employment prospects for high school graduates **Vol. 3, No. 1 (May 1996)**
Relationship between postsecondary graduates' education and employment **Vol. 3, No. 2 (July 1996)**
Labour market dynamics in the teaching profession **Vol. 3, No. 4 (January 1997)**
Educational attainment — a key to autonomy and authority in the workplace **Vol. 4, No. 1 (May 1997)**
Youth employment: A lesson on its decline **Vol. 5, No. 3 (March 1999)**

Technology and learning

- Occupational training among unemployed persons **Vol. 1, No. 1 (April 1994)**
An overview of trade/vocational and preparatory training in Canada **Vol. 1, No. 1 (April 1994)**
Adult Education and Training Survey: An overview **Vol. 1, No. 3 (October 1994)**
Women in registered apprenticeship training programs **Vol. 1, No. 4 (December 1994)**
Adult education: A practical definition **Vol. 2, No. 1 (March 1995)**
Survey of private training schools in Canada, 1992 **Vol. 2, No. 3 (September 1995)**
The education component of the National Longitudinal Survey of Children and Youth **Vol. 3, No. 2 (July 1996)**
Computer literacy — a growing requirement **Vol. 3, No. 3 (October 1996)**
International survey on adult literacy **Vol. 3, No. 4 (January 1997)**
The National Longitudinal Survey of Children and Youth, 1994-95: Initial results from the school component **Vol. 4, No. 2 (September 1997)**
Third International Mathematics and Science Study: Canada report, Grade 8 **Vol. 4, No. 3 (February 1998)**
Science and technology careers in Canada: Analysis of recent university graduates **Vol. 4, No. 3 (February 1998)**
Intergenerational education mobility: An international comparison **Vol. 5, No. 2 (December 1998)**

A profile of NLSCY schools	Vol.5, No. 4 (July 1999)
Parents and schools: The involvement, participation, and expectations of parents in the education of their children	Vol.5, No. 4 (July 1999)
Accessibility	
The increase in tuition fees: How to make ends meet?	Vol. 1, No. 1 (April 1994)
University enrolment and tuition fees	Vol. 1, No. 4 (December 1994)
Financial assistance to postsecondary students	Vol. 2, No. 1 (March 1995)
Student borrowing for postsecondary education	Vol. 3, No. 2 (July 1996)
Job-related education and training — who has access?	Vol. 4, No. 1 (May 1997)
Financing universities: Why are students paying more?	Vol. 4, No. 2 (September 1997)
Student debt from 1990-91 to 1995-96: An analysis of Canada Student Loans data	Vol.5, No. 4 (July 1999)
Alternative forms of education delivery	
Private elementary and secondary schools	Vol. 1, No. 1 (April 1994)
Distance learning — an idea whose time has come	Vol. 2, No. 3 (September 1995)
Proprietary schools in Canada	Vol. 3, No. 1 (May 1996)
A profile of home schooling in Canada	Vol. 4, No. 4 (May 1998)
Distance education: Reducing barriers	Vol. 5, No. 1 (August 1998)
Teacher issues	
Part-time university teachers: A growing group	Vol. 1, No. 3 (October 1994)
Teacher workload in elementary and secondary schools	Vol. 1, No. 3 (October 1994)
College and Related Institutions Educational Staff Survey	Vol. 2, No. 1 (March 1995)
Employment income of elementary and secondary teachers and other selected occupations	Vol. 2, No. 2 (June 1995)
Renewal, costs and university faculty demographics	Vol. 2, No. 3 (September 1995)
Teacher workload and work life in Saskatchewan	Vol. 2, No. 4 (January 1996)
Are we headed toward a teacher surplus or a teacher shortage?	Vol. 4, No. 1 (May 1997)
Status of women faculty in Canadian universities	Vol. 5, No. 2 (December 1998)
Student participation and performance	
Increases in university enrolment: Increased access or increased retention?	Vol. 1, No. 1 (April 1994)
Enrolment changes in trade/vocational and preparatory programs, 1983-84 to 1990-91	Vol. 1, No. 1 (April 1994)
Two decades of change: College postsecondary enrolments, 1971 to 1991	Vol. 1, No. 2 (July 1994)
Predicting school leavers and graduates	Vol. 1, No. 2 (July 1994)
University enrolment trends	Vol. 2, No. 1 (March 1995)
Tracing respondents: The example of the School Leavers Follow-up Survey	Vol. 2, No. 2 (June 1995)
College and related institutions postsecondary enrolment and graduates survey	Vol. 2, No. 4 (January 1996)
Graduation rates and times to completion for doctoral programs in Canada	Vol. 3, No. 2 (July 1996)
The class of '90 revisited: 1995 follow-up of 1990 graduates	Vol. 4, No. 4 (May 1998)
Getting ahead in life: Does your parents' education count?	Vol. 5, No. 1 (August 1998)
Determinants of postsecondary participation	Vol. 5, No. 3 (March 1999)
Foreign students and marketing of education internationally	
International students in Canada	Vol. 3, No. 3 (October 1996)
Satisfaction	
Attitudes of Bachelor's Graduates towards their Programs	Vol. 1, No. 2 (July 1994)
Education data sources	
An overview of elementary/secondary education data sources	Vol. 1, No. 2 (July 1994)
Handbook of Education Terminology: Elementary and Secondary Levels	Vol. 1, No. 4 (December 1994)

Index cumulatif

Cet Index contient la liste de tous les rapports analytiques parus dans la Revue trimestrielle de l'éducation. Des descriptions d'enquêtes sur l'éducation ainsi que les enquêtes liés à l'éducation menées par Statistique Canada, les gouvernements provinciaux et les établissements sont incluses. Les catégories sous lesquelles les articles apparaissent sont fondées sur les questions de politique identifiées dans le rapport intitulé Plan stratégique (1997) diffusé, en novembre 1997, par le Centre des statistiques sur l'éducation et est aussi disponible sur l'internet à l'adresse suivante: http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/freepub_f.cgi.

Financement de l'éducation

Indice des prix de l'enseignement: certains intrants, enseignement élémentaire et secondaire
Le Canada investit-il suffisamment dans l'éducation? Un aperçu de la structure des coûts en éducation au Canada
Les coûts de transport scolaire
Participation du gouvernement fédéral à l'éducation au Canada
Le financement des écoles publiques: les 25 dernières années

Vol. 1, n° 3 (Octobre 1994)

Vol. 1, n° 4 (Avril 1994)

Vol. 2, n° 4 (Janvier 1996)

Vol. 3, n° 1 (Mai 1996)

Vol. 4, n° 2 (Septembre 1997)

Mouvements des étudiants/mobilité des étudiants/transitions

Indicateurs de l'éducation: comparaisons interprovinciales et internationales
À la recherche d'indicateurs de l'enseignement
Évolution intergénérationnelle de la scolarité des Canadiens
Participation à l'éducation préscolaire et à l'enseignement primaire et secondaire au Canada: un regard sur les indicateurs
Mesure des résultats de l'enseignement du point de vue des connaissances, des compétences et des valeurs
Modèles des mouvements interprovinciaux d'étudiants
Après le secondaire... Premiers résultats de l'Enquête de suivi auprès des sortants, 1995
Les différents itinéraires des étudiants de premier cycle en Ontario

Vol. 1, n° 2 (Juillet 1994)

Vol. 1, n° 4 (Décembre 1994)

Vol. 2, n° 2 (Juin 1995)

Vol. 2, n° 3 (Septembre 1995)

Vol. 3, n° 1 (Mai 1996)

Vol. 3, n° 3 (Octobre 1996)

Vol. 3, n° 4 (Janvier 1997)

Vol. 4, n° 3 (Février 1998)

Rapport entre le milieu de l'éducation et le marché du travail

Le retour aux études à temps plein
Tendances de l'emploi dans le secteur de l'éducation
Écart salarial entre les hommes et les femmes diplômés de l'enseignement postsecondaire
Aperçu de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu
Gains et situation vis-à-vis de l'activité des diplômés de 1990
Les abeilles ouvrières: Avantages des programmes coopératifs au chapitre des études et de l'emploi
L'association travail-études chez les jeunes
Perspectives d'emploi des diplômés du secondaire
Lien entre les études des diplômés de l'enseignement postsecondaire et leur emploi
La dynamique du marché du travail dans la profession d'enseignant
Le niveau de scolarité: la clé de l'autonomie et du pouvoir en milieu de travail
L'emploi des jeunes: une leçon sur son recul

Vol. 1, n° 2 (Juillet 1994)

Vol. 1, n° 3 (Octobre 1994)

Vol. 2, n° 1 (Mars 1995)

Vol. 2, n° 2 (Juin 1995)

Vol. 2, n° 3 (Septembre 1995)

Vol. 2, n° 4 (Janvier 1996)

Vol. 2, n° 4 (Janvier 1996)

Vol. 3, n° 1 (Mai 1996)

Vol. 3, n° 2 (Juillet 1996)

Vol. 3, n° 4 (Janvier 1997)

Vol. 4, n° 1 (Mai 1997)

Vol. 5, n° 3 (Mars 1999)

Technologie et apprentissage

La formation professionnelle chez les chômeurs
Aperçu de la formation professionnelle au niveau des métiers et de la formation préparatoire au Canada
Aperçu de l'Enquête sur l'éducation et sur la formation des adultes
Les femmes et les programmes d'apprentissage enregistrés
Formation continue: une définition pratique
Enquête sur les écoles privées de formation professionnelle au Canada, 1992
La composante éducation de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes
Connaissances en informatique - une exigence de plus en plus répandue
Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes
L'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, 1994-95: premiers résultats de la composante scolaire

Vol. 1, n° 1 (Avril 1994)

Vol. 1, n° 1 (Avril 1994)

Vol. 1, n° 3 (Octobre 1994)

Vol. 1, n° 4 (Décembre 1994)

Vol. 2, n° 1 (Mars 1995)

Vol. 2, n° 3 (Septembre 1995)

Vol. 3, n° 2 (Juillet 1996)

Vol. 3, n° 3 (Octobre 1996)

Vol. 3, n° 4 (Janvier 1997)

Vol. 4, n° 2 (Septembre 1997)

- Troisième enquête internationale sur l'enseignement des mathématiques et des sciences: rapport du Canada, 8^e année **Vol. 4, n° 3 (Février 1998)**
- Carrières en sciences et en technologie au Canada: une analyse portant sur de nouveaux diplômés universitaires **Vol. 4, n° 3 (Février 1998)**
- La mobilité intergénérationnelle en matière d'éducation: comparaison internationale **Vol. 5, n° 2 (Décembre 1998)**
- Profil des écoles de l'ELNEJ **Vol. 5, n°4 (Juillet 1999)**
- Les parents et l'école: la participation et les attentes des parents en ce qui a trait à l'éducation de leurs enfants **Vol. 5, n°4 (Juillet 1999)**
- Accessibilité**
- La hausse des frais de scolarité: comment joindre les deux bouts? **Vol. 1, n° 1 (Avril 1994)**
- Effectifs universitaires et droits de scolarité **Vol. 1, n° 4 (Décembre 1994)**
- Aide financière aux élèves de l'enseignement postsecondaire **Vol. 2, n° 1 (Mars 1995)**
- Emprunts des diplômés des études postsecondaires **Vol. 3, n° 2 (Juillet 1996)**
- Éducation et formation liées à l'emploi - qui y a accès? **Vol. 4, n° 1 (Mai 1997)**
- Financement des universités: pourquoi les étudiants doivent-ils payer davantage? **Vol. 4, n° 2 (Septembre 1997)**
- La dette étudiante de 1990-91 à 1995-96; une analyse des données du Programmes canadien de prêts aux étudiants **Vol. 5, n°4 (Juillet 1999)**
- Modes de prestation de rechange**
- Écoles primaires et secondaires privées **Vol. 1, n° 1 (Avril 1994)**
- Étudier à distance, une idée qui fait son chemin **Vol. 2, n° 3 (Septembre 1995)**
- Les écoles privées de formation professionnelle au Canada **Vol. 3, n° 1 (Mai 1996)**
- Profil de l'enseignement à domicile par les parents au Canada **Vol. 4, n° 4 (Mai 1998)**
- L'enseignement à distance: Réduire les obstacles **Vol. 5, n° 1 (Août 1998)**
- Questions relatives au personnel enseignant**
- Les enseignants à temps partiel dans les universités canadiennes, un groupe en croissance **Vol. 1, n° 3 (Octobre 1994)**
- La charge de travail des enseignants dans les écoles primaires et secondaires **Vol. 1, n° 3 (Octobre 1994)**
- Enquête sur le personnel enseignant des collèges et établissements analogues **Vol. 2, n° 1 (Mars 1995)**
- Revenu d'emploi des enseignants du primaire et du secondaire et des travailleurs d'autres professions retenues **Vol. 2, n° 2 (Juin 1995)**
- Données démographiques sur le corps professoral, les coûts et le renouvellement de l'effectif **Vol. 2, n° 3 (Septembre 1995)**
- Charge de travail et vie professionnelle des enseignants en Saskatchewan **Vol. 2, n° 4 (Janvier 1996)**
- Se dirige-t-on vers un surplus ou une pénurie d'enseignants? **Vol. 4, n° 1 (Mai 1997)**
- Situation du corps professoral féminin dans les universités canadiennes **Vol. 5, n° 2 (Décembre 1998)**
- Participation et rendement des étudiants**
- Hausse des effectifs universitaires: accès accru ou plus grande persévérance? **Vol. 1, n° 1 (Avril 1994)**
- Évolution des effectifs des programmes de formation professionnelle au niveau des métiers et des programmes de formation préparatoire, 1983-84 à 1990-91 **Vol. 1, n° 1 (Avril 1994)**
- Deux décennies de changements: Effectifs de l'enseignement postsecondaire collégial, 1971 à 1991 **Vol. 1, n° 2 (Juillet 1994)**
- Prédire l'abandon scolaire ou l'obtention du diplôme **Vol. 1, n° 2 (Juillet 1994)**
- Tendances des effectifs universitaires **Vol. 2, n° 1 (Mars 1995)**
- Dépistage des répondants: l'exemple du Suivi de l'Enquête auprès des sortants **Vol. 2, n° 2 (Juin 1995)**
- Enquête sur les effectifs et les diplômés des collèges et des établissements d'enseignement postsecondaire analogues **Vol. 2, n° 4 (Janvier 1996)**
- Taux d'obtention de diplôme et nombre d'années avant l'obtention du diplôme pour les programmes de doctorat au Canada **Vol. 3, n° 2 (Juillet 1996)**
- La promotion de 1990 second regard: Enquête de suivi (1995) auprès des diplômés de 1990 **Vol. 4, n° 4 (Mai 1998)**
- Réussir dans la vie: l'influence de la scolarité des parents **Vol. 5, n° 1 (Août 1998)**
- Déterminants de la poursuite d'études postsecondaires **Vol. 5, n° 3 (Mars 1999)**
- Les étudiants étrangers et le marketing de l'éducation à l'échelle internationale**
- Élèves étrangers au Canada **Vol. 3, n° 3 (Octobre 1996)**
- Satisfaction**
- Attitudes des diplômés du baccalauréat envers leur programme **Vol. 1, n° 2 (Juillet 1994)**
- Sources de données sur l'éducation**
- Un aperçu des sources de données sur l'enseignement primaire et secondaire **Vol. 1, n° 2 (Juillet 1994)**
- Manuel de terminologie de l'éducation: niveau primaire et secondaire **Vol. 1, n° 4 (Décembre 1994)**